

GOSSELIN
DE WALQUE



Revue de presse

2024

Table des matières

1. Interview - Abd-Samad Habbachi, CEO d'A6K-E6K : « Pour 90 % de nos formations, pas besoin de prérequis » - 7 Dimanche - Page 7 - 25 août 2024
2. Abd-Samad Habbachi, CEO d'A6K-E6K: «Pour 90% de nos formations, pas besoin de prérequis» - Sudinfo - Article papier et digital - 25 août 2024
3. Même si le système handicape la compétitivité des entreprises et pousse l'inflation - Réformer l'indexation des salaires, ce ne sera pas si facile. Trends-Tendances - Papier et digital - 8 août 2024.
4. I-care fait son entrée chez les géants de l'automobile - L'Echo - Online - 09 juillet 2024.
5. I-care fait son entrée chez les géants de l'auto - L'Echo - Page 11 - 09 juillet 2024.
6. I-care, Aerospacelab, Safran Aero Boosters, John Cockerill... : cette Wallonie qui veut gagner - Trends/Tendances - Online - 09 juillet 2024.
7. Fabrice Brion (I-care): des résultats et des ambitions - "Je rêve d'une Belgian Tech, comme il y a la French Tech". Trends-Tendances - Papier - 2 Juillet 2024
8. Fabrice Brion heeft grote ambitie met I-care - 'Technologie is geen zeepbel'. Trends - Papier - 1er Juillet 2025.
9. Gouverner comme des ingénieurs respectueux. Trends-Tendances - Papier - 27 Juin 2024.
10. EnergyVision timmert aan beursgang in Brussel - DE Tijd - Article papier et digital- 19 Juin 2024
11. EnergyVision travaille sur une introduction en bourse L'Echo - Article papier et digital - 19 Juin 2024
12. Réactions des patrons | Fabrice Brion (I-Care): "Vu le contexte économique, on ne peut plus se permettre d'attendre 541 jours pour former un gouvernement" L'Echo - Digital - 10 Juin 2024.
13. Élections 2024: les patrons se réjouissent d'une montée des partis pro-entreprises et craignent la percée du PTB. L'Echo - Digital - 10 Juin 2024.
14. Fabrice Brion, CEO d'I-care - "Tout faire pour soutenir l'ambition et la croissance" Trends-Tendances - Papier et digital - 4 Juin 2024
15. Hoe links is Wallonië nog? 'Ik steek mijn middelvinger op naar de PS' - De Tijd - article online et papier - 1er Juin 2024
16. Du monde académique à l'entrepreneuriat - La Libre - Online - 27 mai 2024
17. La science au service de l'entrepreneuriat - La DH - Online - 27 mai 2024

18. Digital demain #35 - Quand certains font de l' "AI washing" - La libre - Article papier et online - 18 mai 2024.
19. Mons et La Louvière misent sur la cleantech - L'Echo - Article papier et online - 17 mai 2024
- 20.** "La Wallonie a les atouts pour devenir une Cleantech Valley" L'Echo - Papier & digital - 4 mai 2024
21. La Libre - Papier & digital - "Ma première mesure si j'étais au pouvoir serait... d'imposer la simplification en règle d'or". La Libre - Papier & digital - 23 avril 2024.
22. Pourquoi ASML songe à quitter les Pays-Bas. Trends-Tendances - Article papier et digital - 16 avril 2024.
23. Fabrice Brion (I-Care): "La Chine devrait nous inspirer plutôt que nous effrayer!" L'Echo - Article digital - 15 avril 2024.
24. Sciences de l'ingénieur - A6K-E6K va passer dans une autre dimension. Trends-Tendances - Article papier - 12 avril 2024.
25. Comment la Bourse de Bruxelles tente de relancer les IPO des sociétés belges -L'Echo - Article papier et digital - 6 avril 2024.
26. Kan Brusselse beurs deze bedrijven verleiden? - De Tijd - Article papier et digital - 5 avril 2024.
- 27.** Interview : Willy Borsus - La Wallonie est pleine d'atouts mais plombée par son taux de chômage - Sudinfo - Papier - 22 mars 2024
- 28.** De Tijd - Digital - Miljardendeal bij Bpost | Zwakke yen boost Tokio
- 29.** Le fonds de relance wallon dispose encore de 110 millions - L'Echo - Article papier et digital- 14/03/2024.
30. La Wallonie va accélérer 20 nouvelles sociétés à haut potentiel - La Libre - article papier et online. - 21 février 2024
31. Les relocalisations et créations d'emplois promises pendant le Covid ont-elles eu lieu ? - RTBF - Online - 21 février 2024
32. L'Echo - Article papier - Avec son premier capteur 100% belge, I-care prend son envol.
33. L'Echo - Article digital - Avec son premier capteur 100% belge, I-care prend son envol.
34. L'Echo - Podcast - Fusillades à Bruxelles, la défense lorgne l'IA, un nouveau capteur de pannes ultra-performant... Votre podcast matinal est prêt.

35. Insens accélère son développement après une phase de test concluante - L'Echo - article papier et online - 21 février 2024
36. RTBF - Article digital - Mons : avec son nouveau capteur vibratoire, l'entreprise I-care veut prédire plus de pannes industrielles dans le monde.
37. Trends-Tendance - Article papier - INDUSTRIE - I-care a dévoilé un capteur 100% belge.
38. C'est pas fini - Vivacité - Radio - 15 février 2024.
39. *Un incendie d'origine accidentelle se déclare dans un bâtiment d'I-Care - La Province - Page 5 - 5 février 2024.*
40. Début d'incendie chez I-care à Mons : le feu a rapidement pu être maîtrisé - La Dernière Heure - Online - 6 février 2024.
41. Incendie à Mons : le feu se déclare dans un bâtiment d'I-care au Boulevard Initialis - Sudinfo - Online - 6 février 2024.
42. Un incendie rapidement maîtrisé mardi chez I-care à Mons - Belga - Online - 6 février 2024.
43. Un incendie rapidement maîtrisé mardi chez I-care à Mons - L'Avenir - Online - 6 février 2024.
44. Un incendie rapidement maîtrisé mardi chez I-care à Mons - Belga - Online - 6 février 2024.
45. Un incendie rapidement maîtrisé mardi chez I-care à Mons - RTL Info - Online - 6 février 2024.
46. Un incendie rapidement maîtrisé mardi chez I-care à Mons - La Libre - Online - 6 février 2024.
47. Un incendie rapidement maîtrisé mardi chez I-care à Mons - La Dernière Heure - Online - 6 février 2024.
48. Un incendie d'origine accidentelle se déclare dans un bâtiment d'I-car - La Province - Page 5 - 7 février 2024.
49. Fabrice Brion a présenté sa démission au Sparkoh ! Il n'est plus le président du parc scientifique de Frameries - Sudinfo - Online - 12 janvier 2024.
50. Absence de déclaration de mandat: Fabrice Brion, président de SparkOh!, rend sa démission pour "assumer son erreur" - L'Avenir - Online - 12 janvier 2024.
51. Absence de déclaration de mandat: Fabrice Brion, président de SparkOh!, rend sa démission pour "assumer son erreur" - L'Avenir - Online - 12 janvier 2024.
52. Frameries : le président de SparkOh !, Fabrice Brion, rend sa démission - La Dernière Heure - Page 16 - 12 janvier 2024.

- 53. Frameries : le président de SparkOh !, Fabrice Brion, rend sa démission - La Dernière Heure - Online - 12 janvier 2024.
- 54. Fabrice Brion a présenté sa démission de Sparkoh ! La Province - article papier et digital -12 janvier 2024.
- 55. Sudinfo - Online - 10 Janvier 2024 - Pas moins de vingt mandataires de Mons-Borinage ont oublié de rentrer leur déclaration de mandats.
- 56. La Province - Page 8 - 10 Janvier 2024 - Mons-Borinage - Déclaration de mandats : 20 mandataires en défaut.
- 57. TELE MB - TV et Online -12 janvier 2024 - Face à Vous : réussir à Mons/Borinage, c'est possible!
- 58 Trends-Tendances - Papier - Page 21 - 18 Janvier 2024 :Manager de l'Année - Une Wallonie qui bouge et produit.
- 59. Trends Tendances - Online - 11 Janvier 2024 - Le manager de l'année révèle une Wallonie qui bouge et produit

7 Dimanche - Page 7 - 25 août 2024 -Interview - Abd-Samad Habbachi, CEO d'A6K-E6K :«Pour 90 % de nos formations, pas besoin de prérequis»

Interview - Abd-Samad Habbachi, CEO d'A6K-E6K : « Pour 90 % de nos formations, pas besoin de prérequis »

Abd-Samad Habbachi, ancien de Caterpillar, aujourd'hui en est le CEO heureux : « En six mois, on voit les gens reprendre confiance en eux ! C'est cool d'être formé ici. » Il a un espoir très clair : « Actuellement, A6K & E6K est déployé sur 10.000 m² et environ 1.000 apprenants y sont formés par an. Notre ambition est de passer à près de 10.000 dans trois, quatre ans. Alors, on aura un vrai impact sur le territoire. »

On trouve vraiment un job, chez vous ?

On a tout pour réussir, les industries et les personnes à former avec des formations assez courtes : entre quelques jours et un an. Quand c'est un an, il y a trois mois de stage. Quand on y vient, on est presque condamné à être engagé. Pour 90 % de nos formations, il n'y a pas besoin de prérequis. Il faut par contre de la motivation et de la rigueur.

Au fait, on est où, perdu à deux pas de la gare de Charleroi ?

A6K-E6K : le plus grand hub technologique et numérique de Belgique. La réunion en un même lieu de l'innovation, l'incubation et l'éducation. Il s'agit d'un hub technologique et numérique qui réunit plus de 50 organisations sur 10.000 m² et d'un campus digital de Charleroi Métropole.

Charleroi intéresse vraiment les grandes entreprises ?

Nous avons multiplié les projets partenariaux et créé les produits et services de demain : premier 5G Lab de Wallonie, mais aussi cette année, Proximus, I-care, Multitel et Sirris ont réalisé un PoC 5G avec la technologie réseaux de Proximus, les capteurs d'I-care...

Comment améliorez-vous l'éducation ?

En répondant aux besoins des entreprises de la région en proposant des formations qualifiantes (en particulier STEAM) et aussi aider les personnes éloignées du marché du travail (en particulier les NEETs).

Vous voulez lancer un appel ?

Venez nombreux à notre grand événement du 18 septembre, entre 13 h et 20 h, à deux pas de la gare de Charleroi : étudiante, élève, demandeuse d'emploi. Il y aura des opportunités de formations, des démonstrations, des activités ludiques et didactiques, du gaming, dans le campus le plus inspirant de la région. Huit personnes sur dix formées ici ont un job (70 % d'entre eux) ou reprennent confiance et continuent des formations.

Vincent Liévin

Abd-Samad Habbachi, CEO d'A6K-E6K : « Pour 90 % de nos formations, pas besoin de prérequis »

Gare de Charleroi. La Sambre n'est pas loin. Le bâtiment du tri de la poste accueille en son sein une ruche au nom bizarre : A6K-E6K.

Abd-Samad Habbachi, ancien de Caterpillar, aujourd'hui en est le CEO heureux : « En six mois, on voit les gens reprendre confiance en eux ! C'est cool d'être formé ici. » Il a un espoir très clair : « Actuellement, A6K & E6K est déployé sur 10.000 m² et environ 1.000 apprenants y sont formés par an. Notre ambition est de passer à près de 10.000 dans trois, quatre ans. Alors, on aura un vrai impact sur le territoire. »

On trouve vraiment un job, chez vous ?

On a tout pour réussir, les industries et les personnes à former avec des formations assez courtes : entre quelques jours et un an. Quand c'est un an, il

y a trois mois de stage. Quand on y vient, on est presque condamné à être engagé. Pour 90 % de nos formations, il n'y a pas besoin de prérequis. Il faut par contre de la motivation et de la rigueur.

Au fait, on est où, perdu à deux pas de la gare de Charleroi ?

A6K-E6K : le plus grand hub technologique et numérique de Belgique. La réunion en un même lieu de l'innovation, l'incubation et l'éducation. Il s'agit d'un hub technologique et numérique qui réunit plus de 50 organisations sur 10.000 m² et d'un campus digital de Charleroi Métropole.

Charleroi intéresse vraiment les grandes entreprises ?

Nous avons multiplié les projets partenariaux et créé les produits et services de demain : premier 5G Lab de Wallonie, mais aussi cette année,



© D.R.

Proximus, I-care, Multitel et Sirris ont réalisé un PoC 5G avec la technologie réseaux de Proximus, les capteurs d'I-care...

Comment améliorez-vous l'éducation ?

En répondant aux besoins des entreprises de la région en proposant des formations qualifiantes (en particulier STEAM) et aussi aider les personnes éloignées du marché du travail (en particulier les NEETs).

Vous voulez lancer un appel ?

Venez nombreux à notre grand événement du 18 septembre, entre 13 h et 20 h, à deux pas de la gare de Charleroi : étudiant, élève, demandeur d'emploi. Il y aura des opportunités de formations, des démonstrations, des activités ludiques et didactiques, du gaming, dans le campus le plus inspirant de la région. Huit personnes sur dix formées ici ont un job (70 % d'entre eux) ou reprennent confiance et continuent des formations. ■

VINCENT LIÉVIN



Sudinfo - Article papier et digital - 25 août 2024 - Abd-Samad Habbachi, CEO d'A6K-E6K: «Pour 90% de nos formations, pas besoin de prérequis» [Lien](#)

Interview - Abd-Samad Habbachi, CEO d'A6K-E6K : « Pour 90 % de nos formations, pas besoin de prérequis »

Gare de Charleroi. La Sambre n'est pas loin. Le bâtiment du tri de la poste accueille en son sein une ruche au nom bizarre : A6K-E6K.

Abd-Samad Habbachi, ancien de Caterpillar, aujourd'hui en est le CEO heureux : « En six mois, on voit les gens reprendre confiance en eux ! C'est cool d'être formé ici. » Il a un espoir très clair : « Actuellement, A6K & E6K est déployé sur 10.000 m² et environ 1.000 apprenants y sont formés par an. Notre ambition est de passer à près de 10.000 dans trois, quatre ans. Alors, on aura un vrai impact sur le territoire. »

On trouve vraiment un job, chez vous ?

On a tout pour réussir, les industries et les personnes à former avec des formations assez courtes : entre quelques jours et un an. Quand c'est un an, il y a trois mois de stage. Quand on y vient, on est presque condamné à être engagé. Pour 90 % de nos formations, il n'y a pas besoin de prérequis. Il faut par contre de la motivation et de la rigueur.

Au fait, on est où, perdu à deux pas de la gare de Charleroi ?

A6K-E6K : le plus grand hub technologique et numérique de Belgique. La réunion en un même lieu de l'innovation, l'incubation et l'éducation. Il s'agit d'un hub technologique et numérique qui réunit plus de 50 organisations sur 10.000 m² et d'un campus digital de Charleroi Métropole.

Charleroi intéresse vraiment les grandes entreprises ?

Nous avons multiplié les projets partenariaux et créé les produits et services de demain : premier 5G Lab de Wallonie, mais aussi cette année, Proximus, I-care, Multitel et Sirris ont réalisé un PoC 5G avec la technologie réseaux de Proximus, **les capteurs d'I-care...**

Comment améliorez-vous l'éducation ?

En répondant aux besoins des entreprises de la région en proposant des formations qualifiantes (en particulier STEAM) et aussi aider les personnes éloignées du marché du travail (en particulier les NEETs).

Vous voulez lancer un appel ?

Venez nombreux à notre grand événement du 18 septembre, entre 13 h et 20 h, à deux pas de la gare de Charleroi : étudiante, élève, demandeuse d'emploi. Il y aura des opportunités de formations, des démonstrations, des activités ludiques et didactiques, du gaming, dans le campus le plus inspirant de la région. Huit personnes sur dix formées ici ont un job (70 % d'entre eux) ou reprennent confiance et continuent des formations.

Vincent Liévin

gosselindewalque.com

Abd-Samad Habbachi, CEO d'A6K-E6K : « Pour 90 % de nos formations, pas besoin de prérequis »

Gare de Charleroi. La Sambre n'est pas loin. Le bâtiment du tri de la poste accueille en son sein une ruche au nom bizarre : A6K-E6K.

Abd-Samad Habbachi, ancien de Caterpillar, aujourd'hui en est le CEO heureux : « En six mois, on voit les gens reprendre confiance en eux ! C'est cool d'être formé ici. » Il a un espoir très clair : « Actuellement, A6K & E6K est déployé sur 10.000 m² et environ 1.000 apprenants y sont formés par an. Notre ambition est de passer à près de 10.000 dans trois, quatre ans. Alors, on aura un vrai impact sur le territoire. »

On trouve vraiment un job, chez vous ?

On a tout pour réussir, les industries et les personnes à former avec des formations assez courtes : entre quelques jours

et un an. Quand c'est un an, il y a trois mois de stage. Quand on y vient, on est presque condamné à être engagé. Pour 90 % de nos formations, il n'y a pas besoin de prérequis. Il faut par contre de la motivation et de la rigueur.

Au fait, on est où, perdu à deux pas de la gare de Charleroi ?

A6K-E6K : le plus grand hub technologique et numérique de Belgique. La réunion en un même lieu de l'innovation, l'incubation et l'éducation. Il s'agit d'un hub technologique et numérique qui réunit plus de 50 organisations sur 10.000 m² et d'un campus digital de Charleroi Métropole.

Charleroi intéresse vraiment les grandes entreprises ?

Nous avons multiplié les projets partenariaux et créé les produits et services de de-



© D.R.

main : premier 5G Lab de Wallonie, mais aussi cette année, Proximus, I-care, Multitel et Sirris ont réalisé un PoC 5G avec la technologie réseaux de Proximus, les capteurs d'I-care...

Comment améliorez-vous l'éducation ?

En répondant aux besoins des entreprises de la région en proposant des formations qualifiantes (en particulier STEAM) et aussi aider les personnes éloignées du marché du travail (en particulier les NEETs).

Vous voulez lancer un appel ?

Venez nombreux à notre grand événement du 18 septembre, entre 13 h et 20 h, à deux pas de la gare de Charleroi : étudiante, élève, demandeuse d'emploi. Il y aura des opportunités de formations, des démonstrations, des activités ludiques et didactiques, du gaming, dans le campus le plus inspirant de la région. Huit personnes sur dix formées ici ont un job (70 % d'entre eux) ou reprennent confiance et continuent des formations. ■

VINCENT LIÉVIN



Trends-Tendances - Papier et digital - Même si le système handicape la compétitivité des entreprises et pousse l'inflation - Réformer l'indexation des salaires, ce ne sera pas si facile - [Lien](#).

Même si le système handicape la compétitivité des entreprises et pousse l'inflation - Réformer l'indexation des salaires, ce ne sera pas si facile

L'indexation automatique des salaires protège le pouvoir d'achat des travailleurs, mais pas la compétitivité des entreprises. Le formateur Bart De Wever lance une piste: indexer uniquement les salaires nets. Mais ce ne sera pas facile.

L'indexation automatique des salaires est une règle d'airain de notre marché du travail. En 1970, une cinquantaine de pays de l'OCDE utilisaient encore ce mécanisme, mais les chocs pétroliers ont eu raison de ce système dans la plupart des pays industrialisés. Seuls Malte, Chypre, le Luxembourg et la Belgique l'ont conservé. Mais à l'heure d'écrire ces lignes, il semblerait que ce mécanisme soit dans le viseur du formateur Bart De Wever, qui proposerait de limiter le coût de l'indexation pour les entreprises. L'idée est de limiter la hausse au salaire net, mais pas au salaire brut, afin d'économiser une hausse des cotisations sociales. Ce ne sont toutefois que des rumeurs.

Rappel historique

Vieille d'un siècle environ, l'indexation automatique des salaires est encadrée par la loi de 1996, réformée en 2016. Dans notre système, la hausse des salaires ne suit cependant pas précisément l'évolution des prix. Des mécanismes viennent modérer le processus. Ainsi, l'inflation qui sert de référence est "lissée" : on prend la moyenne des quatre derniers mois. Par ailleurs, l'indice des prix de référence est l'indice santé : on enlève certains produits (tabac, alcool et carburants). De plus, l'augmentation des salaires s'effectue à certains moments, qui changent selon la convention collective dont dépend l'employé. Il existe en gros deux systèmes. Soit la hausse salariale se passe "à date fixe". Par exemple, la commission paritaire (CP) 200, la plus importante, qui regroupe les employés du privé, adapte les salaires en janvier de chaque année. Soit on procède par "indice pivot" : on adapte les salaires lorsque la hausse dépasse un certain niveau. Les fonctionnaires dépendent de ce dernier système, avec un indice pivot fixé à 2%. Mais pour les employés du secteur logistique, le pivot est à 1,4%. Autre grand principe : cette indexation automatique n'empêche pas les augmentations barémiques. Mais ces dernières sont tempérées par la loi sur la compétitivité : le conseil central de l'économie calcule notre position salariale par rapport aux pays voisins, et s'il observe un handicap trop important, la marge pour les augmentations barémiques disparaît. C'est d'ailleurs ce qui se passe aujourd'hui, avec les indexations importantes qui ont eu lieu en 2023.

L'avantage d'être automatique

Les syndicats apprécient évidemment cette garantie de pouvoir d'achat qui ne doit pas faire l'objet d'âpres et régulières négociations. "Sans l'indexation automatique des salaires, la croissance salariale finale à la fin de la période de l'accord interprofessionnel pourrait être quasiment aussi élevée, mais parvenir à un accord à ce sujet serait nettement plus difficile et compromettrait à chaque fois la paix sociale", constataient FGTB, CSC et CGSLB, dans une brochure publiée au début 2020, pour célébrer les 100 ans de l'index. Il n'y a d'ailleurs pas que les syndicats. L'argument est repris par certains patrons. "Je suis ingénieur et mathématicien. Et la règle d'or en maths est de simplifier, et donc de rendre automatique ce qui peut être automatisé, dit le fondateur et patron d'I-care, Fabrice Brion. On se plaint de cette automatisation, mais les autres pays, d'une manière ou d'une autre, rattrapent cette hausse salariale." C'est vrai, du moins en partie : au premier trimestre de cette année, par exemple, les salaires dans la zone euro ont augmenté en moyenne de 5,3%, afin de rattraper la flambée des prix de 2023. "Cette automaticité belge fait qu'il n'y a pas de négociations sectorielles ou en entreprise. Il n'y a pas de bras de fer, pas de grève", souligne Fabrice Brion, qui ajoute que, pour lui, le mécanisme doit s'appliquer à tous les salaires, qu'ils soient bas ou élevés. "C'est une mesure socio-économique, dit-il. Sociale, parce qu'elle doit protéger le pouvoir d'achat des bas salaires. Economique, parce qu'elle permet de conserver les dépenses des plus hauts salaires et donc de faire tourner l'économie." Alors bien sûr, I-care, spécialisée dans la maintenance prédictive utilisant des outils d'intelligence artificielle, est une entreprise technologique à forte croissance. D'autres entreprises ne jouent pas dans le même jeu et n'ont pas les mêmes marges. Ce n'est pas une raison pour moduler le système en fonction des secteurs, remarque Fabrice Brion : "Si nous voulons tenir notre modèle social qui découle directement de notre système démocratique, nous n'avons pas d'autre choix aujourd'hui que d'aller vers des entreprises technologiques, dit-il. Face à la concurrence chinoise, nous devons aller vers la technologie, qui permet une plus haute valeur ajoutée, qui permet de faire face à une augmentation des salaires. Et cette augmentation des salaires, soit elle est automatisée et facile comme en Belgique, soit elle est plus compliquée, comme à l'étranger, avec parfois des instabilités politiques comme aujourd'hui en France ou en Italie. Beaucoup d'entreprises voient la perte de compétitivité à court terme, mais ne voient pas que sur plusieurs années, le système belge est plus efficace pour l'employeur", ajoute-t-il, précisant cependant que, pour l'entreprise, les cotisations sociales liées à ces hausses de salaires devraient être limitées, ou étalées dans le temps. Tous les chefs d'entreprise ne partagent pas ce point de vue. Dans son mémorandum destiné au gouvernement encore en gestation, la FEB demande la suppression de l'indexation automatique, qui, dit-elle, met la compétitivité des entreprises à mal. L'association patronale souligne que le coût salarial horaire, cette année, est de 44,9 euros en Belgique, contre 39 euros en moyenne chez nos trois voisins (Allemagne, France, Pays-Bas). Le bond de l'indexation en 2023 a en effet soutenu chez nous la hausse des salaires.

Un mécanisme à double face

Senior economist chez ING Belgique et chargé de cours à l'UCLouvain, Philippe Ledent s'est penché longuement sur ces questions. L'indexation automatique des salaires, dit-il, a deux faces : "A court terme, elle est un formidable outil de maintien du pouvoir d'achat des ménages. Mais le problème se révèle plus tard, lorsque l'économie entame sa phase de relance. On observe alors que l'économie belge avance moins vite que les autres, qu'elle crée moins d'emplois. Cela s'observe surtout dans les entreprises industrielles, qui sont exposées à la compétition

internationale. Elles vont avoir tendance à moins embaucher et à essayer de compenser l'augmentation du coût salarial par davantage de gains de productivité, c'est-à-dire généralement par des restructurations et des investissements en machines." La liaison automatique des salaires à l'index reporte en effet la totalité du poids de l'augmentation des prix sur ceux qui paient les salaires : les entreprises et l'Etat (mais si ce dernier paie ses fonctionnaires, il perçoit aussi avec l'indexation davantage de recettes). Dans les autres pays, ce poids est réparti aussi en partie sur les ménages, puisque, en raison des mécanismes complexes de négociation salariale, la hausse des prix n'est presque jamais intégralement absorbée dans les salaires. "La Belgique a donc un cycle économique plus lisse que les autres économies, résume Philippe Ledent. Elle passe mieux à travers les chocs négatifs. Mais elle n'arrive pas à avoir la même croissance que les pays voisins quand ça va mieux. Concrètement, en Belgique, il y a davantage d'emplois à très faible valeur ajoutée qui disparaissent, tout simplement parce qu'un emploi ne peut exister sur une longue période que s'il génère davantage de valeur ajoutée qu'il ne coûte." Imaginons cependant : si tous les pays européens adoptaient l'indexation automatique, le problème ne serait-il pas réglé ? "Non, répond l'économiste. Si tous les pays européens pratiquaient l'indexation automatique, ils perdraient en compétitivité par rapport au reste du monde et cela n'arrangerait pas la situation. De plus, et c'est le grand problème de l'indexation automatique, ce mécanisme génère de lui-même une certaine inflation : les secteurs protégés, qui ne sont pas soumis à la compétition internationale, ont tendance à compenser l'augmentation des coûts salariaux par une augmentation de leur prix de vente. Et cela devient un problème de politique monétaire." On observe d'ailleurs que l'inflation, en Belgique, a une désagréable tendance à être souvent un peu plus élevée que la moyenne européenne.

Le beurre et l'argent du beurre ?

Alors y aurait-il moyen de conserver le beurre et l'argent du beurre ? Préserver le pouvoir d'achat et éviter le handicap de compétitivité ? "Je plaide pour un système de sonnette d'alarme, répond Philippe Ledent. En temps normal, avec une inflation de 2 ou 3 %, les avantages de l'indexation automatique l'emportent probablement sur les inconvénients. Une indexation automatique généralisée partout en zone euro, dans une période d'inflation normale, serait à mon avis maîtrisable par la banque centrale, et jouerait le rôle de stabilisateur de l'économie. Le problème survient quand arrive un énorme choc sur les prix des matières premières et de l'énergie. A ce moment, le mécanisme a tendance à s'emballer. On l'a vu récemment. C'est alors que les problèmes de compétitivité et les problèmes de politique monétaire apparaissent. On devrait alors pouvoir mettre en place une espèce de système de sonnette d'alarme : au-delà, par exemple, d'une, deux ou trois indexations sur une période de six mois, on passerait dans un régime négocié. Les partenaires sociaux devraient se partager le coût de l'excès. Cela pourrait se faire de diverses façons : par un saut d'index, par une indexation limitée à un certain montant..." Le président de l'UCM, Pierre-Frédéric Nyst, abonde. "Il faut trouver une solution qui ménage le principe, mais ne coule pas nos entreprises. Nous avons demandé au gouvernement précédent (Vivaldi) de nous aider parce que nos PME, surtout en Wallonie et à Bruxelles, n'arriveraient pas à absorber totalement l'indexation automatique. Les cotisations patronales de base ont été réduites de 7,07% pour les deux premiers trimestres 2023. Pour l'Etat, c'est un cadeau. Et pour les deux derniers trimestres de l'an dernier, il y a une possibilité de réduire la cotisation, mais avec obligation de rembourser en 2025. Nous avons donc à l'époque exprimé un certain mécontentement au gouvernement Vivaldi qui n'avait pas tenu sa promesse de réduire la facture de l'indexation automatique." Pierre-Frédéric Nyst poursuit : "Les syndicats nous disent que l'indexation automatique des salaires n'est pas un vrai revenu puisqu'elle remet

simplement les gens à flot par rapport à l'augmentation du coût de la vie. Ce n'est peut-être pas un vrai revenu, mais c'est un vrai coût pour les employeurs. Nous ne sommes pas contre l'indexation automatique, mais nous devons avoir le courage, avec les partenaires sociaux et le gouvernement, de mettre le sujet sur la table et trouver des solutions. Elles peuvent être de plusieurs ordres. On pourrait imaginer un lissage dans le temps. On pourrait imaginer de déterminer un montant maximum au-dessus duquel il n'y a plus d'indexation. Cela peut être le salaire médian ou le salaire moyen, ou une autre formule. On peut aussi imaginer convertir l'indexation non plus en pourcentage, mais en montant fixe, par exemple 350 euros par personne. On peut aussi dire que le travailleur a droit à cette augmentation, mais que l'Etat ne s'enrichit pas, et que l'entreprise ne paie donc que l'augmentation salariale nette du travailleur. La survie de certaines entreprises est menacée à cause de l'indexation automatique. Il faudra donc se rendre compte qu'avant d'envisager de partager le gâteau, il faut d'abord le fabriquer."

Un casse-tête

Dernière remarque : si réforme il y a, ce ne sera pas une mince affaire. Si l'on devait réformer l'indexation automatique en ne faisant porter l'effort salarial que sur le salaire net, les conséquences pourraient en effet être surprenantes. Philippe Defeyt, économiste à l'Institut pour le développement durable, avertit en effet que l'on toucherait à un modèle d'une folle complexité. Certes, estime-t-il, sur une législature, et en tenant compte d'une inflation annuelle de 2%, en n'indexant que les salaires nets en 2029, les entreprises économiseraient 7 milliards d'euros de cotisation par rapport à la situation actuelle. Mais, ajoute-t-il, "la non-indexation du salaire brut implique une non-indexation des allocations de chômage puisque celles-ci sont (avec un plancher et un plafond) calculées en pourcentage du dernier salaire ; il en va de même pour les autres allocations dont, à terme, les pensions. De ce fait, l'écart entre le salaire net et l'allocation de chômage augmente, l'écart entre le revenu d'intégration et l'allocation de chômage diminue, l'allocation minimale devient en 2028 supérieure à l'allocation de chômage (si l'on se base sur la règle d'une allocation équivalent à 60% du dernier salaire)." Interrogé par Het Laatste Nieuws, Geert Vermeir, responsable juridique du secrétariat social SD Worx, estime, lui aussi, que la mise en place d'une telle réforme serait bien plus complexe qu'elle n'en a l'air. "Supposons que vous gagniez 3.000 euros brut et qu'il vous reste 1.800 euros net. Si vous percevez 2% sur votre salaire brut lors d'une indexation automatique, vous toucherez 3.060 euros brut. Toutefois, votre salaire net n'augmentera pas de 2 %. Vous recevrez environ 1.820 euros net, soit 20 euros de plus qu'avant indexation". Et il ajoute : "Le pécule de vacances, la prime de fin d'année et la pension sont calculés sur le salaire brut, tout comme le montant des indemnités de chômage et des indemnités de maladie. Si le salaire brut n'augmente pas autant qu'avec l'indexation traditionnelle des salaires, cela aura des conséquences sur les prestations de sécurité sociale". "Cette proposition, d'apparence simple, met en branle et secoue, par ces conséquences directes et indirectes, tout notre système de redistribution des revenus, avec des conséquences insoupçonnées", conclut Philippe Defeyt.

Pierre-Henri Thomas

MÊME SI LE SYSTÈME HANDICAPE LA COMPÉTIVITÉ DE DES ENTREPRISES ET POUSSÉ L'INFLATION

Réformer l'indexation des salaires, ce ne sera pas si facile

L'indexation automatique des salaires protège le pouvoir d'achat des travailleurs, mais pas la compétitivité des entreprises. Le fondateur Bart De Wever lance une piste: indexer uniquement les salaires nets. Mais ce ne sera pas facile. **PHOTO: J. VAN DER BRUG**

L'indexation automatique des salaires est une règle d'airain de notre marché du travail. En 1970, une réglementation de papa de l'OCDE utilisait même ce mécanisme, mais les choses paternelles ont évolué et ce système dans la plupart des pays industrialisés, y compris Malte, Espagne, le Luxembourg et la Belgique l'aient abandonné. Mais à l'heure d'être ces lignes, il subsiste encore dans le cœur du fondateur Bart De Wever, qui propose de limiter le coût de l'indemnité pour les entreprises. L'idée est de briser la hausse du salaire net, mais pas du salaire brut, afin d'équilibrer une hausse des cotisations sociales. Ce ne sont toutefois que des rêves.



"Il faut trouver une solution qui ménage le principe, mais ne coule pas nos entreprises."
PHOTO: J. VAN DER BRUG

Rappel historique
 Vers la fin du siècle dernier, l'indexation automatique des salaires est exclue par la loi de 1995, révisée en 2016. Dans notre système, la hausse des salaires ne peut dépendre pas précédemment l'évolution des prix. Une

information souvent oubliée: ce processus. Avec l'inflation qui est de 4,9%, on "lève" ces salaires de 4,9% les quatre derniers mois de l'année. Indices des prix de référence en Belgique, les salaires sont en hausse de 1,5% (hors, hors de l'inflation). De plus, l'indexation des salaires s'applique à certains secteurs, qui changent selon la convention collective ou le contrat de travail. L'indexation en gros dans les entreprises, soit la hausse salariale se passe à

dépendent de ce dernier système, avec un indice pour fixer à 7%. Mais pour les entreprises du secteur agricole, le pivot est à 1,5%. Autre grand principe: cette indexation automatique s'applique par les augmentations habituelles. Mais ces dernières sont limitées par la loi sur la compétitivité. Le conseil central de l'économie conseille même position salariale par rapport aux pays voisins, et il observe un handicap trop important, la marge pour les augmentations habituelles disparaît. C'est d'ailleurs ce qui se passe aujourd'hui avec les indexations importantes qui ont eu lieu en 2023.

L'avantage d'être automatique
 Les syndicats agricoles évidemment contre garantie de pouvoir d'achat qui ne doit pas être l'objet d'ajustement et répétitives négociations. "Sans l'indexation automatique des salaires, la croissance salariale finit à la fin de la période de l'accord interprofessionnel pourrait être quasiment aussi élevée, mais parvenir à un accord à ce sujet serait nettement plus difficile et



serait choisie, nous devons aller vers la technologie, qui permet aux plus hautes valeurs ajoutées, qui permet de faire face à une augmentation des salaires. Et cette augmentation des salaires, soit elle est automatique et facile comme en Belgique, soit elle est plus compliquée, comme à l'étranger, avec parfois des moratoires politiques comme aujourd'hui en France ou en Italie. Beaucoup d'entreprises voient la perte de compétitivité à court terme, mais ce n'est pas que sur plusieurs années, le système belge est plus efficace pour les entreprises", ajoute-t-il. Cependant, cependant que pour les entreprises, les cotisations sociales liées à ces hausses de salaires devaient être limitées, ou évitées dans le temps. Mais les chefs d'entreprise ne partagent pas ce point de vue. Dans un communiqué distribué au général et au conseil d'administration, la FFB demande la suppression de l'indexation automatique, qui, dit-elle, met la compétitivité des entreprises à mal. L'association parvient à souligner que la loi salariale sociale, comme celle de 1995, est en vigueur en Belgique, comme dans certains pays voisins (Allemagne, France, Pays-Bas). La loi de l'indexation en 2023 a en effet soutenu chez nous la hausse des salaires.

compromettait à chaque fois la paix sociale", commente FFB. C'est un chiffre, dans une lettre publiée en début 2020, pour célébrer les 100 ans de l'indexation. Il n'y a d'ailleurs pas que les syndicats. L'engagement est écrit par certains patrons. "Ce n'est pas un handicap mathématique. Et la règle d'or en matière est de simplifier, et donc de rendre automatique ce qui peut être automatisé. Et le fondateur et patron d'U-cure, Fabrice Biron. On se plaint de cette automatisation, mais les autres pays, d'une manière ou d'une autre, ont dépassé cette hausse salariale." C'est vrai, de moins en moins. Au premier trimestre de cette année, par exemple, les salaires dans le secteur ont augmenté en moyenne de 2,5%, afin de rattraper la flambée des prix de 2023. "Cette automatisation belge fait qu'il n'y a pas de négociations sectorielles ou un entreprise. Il n'y a pas de débat de fer, pas de grève", souligne Fabrice Biron, qui ajoute que, pour

lui, la mécanique doit s'appliquer à tous les salaires, qu'ils soient bas ou élevés. "C'est une vraie auto-évaluation, dit-il. Soit, soit, parce que si on protège le pouvoir d'achat des bas salaires, économiquement, parce qu'il est difficile de conserver un dénivelé des plus hautes cotisations et donc de faire autre chose. Répond-il? Alors bien sûr. L'auto-évaluation dans la maintenance productive utilise des outils d'intelligence artificielle, et une entreprise ne peut pas faire à la fois et à la fois. D'autres entreprises ne jouent pas dans le même jeu et nous pas les mêmes règles. Ce n'est pas une excuse pour modifier le système en faveur des secteurs, ce n'est que Fabrice Biron: "Si nous voulons tenir notre modèle social qui donne directement de notre système d'investissement, nous n'avons pas d'autre choix que d'être plus compétitif que nos concurrents étrangers, dit-il. Pour la mécanique,

L'INDEXATION AUTOMATIQUE DES SALAIRES EN BELGIQUE

Un mécanisme à double face
 Selon un sondage de 2023, la Belgique et l'Allemagne ont le plus de confiance en l'indexation automatique des salaires, dit-il, à deux faces. "A court terme, elle est un formidable outil de maintien du pouvoir d'achat des ménages. Mais le problème se révèle plus tard, lorsque l'économie entre en phase de récession. On observe alors que

I-care fait son entrée chez les géants de l'automobile



AiSight, reprise par I-care, renforce la présence du groupe hennuyer en Allemagne. Ce dernier entre de la sorte par la grande porte dans l'auto et la papeterie outre-Rhin.

Les couacs mécaniques, et les arrêts forcés de production qui en découlent, peuvent vite coûter cher aux industriels. Fondée en 2018, **AiSight** dit redéfinir la compréhension de l'état de santé des machines et de leur maintenance. La jeune pousse berlinoise primée s'appuie pour ce faire sur des algorithmes d'intelligence artificielle et un dispositif facile à installer (dit plug & play). À la clé, elle est capable de fournir un **diagnostic du parc en temps réel, 24/7**.

Jusqu'il y a peu, l'entreprise était aux mains du producteur suisse coté de capteurs Sensirion. L'industriel zurichois en avait fait l'acquisition trois ans plus tôt, dans l'idée de s'offrir une part de choix d'un marché a priori alléchant.

L'essor de la surveillance d'infrastructures industrielles s'est toutefois **avéré "beaucoup plus lent" qu'espéré**, selon ses dires. Considérant ne pas être en mesure de se différencier techniquement d'une concurrence nombreuse, ni de s'imposer parmi les principaux acteurs, le groupe **décidait de débrancher la prise de l'activité en avril**, après "un examen approfondi".

Deux des Big Three

L'opération, qui se traduira dans ses comptes par une réduction de valeur de 25 millions de francs suisses notamment, aura fait le malheur des uns hors de nos frontières, mais le bonheur des autres au sein du plat pays. Le groupe hennuyer **I-care, spécialiste dans le domaine et [Entreprise de l'Année 2020](#), reprend en effet le flambeau**, a-t-on appris.

Interrogé sur ce développement, [Fabrice Brion](#), CEO et cofondateur, dit acquérir par là un **portefeuille clients dans les secteurs de la papeterie et de l'auto**, où il était jusque-là peu, voire pas, présent. **Deux des Big Three** (Volkswagen, Mercedes-Benz et BMW) **font confiance à AiSight**; une carte de visite qui permettra d'asseoir encore un peu plus la crédibilité du spécialiste de la maintenance prédictive dans les corps de métier visés outre-Rhin, mais aussi d'y vendre l'ensemble de ses services.

"Le marché a pris un tournant, témoigne le patron. Les clients recherchent désormais des partenaires capables de déployer leur solution dans le monde entier (à l'image du géant brassicole AB InBev, [signé en novembre](#), NDLR). Cela demande une certaine taille, une certaine expertise et une certaine solidité financière, que nous avons, pour pouvoir répondre aux appels d'offres actuels".

Septième opération, avant d'autres

À noter, I-care n'est pas à son coup d'essai en matière d'acquisitions. Celui que l'on qualifiait à ses débuts le Dr House des machines s'offrait, **fin septembre** encore, [le développeur et producteur namurois de cartes électroniques Cepyra](#). **AiSight est ici sa septième opération de croissance externe en sept ans.** Mais pas la dernière. "L'été sera chaud", entend-on, avec deux deals à attendre vraisemblablement sur la période.

À la clé, et couplé à la bonne tenue de sa propre à son activité, I-care peut se féliciter d'une **croissance annuelle de quelque 35%**, fort de quelque 850 collaborateurs. L'objectif d'un **chiffre d'affaires de 100 millions devrait donc être atteint cette année**, contre près de 70 millions encore en 2023.

Pour financer cette ambition, de même que l'objectif de [doubler le nombre de ses filiales à l'étranger](#), la société peut compter sur sa **levée de quelque 40 millions d'euros** auprès de la banque hennuyère **CPH** et du fonds wallon de relance privé/public **Amerigo**. [Intervenu à la fin de 2022](#) et souscrit également par la famille Lippens (**Finasucre**), [apprenait-on après coup](#), le tour de table s'inscrit dans le cadre d'[une opération à tiroirs](#), dont le dernier volet doit être une entrée en bourse.

La société est **conseillée à cet effet par Bruno Colmant** ([ex-banquier et dirigeant d'Euronext Brussels](#)), ainsi que par la banque d'affaires **JP Morgan**. Un **nouveau CFO**, en la personne de Bruno Casamassa, a également fait son entrée **en mars dernier**.

Le résumé

- La reprise d'AiSight permet à I-care de **s'implanter dans les secteurs de l'auto et de la papeterie** en Allemagne.
- Le groupe hennuyer, avec une croissance annuelle de 35%, poursuit par là sa **stratégie d'acquisitions**. Il en est à la septième en sept ans déjà.
- Il devrait atteindre cette année les **100 millions d'euros de chiffre d'affaires**.

[Simon Souris](#)

Entreprendre & Investir

L'ÉCHO MARDI 9 JUILLET 2024

Spatial
Aerospacelab décroche un gros contrat de production avec un champion canadien

PAGE 12

AiSight, reprise par I-care, renforce la présence du groupe hennuyer en Allemagne. Ce dernier entre de la sorte par la grande porte dans l'auto et la papeterie outre-Rhin.

I-care fait son entrée chez les géants de l'auto

SIMON SOURIS

Les coaxes mécaniques, et les arbres foyés de production qui en découlent, peuvent être coûteux pour une industrie. Fondée en 2018, AiSight dit redéfinir la compréhension de l'état de santé des machines et de leur maintenance. La jeune pousse belgo-bruxelloise prénée s'appuie pour ce faire sur des algorithmes d'intelligence artificielle et un dispositif facile à installer (dit «plug & play»). À la clé, elle est capable de fournir un diagnostic du parc en temps réel, 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

Jusqu'à il y a peu, l'entreprise était aux mains du producteur suisse cité de capteurs Semtion. L'acquisition finalisée en avril 2023, l'opération trois ans plus tôt, dans l'attente de confirmer une part de choix d'un marché à priori alléchant.

L'essor de la surveillance d'infrastructures industrielles s'est toutefois avéré beaucoup plus lent qu'espéré, selon ses dires. Considérant ne pas être en mesure de se différencier techniquement d'une concurrence nombreuse, ni de disposer parmi les principaux acteurs, le groupe décidait de débrancher la prise de l'activité en avril, après un examen approfondi.

Deux des Big Three

L'opération, qui se traduira dans ses comptes par une réduction de valeur de 25 millions de francs suisses notamment, aura fait le malheur des uns lors de nos frontières, mais le bonheur des autres au sein du plat pays. Le groupe hennuyer I-care, spécialiste dans le domaine et entreprise de l'année 2020, reprend en effet le flambeau.

Intéressé sur ce développement, Fabrice Brion, CEO et cofondateur, est acquiescé par là un portefeuille diversifié dans les secteurs de la papeterie et de l'auto, où il était jusque là peu, voire pas, présent. Deux des Big Three (Volkswagen, Mercedes-Benz et BMW) font coalition à AiSight, une carte de visite qui permettrait d'accroître encore un peu plus la crédibilité du spécialiste de la maintenance prédictive dans les corps de métier visés outre-Rhin, mais aussi d'y vendre l'ensemble de ses services.

Septième opération, avant d'autres

«Le marché a pris un tournant», témoigne le patron. Les clients recherchent désormais des partenaires capables de déployer leur solution dans le monde entier (à l'image du géant brésilien All Inflex, signé en novembre, NDLR). Cela

demande une certaine taille, une certaine expertise et une certaine solidité financière, que nous avons, pour pouvoir répondre aux appels d'offres actuels. À noter, I-care n'est pas à son coup d'essai en matière d'acquisitions. Celui que l'on qualifie à ses débuts de «De Housse des machines» s'effrit, fin septembre, le développeur et producteur namurois de cartes électroniques Ccpva. AiSight est ici sa septième opération de croissance externe en sept ans. Mais pas la dernière. Il est sera étendu, entend-on, avec deux deals à attendre vraisemblablement sur la période. À la clé et couplé à la bonne tenue de sa propre activité, I-care peut se féliciter d'une croissance annuelle de quelque 35%, fort de quelque 850 collaborateurs. L'objectif d'un chiffre d'affaires de 100 millions devrait donc s'avérer atteint cette année, contre ce

100 millions €

I-care devrait atteindre cette année son objectif de 100 millions d'euros de chiffre d'affaires.

de 70 millions encore en 2023. Pour financer cette ambition, de même que l'objectif de doubler le nombre de ses filiales à l'étranger, la société peut compter sur sa levée de quelque 40 millions d'euros auprès de la banque hennuyère CPB et du Fonds wallon de relance préjudiciale Amersigo. Intervenu à la fin de 2022 et soutenu également par la famille Lippens (Fiamacre), l'apprentissage après coup, le tour de table s'inscrit dans le cadre d'une opération à trois, dont le dernier volet doit être une entrée en bourse. La société est conseillée à cet effet par Bruno Colman (co-banquier et dirigeant d'Emocor Bruxelles), ainsi que par la banque d'affaires JP Morgan. Un nouveau CEO, en la personne de Bruno Casanassa, a également fait son entrée en mars dernier.



Fabrice Brion a cofondé I-care en 2004. © TM CHRYEN

I-care, Aerospacelab, Safran Aero Boosters, John Cockerill...: cette Wallonie qui veut gagner

Les annonces de rachats et contrats se multiplient ces derniers mois, illustration d'une vitalité qui espère être contagieuse. Oui, la Wallonie peut avoir de l'ambition.

Oui, la Wallonie peut et doit avoir de l'ambition. C'était le message passé par Fabrice Brion, CEO d'I-care, lors d'un entretien récent avec Trends-Tendances. " Pourquoi se brider ?, nous déclarait-il. Peut-on viser une place de leader dans un secteur tout en restant en Wallonie et à Mons? Oui , je ne vois aucun problème à ça. Mais c'est faisable pour plein d'entreprises, pas uniquement pour I-care."

Voilà bien des illustrations dans l'actualité de cette ambition nouvelle.

L'expression de Fabrice Brion était liée à des chiffres positifs, démontrant que l'entreprise de maintenance industrielle était en avance sur ses objectifs en atteignant cette année 100 millions d'euros de chiffre d'affaires. Comme pour confirmer ce chemin, l'entreprise montoise annonce ce mardi la reprise des activités d'AlSight , une jeune entreprise allemande active dans le même domaine, qui lui ouvre les portes du secteur automobile et de la papetite chez nos voisins.

" [I-care](#) Group fait coup double en renforçant sa position technologique dans le domaine de l'AI et en agrandissant son empreinte commerciale au niveau mondial , se félicite Fabrice Brion. Car le marché de la maintenance prédictive a pris un tournant : les attentes de nos clients sont de déployer une seule et même solution dans leurs usines aux 4 coins du monde. Pour relever ce défi, ils ont besoin de partenaires solides, expérimentés, présents mondialement et technologiquement à la pointe.

Une autre pépite wallonne, active dans le secteur spatial, annonce un contrat important, ce mardi. Aerospacelab, dont la gigafactory de fabrication de satellites verra bientôt le jour près de Charleroi, a annoncé la conclusion d'un accord avec la société canadienne MDA Space pour la fourniture de sous-systèmes . C'est le premier contrat de production en série, rapporte L'Echo . MDA Space, précise le quotidien, est un leader mondial de la robotique spatiale, des systèmes satellitaires et de l'infrastructure spatiale.

D'autres belles aventures wallonnes apportent en ce moment une contribution importante au lancement d'Ariane 6. L'entreprise aérospatiale et de défense Safran Aero Boosters, basée à Liège, a fourni des valves précises pour le moteur. Enfin, l'entreprise spatiale Sonaca, établie à Gosselies, a construit les structures métalliques pour la plateforme de lancement.

Cet été a également vu la conclusion de la reprise du français Arquus par le groupe John Cockerill, afin d'en faire un "champion belgo-français" de la défense . Dans un contexte géopolitique troublé, l'industrie wallonne joue une belle carte et entend désormais le faire savoir.

Dans le cas de John Cockerill, il est également question d'un développement très prometteur dans le secteur de l'hydrogène , un secteur énergétique sur lequel mise beaucoup la Belgique.

Trends-Tendances - Papier - Fabrice Brion (I-care): des résultats et des ambitions - “Je rêve d’une Belgian Tech, comme il y a la French Tech”.

Fabrice Brion (I-care): des résultats et des ambitions - “Je rêve d’une Belgian Tech, comme il y a la French Tech”

La société montoise de maintenance industrielle prédictive connaît une croissance qui dépasse ses propres attentes et voit son horizon dégagé pour les 10 années à venir. “Je suis un homme heureux”, dit son CEO. Mais il entend aussi “prendre ses responsabilités” et insiste sur l’importance de la tech pour notre pays et l’Europe. Propos recueillis par Olivier Mouton

Fabrice Brion, CEO d’I-care, est un homme optimiste et heureux. Sa société, qui propose aux entreprises une technologie efficace en matière de maintenance industrielle prédictive, obtient les résultats escomptés bien avant l’échéance, après une levée de fonds réalisée en 2022. La question est de savoir s’il ne serait pas judicieux d’accélérer cette croissance rapide, à la façon de ce que fait la tech aux Etats-Unis. De quoi poser une question plus large, sur l’ambition belge et européenne. Un entretien inspirant.

TRENDS-TENDANCES. Comment se porte I-Care ?

FABRICE BRION. Les chiffres nous surprennent nous-mêmes. Notre objectif, cette année, est de produire 200.000 capteurs. Or, la tendance actuelle est de 1.000 capteurs par jour, avec des pics à plus de 1.100 capteurs, le tout en six heures par jour: nous avons donc de la marge pour augmenter les volumes. Mais le marché ne cesse d’augmenter. Ce dont on ne se rend pas encore compte, même en interne, c’est que chaque capteur va apporter 1.500 euros pendant sa durée de vie. En d’autres termes, nous apportons chaque jour 1,5 million de chiffre d’affaires futur. Notre objectif de 2027, cinq ans après la levée de fonds, c’est 250 millions de chiffre d’affaires. Je n’ai aucun doute que l’on va y arriver. Nous sommes déjà sur cette voie, alors que l’année passée, nous faisons déjà une année record avec 65 millions de chiffre d’affaires, soit 35% de croissance.

Comment expliquez-vous cela ?

Le marché est là, il est très demandeur, et il est prometteur sur le plan géographique. Sur les 65 millions de l’année passée, nous en faisons 30 en Belgique. On peut donc, au moins, viser 30 millions en France, aux Pays-Bas, en Allemagne, aux Etats-Unis... Ce n’est pas de l’utopie. La multiplication par cinq que nous avons planifiée, elle est déjà là. Par ailleurs, nous venons de recevoir une étude réalisée par un consultant du Big Four, crédible, prévoyant que le marché va être multiplié par 10 en 10 ans! Nous avons fait notre levée de fonds en prévoyant cette forte croissance. Grâce à cela, nous avons développé un nouveau capteur qui peut être produit en masse. Nous avons produit 10.000 capteurs de 2013 à 2022, 10.000 en 2022, maintenant nous faisons ce chiffre sur deux semaines. L’investissement dans l’automatisation est payante.

Comment analysez-vous ce besoin des entreprises en maintenance industrielle ?

La raison principale n'est pas liée à une question d'argent. Il s'agit de maîtriser davantage les risques. Une machine qui casse en industrie, cela peut avoir des conséquences graves pour la sécurité des gens dans l'usine, mais aussi pour l'environnement. Le souci de rentabilité ne vient que dans un second temps. En mettant en place la maintenance industrielle prédictive, on peut se permettre de ne faire qu'une maintenance sur huit. Si vous devez faire un entretien tous les 20.000 kilomètres avec votre voiture, cela signifie que nous ne devriez plus en faire un que tous les 160.000 kilomètres. C'est un gain de temps et d'argent. Beaucoup de nos clients nous disent aussi qu'ils n'ont plus le choix: ils optent pour cela en raison de la pénurie de personnel dans les services de maintenance. Tout cela prouve que la croissance actuelle n'est pas une mode, c'est une tendance durable. Je suis un CEO heureux.

Vous programmez la suite, la façon de gérer cette croissance ?

C'est exactement la période dans laquelle nous nous trouvons actuellement. C'est un tiraillement entre les esprits européen et américain. Les investisseurs américains visent la croissance à tout prix: selon ce modèle, taux de croissance + taux d'Ebitda (bénéfices avant intérêt, impôts, dépréciation et amortissement) doit être égale à 40 ou 30. En d'autres termes, si on a de la croissance, on peut ne pas avoir de l'Ebitda. C'est une règle que l'on applique chez nous depuis cinq ans. La vision européenne consiste davantage à imposer d'avoir de l'Ebitda. La question pour notre horizon 2027, c'est de savoir si l'on conserve un Ebitda confortable, en attirant des investisseurs pour la suite, sans doute via une IPO. Ou alors, on sacrifie l'Ebitda pour investir massivement dans le commercial et le marketing pour grandir encore plus fort et plus vite. Dans ce cas-là, on attirerait davantage des investisseurs américains.

En clair, vous êtes à la croisée des chemins ?

Exactement. Favorise-t-on l'Ebitda ou la croissance ? Autrement dit, finit-on notre plan initial 2022-2027 ou entame-t-on un nouveau plan à cinq ans à partir de 2025 ? Je n'ai pas encore la réponse, mais l'étude du consultant nous a ébranlé positivement. On pensait franchement qu'au bout des cinq ans, en 2027, le marché allait se calmer, que l'on n'aurait plus des taux de croissance à 25% ou 35%. Or, visiblement, cette tendance est partie pour 10 ans, mais elle pourrait aussi s'accélérer.

Vous avez toujours affirmé vouloir rester ancré en Wallonie. Est-ce un enjeu ?

La levée de fonds de 2022, nous l'avons essentiellement effectuée avec des investisseurs belges, et même wallons. Tous nous suivent dans cette démarche de croissance. L'ancrage en Wallonie n'est pas un frein.

Même en termes de coûts ?

Non. Nous avons investi énormément dans le design du produit et dans l'automatisation de sa fabrication. Le coût de la main-d'œuvre ne représente rien, il n'y a aucun impact à produire en Chine, en Turquie ou ici. Il y a un avenir industriel wallon et européen, mais cela demande des investissements en R&D et en capacités de production.

Cette croissance impliquera-t-elle une modification de vos structures ?

En termes d'emplois, nous sommes 850 aujourd'hui et l'objectif serait d'être 1.200 en 2027. Cela restera dans cet ordre de grandeur. La principale différence se situerait dans l'investissement en commercial et marketing. Nous en sommes aujourd'hui à 5% de notre chiffre d'affaires. Si vous regardez les sociétés techs américaines, elles sont à 40% et c'est cela qui fait la différence. Je n'apprécie pas Elon Musk et je ne pensais pas particulièrement qu'il allait réussir, mais il faut avouer que c'est le cas. La voiture la plus vendue dans le monde, c'est le modèle Y de Tesla et le modèle 3 est dixième. La première voiture européenne est vingtième. On va me répondre que nous vendons du haut de gamme avec de hautes marges, mais ce n'est pas le cas: c'est la VW Polo. Musk a réussi son pari en dix ans, en investissement massivement dans la tech: il a fait à l'automobile ce que Apple a fait, c'est un software sur roues. Et il a investi massivement dans la production avec ses gigafactories

Et dans le marketing, pour construire l'image de Tesla ?

Oui. En Europe, on se pose toujours la question de savoir si c'est la voie à suivre alors qu'il pourra bientôt racheter Volkswagen, Stellantis et les autres pour une bouchée de pain. Plus que l'enjeu wallon, ce qui me préoccupe, c'est le manque de vision européenne sur la technologie en général. Très peu de partenaires comprennent ce qu'est la tech aujourd'hui.

Vous êtes sur le marché des services aux entreprises, on dit que c'est une carte que la Belgique et l'Europe peuvent jouer, c'est votre sentiment ?

Bien sûr. Et je ne parle pas pour moi. Ce qui créera le plus de valeur ajoutée et d'emplois dans les 10 prochaines années, ce sont les entreprises technologiques. Malheureusement, tout le monde n'en est pas conscient.

Ce que vous dites montre l'ambition que l'on devrait avoir ?

Je suis d'accord. Pourquoi se brider ? Peut-on viser une place de leader dans un secteur tout en restant en Wallonie et à Mons ? Oui, je ne vois aucun problème à ça. Mais c'est faisable pour plein d'entreprises, pas uniquement pour I-care.

Qu'est-ce que cela requiert ?

Une politique claire des gouvernements à tous les échelons, que ce soit régional, fédéral, européen... Ce qu'Emmanuel Macron a réussi en France avec la French Tech, c'est exceptionnel, même s'il n'arrive pas à communiquer suffisamment à ce sujet. Grâce à cela, la France sera pour longtemps la première puissance économique européenne.

Cela demande du soutien financier et une réglementation allégée ?

La French Tech, cela consiste simplement à dire que l'avenir, ce sont les entreprises technologiques. Le résultat, c'est que les investisseurs investissent dans ce secteur, les banques prêtent, les incubateurs s'ouvrent à cela, les universités forment. C'est un signal que l'on envoie et c'est ce que la France a réussi. Partout ailleurs en Europe, et pas seulement en Belgique, on

ne suit pas ce mouvement.

Peut-être cela viendra-t-il chez nous avec les nouvelles majorités issues des urnes ?

Je l'espère. Je rêverais que l'on ait une Belgian Tech. Concrètement, cela impliquerait une gouvernance claire de la part du politique, des accents clairs en matière de recherche, un soutien financier et une compréhension des opportunités par les entrepreneurs. Ce n'est pas un combat perdu d'avance, certainement pas. Mais si les grandes entreprises comme bpost ou Proximus veulent être compétitives à l'avenir, elles doivent investir massivement dans la tech. Les jeunes qui se lancent doivent faire ce choix.

L'idée consiste-t-elle aussi à dire que ce n'est pas une bulle ?

Voilà! Je parlais récemment à de très gros investisseurs européens qui sont toujours convaincus que la tech est une bulle. Alors que tout démontre actuellement que c'est structurant pour l'économie et que nous sommes en train de rater le train. Nous-mêmes, en nous disant que le marché allait arrêter de grandir après cinq ans, on pensait aussi que c'était une bulle. Or, tous les indicateurs sont au vert.

Vous êtes l'illustration que c'est possible ?

Nos résultats prouvent que cela a marché et nous ne sommes pas l'exception qui confirme la règle. Aerospacelab ou Odoo sont dans la même dynamique. On ne part pas de rien, il y a moyen de construire un écosystème par rapport à cela.

En tant que CEO, quel est votre sentiment ?

Je prends cela comme une prise de responsabilité. Je me dis que j'ai fait le bon choix de mémoire universitaire il y a 25 ans, que j'ai bien fait de lancer I-care il y a 20 ans... Nous sommes dans une position de leader et nous devons l'assumer. Nous devons désormais assurer la pérennité et l'ancrage de notre entreprise sans prendre le risque de voir nos centres de décision partir à l'étranger. Une IPO, par exemple, pourrait nous enraciner ici.

“Ce qui créera le plus de valeur ajoutée et d'emplois dans les 10 prochaines années, ce sont les entreprises technologiques.”

“Nous sommes dans une position de leader et nous devons l'assumer.”

frédéric siérakowski

FABRICE BRION (I-CARE): DES RÉSULTATS ET DES AMBITIONS

“Je rêve d’une Belgian Tech, comme il y a la French Tech”

La société montoise de maintenance industrielle prédictive connaît une croissance qui dépasse ses propres attentes et voit son horizon dégagé pour les 10 années à venir. “Je suis un homme heureux”, dit son CEO. Mais il entend aussi “prendre ses responsabilités” et insiste sur l’importance de la tech pour notre pays et l’Europe. PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER MOUTON

Fabrice Brion, CEO d’I-care, est un homme optimiste et heureux. Sa société, qui propose aux entreprises une technologie efficace en matière de maintenance industrielle prédictive, obtient les résultats escomptés bien avant l’échéance, après une levée de fonds réalisée en 2022. La question est de savoir s’il ne serait pas judicieux d’accélérer cette croissance rapide, à la façon de ce que fait la tech aux Etats-Unis. De quoi poser une question plus large, sur l’ambition belge et européenne. Un entretien inspirant.

TRENDS-TENDANCES.

Comment se porte I-Care ?

FABRICE BRION. Les chiffres nous surprennent nous-mêmes. Notre objectif, cette année, est de produire 200.000 capteurs. Or, la tendance actuelle est de 1.000 capteurs par jour, avec des pics à plus de 1.100 capteurs, le tout en six heures par jour: nous avons donc de la marge pour augmenter les volumes. Mais le marché ne cesse d’augmenter. Ce dont on ne se rend pas encore compte, même en interne, c’est que chaque capteur va apporter 1.500 euros pendant sa durée de vie. En d’autres termes, nous apportons chaque jour 1,5 million de chiffre

d’affaires futur. Notre objectif de 2027, cinq ans après la levée de fonds, c’est 250 millions de chiffre d’affaires. Je n’ai aucun doute que l’on va y arriver. Nous sommes déjà sur cette voie, alors que l’année passée, nous faisons déjà une année record avec 65 millions de chiffre d’affaires, soit 35% de croissance.

Comment expliquez-vous cela ?

Le marché est là, il est très demandeur, et il est prometteur sur le plan géographique. Sur les 65 millions de l’année passée, nous en faisons 30 en Belgique. On peut donc, au moins, viser 30 millions en France, aux Pays-

en prévoyant cette forte croissance. Grâce à cela, nous avons développé un nouveau capteur qui peut être produit en masse. Nous avons produit 10.000 capteurs de 2013 à 2022, 10.000 en 2022, maintenant nous faisons ce chiffre sur deux semaines. L’investissement dans l’automatisation est payante.

Comment analysez-vous ce besoin des entreprises en maintenance industrielle ?

La raison principale n’est pas liée à une question d’argent. Il s’agit de maîtriser davantage les risques. Une machine qui casse en industrie, cela



“Ce qui créera le plus de valeur ajoutée et d’emplois dans les 10 prochaines années, ce sont les entreprises technologiques.”

Bas, en Allemagne, aux Etats-Unis... Ce n’est pas de l’utopie. La multiplication par cinq que nous avons planifiée, elle est déjà là. Par ailleurs, nous venons de recevoir une étude réalisée par un consultant du Big Four, crédible, prévoyant que le marché va être multiplié par 10 en 10 ans! Nous avons fait notre levée de fonds

peut avoir des conséquences graves pour la sécurité des gens dans l’usine, mais aussi pour l’environnement. Le souci de rentabilité ne vient que dans un second temps. En mettant en place la maintenance industrielle prédictive, on peut se permettre de ne faire qu’une maintenance sur huit. Si vous devez faire



un entretien tous les 20.000 kilomètres avec votre voiture, cela signifie que nous ne devriez plus en faire un que tous les 160.000 kilomètres. C'est un gain de temps et d'argent. Beaucoup de nos clients nous disent aussi qu'ils n'ont plus le choix: ils optent pour cela en raison de la pénurie de personnel dans les services de maintenance. Tout cela prouve que la croissance actuelle n'est pas une mode, c'est une tendance durable. Je suis un CEO heureux.

Vous programmez la suite, la façon de gérer cette croissance ?
C'est exactement la période dans laquelle nous nous trouvons actuellement. C'est un tiraillement entre les esprits européen et américain. Les investisseurs américains visent la croissance à tout prix: selon ce modèle, taux de croissance + taux d'Ebitda (bénéfices avant intérêt, impôts, dépréciation et amortissement) doit être

égale à 40 ou 30. En d'autres termes, si on a de la croissance, on peut ne pas avoir de l'Ebitda. C'est une règle que l'on applique chez nous depuis cinq ans. La vision européenne consiste davantage à imposer d'avoir de l'Ebitda. La question pour notre horizon 2027, c'est de savoir si l'on conserve un Ebitda confortable, en attirant des investisseurs pour la suite, sans doute via une IPO. Ou alors, on sacrifie l'Ebitda pour investir massivement dans le commercial et le marketing pour grandir encore plus fort et plus vite. Dans ce cas-là, on attirerait davantage des investisseurs américains.

En clair, vous êtes à la croisée des chemins ?

Exactement. Favorise-t-on l'Ebitda ou la croissance ? Autrement dit, finit-on notre plan initial 2022-2027 ou entame-t-on un nouveau plan à cinq ans à partir de 2025 ? Je n'ai pas encore la réponse, mais

PROFIL

1999 : Mémoire universitaire sur la maintenance industrielle prédictive

2001 : Ingénieur industriel (Haute Ecole Roi Baudouin) avec la plus grande distinction

2004 : Création d'I-care

2022 : Levée de fonds record de 50 millions d'euros et plan en cinq ans

2024 : Résultats en avance sur le plan

l'étude du consultant nous a ébranlé positivement. On pensait franchement qu'au bout des cinq ans, en 2027, le marché allait se calmer, que l'on n'aurait plus des taux de croissance à 25% ou 35%. Or, visiblement, cette tendance est partie pour 10 ans, mais elle pourrait aussi s'accélérer.

Vous avez toujours affirmé vouloir rester ancré en Wallonie. Est-ce un enjeu ?

La levée de fonds de 2022, nous l'avons essentiellement effectuée avec des investisseurs belges, et même wallons. Tous nous suivent dans cette démarche de croissance. L'ancrage en Wallonie n'est pas un frein.

Même en termes de coûts ?

Non. Nous avons investi énormément dans le design du produit et dans l'automatisation de sa fabrication. Le coût de la main-d'œuvre ne représente rien, il n'y a aucun impact à produire en Chine, en Turquie ou ici. Il y a un avenir industriel wallon et européen, mais cela demande des investissements en R&D et en capacités de production.

Cette croissance implique-t-elle une modification de vos structures ?

En termes d'emplois, nous sommes 850 aujourd'hui et l'objectif serait d'être 1.200 en 2027. Cela restera dans cet ordre de grandeur. La principale différence se situerait dans l'investissement en commercial et marketing. Nous en sommes aujourd'hui à 5% de notre chiffre d'affaires. Si vous regardez les sociétés techs américaines, elles sont à 40% et c'est cela qui fait la différence. Je n'apprécie pas Elon Musk et je ne pensais pas particulièrement qu'il allait réussir, mais il faut avouer que c'est le cas. La voiture la plus vendue dans le monde, c'est le modèle Y de Tesla et le

modèle 3 est dixième. La première voiture européenne est vingtième. On va me répondre que nous vendons du haut de gamme avec de hautes marges, mais ce n'est pas le cas: c'est la VW Polo. Musk a réussi son pari en dix ans, en investissement massivement dans la tech: il a fait à l'automobile ce que Apple a fait, c'est un software sur roues. Et il a investi massivement dans la production avec ses *gigafactories*.

Et dans le marketing, pour construire l'image de Tesla ?

Oui. En Europe, on se pose toujours la question de savoir si c'est la voie à suivre alors qu'il pourra bientôt racheter Volkswagen, Stellantis et les autres pour une bouchée de pain. Plus que l'enjeu wallon, ce qui me préoccupe, c'est le manque de vision européenne sur la technologie en général. Très peu de partenaires comprennent ce qu'est la tech aujourd'hui.

Vous êtes sur le marché des services aux entreprises, on dit que c'est une carte que la Belgique et l'Europe peuvent jouer, c'est votre sentiment ?

Bien sûr. Et je ne parle pas pour moi. Ce qui créera le plus de valeur ajoutée et d'emplois dans les 10 prochaines années, ce sont les entreprises technologiques. Malheureusement, tout le monde n'en est pas conscient.

Ce que vous dites montre l'ambition que l'on devrait avoir ?

Je suis d'accord. Pourquoi se brider ? Peut-on viser une place de leader dans un secteur tout en restant en Wallonie et à Mons ? Oui, je ne vois aucun problème à ça. Mais c'est faisable pour plein d'entreprises, pas uniquement pour I-care.

Qu'est-ce que cela requiert ?

Une politique claire des gouvernements à tous les échelons, que



“Nous sommes dans une position de leader et nous devons l'assumer.”

ce soit régional, fédéral, européen... Ce qu'Emmanuel Macron a réussi en France avec la French Tech, c'est exceptionnel, même s'il n'arrive pas à communiquer suffisamment à ce sujet. Grâce à cela, la France sera pour longtemps la première puissance économique européenne.

Cela demande du soutien financier et une réglementation allégée ?

La French Tech, cela consiste simplement à dire que l'avenir, ce sont les entreprises technologiques. Le résultat, c'est que les investisseurs investissent dans ce secteur, les banques prêtent, les incubateurs s'ouvrent à cela, les universités forment. C'est un signal que l'on envoie et c'est ce que la France a réussi. Partout ailleurs en Europe, et pas seulement en Belgique, on ne suit pas ce mouvement.

Peut-être cela viendra-t-il chez nous avec les nouvelles majorités issues des urnes ?

Je l'espère. Je rêverais que l'on ait une Belgian Tech. Concrètement, cela impliquerait une gouvernance claire de la part du politique, des accents clairs en

matière de recherche, un soutien financier et une compréhension des opportunités par les entrepreneurs. Ce n'est pas un combat perdu d'avance, certainement pas. Mais si les grandes entreprises comme bpost ou Proximus veulent être compétitives à l'avenir, elles doivent investir massivement dans la tech. Les jeunes qui se lancent doivent faire ce choix.

L'idée consiste-t-elle aussi à dire que ce n'est pas une bulle ?

Voilà ! Je parlais récemment à de très gros investisseurs européens qui sont toujours convaincus que la tech est une bulle. Alors que tout démontre actuellement que c'est structurant pour l'économie et que nous sommes en train de rater le train. Nous-mêmes, en nous disant que le marché allait arrêter de grandir après cinq ans, on pensait aussi que c'était une bulle. Or, tous les indicateurs sont au vert.

Vous êtes l'illustration que c'est possible ?

Nos résultats prouvent que cela a marché et nous ne sommes pas l'exception qui confirme la règle. Aerospacelab ou Odoo sont dans la même dynamique. On ne part pas de rien, il y a moyen de construire un écosystème par rapport à cela.

En tant que CEO, quel est votre sentiment ?

Je prends cela comme une prise de responsabilité. Je me dis que j'ai fait le bon choix de mémoire universitaire il y a 25 ans, que j'ai bien fait de lancer I-care il y a 20 ans... Nous sommes dans une position de leader et nous devons l'assumer. Nous devons désormais assurer la pérennité et l'ancrage de notre entreprise sans prendre le risque de voir nos centres de décision partir à l'étranger. Une IPO, par exemple, pourrait nous enraciner ici. **1**

Trends - Papier - Fabrice Brion heeft grote ambitie met I-care - 'Technologie is geen zeepbel'.

Fabrice Brion heeft grote ambitie met I-care - 'Technologie is geen zeepbel'

Fabrice Brion is een tevreden CEO. De groei van I-care, gespecialiseerd in predictief onderhoud, overtreft de eigen verwachtingen. Maar Brion maakt zich zorgen over het gebrek aan een Europese visie op technologie. "De grootste scheppers van toegevoegde waarde en banen in de komende tien jaar zullen de technologiebedrijven zijn. Helaas is niet iedereen zich daarvan bewust." Olivier Mouton

Fabrice Brion, de CEO van I-care, is optimistisch. De resultaten van zijn bedrijf, dat aan industriële klanten AI-aangedreven en datagestuurde oplossingen aanbiedt om technische storingen te voorspellen, zitten ruim voor op schema, sinds I-care in 2022 geld heeft opgehaald. De vraag is of het verstandig is die groei nog te versnellen, naar het voorbeeld van de techsector in de Verenigde Staten. Wat bredere vragen oproept over de Belgische en Europese ambitie in de techsector.

Hoe gaat het met I-Care?

FABRICE BRION. "De cijfers verrassen zelfs ons. Ons doel voor dit jaar is 200.000 sensoren te produceren. Maar inmiddels zitten we aan 1.000 sensoren per dag, met pieken van meer dan 1.100, en dat gedurende zes uur per dag. Er is dus nog ruimte om de volumes te verhogen. Maar de markt groeit voortdurend. Wat we ons nog niet realiseren, zelfs intern niet, is dat elke sensor gedurende zijn levensduur 1.500 euro oplevert. Met andere woorden: elke dag dragen we 1,5 miljoen euro bij aan de toekomstige verkoop. Ons doel voor 2027, vijf jaar na de fondsenwerving, is een omzet van 250 miljoen euro te draaien. Ik twijfel er niet aan dat we dat halen. We zijn al goed op weg, ook al was 2023 al een recordjaar met een omzet van 65 miljoen euro, of een groei van 35 procent."

Hoe verklaart u dat?

BRION. "Er is een markt voor ons product en er is veel vraag, ook internationaal. In België hebben we 30 miljoen omzet gedraaid. Dus kunnen we op zijn minst mikken op 30 miljoen in Frankrijk, Nederland, Duitsland én de Verenigde Staten. Dat is geen utopie. De vervijfvoudiging die we hadden gepland, is er al. Sterker nog, we hebben net een geloofwaardige studie ontvangen die voorspelt dat de markt in tien jaar zal vertienvoudigen. Toen we geld ophaalden, anticipeerden we al op die sterke groei. Daarom hebben we een nieuwe sensor ontwikkeld die in massaproductie kan worden genomen. Van 2013 tot 2022 hebben we 10.000 sensoren geproduceerd, in 2022 maakten we er 10.000 in één jaar en nu halen we er 10.000 in twee weken."

FABRICE BRION HEEFT GROTE AMBITIE MET I-CARE

‘Technologie is geen zeepbel’

Fabrice Brion is een tevreden CEO. De groei van I-care, gespecialiseerd in predictief onderhoud, overtreft de eigen verwachtingen. Maar Brion maakt zich zorgen over het gebrek aan een Europese visie op technologie. “De grootste scheppers van toegevoegde waarde en banen in de komende tien jaar zullen de technologiebedrijven zijn. Helaas is niet iedereen zich daarvan bewust.” OLIVIER MOUTON

Fabrice Brion, de CEO van I-care, is optimistisch. De resultaten van zijn bedrijf, dat aan industriële klanten AI-aangedreven en datagestuurde oplossingen aanbiedt om technische storingen te voorkomen, zitten ruim voor op schema, sinds I-care in 2022 geld heeft opgehaald. De vraag is of het verstandig is die groei nog te versnellen, naar het voorbeeld van de techsector in de Verenigde Staten. Wat bredere vragen oproept over de Belgische en Europese ambitie in de techsector.

Hoe gaat het met I-Care?
FABRICE BRION. “De cijfers verrassen zelfs ons. Ons doel voor dit jaar is 200.000 sensoren te produceren. Maar inmiddels zitten we aan 1.000 sensoren per dag, met pieken van meer dan 1.100, en dat gedurende zes uur per dag. Er is dus nog ruimte om de volumes te verhogen. Maar de markt groeit

voortdurend. Wat we ons nog niet realiseren, zelfs intern niet, is dat elke sensor gedurende zijn levensduur 1.500 euro oplevert. Met andere woorden: elke dag dragen we 1,5 miljoen euro bij aan de toekomstige verkoop. Ons doel voor 2027, vijf jaar na de fondsenwerving, is een omzet van 250 miljoen euro te draaien. Ik twijfel er niet aan dat we dat halen. We zijn al goed op weg, ook al was 2023 al een recordjaar met een omzet van 65 miljoen euro, of een groei van 35 procent.”

Hoe verklaart u dat?

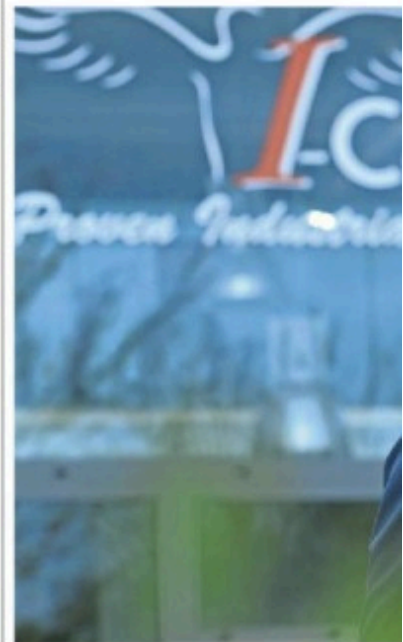
BRION. “Er is een markt voor ons product en er is veel vraag, ook internationaal. In België hebben we 30 miljoen omzet gedraaid. Dus kunnen we op zijn minst mikken op 30 miljoen in Frankrijk, Nederland, Duitsland én de Verenigde Staten. Dat is geen utopie. De vervijfvoudiging die we hadden gepland, is er al. Sterker nog, we hebben net een geloofwaardige studie ontvangen die voorspelt

dat de markt in tien jaar zal vertienvoudigen. Toen we geld ophaalden, anticipeerden we al op die sterke groei. Daarom hebben we een nieuwe sensor ontwikkeld die in massaproductie kan worden genomen. Van 2013 tot 2022 hebben we 10.000 sensoren geproduceerd, in 2023 maakten we er 10.000 in één jaar en nu halen we er 10.000 in twee weken.”

Hoe analyseert u die behoefte bij industriebedrijven?

BRION. “De belangrijkste reden is niet geld. Het gaat om het beter beheersen van risico's. Een kapotte machine kan ernstige gevolgen hebben voor de veiligheid van de mensen in de fabriek, maar ook voor het milieu. Als je predictief industrieel onderhoud intro-

FABRICE BRION
 “Het maakt niet uit of we in China, Turkije of Wallonië produceren.”



duceert, kun je het je veroorloven slechts één op de acht onderhoudsbeurten uit te voeren. Dat bespaart tijd en geld. Veel van onze klanten vertellen ons ook dat ze geen keuze hebben: ze kiezen hiervoor vanwege het personeelstekort op de onderhoudsafdelingen. Dat alles bewijst dat de huidige trend zal aanhouden. Ik ben een tevreden CEO."

Hoe bent u van plan die groei in goede banen te leiden?

BRION. "Het is een strijd tussen de Europese en Amerikaanse mentaliteit. Amerikaanse investeerders streven naar groei ten koste van alles: als je groeit, mag je geen ebitda hebben. Zo hebben we het de afgelopen vijf jaar gedaan. De Europese visie is dat je wel winst



'Wat Emmanuel Macron in Frankrijk met French Tech heeft bereikt, is uitzonderlijk. Ik zou graag Belgian Tech zien'

moet maken. De vraag voor 2027 is of we een comfortabele ebitda kunnen handhaven en investeerders kunnen aantrekken voor de toekomst, waarschijnlijk via een beursgang. Of offeren we de ebitda op en investeren we massaal in verkoop en marketing, om nog sterker en sneller te groeien? In dat geval zouden we meer Amerikaanse investeerders aantrekken."



BIO

1999: universitair proefschrift over voorspellend industrieel onderhoud

2001: industrieel ingenieur (Haute Ecole Roi Baudouin) met hoogste onderscheiding

2004: richt I-care op

2022: record fondsenwerving van 50 miljoen euro en vijftienplan

U staat dus op een kruispunt?

BRION. "Ja, precies. Geef je de voorkeur aan ebitda of aan groei? Met andere woorden: volgen we ons oorspronkelijke plan voor 2022-2027? Of beginnen we in 2025 aan een nieuw vijftienplan? Ik weet het antwoord nog niet, maar het onderzoek waarover ik het had, heeft ons positief verrast. We dachten dat de markt na vijf jaar, in 2027, tot rust zou komen, dat we geen groei van 25 of 35 procent meer zouden meemaken. Het is duidelijk dat die trend zich nog tien jaar zal voortzetten, maar het kan ook sneller gaan."

U hebt altijd gezegd dat u verankerd wilt blijven in Wallonië. Is dat een probleem?

BRION. "We hebben het grootste deel van onze fondsen uit 2022 opgehaald bij Belgische en zelfs Waalse investeerders. Ze staan allemaal achter ons. In Wallonië gevestigd zijn is geen belemmering."

Ook op het gebied van kosten?

BRION. "Nee. We hebben zwaar geïnvesteerd in productontwerp en geautomatiseerde productie. De loonkosten stellen niets voor. Het maakt niet uit of we in China, Turkije of hier produceren. Er is een toekomst voor de Waalse en de Europese industrie, maar dat vereist investeringen in onderzoek en ontwikkeling en productiecapaciteit."

Moet u uw bedrijfsstructuur aanpassen aan die groei?

BRION. "Op dit moment zijn er 850 medewerkers. Het doel is 1.200 medewerkers te halen in 2027. Dat blijft in dezelfde grootteorde. Wel zullen we meer investeren in verkoop en marketing. We zitten momenteel op 5 procent van onze omzet. Amerikaanse techbedrijven zitten op 40 procent, en dat is wat het verschil maakt. Ik hou niet van Elon Musk, maar hij is er wel in"



FABRICE BRION
"Dankzij French Tech zal Frankrijk lang de leidende economische macht van Europa zijn."

geslaagd Apple naar de kroon te steken met software op wielen. En hij heeft massaal geïnvesteerd in productie met zijn gigafabrieken."

En in marketing, om het imago van Tesla op te bouwen?

BRION. "Ja. In Europa zullen we ons nog altijd afvragen of dat de juiste weg is, als hij straks Volkswagen, Stellantis en de andere autoconstructeurs voor een schijntje kan kopen. Wat me meer zorgen baart dan de Waalse kwestie, is het gebrek aan Europese visie op technologie in het algemeen."

U bent actief op de markt van de zakelijkdienstverlening. Kunnen België en Europa daarin een rol spelen?

BRION. "Natuurlijk. En ik spreek niet voor mezelf. De grootste schepers van toegevoegde waarde en banen in de komende tien jaar zullen de technologiebedrijven zijn. Helaas is niet iedereen zich daarvan bewust."

We moeten ambitieuzer zijn?

BRION. "Daar ben ik het mee eens. Waarom zouden we onszelf beperken? Is het mogelijk een leidende positie in een sector na te streven en toch in Wallonië en Bergen te blijven? Ja, ik zie daar geen enkel probleem in. Bovendien is dat

haalbaar voor veel bedrijven, niet alleen voor I-care."

Wat is daarvoor nodig?

BRION. "Een duidelijk beleid van de regeringen op alle niveaus, regionaal, federaal, Europees. Wat Emmanuel Macron in Frankrijk met French Tech heeft bereikt, is uitzonderlijk. Daardoor zal Frankrijk nog lang de leidende economische macht van Europa zijn."



'Er is een toekomst voor de Waalse en de Europese industrie, maar dat vereist investeringen in onderzoek en ontwikkeling en productiecapaciteit'

Het vereist financiële steun en minder regelgeving?

BRION. "French Tech houdt gewoon in dat technologiebedrijven de toekomst zijn. Het resultaat is dat investeerders in die sector investeren, banken leningen verstrekken, incubators de deuren openen en universiteiten opleidingen verzorgen. Dat is het signaal dat we afgeven en dat is wat Frankrijk heeft bereikt. Elders in Europa, en niet alleen in België, volgen we die trend niet. Ik zou graag Belgian Tech zien. Concreet

betekent dat een duidelijk overheidsbeleid, duidelijke onderzoeksprioriteiten, financiële steun en inzicht in de kansen bij ondernemers. Het is zeker geen verloren strijd. Maar als grote bedrijven zoals bpost of Proximus competitief willen blijven, moeten ze zwaar investeren in technologie. Startende jongeren moeten die keuze maken."

Technologie is geen zeepbel?

BRION. "Alles wijst erop dat technologie de economie vormgeeft en dat we de boot missen. We hebben ook tegen onszelf gezegd dat de markt na vijf jaar zou stoppen met groeien. Maar alle indicatoren staan op groen."

Is I-care het bewijs dat het wel mogelijk is?

BRION. "Onze resultaten bewijzen dat het werkt, en wij zijn niet de uitzondering die de regel bewijst. Aerospacelab en Odoo zitten in hetzelfde schuitje. We beginnen niet vanaf nul, we kunnen er een ecosysteem omheen bouwen."

Wat vindt u daarvan als CEO?

BRION. "Ik zie het als een verantwoordelijkheid opnemen. Ik hou mezelf voor dat ik 25 jaar geleden de juiste keuze heb gemaakt met mijn proefschrift en dat ik 20 jaar geleden gelijk had om I-care te lanceren. Vanaf nu moeten we ervoor zorgen dat ons bedrijf een toekomst heeft op lange termijn en dat het stevig verankerd blijft, zonder het risico te lopen dat onze beslissingscentra naar het buitenland verhuizen. Een beursgang zou hier bijvoorbeeld kunnen wortelen." 

Trends-Tendances - Papier - Gouverner comme des ingénieurs respectueux.

Olivier Mouton Chef news

La Belgique est un îlot de stabilité en Europe. Qui aurait cru lire cela un jour? Politiquement, les négociations vont bon train depuis les élections du 9 juin. Une majorité de centre-droit MR/Engagés pourrait voir le jour en Wallonie assez rapidement. En Flandre, la N-VA pactise avec le cd&v et Vooruit. Même en Région bruxelloise, où la situation était épineuse, le MR se lance avec les Engagés et le PS. Au fédéral, l'informateur Bart De Wever a planché sur une formule Arizona pour une majorité N-VA, cd&v, Vooruit, MR et Engagés. Le spectre d'une crise de 541 jours, comparable celle qui avait bloqué le pays en 2010-11, s'éloigne. Divine surprise. Au même moment, la France tanguait avec des élections législatives de tous les dangers, la possible arrivée au pouvoir du Rassemblement National ou un chaos ingouvernable... digne de la Belgique d'antan. Les Pays-Bas ont installé l'extrême droite au pouvoir. L'Allemagne vacille. Si la Belgique est un îlot de stabilité, elle risque d'être impactée par la situation délicate dans laquelle se trouvent nos voisins. Attention aux remous européens, voire au retour d'une crise de la dette qu'activerait un programme économique farfelu dans un de ces "laboratoires". "On va gouverner le pays comme des ingénieurs, pas comme des poètes", clame Georges-Louis Bouchez, président du MR, provoquant les réactions outrées des poètes, voire... d'ingénieurs regrettant que l'on divise le pays en clans. Soyons de bon compte : s'il faut respecter la démocratie et tenir compte de la cohésion sociale, la gestion d'un pays par des ingénieurs signifierait une efficacité de fonctionnement et une rigueur budgétaire bienvenues, alors que les nuages s'accumulent dans le ciel. Pas de répit, c'est le temps des réformes pour se prémunir des dangers. Fiscalité, emploi, pensions, gouvernance... : les chantiers sont considérables. L'épreuve de vérité de messieurs Bouchez et Prévot consiste à réussir un subtil équilibre entre rapidité, nécessité de casser les codes de la politique et concertation, capacité à faire des Wallons et Bruxellois des "acteurs de changement". "Attention à ne pas confondre vitesse et précipitation", confiait un responsable économique à l'issue de son audience à Namur. Les représentants de structures ou associations ont été violemment secoués par les négociateurs. La volonté de rupture est évidente. Notre démocratie "obèse" doit être allégée... mais pas démolie. "Un vent nouveau souffle", se félicite une responsable de fédération sectorielle. Le style très direct des vainqueurs est un signe de détermination. Il ne doit pas virer à l'arrogance. Pour gérer comme des ingénieurs, ils doivent s'appuyer sur les forces vives de la société et mettre en mouvement tant les administrations que les entreprises. Respecter ceux qui sont prêts à bouger! "Ecraser ne sert à rien!", clamait Yvan Verougstraete, ex-CEO de Medi-Market, devenu député européen (Les Engagés). Une sage invitation. Place à l'ambition et à la vision. Dans ce numéro, Fabrice Brion, CEO d'I-care, dit croire à la possibilité pour notre pays de concrétiser ses ambitions et de donner naissance à des leaders mondiaux dans le domaine de la tech. "Concrètement, cela impliquerait une gouvernance claire de la part du politique, des accents forts en matière de recherche, un soutien financier et une compréhension des opportunités par les entrepreneurs", dit-il. Un état d'esprit conquérant, voilà la potion magique. Pour le répandre largement, une dynamique s'impose: miser sur l'intelligence collective.

Hoe analyseert u die behoefte bij industriebedrijven?

BRION. “De belangrijkste reden is niet geld. Het gaat om het beter beheersen van risico’s. Een kapotte machine kan ernstige gevolgen hebben voor de veiligheid van de mensen in de fabriek, maar ook voor het milieu. Als je predictief industrieel onderhoud introduceert, kun je het je veroorloven slechts één op de acht onderhoudsbeurten uit te voeren. Dat bespaart tijd en geld. Veel van onze klanten vertellen ons ook dat ze geen keuze hebben: ze kiezen hiervoor vanwege het personeelstekort op de onderhoudsafdelingen. Dat alles bewijst dat de huidige trend zal aanhouden. Ik ben een tevreden CEO.”

Hoe bent u van plan die groei in goede banen te leiden?

BRION. “Het is een strijd tussen de Europese en Amerikaanse mentaliteit. Amerikaanse investeerders streven naar groei ten koste van alles: als je groeit, mag je geen ebitda hebben. Zo hebben we het de afgelopen vijf jaar gedaan. De Europese visie is dat je wel winst moet maken. De vraag voor 2027 is of we een comfortabele ebitda kunnen handhaven en investeerders kunnen aantrekken voor de toekomst, waarschijnlijk via een beursgang. Of offeren we de ebitda op en investeren we massaal in verkoop en marketing, om nog sterker en sneller te groeien? In dat geval zouden we meer Amerikaanse investeerders aantrekken.”

U staat dus op een kruispunt?

BRION. “Ja, precies. Geef je de voorkeur aan ebitda of aan groei? Met andere woorden: volgen we ons oorspronkelijke plan voor 2022-2027? Of beginnen we in 2025 aan een nieuw vijfjarenplan? Ik weet het antwoord nog niet, maar het onderzoek waarover ik het had, heeft ons positief verrast. We dachten dat de markt na vijf jaar, in 2027, tot rust zou komen, dat we geen groei van 25 of 35 procent meer zouden meemaken. Het is duidelijk dat die trend zich nog tien jaar zal voortzetten, maar het kan ook sneller gaan.”

U hebt altijd gezegd dat u verankerd wilt blijven in Wallonië. Is dat een probleem?

BRION. “We hebben het grootste deel van onze fondsen uit 2022 opgehaald bij Belgische en zelfs Waalse investeerders. Ze staan allemaal achter ons. In Wallonië gevestigd zijn is geen belemmering.”

Ook op het gebied van kosten?

BRION. “Nee. We hebben zwaar geïnvesteerd in productontwerp en geautomatiseerde productie. De loonkosten stellen niets voor. Het maakt niet uit of we in China, Turkije of hier produceren. Er is een toekomst voor de Waalse en de Europese industrie, maar dat vereist investeringen in onderzoek en ontwikkeling en productiecapaciteit.”

Moet u uw bedrijfsstructuur aanpassen aan die groei?

BRION. “Op dit moment zijn er 850 medewerkers. Het doel is 1.200 medewerkers te halen in 2027. Dat blijft in dezelfde grootteorde. Wel zullen we meer investeren in verkoop en marketing. We zitten momenteel op 5 procent van onze omzet. Amerikaanse techbedrijven zitten op 40 procent, en dat is wat het verschil maakt. Ik hou niet van Elon Musk, maar hij is er wel in

geslaagd Apple naar de kroon te steken met software op wielen. En hij heeft massaal geïnvesteerd in productie met zijn gigafabrieken.”

En in marketing, om het imago van Tesla op te bouwen?

BRION. “Ja. In Europa zullen we ons nog altijd afvragen of dat de juiste weg is, als hij straks Volkswagen, Stellantis en de andere autoconstructeurs voor een schijntje kan kopen. Wat me meer zorgen baart dan de Waalse kwestie, is het gebrek aan Europese visie op technologie in het algemeen.”

U bent actief op de markt van de zakelijkdienstverlening. Kunnen België en Europa daarin een rol spelen?

BRION. “Natuurlijk. En ik spreek niet voor mezelf. De grootste scheppers van toegevoegde waarde en banen in de komende tien jaar zullen de technologiebedrijven zijn. Helaas is niet iedereen zich daarvan bewust.”

We moeten ambitieuzer zijn?

BRION. “Daar ben ik het mee eens. Waarom zouden we onszelf beperken? Is het mogelijk een leidende positie in een sector na te streven en toch in Wallonië en Bergen te blijven? Ja, ik zie daar geen enkel probleem in. Bovendien is dat haalbaar voor veel bedrijven, niet alleen voor I-care.”
Wat is daarvoor nodig?

BRION. “Een duidelijk beleid van de regeringen op alle niveaus, regionaal, federaal, Europees. Wat Emmanuel Macron in Frankrijk met French Tech heeft bereikt, is uitzonderlijk. Daardoor zal Frankrijk nog lang de leidende economische macht van Europa zijn.”

Het vereist financiële steun en minder regelgeving?

BRION. “French Tech houdt gewoon in dat technologiebedrijven de toekomst zijn. Het resultaat is dat investeerders in die sector investeren, banken leningen verstrekken, incubators de deuren openen en universiteiten opleidingen verzorgen. Dat is het signaal dat we afgeven en dat is wat Frankrijk heeft bereikt. Elders in Europa, en niet alleen in België, volgen we die trend niet. Ik zou graag Belgian Tech zien. Concreet betekent dat een duidelijk overheidsbeleid, duidelijke onderzoeksprioriteiten, financiële steun en inzicht in de kansen bij ondernemers. Het is zeker geen verloren strijd. Maar als grote bedrijven zoals bpost of Proximus competitief willen blijven, moeten ze zwaar investeren in technologie. Startende jongeren moeten die keuze maken.”

Technologie is geen zeepbel?

BRION. “Alles wijst erop dat technologie de economie vormgeeft en dat we de boot missen. We hebben ook tegen onszelf gezegd dat de markt na vijf jaar zou stoppen met groeien. Maar alle indicatoren staan op groen.”

Is I-care het bewijs dat het wel mogelijk is?

BRION. “Onze resultaten bewijzen dat het werkt, en wij zijn niet de uitzondering die de regel bewijst. Aerospacelab en Odoo zitten in hetzelfde schuitje. We beginnen niet vanaf nul, we kunnen er een ecosysteem omheen bouwen.”

Wat vindt u daarvan als CEO?

BRION. “Ik zie het als een verantwoordelijkheid opnemen. Ik hou mezelf voor dat ik 25 jaar geleden de juiste keuze heb gemaakt met mijn proefschrift en dat ik 20 jaar geleden gelijk had om I-care te lanceren. Vanaf nu moeten we ervoor zorgen dat ons bedrijf een toekomst heeft op lange termijn en dat het stevig verankerd blijft, zonder het risico te lopen dat onze beslissingscentra naar het buitenland verhuizen. Een beursgang zou hier bijvoorbeeld kunnen wortelen.”

Bio

1999: universitair proefschrift over voorspellend industrieel onderhoud

2001: industrieel ingenieur (Haute Ecole Roi Baudouin) met hoogste onderscheiding 2004: richt

I-care op 2022: record fondsenwerving van 50 miljoen euro en vijfjarenplan

DE Tijd - Article papier et online - 19 Juin 2024 | EnergyVision timmert aan beursgang in Brussel - [Lien](#)

EnergyVision timmert aan beursgang in Brussel

De zonnepanelen- en laadpalengroep EnergyVision werkt aan een beursintroductie. Dat proces zit nog in een heel pril stadium. Het zou de eerste beursgang van enige omvang zijn op de Brusselse beurs in jaren.

De laatste grote beursintroducties op de Brusselse beurs waren – de afsplitsing van DEME en Syensqo niet meegerekend - die van de chemiedistributeur Azelis (september 2021) en het medtechbedrijf Onward Medical (oktober 2021).

Aan die tocht in de woestijn lijkt evenwel een einde te komen, vernam De Tijd. Volgens onze informatie werkt de zonnepanelen- en laadpalengroep EnergyVision aan een beursintroductie. Ze mikt op dit jaar voor de operatie, al kunnen eventuele turbulenties op de financiële markten nog roet in het eten gooien. EnergyVision, een tiental jaar geleden opgericht door de voormalige sportjournalist Maarten Michielssens, heeft vooral een sterke positie in Brussel als installateur van zonnepanelen (Brusol) en laadpleinen (EnergyDrive). In Vlaanderen werkte het bedrijf zich in de kijker dankzij enkele grote projecten zoals de aanbesteding voor zonnepanelen op 50.000 sociale woningen en de bouw van een groot zonnepark op de luchthaven van Oostende.

Recent lanceerde het bedrijf zich ook als elektriciteitsleverancier, met een uniek tarief op lange termijn. Daarbij installeert EnergyVision op eigen kosten zonnepanelen bij klanten. Het bedrijf met 237 werknemers is ook al jaren actief als ontwikkelaar van zonneprojecten in China en Marokko. Het boekte vorig jaar op 121 miljoen euro omzet een brutobedrijfswinst (ebitda) van 30,3 miljoen en een nettowinst van 6,2 miljoen.

Marc Coucke

Zowel de aanleg van zonneparken als laadpleinen is erg kapitaalintensief. Hoewel een groot deel daarvan met bankfinanciering en aparte structuren opgelost kan worden, vereist een snelle groei veel kapitaal. Vorig jaar investeerde EnergyVision ook 11 miljoen euro in digitalisering via de overname van de softwarefirma's Intrimm en MyEV-Platform. Met een beursgang kan EnergyVision nieuwe aandelen uitgeven of bestaande aandelen verkopen en zo kapitaal ophalen.

CEO Michielssens zegt in een reactie dat op dit moment niet concreet met investeerders wordt gepraat en dat er 'geen plannen in deze of gene richting zijn'. Maar komt er een beursgang op korte termijn? 'We bekijken altijd mogelijke stappen zodat het bedrijf kan groeien. We willen de groei niet tegenhouden omdat we de middelen niet hebben', zegt hij. 'Daarom gebeurt op de achtergrond wel voorbereidend werk om iets te doen als het opportuun zou zijn. Maar dat is nog niet concreet.'

EnergyVision zit voorlopig nog stevig in de handen van zijn oprichters (Maarten Michielssens, Hassan Mourhit en Koen Decourt) en zijn management (81,5%). Marc Coucke heeft via zijn investeringsvehikel Alychlo een kleine 12 procent in handen. De rest van de aandelen (6,6%) zit onder meer bij Christian Teunissen (oprichter en CEO van de kotenuitbater Xior) en de Brusselse publieke investeerder Finance & Invest Brussels.

Het Brusselse bedrijf kon de jongste jaren enkele bekende namen strikken als bestuurder, onder wie de voormalige toppolitici Karel De Gucht en Herman Van Rompuy. Pieter Bourgeois, de CEO van Alychlo, was al een tijd bestuurder voordat het Coucke-fonds in EnergyVision investeerde.

EnergyVision zou het tweede bedrijf uit de portefeuille van Alychlo zijn dat naar de beurs trekt, na de waterzuiveraar Ekopak. Alychlo is bij Ekopak de hoofdaandeelhouder met een belang van meer dan 42 procent. Bij de beursgang van Ekopak konden particuliere beleggers niet intekenen. De notering volgde op een private plaatsing van aandelen bij institutionele beleggers.

Machinedokter

Mogelijk blijft het dit jaar niet bij de beursintroductie van EnergyVision. I-care, de Waalse Onderneming van het Jaar 2020, steekt zijn beursambities al een tijdje niet onder stoelen of banken.

I-care, een specialist in het voorspellen van defecten in machines en industriële installaties, haalde de afgelopen jaren enkele tientallen miljoenen euro's op via private kapitaalrondes. De volgende stap moet een beursgang zijn, wanneer de financiële markten het toelaten.

Bruno Colmant, ex-bankier en de CEO van Euronext Brussel, is bestuurder bij I-care. Het bedrijf heeft sinds dit voorjaar ook een nieuwe financieel directeur.

De essentie

- De zonnepanelen- en laadpalengroep EnergyVision heeft prille beursplannen.
- Een beursgang van het bedrijf zou een punt zetten achter een lange tocht in de woestijn voor de Brusselse beurs.
- EnergyVision zit in de portefeuille van Marc Coucke's investeringsvehikel Alychlo (12%). Het zou na de waterzuiveraar Ekopak het tweede bedrijf uit zijn portefeuille zijn dat naar de beurs trekt.

Michaël Sephiha, David Adriaen

EnergyVision timmert aan beursgang in Brussel

Brusselse zonnepanelen- en laadpalengroep zou dit jaar nog op introductie mikken

MICHAËL SEPHIHA
EN DAVID ADRIAEN

De zonnepanelen- en laadpalengroep EnergyVision werkt aan een beursintroductie. Het proces zit nog in een heel pril stadium, maar het zou de eerste beursgang van enige omvang zijn op de Brusselse beurs in jaren. De laatste grote introducties waren de afsplitsing van DEME en Syensqo niet meegerekend - die van de chemiedistributeur Azelis (september 2021) en het medtechbedrijf Onward Medical (oktober 2021). Aan die tocht in de woestijn lijkt een einde te komen, vernaam De Tijd bij meerdere bronnen. EnergyVision mikt op dit jaar voor een beursintroductie, al kunnen eventuele turbulenties op de financiële markten nog roet in het eten gooien.

EnergyVision, een tiental jaar geleden opgericht door de voormalige sportjournalist Maarten Michielsens, heeft vooral een sterke positie in Brussel als installateur van zonnepanelen (Brusol) en laadpleinen (EnergyDrive). In Vlaanderen werkte het bedrijf zich in de kijker dankzij enkele grote projecten zoals de aanbesteding voor zonnepanelen op 50.000 sociale woningen en de bouw van een groot zonnepark op de luchthaven van Oostende.

Recent lanceerde het bedrijf zich ook als elektriciteitsleverancier, met een uniek tarief op lange termijn. Daarbij installeert EnergyVision op eigen kosten zonnepanelen bij klanten. Het bedrijf met 237 werknemers is ook al jaren actief als ontwikkelaar van zonneprojecten in China en Marokko. Het boekte vorig jaar op 121 miljoen euro omzet een brutobedrijfswinst (ebitda) van 30,3 miljoen en een nettowinst van 6,2 miljoen.

De aanleg van zonneparken en laadpleinen is erg kapitaalintensief. Een snelle groei vereist veel kapitaal.

Zowel de aanleg van zonneparken als laadpleinen is erg kapitaalintensief. Hoewel een groot deel daarvan met bankfinanciering en aparte structuren opgelost kan worden, vereist een snelle groei veel kapitaal. Vorig jaar investeerde EnergyVision ook 11 miljoen euro in digitalisering via de overname van de softwarefirma's Intrim en MyEV-Platform. Met een beursgang kan EnergyVision nieuwe aandelen uitgeven of bestaande aandelen verkopen en zo kapitaal ophalen.

Bekende namen

CEO Michielsens zelf houdt echter nog een slag om de arm. Hij zegt dat op dit moment niet concreet met investeerders wordt gepraat en dat er 'geen plannen in deze of gene richting zijn'. Maar komt er een beursgang op korte termijn? 'We bekijken altijd mogelijke stappen zodat het bedrijf kan groeien. We willen de groei niet tevenhouden

omdat we de middelen niet hebben', zegt hij. Volgens Michielsens gebeurt wel 'voorbereidend werk', maar is dat 'nog niet concreet'.

EnergyVision zit voorlopig stevig in de handen van zijn oprichters (Michielsens, Hassan Mourhit en Koen Decourt) en het management (81,5%). Marc Coucke heeft via zijn investeringvehikel Alychlo een kleine 12 procent in handen. De rest van de aandelen (6,0%) zit bij onder anderen Christian Tenuissen (oprichter en CEO van de kotemuitbater Xire) en de Brusselse publieke investeerder Finance & Invest Brussels.

Het bedrijf kon de jongste jaren enkele bekende namen strikken als bestuurder, onder wie de oud-toppolitici Karel De Gucht en Herman Van Rompuy. Alychlo-CEO Pieter Bourgeois was al een tijd bestuurder voordat het Coucke-fonds in EnergyVision investeerde.

EnergyVision zou het tweede bedrijf uit de portefeuille van

Alychlo zijn dat naar de beurs trekt, na de waterzuiveraar Ekopak. Alychlo is bij Ekopak de hoofdaandeelhouders met een belang van meer dan 42 procent. Bij de beursgang van Ekopak konden particuliere beleggers niet intekenen. De notering volgde op een private plaatsing van aandelen bij institutionele beleggers.

Mogelijk blijft het dit jaar niet bij EnergyVision. I-care, de Waalse Ondermening van het Jaar 2020, steekt zijn beursambities al een tijdje niet onder stoelen of banken. De specialist in het voorspellen van defecten in machines en industriële installaties haalde de voorbije jaren enkele tientallen miljoenen euro's op via private kapitaalrondes. De volgende stap moet een beursgang zijn, als de

financiële markten het toelaten. Bruno Gohmann, de CEO van Euro-nest Brussel, is bestuurder bij I-care. Het bedrijf heeft sinds kort ook een nieuwe financieel directeur. **P6**

L'Echo - Article papier et digital - 19 Juin 2024 - EnergyVision travaille sur une introduction en bourse L'Echo - [Lien](#)

EnergyVision veut faire rayonner le photovoltaïque à la Bourse de Bruxelles

Le groupe EnergyVision, spécialiste des panneaux solaires et bornes de recharge, se prépare pour la bourse. Il signerait là la première introduction d'ampleur à Bruxelles depuis 2021.

Exception faite des scissions de Deme et Syensqo, les dernières introductions en bourse d'une taille significative à Bruxelles remontent à 2021. Il en allait à l'époque de l'arrivée sur les marchés du distributeur chimique anversois Azeliset de [la société néerlandaise de technologie médicale Onward Medical](#).

Cette traversée du désert semble toutefois toucher à sa fin, a-t-on appris. Selon nos informations, le groupe EnergyVision travaille à son entrée sur Euronext. L'opération est toujours prévue pour cette année, mais des turbulences sur les marchés financiers pourraient y mettre des bâtons dans les roues.

Position forte

Fondé il y a une dizaine d'années par l'ancien journaliste sportif Maarten Michielssens, EnergyVision occupe une position particulièrement forte à Bruxelles, en tant qu'installateur de panneaux solaires (Brusol) et de bornes de recharge (EnergyDrive). Récemment, l'entreprise s'est invitée dans plusieurs projets importants au nord du pays, tels que l'appel d'offres pour l'installation de panneaux solaires sur 50.000 logements sociaux et la construction d'un grand parc photovoltaïque à l'aéroport d'Ostende. Elle s'est également [lancée en Flandre en tant que fournisseur d'électricité complet](#), fort d'un prix fixe de long terme. Elle y installe des panneaux solaires chez les clients à ses propres frais.

L'entreprise de 237 employés est, enfin, aussi active depuis des années en tant que développeur de projets solaires en Chine et au Maroc. L'année dernière, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 121 millions d'euros, pour un excédent brut d'exploitation (ebitda) de 30 millions.

Haute intensité capitalistique

La construction de parcs solaires et de bornes de recharge est une activité à haute intensité capitalistique. Bien qu'une grande partie de l'effort puisse être soutenu par la voie du financement bancaire et des entités distinctes, une croissance rapide nécessite beaucoup de moyens. L'année dernière, EnergyVision a par ailleurs investi 11 millions d'euros dans les solutions digitales, en acquérant les sociétés Intrimm et MyEV-Platform.

Interrogé sur la prochaine étape, Maarten Michielssens indique qu'il n'y a pas de discussion concrète avec des investisseurs pour le moment et qu'il n'y a "aucun plan dans telle ou telle direction".

Mais une introduction en bourse se donnera-t-elle tout de même bientôt à voir? "Nous sommes toujours à la recherche de mesures possibles pour permettre à l'entreprise de se développer. Nous ne voulons pas arrêter la croissance parce que nous n'avons pas les ressources nécessaires", déclare-t-il. "C'est pourquoi des travaux préparatoires sont menés en coulisses, en vue de faire quelque chose si cela s'avère opportun. Mais ce n'est pas concret aujourd'hui".

Aux mains de ses fondateurs

Pour l'instant, EnergyVision reste fermement rattaché à ses fondateurs (Maarten Michielssens, Hassan Mourhit et Koen Decourt) et son management (81,5%). Marc Coucke, par l'intermédiaire de son véhicule d'investissement Alychlo, détient un peu moins de 12% du capital. Le solde des actions (6,6%) est détenu, entre autres, par Christian Teunissen, le fondateur et administrateur délégué du groupe immobilier coté Xior), et par l'invest bruxellois Finance&Invest.Brussels.

Ces dernières années, la société bruxelloise est parvenue à recruter des administrateurs de renom, dont les vétérans de la politique Karel De Gucht et Herman Van Rompuy. Pieter Bourgeois (fils de Geert), le CEO d'Alychlo, était administrateur d'EnergyVision depuis un certain temps déjà, avant que le véhicule de Coucke n'y investisse.

À noter, EnergyVision serait la deuxième entreprise du portefeuille de l'homme d'affaires flamand à entrer en bourse, après le spécialiste de l'épuration industrielle Ekopak. Alychlo est le principal actionnaire de ce dernier, avec une participation de plus de 42%. Lors de l'introduction en bourse d'Ekopak, les investisseurs particuliers n'ont pas pu souscrire à l'opération. La cotation a fait suite à un placement privé d'actions auprès d'investisseurs institutionnels.

Dr. House des machines

EnergyVision pourrait, du reste, ne pas être la seule société à débarquer sur Euronext Brussels cette année. I-care, le "Dr. House" des machines industrielles et Entreprise de l'Année 2020, avance depuis de longs mois maintenant sur une opération à tiroirs, dont le dernier volet doit être une entrée en bourse.

La société est conseillée à cet effet depuis 2022 par Bruno Colmant (ex-banquier et dirigeant d'Euronext Brussels), au rang d'administrateur indépendant, ainsi que par la banque d'affaires JP Morgan. Un nouveau CFO, en la personne de Bruno Casamassa, a également fait son entrée en mars dernier.

Le résumé

- Le groupe EnergyVision, spécialisé dans les panneaux solaires et les bornes de recharge, a des projets boursiers naissants.
- Cette introduction de l'entreprise mettrait fin à une longue traversée du désert pour Euronext Brussels.
- La société est soutenue notamment par Marc Coucke. Ce serait la deuxième participation de son portefeuille à prendre la voie des marchés, après Ekopak.

David Adriaen, Michael Sephiha, Simon Souris



EnergyVision a été cofondée par l'ancien journaliste sportif Maarten Michielssens, aujourd'hui responsable des opérations.

Le groupe spécialiste des panneaux solaires et bornes de recharge se prépare pour la bourse. Il signerait là la première introduction d'ampleur à Bruxelles depuis 2021.

EnergyVision travaille sur une introduction en bourse

AVIAD ADRIAEN, MICHAEL SEPHIHA ET SIMON SOURIS

Exception faite des scissions de Deme et Syensqo, les dernières introductions en bourse d'une taille significative à Bruxelles remontent à 2021. Il en allait à l'époque de l'arrivée sur les marchés du distributeur chimique néerlandais Azelis et de la société néerlandaise de technologie médicale Onward Medical.

Cette traversée du désert semble toutefois toucher à sa fin. Selon nos informations, le groupe EnergyVision travaille à son entrée sur Euronext. L'opération est toujours prévue pour cette année, mais des turbulences sur les marchés financiers pourraient y mettre des bâtons dans les roues.

Position forte

Fondé il y a une dizaine d'années par l'ancien journaliste sportif Maarten Michielssens, EnergyVision occupe une position particulièrement forte à Bruxelles, en tant qu'installateur de panneaux solaires (Brusol) et de bornes de recharge (EnergyDrive).

Récemment, l'entreprise s'est avérée dans plusieurs projets importants au nord du pays, tels que l'appel d'offres pour l'installation de panneaux solaires sur 6 000 logements sociaux et la construction d'un grand parc photovoltaïque à l'aéroport d'Ostende. Elle s'est également lancée en Flandre en tant que fournisseur d'électricité complet, et d'un prix fixe de long terme. Elle y installe des panneaux solaires chez les clients à ses propres frais.

L'entreprise de 237 employés est, enfin, aussi active depuis des années en tant que développeur de projets solaires en Chine et au

Maroc. L'année dernière, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 121 millions d'euros, pour un excédent brut d'exploitation (ebitda) de 30 millions.

Haute intensité capitalistique

La construction de parcs solaires et de bornes de recharge est une activité à haute intensité capitalistique. Bien qu'une grande partie de l'effort puisse être soutenue par la voie du financement bancaire et des entités distinctes, une croissance rapide nécessite beaucoup de moyens. L'année dernière, EnergyVision a par ailleurs investi 11 millions d'euros dans les solutions digitales, en acquérant les sociétés Intrimm et MyEV-Platform.

Interrogé sur la prochaine étape, Maarten Michielssens indique qu'il n'y a pas de discussion concrète avec des investisseurs pour le moment et qu'il n'y a «aucun plan dans telle ou telle direction». Mais une introduction en bourse se donnera-t-elle tout de même bientôt à voir? «Nous sommes toujours à la recherche de mesures possibles pour permettre à l'entreprise de se développer. Nous ne voulons pas arrêter la croissance parce que nous n'avons pas les ressources nécessaires», déclare-t-il. «C'est pourquoi des travaux préparatoires sont menés en coulisses, en vue de faire quelque chose si cela s'avère opportun. Mais ce n'est pas concret aujourd'hui».

Aux mains de ses fondateurs

Pour l'instant, EnergyVision reste fermement rattaché à ses fondateurs (Maarten Michielssens, Hassan Mourhit et Koen Decourt) et son management (81,5%). Marc Coucke, par l'intermédiaire de son véhicule d'investissement Alychlo, détient un peu moins de 12% du

capital. Le solde des actions (6,6%) est détenu, entre autres, par Christian Teunissen, le fondateur et administrateur délégué du groupe immobilier coté Xior et par l'investisseur bruxellois Finance&Invest.Brussels.

Ces dernières années, la société bruxelloise est parvenue à recruter des administrateurs de renom, dont les vétérans de la politique Karel De Gucht et Herman Van Rompuy. Pieter Bourgeois (fils de Geert), le CEO d'Alychlo, était administrateur d'EnergyVision depuis un certain temps déjà, avant que le véhicule de Coucke n'y investisse.

À noter, EnergyVision serait la deuxième entreprise du portefeuille de l'homme d'affaires flamand à entrer en bourse, après le spécialiste de l'épuration industrielle Ekopak. Alychlo est le principal actionnaire de ce dernier, avec une participation de plus de 42%. Lors de l'introduction en bourse d'Ekopak, les investisseurs particuliers n'ont pas pu souscrire à l'opération. La cotation a fait suite à un placement privé d'actions auprès d'investisseurs institutionnels.

EnergyVision pourrait, du reste, ne pas être la seule société à débarquer sur Euronext Brussels cette année. Le cas, le «Dr. Housse» des machines industrielles et l'Entreprise de l'Année 2020, avance depuis de longs mois maintenant sur une opération à tiroirs, dont le dernier volet doit être une entrée en bourse.

La société est conseillée à cet effet depuis 2022 par Bruno Colmant (ex-banquier et dirigeant d'Euronext Brussels), au rang d'administrateur indépendant, ainsi que par la banque d'affaires JP Morgan. Un nouveau CFO, en la personne de Bruno Casamassa, a également fait son entrée en mars dernier.

121 millions €

L'année dernière, EnergyVision a réalisé un chiffre d'affaires de 121 millions d'euros, pour un ebitda de 30 millions.

L'Echo - Papier et digital - Réactions des patrons | Fabrice Brion (I-Care): "Vu le contexte économique, on ne peut plus se permettre d'attendre 541 jours pour former un gouvernement" - [Lien](#).

Réactions des patrons | Fabrice Brion (I-Care): "Vu le contexte économique, on ne peut plus se permettre d'attendre 541 jours pour former un gouvernement"

Fabrice Brion a assisté aux premières loges à la course électorale, ce dimanche. Cofondateur et CEO d'I-care, l'intéressé était secrétaire de bureau, dans le Hainaut. Interrogé sur le scrutin, le Montois s'est dit "soulagé". En effet, "alors que tout le monde prédisait des résultats qui rendraient le pays ingouvernable, il semble en réalité que l'on peut avoir confiance dans la démocratie et l'électeur", a indiqué l'intéressé. "On a évité – alors, pas totalement, je vous l'accorde - le raz-de-marée des extrêmes. C'est déjà une victoire".

Pour autant, le jeu de coalitions, a priori "plus faciles", ne doit pas omettre la priorité: avancer. Et vite. Car "pour investir, une entreprise a besoin de connaître les règles du jeu et la direction qui sera prise", rappelle le patron.

D'autant plus encore qu'"au regard du contexte économique et géopolitique, il n'y pas de temps à perdre. On est plus comme en 2010 où l'on peut se permettre d'attendre 541 jours. De plus, il convient de souligner que le gouvernement actuel n'a plus de majorité au Parlement; les affaires courantes seront donc difficiles. Enfin, désavoué dans les urnes, le Premier ministre n'est désormais plus très légitime".

L'Echo - Digital - Élections 2024: les patrons se réjouissent d'une montée des partis pro-entreprises et craignent la percée du PTB - [Lien](#).

Les patrons et les présidents de fédérations que nous avons contactés se réjouissent de voir que les thématiques économiques ont guidé les électeurs. Ils se disent soulagés par l'absence de raz-de-marée des extrêmes, mais craignent la montée du PTB.

Fabrice Brion a assisté aux premières loges à la course électorale, ce dimanche. Cofondateur et CEO d'I-care, l'intéressé était secrétaire de bureau, dans le Hainaut.

Interrogé sur le scrutin, le Montois s'est dit "soulagé". En effet, "alors que tout le monde prédisait des résultats qui rendraient le pays ingouvernable, il semble en réalité que l'on peut avoir confiance dans la démocratie et l'électeur", a indiqué l'intéressé. "On a évité – alors, pas totalement, je vous l'accorde – le raz-de-marée des extrêmes. C'est déjà une victoire."

Pour autant, le jeu de coalitions, a priori "plus faciles", ne doit pas omettre la priorité: avancer. Et vite. Car "pour investir, une entreprise a besoin de connaître les règles du jeu et la direction qui sera prise", rappelle le patron.

D'autant plus encore qu'"au regard du contexte économique et géopolitique, il n'y a pas de temps à perdre. On est plus comme en 2010 où l'on peut se permettre d'attendre 541 jours. De plus, il convient de souligner que le gouvernement actuel n'a plus de majorité au Parlement; les affaires courantes seront donc difficiles. Enfin, désavoué dans les urnes, le Premier ministre n'est désormais plus très légitime".

Pour Pierre-Frédéric Nyst, président de l'Union des classes moyennes (UCM), la probable victoire du MR à Bruxelles et en Région wallonne représenterait la meilleure des deux options qui se dessinaient avant les votes: avec aussi le succès en vue des Engagés, on se retrouverait avec des partis "PME-Friendly" partant en tête pour la négociation des futurs gouvernements. Entendez: des partis avec qui il est possible de "co-construire un environnement favorable à l'avenir des indépendants et des PME".

L'avancée du PTB constitue évidemment un fameux bémol à ce scénario. "Si le PTB monte, par exemple, au gouvernement wallon, dit Pierre-Frédéric Nyst, j'ai reçu de nombreux messages de

chefs d'entreprises me disant qu'en pareil cas, ils envisageraient de se délocaliser au grand-duché, dans le nord de la France ou en Allemagne."

"Mais on avait prévu que le PTB ferait un bon score, ajoute-t-il, et cela ne signifie pas qu'il va monter aux gouvernements." Ce parti songe plutôt aux communales pour s'exercer au jeu du pouvoir, selon lui. "Mais s'il devait y avoir un ministre PTB au gouvernement wallon, cela deviendrait compliqué."

De Wever et son souhait d'être Premier ministre

Le progrès du Vlaams Belang au nord du pays est jugé très inquiétant par le président de l'UCM. "Nous n'avons pas de message allant dans le sens de ce parti auprès de nos affiliés, qui le redoutent comme ils redoutent l'extrême gauche."

Quant à voir le N-VA Bart De Wever devenir Premier ministre au fédéral, "ce ne serait pas absolument négatif. On a déjà travaillé avec des ministres N-VA sous Charles Michel. On s'est d'ailleurs opposés à l'époque au ministre N-VA des Finances (Johan Van Overtveldt) sur la réforme fiscale. Mais il y a deux tendances au sein de ce parti: un N-VA soucieux du socio-économique, tendance Jan Jambon, et un N-VA plus soucieux de nationalisme, tendance Théo Franken."

Contacté vers 20h30 dimanche soir, Bernard Delvaux tirait trois enseignements des premiers résultats (encore incomplets, particulièrement en Wallonie où un peu plus d'un tiers des bureaux avaient terminé le dépouillement). "Les premières tendances semblent indiquer des résultats relativement rassurants concernant la montée des extrêmes. Ces partis sont bien présents, mais ne seront sans doute pas à la manœuvre. C'est particulièrement rassurant pour la Flandre. La situation me semble moins mauvaise que ce qu'elle aurait pu être. La montée des extrêmes, notamment en Wallonie, n'est jamais bonne pour l'attractivité de la région auprès des investisseurs étrangers", explique le patron d'Etex.

Scores européens

Son dernier point d'analyse concerne les résultats européens, encore méconnus au moment de l'interroger. "Ce sont des résultats qui seront cruciaux, car au niveau des entreprises et des investissements, c'est à l'échelon européen que se trouve une bonne partie des enjeux. Notamment concernant l'attractivité du marché. La montée des extrêmes qui semble se

confirmer (dans les résultats des autres pays plus avancés dans le dépouillement, NDLR) est inquiétante."

La probable victoire du MR à Bruxelles et en Wallonie et de la N-VA en Flandre donne le sourire à Pieter Timmermans, l'administrateur délégué de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB). "Dans les trois Régions, on voit une tendance converger pour dire qu'il faut une politique de renforcement des dossiers économiques. Il faut d'abord préparer le gâteau, avant de songer à en distribuer les morceaux." Une métaphore pour stigmatiser les candidats et les formations qui, pendant la campagne, ont additionné les promesses sans prévoir comment les financer.

Selon lui, les électeurs veulent que les politiques s'attaquent à quatre chantiers prioritaires: l'équilibre du budget, le renforcement de la compétitivité de notre économie, une réforme du marché de l'emploi et une réforme des pensions.

D'autres électeurs pensent évidemment très différemment, témoin le progrès du PTB. "C'est un parti ultra-communiste, dit-il, qui prône juste le contraire de ce dont nous avons besoin. Comment faire grandir le gâteau avec une telle politique? Comment financer la Sécurité sociale et le budget pour maintenir notre niveau de prospérité?"

Une majorité est possible aujourd'hui, qui mettrait l'accent sur les quatre chantiers précités au fédéral, pense-t-il. C'est aussi une question financière à l'international, allusion au rating de la dette belge (et des dettes régionales).

Vincent Michel, responsable du projet Go4zero de Holcim, qui a pour objectif de décarboner la fabrication de ciment à Obourg (Hainaut), espère que les investissements participant à la lutte contre le réchauffement climatique resteront au premier rang des priorités. "La formation des gouvernements s'annonce compliquée. Pour des industriels faisant face à de grands programmes d'investissements, ce n'est pas l'idéal. L'important pour nous est de savoir à qui nous adresser pour continuer de faire progresser les projets", évoque-t-il.

"La 'vague noire' annoncée n'a pas eu lieu et le PTB semble moins haut qu'annoncé. Ce sont de bonnes nouvelles. Mais, il faudra surveiller leurs scores de très près lors des élections communales et des élections ultérieures. C'est aussi crucial pour les investissements futurs", poursuit-il.

"Nous analyserons ces résultats au sein du groupe dans les prochains jours, mais il est clair que cette montée des partis anti-européens et anti-Green Deal est très inquiétante pour le financement des projets de décarbonation de l'industrie", commente Michel, dont le projet Go4zero est en partie tributaire de l'aide européenne.

"Si l'on en croit les résultats, le problème ne vient pas que des riches ou des étrangers". Par cette réaction, Roland Cracco, CEO d'Interparking, résume la victoire de la démocratie de dimanche, par laquelle "la déferlante des extrêmes est bien plus contenue que prévu".

Pour le patron du groupe bruxellois au plus de 1.000 parkings en Europe, dont 70 en Belgique, les ingrédients sont là pour "de très bons gouvernements". Seul "bémol", Bruxelles, où les partis flamands, "bien que très minoritaires en voix, peuvent mettre beaucoup de sables dans les rouages, compte tenu des institutions". Et de pointer le fait que Groen, à la différence d'Ecolo, sort renforcé des urnes, par exemple.

Plus largement, il est important que les prochains exécutifs en reviennent "aux fondamentaux", selon l'intéressé. "Cela passe par un budget à l'équilibre par exemple". Pour le reste, et "au lieu de se disperser", il "faut investir dans l'enseignement, la santé, la sécurité ou encore la justice, qu'on a délaissés".

Enfin, "il faut cesser de rêver et se mettre au travail. La Chine et les Etats-Unis ne nous attendront pas".

[Gilles Quoistiaux](#),[Arnaud Martin](#),[Simon Souris](#),[Michel Lauwers](#),[Maxime Vande Weyer](#)

Trends-Tendances - Papier et digital - Fabrice Brion, CEO d'I-care - "Tout faire pour soutenir l'ambition et la croissance" - [Lien](#).

Fabrice Brion, CEO d'I-care - "Tout faire pour soutenir l'ambition et la croissance"

"En Europe, on cherche l'optimum plutôt que le maximum, regrette le boss d'I-care. C'est un état d'esprit. Il y a un manque de confiance dans le fait que des entreprises peuvent devenir des leaders mondiaux."

Propos recueillis par Olivier Mouton

Fabrice Brion est CEO d'I-care, leader mondial dans la maintenance prédictive et prescriptive, au service des industries. L'entreprise emploie plus de 850 personnes dans 12 pays.

TRENDS-TENDANCES. Quel est le défi de votre entreprise?

FABRICE BRION. Le défi pour nous, c'est de gérer la croissance. Nous sommes sur un marché à très forte demande. Souvent, je dis que notre plus grand ennemi, c'est nous-mêmes. Tous les signaux sont au vert, mais en Europe, nous n'avons pas toujours cette mentalité de croissance. Le défi, c'est de trouver des profils capables de la gérer.

En raison de la guerre des talents?

Je ne trouve pas qu'il soit forcément difficile de trouver des talents, quand on met les choses en place pour les attirer. Mais tous n'ont pas cette approche de la croissance, voilà la difficulté. La tendance générale consiste à gérer en bon père de famille. Pour le dire en une phrase: en Europe, on cherche l'optimum plutôt que le maximum. C'est un état d'esprit. Il y a un manque de confiance dans le fait que des entreprises peuvent devenir des leaders mondiaux.

Une révolution des mentalités est nécessaire?

Elle a commencé, mais il faut la poursuivre et l'entretenir. Je trouve, par exemple, extrêmement positif que Michaël Labro, CEO de PM Sweet, ait été désigné Manager de l'Année par Trends-Tendances : il prends des risques, il ose la croissance et l'accompagne en construisant une grande usine, chapeau! Il montre l'exemple. Je pense souvent à ce proverbe ancestral: quand on n'avance pas, on recule. Gérer en bon père de famille, cela ne suffit pas dans un monde en hyper- croissance. Je relierais cela au débat prédominant sur la taxation du patrimoine.

Dans quel sens?

Je ne suis pas opposé à cette idée de taxation du patrimoine, mais avec une autre approche. Selon moi, il faut taxer celui qui ne crée pas de la valeur ajoutée directe pour l'économie ou en termes d'emplois. Si je dispose d'une maison à l'étranger à 5 millions d'euros et que j'achète un yacht, on peut me taxer. Mais si j'investis des centaines de millions d'euros dans mon entreprise et que l'on me taxe, je réfléchirais alors à deux fois. Il faut mettre le capital des Belges au service de notre économie. Et inciter, par exemple, des fonds d'investissements familiaux belges à investir chez nous. Une autre priorité, à mes yeux, devrait être la simplification. Payer des taxes

pour recevoir des subsides, avec une incroyable paperasse à la clé, c'est ridicule. En Wallonie, on pourrait décider d'une règle simple: les entreprises recevraient 75.000 euros par emploi créé. La remise au travail doit être une priorité absolue. Tout doit être fait pour servir l'ambition et la croissance!

D'autres mesures pourraient y contribuer?

Selon moi, il faut absolument limiter les allocations de chômage dans le temps, mais pas nécessairement à deux ans. J'aime beaucoup le modèle suisse: c'est le demandeur d'emploi lui-même qui choisit le pourcentage du salaire qu'il reçoit et la durée. Il peut très bien demander plus de 100% dans un premier temps, puis plus rien quand il a trouvé un travail, mais l'allocation n'est en tout cas pas illimitée. En tout état de cause, il faut absolument soutenir la croissance, qui doit être bien supérieure à 2 ou 3%. C'est grâce à cela que l'on pourra faire face aux défis du vieillissement, du climat ou de la sécurité géopolitique.

frédéric siérakowski

12 | A la une

FABRICE BRION, CEO D'I-CARE

“Tout faire pour soutenir l'ambition et la croissance”

“En Europe, on cherche l'optimum plutôt que le maximum, regrette le boss d'I-care. C'est un état d'esprit. Il y a un manque de confiance dans le fait que des entreprises peuvent devenir des leaders mondiaux.”

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER MOUTON

Fabrice Brion est CEO d'I-care, leader mondial dans la maintenance prédictive et prescriptive, au service des industries. L'entreprise emploie plus de 850 personnes dans 12 pays.

TRENDS-TENDANCES. Quel est le défi de votre entreprise?

FABRICE BRION. Le défi pour nous, c'est de gérer la croissance. Nous sommes sur un marché à très forte demande. Souvent, je dis que notre plus grand ennemi, c'est nous-mêmes. Tous les signaux sont au vert, mais en Europe, nous n'avons pas toujours cette mentalité de croissance. Le défi, c'est de trouver des profils capables de la gérer.

En raison de la guerre des talents?

Je ne trouve pas qu'il soit forcément difficile de trouver des talents, quand on met les choses en place pour les attirer. Mais tous n'ont pas cette approche de la croissance, voilà la difficulté. La tendance générale consiste à gérer en bon père de famille. Pour le dire en une phrase: en Europe, on cherche l'optimum plutôt que le maximum. C'est un état d'esprit. Il y a un manque de confiance dans le fait que des entreprises peuvent devenir des leaders mondiaux.

Une révolution des mentalités est nécessaire?

Elle a commencé, mais il faut la poursuivre et l'entretenir. Je trouve, par exemple, extrêmement positif que Michaël Labro, CEO de PM Sweet, ait été désigné Manager de l'Année par *Trends-Tendances*: il prends des risques, il ose la croissance et l'accompagne en construisant une grande usine, chapeau! Il montre l'exemple. Je pense souvent à ce proverbe ancestral: quand on n'avance pas, on recule. Gérer en bon père de famille, cela ne suffit pas dans un monde en hyper-croissance. Je relierais cela au débat prédominant sur la taxation du patrimoine.



FABRICE BRION

Dans quel sens?

Je ne suis pas opposé à cette idée de taxation du patrimoine, mais avec une autre approche. Selon moi, il faut taxer celui qui ne crée pas de la valeur ajoutée directe pour l'économie ou en termes d'emplois. Si je dispose d'une maison à l'étranger à 5 millions d'euros et que j'achète un yacht, on peut me taxer. Mais si j'investis des centaines de millions d'euros dans mon entreprise et que l'on me taxe, je réfléchirais alors à deux fois. Il faut mettre le capital des Belges au service de notre économie. Et inciter, par exemple, des fonds d'investissements familiaux belges à investir chez nous. Une autre priorité, à mes yeux, devrait être la simplification. Payer des taxes pour recevoir des subsides, avec une incroyable paperasse à la clé, c'est ridicule. En Wallonie, on pourrait décider d'une règle simple: les entreprises recevraient 75.000 euros par emploi créé. La remise au travail doit être une priorité absolue. Tout doit être fait pour servir l'ambition et la croissance!

D'autres mesures pourraient y contribuer?

Selon moi, il faut absolument limiter les allocations de chômage dans le temps, mais pas nécessairement à deux ans. J'aime beaucoup le modèle suisse: c'est le demandeur d'emploi lui-même qui choisit le pourcentage du salaire qu'il reçoit et la durée. Il peut très bien demander plus de 100% dans un premier temps, puis plus rien quand il a trouvé un travail, mais l'allocation n'est en tout cas pas illimitée. En tout état de cause, il faut absolument soutenir la croissance, qui doit être bien supérieure à 2 ou 3%. C'est grâce à cela que l'on pourra faire face aux défis du vieillissement, du climat ou de la sécurité géopolitique. ❶

6 JUIN 2024 WWW.TRENDS-TENDANCES.BE

ELECTIONS

LE COUP DE GUEULE DES PATRONS

Pas moins de 22 CEO d'envergure s'expriment dans ce numéro exceptionnel de Trends-Tendances, juste avant des élections cruciales. Ils expriment leurs craintes et leur colère, vives parfois, mais proposent aussi des solutions. RAPHAËLE LAURENT ET OLIVIER NGUYEN

Les patrons se mobilisent. A quelques jours d'un triple scrutin fédéral, régional et européen crucial, Trends-Tendances leur a demandé quelles étaient leurs aspirations. Et à vrai dire, ce fut un déluge de réponses. Pas moins de 22 CEO ont pris le temps de nous parler, longuement, pour nous confier leurs craintes, leur colère parfois, mais aussi leurs espoirs. En espérant faire bouger les lignes, tout auprès des électeurs que des dirigeants.

"Ce sont les élections les plus importantes depuis que je suis né", insiste Fabrice Brion, CEO DT-CASE, à l'issue de son interview. Or, la campagne est de haut niveau. Le Front est en train de couler, mais on discute de la façon dont on met les transports sur le pont. La Monnaie met en avant la nécessité d'une "révolution des mentalités": "On

cherche l'optimisme plutôt que le maximum. C'est un état d'esprit. Il y a un manque de confiance dans le fait que des entreprises peuvent devenir des leaders mondiaux". Son avis est largement partagé.

"Créer de la valeur"

"Notre enjeu, comme groupe social, c'est de créer de la valeur, de manière à permettre à chacun de vivre une vie de qualité", souligne François Blondel, CEO de Kitozyne. Ce qui ne frappe aujourd'hui dans la campagne électorale et dans les débats, c'est que l'on perd cette perception. Le meilleur exemple, c'est l'opposition que l'on met à parler de la taxation des millionnaires. C'est une très bonne représentation du mauvais angle par lequel on prend les choses. Ce qui importe, c'est de trouver un projet mobilisateur



gosselindewalque.com

et créer de la valeur, et pas ce dossier qui est polarisant, pénalisant et culpabilisant."

Eric Domb, CEO de Inaki Daiza, ne dit pas autre chose lorsqu'il exprime avec ardeur le message de son dossier de pouvoirs publics dans un dossier majeur concernant la mobilité: "Nous sommes prisonniers d'un discours idéologique, tenu par des responsables politiques peu conscients des réalités de l'économie de marché", dit-il, en n'hésitant pas à parler d'une "baine de l'entreprise privée". Ces confidences des patrons nous sont parvenues souvent sous coups de gazelle et à un appel radical au changement.

soutenir l'innovation, simplifier drastiquement les contraintes administratives, revaloriser le travail et réduire les charges, réformer l'indexation automatique des salaires, voire lever le capital innovable, mais en favorisant les investissements au service de l'économie.

"L'industrie européenne perd du terrain, nous dit Ilham Kadri, CEO de Sympso, qui fut à l'initiative de la Déclaration d'Amers, un plan en 10 actions conçues pour sauver notre compétitivité. Si nous voulons rester compétitifs par rapport aux autres acteurs mondiaux, nous avons besoin d'un cadre qui accueille favorablement les

Les entreprises sont prêtes à prendre leur part de la création de richesses, mais aussi de la transition écologique ou du maintien de l'harmonie sociale.

Certains brandissent même la menace d'une désocialisation, théorique pour l'instant. "Sur 10 millions d'euros de gain, si je vis en Allemagne, j'en récupère 1 de plus, constate Thierry Huet, de la biscuiterie Desobry. Si je vis en Pologne, j'en récupère 4. Ça m'a plus de sens de comparer l'écart salarial avec les pays voisins." Mais nous continuons à se battre pour une Belgique européenne.

Des propositions concrètes

Nos interlocuteurs ont à cœur de contribuer positivement au débat. Dans leurs interviews, on retrouve des lignes de force:

investissements de l'industrie en Europe."

Avec des nuances en regard de la situation de leur secteur, nos CEO osent avancer sur un terrain politique auquel ils ne sont pas toujours habitués. C'est la preuve que l'heure est grave. C'est, aussi, l'illustration que plusieurs d'entre nous ont notés: les entreprises sont prêtes à prendre leur part de la création de richesses, mais aussi de la transition écologique ou du maintien de l'harmonie sociale. La condition? Que les politiques abandonnent leurs discours populistes pour "prendre le train par les cornes".



FABRICE BRION (DT-CASE)



FRANÇOIS BLONDEL (KITOZYNE)



ERIC DOMB (INAKI DAIZA)



THIERRY HUET (DESOBRY)



ILHAM KADRI (SYMPSO)

ILHAM KADRI, CEO DE SYENSQO

“Un moment charnière pour l'Europe”

“En février, 73 CEO européens ont signé la Déclaration d'Amers, appelle Ilham Kadri. Depuis, nous sommes à plus 1.190 signataires. Dix actions peuvent garantir la transition écologique dans une industrie européenne durable.” **PHOTOS RECUEILLIES PAR OLIVIER WOUTON**

Figure importante de l'industrie, à la tête de Syensqo (sœur de Solvay) et du Conseil européen de l'industrie chimique, Ilham Kadri plaide pour un sursaut européen. **TRENDS-TENDANCES. Quels sont les défis majeurs pour votre secteur ?** ILHAM KADRI. L'industrie européenne perd du terrain. Si nous voulons rester compétitifs, nous avons besoin d'un cadre qui accueille favorablement les investissements en Europe. Toutes les entreprises européennes sont touchées par la triple transition (décarbonisation, numérisation, transition juste) notamment d'un environnement concurrentiel sans précédent. Décarbonisation ne doit pas rimer avec désindustrialisation. Au contraire, a été réussie du Green Deal de ce grand moment de l'industrie chimique, car la chimie permet la transition. Je pense par exemple à la production de batteries des véhicules électriques, qui permet une mobilité propre. L'industrie chimique européenne est un partenaire incontournable des gouvernements dans la lutte contre le changement climatique. **Quelle mesure prioritaire attendez-vous du politique ?** Au mois de février, 73 CEO européens ont signé la Déclaration d'Amers, c'est un véritable plébiscite pour les élections européennes. Depuis, nous sommes à

plus 1.190 signataires. L'appel aux dirigeants européens comprend 10 actions qui visent à garantir la transition écologique dans une industrie européenne résiliente et durable. Il s'agit de placer le pacte industriel au cœur de l'agenda stratégique de l'Union. Nous demandons, entre autres, un inventaire des instruments politiques disponibles pour combattre la concurrence déloyale provenant de l'extérieur de l'UE, et la création d'un poste de Premier vice-président chargé de la mise en œuvre du Pacte industriel européen. L'objectif vise aussi à assurer notre autonomie et notre souveraineté sur des matériaux essentiels pour la transition écologique. **Les réglementations sont-elles un frein à vos investissements en Europe ?** L'Initiative Reduction Act aux États-Unis a été un signal d'alarme pour l'Europe. Là où l'Europe réglemente, les États-Unis ont opté pour des mesures d'incitation importantes afin de soutenir l'industrie dans sa transition et d'investir dans des technologies importantes. L'Europe devient s'inspirer de l'IRA. La législation

“Il s'agit de placer le pacte industriel au cœur de l'agenda stratégique de l'Union.”



Ilham Kadri, CEO de Syensqo. Elle plaide pour un sursaut européen et appelle à garantir la transition écologique dans une industrie européenne durable.

doit inciter les entreprises à investir dans les technologies propres et nous avons besoin de simplification et de cohérence. C'est un des axes prioritaires de la Déclaration d'Amers : il faut accélérer l'obtention des permis, clarifier les réglementations et les simplifier. **Faut-il bloquer le prix de l'énergie ?** Ceci-ci a toujours été plus élevé en Europe, car nous sommes un continent pauvre en ressources naturelles. Nous devons compenser cela par plus d'innovation et de compétitivité, mais surtout par plus d'intégration. Il est urgent de créer un vrai marché européen de l'énergie. Cela passera par des politiques ciblées et par de l'infrastructure. Nous avons besoin d'interconnexions entre les États membres et d'augmenter la capacité de nos réseaux afin de fournir à l'industrie et aux citoyens une énergie renouvelable et abordable et à faible coût. **Que peut/doit faire l'Europe par rapport à la concurrence chinoise ?** L'Europe était le plus grand producteur de produits chimiques au monde en 2022, mais elle a perdu cette position au profit de la Chine et le phénomène ne fait que s'accroître, et ce qui pose gravement et met en danger des chaînes de valeur stratégiques. Le dernier rapport de l'ERT démontre que les chefs d'entreprise sont nettement plus positifs quant aux perspectives de développement de leur entreprise en dehors de l'Europe qu'en Europe. Ceci dit, je reste optimiste pour l'Europe. C'est le continent de l'industrie, de l'innovation et du talent. Nous avons plus d'effort et maintenir la compétitivité de l'Europe au niveau des autres grandes économies. **G**

STÉPHANE BURTON, CEO D'ORIZIO

“Il faudrait un tax shelter du capital lié à l'investissement”

Stéphane Burton est à la tête d'Orizio, un groupe industriel à réputation internationale qui rassemble la Sabca et Sabena Engineering, des spécialistes de l'aérospatial civil et militaire. Le groupe emploie 1.500 personnes réparties entre Bruxelles, Charleroi, Liège et l'étranger. **PHOTOS RECUEILLIES PAR BAPTISTE LAMBERT**

TRENDS-TENDANCES. Quels sont les grands enjeux à venir pour vos entreprises ? STÉPHANE BURTON. Il faut poursuivre la politique industrielle de défense, lancée sous la précédente législature. Pour développer l'activité économique. Ça a l'air d'être compris par la majorité des partis. Le deuxième enjeu, c'est l'énergie. Aussi bien au niveau fédéral que régional. Avec des énergies soutenable, d'un point de vue économique. De l'énergie accessible. Au-delà du renouvelable dit-on, avec le nucléaire. Pour éviter le risque de délocalisation. **Il y a un risque ?** Ou le voit. Il y a des entreprises qui envisagent d'investir dans le nord de la France. A 50 km de nos frontières. Parce que l'énergie y est moins chère. Pour mes concurrents directs, l'énergie est 30 à 40% moins chère que chez nous. **Vous y pensez ?** Ça a clairement des appels du pied d'advertissement en France au dans d'autres pays, pour délocaliser nos activités. Mon but est de

développement plus important à l'étranger que chez nous. Notre seule force, ce sont nos talents. **Vous êtes affecté par la pénurie de main-d'œuvre ?** On est rattrapé dans notre croissance par le manque de candidats, surtout à Bruxelles, qui a un chômage de 15%. On n'arrive pas à trouver toute une série de métiers techniques, car cette filière n'est pas assez valorisée chez nous. Je reviens de Suisse, où les contrats en alternance commencent en troisième secondaire, c'est-à-dire à 11 ans. Ces jeunes viennent travailler quelques heures en entreprise et ils apprennent. Je pèche pour le développement de la formation en alternance dans notre pays. Le risque de délocalisation n'est pas que lié au



Stéphane Burton, CEO de Orizio. Il plaide pour un tax shelter du capital lié à l'investissement et appelle à garantir la transition écologique dans une industrie européenne durable.

coût, mais à la disponibilité des talents. **Justement, que penser du coût du travail en Belgique ?** Aux 10, on aurait notre médaille d'or. À l'âge à part, il faut une réforme fiscale. Je suis ravi qu'on ait fondé un différentiel de 500 euros pour éviter les pièges à l'étranger. Mais il faut le faire avec une réforme du travail. Cette situation me rend dingue : on a 100 postes ouverts à Bruxelles et personne en face. C'est une frustration énorme. Le marché de l'emploi à Bruxelles est magnifique. Là bas, il y a un risque de délocalisation. On rencontre moins ce problème à Charleroi. **On parle beaucoup de taxation du patrimoine durant cette campagne.** De quelle fortune parle-t-on ? Si l'on taxe le capital, cela va obliger les industriels à investir ailleurs. Le capital qui est mis dans l'activité économique, je rétrocede, mais on ne doit surtout pas le taxer. Qu'on ait des discussions sur le capital mobilier et immobilier à titre privé, pas de problème, mais pas celui nécessaire au développement économique. Il faudrait même au tax shelter du capital lié à l'investissement, quand on sait qu'il y a 500 milliards qui démontent sur les comptes d'épargne. Je comprends le besoin de refinancer l'Etat. Mais si ces milliards se limitent à une augmentation des impôts, ce serait frustrant, car nous, entreprises, pour tenir en Belgique, nous sommes toutes passées par 20 années de restructuration. Nous avons dû réduire nos coûts de fonctionnement et améliorer notre efficacité. Il me semble que la même méthode devrait être appliquée pour redresser le déficit public. L'Etat devrait optimiser ses dépenses et augmenter ses recettes par le biais d'emploi. Ça, c'est inspirant. **G**

FABRICE BRION, CEO D'I-CARE

“Tout faire pour soutenir l'ambition et la croissance”

“En Europe, on cherche l'optimum plutôt que le maximum, regrette le boss d'I-care. C'est un état d'esprit. Il y a un manque de confiance dans le fait que des entreprises peuvent devenir des leaders mondiaux.”

PROFOS RECUEILLIS PAR OLIVIER MONTON

Fabrice Brion est CEO d'I-care, leader mondial dans la maintenance prédictive et préventive, au service des industries. L'entreprise emploie plus de 850 personnes dans 12 pays. **TRENDS-TENDANCES. Quel est le défi de votre entreprise?** FABRICE BRION. Le défi pour nous, c'est de gérer la croissance. Nous sommes sur un marché à très forte



demande, souvent, je dis que notre plus grand ennemi, c'est nous-mêmes. Tous les signaux sont au vert, mais en Europe, nous n'avons pas toujours cette mentalité de croissance. Le défi, c'est de trouver les leviers capables de la gérer.

En raison de la guerre des talents?

Je ne trouve pas qu'il soit forcément difficile de trouver des talents, quand on voit les choses en place pour les attirer. Mais tous vont pas cette approche de la croissance, voilà la difficulté. La tendance générale consiste à gérer en bon père de famille. Pour le dire en une phrase: en Europe, on cherche l'optimum plutôt que le maximum. C'est un état d'esprit. Il y a un manque de confiance dans le fait que des entreprises peuvent

devenir des leaders mondiaux. **Une révolution des mentalités est nécessaire?** Elle a commencé, mais il faut la poursuivre et l'entretenir. Je trouve, par exemple, extrêmement positif que Michael Lacroix, CEO de PM Sweet, ait été désigné Manager de l'année par Trends-Tendances: il prends des risques, il ose la croissance et l'accompagne en construisant une grande usine, chapeau! Il montre l'exemple. Je pense souvent à ce proverbe ancestral: quand on renonce pas, on recule. Gérer en bon père de famille, cela ne suffit pas dans un monde en hyper-croissance. Je réveille cela au débat prédominant sur la transition du patrimoine.

En Wallonie, on pourrait décider d'une règle simple: les entreprises recevraient 75.000 euros par emploi créé.

Dans quel sens?

Je ne suis pas opposé à cette idée de taxation du patrimoine, mais avec une autre approche. Selon moi, il faut taxer celui qui ne crée pas de la valeur ajoutée directe pour l'économie ou en termes d'emplois. Si je dispose d'une maison à l'étranger à 5 millions d'euros et que j'achète un yacht, on peut me taxer. Mais si j'investis des centaines de millions d'euros dans mon entreprise et que j'en me taxe, je réfléchirais alors à deux fois. Il faut mettre le capital des Belges au service de notre économie. Et inciter, par exemple, des fonds d'investissement familiaux belges à investir chez nous.

Une autre priorité, à mes yeux, devrait être la simplification. Payer des taxes pour recevoir des subventions, avec une incompétence papaverasse à la clé, c'est ridicule. En Wallonie, on pourrait décider d'une règle simple: les entreprises recevraient 75.000 euros par emploi créé. La règle au travail doit être une priorité absolue. Tout doit être fait pour servir l'ambition et la croissance.

D'autres mesures pourraient y contribuer?

Selon moi, il faut absolument limiter les allocations de chômage dans le temps, mais pas nécessairement à zéro euro. J'aime beaucoup le modèle suisse: c'est le demandeur d'emploi lui-même qui choisit le pourcentage du salaire qu'il reçoit et la durée. Il peut très bien demander plus de 300% dans un premier temps, puis plus rien quand il a trouvé un travail, mais l'allocation n'est en tout cas pas illimitée. En tout état de cause, il faut absolument revoir le système de sécurité sociale, car doit être gosselindewalque.com

THIERRY HUET DE LA BISCUITERIE DESOBRY

“Envisager les communistes en 2024, c'est aberrant”

Thierry Huet est le patron de la biscuiterie Desobry, une importante PME basée à Tournai. Cette entreprise wallonne a cette particularité de réaliser 80% de son chiffre d'affaires à l'étranger. Son principal marché est l'Amérique du Nord. PROFOS RECUEILLIS PAR EDPHISTE LAMBERT

Les parcours de Thierry Huet. Il a souvent œuvré à l'étranger, ce qui lui permet de constater le gouffre qui se creuse entre la Wallonie et les marchés concurrents. “Avant 1988, j'ai été dans toute une série de pays d'Europe de l'Est. Il n'y avait rien. Nada. Maintenant, quand vous regardez le PIB par habitant, la Wallonie est en queue de peloton. Et heureusement qu'il y a le Brabant wallon. Dans ma province, le Hainaut, la situation est catastrophique. Un tel décalage veut tout simplement dire que vous perdez des parts de marché”, commente Thierry Huet. Dans les chiffres, il n'a pas tort. Selon les dernières données de l'Insee, qui valent pour 2022, le PIB par habitant wallon était de 30.700 euros, en dessous de la Lituanie, de la Slovaquie et de la République tchèque. Le PIB par habitant du Hainaut se dégrade depuis 2011 et se situe à 24% de la moyenne européenne.

Bas ou dans un pays anglo-saxon, vous auriez un système d'alarme immédiat. Mais pas dans le monde latin. On croit que les entreprises seront toujours là, quoi qu'il arrive”. Plutôt, que de favoriser l'entreprise, on fait l'inverse, selon Thierry Huet, par acommodement, politique, alors que l'on connaît les solutions depuis des décennies. “La Wallonie est pauvre et la seule chose que vous dites aux gens qui créent de la richesse, c'est que vous allez les taxer davantage. Vous pensez vraiment que vous allez attirer des investisseurs de cette façon?”

“La Wallonie est pauvre, et la seule chose que vous dites aux gens qui créent de la richesse, c'est que vous allez les taxer davantage.”



Je suis déçonné que l'on puisse envisager chez nous, en 2024, C'est fon. C'est aberrant.”

La priorité: l'autofinancement

Face aux incertitudes qui pèsent sur son secteur, après des années de crise (logistique, énergie, chocolat), l'entrepreneur estime que la priorité pour le prochain gouvernement est de recréer de l'investissement, en privilégiant l'autofinancement des entreprises. “Oui, on peut trouver de l'argent public à gauche et à droite, mais ce n'est pas ce qu'on recherche. Quand vous faites l'addition de toutes les taxes liées à l'ITP, à l'Isoe et aux précomptes, la somme qu'il reste dans votre entreprise, c'est le cash-flow. 72% de la génération de cash retourne à l'Etat. Et ce nous parle d'encre augmenter les taxes.”

Selon le sociologue, le risque de délocalisation est réel. Pas à l'autre bout du monde, mais en Europe. “Sur 10 millions d'euros de cash, si je vais en Allemagne, j'en récupère 1 de plus. Si je vais en Pologne, j'en récupère 4. Ça n'a plus de sens de compenser l'écart salarial avec les pays voisins”, constate l'entrepreneur. “Et si je mets ça avant ces chiffres, pourquoi une entreprise exportatrice comme la nôtre resterait en Belgique? On doit nous rendre de l'autofinancement. Si on n'a redonne la monnaie, et qu'on me demande de l'investir dans la transition environnementale, je le fais tout de suite”, lance celui qui est aussi passé par le grand Mars. Dans le cas contraire, Thierry Huet ne s'en cache plus: “S'il y a un jour une création comme l'acte d'entreprendre, avec les communistes au pouvoir, j'ai vu, gros souci, c'est clair. Vous savez, j'ai vu les communistes derrière le mur de Berlin et le rideau de fer. Je suis déçonné que l'on puisse envisager chez nous, en 2024, C'est fon. C'est aberrant.”

ERIC DOMB, CEO DE PAIRI DAIZA

“Le problème de la Wallonie, ce sont les idéologies”

Le patron de Pairi Daiza regrette que les pouvoirs publics entravent son développement en ne le soutenant pas sur l'enjeu de la mobilité. C'est révélateur de "la haine des entreprises privées", dit-il. Il faut changer ses mentalités. **REPORTAGE PAR OLIVIER BOUQUIN**

Eric Domb est CEO du parc Pairi Daiza. Fondé en 1994, il accueille 2,3 millions de visiteurs chaque année. **TRENDS-TENDANCES. Quel est le défi majeur pour votre entreprise?** **ERIC DOMB.** Ce que nous vivons est assez symptomatique du problème wallon. Chez Pairi Daiza, nous avons une vision très claire de notre développement. Nous sommes au-dessus des gros investisseurs de Wallonie - plus d'un milliard d'euros depuis 1994 - et nous le faisons consciemment après d'entreprises wallonnes actives dans notre province, avec de nombreux emplois à côté. Notre impact est important. Mais ce qui nous obsède ne dépend pas de nous. L'enjeu majeur, c'est la mobilité. Ce que nous devons faire est simple: un contournement du village qui jouxte le parc va servir pour faciliter le trafic routier, ainsi qu'un raccourci à la ligne TGV venant de France, qui traverse le Hainaut. Cela ne représente que quelques millions d'investissements. De ces dossiers sont prisonniers dans idéologies, tenu par des responsables politiques peu conscients des réalités de

l'économie de marché. Tenes-vous bien, un parti de la coalition wallonne sortante nous demande de payer cette route et, soudain, un mouvement de protestation contre les quais de la ligne TGV. Quand vous avez une locomotive qui surperforme comme Pairi Daiza, l'intérêt des pouvoirs publics devrait être de l'aider à se développer et à éviter l'asphyxie. Cela augmente la base imposable, crée des emplois et de l'activité. Or, on ne nous soutient pas en se cachant derrière des prétextes environnementaux et écologiques. Alors que Pairi Daiza est une entreprise exemplaire dans ce domaine.



ERIC DOMB

“La Flandre a les mêmes contraintes, mais elle se développe envers et contre tout.”

Cette obstruction symbolise-t-elle un problème plus large? **ERIC DOMB.** Ici, il y a un combat idéologique porté de façon hypocrite: une haine de l'entreprise privée. **A ce point-là?** Certainement. Le vrai problème wallon est un problème de mentalité, de culture et d'idéologie. Ce n'est pas un problème objectif. Même si les normes et la bureaucratie sont embêtantes, ce n'est pas le problème principal: la Flandre a les mêmes contraintes, mais elle se développe envers et contre tout. L'enjeu chez nous, ce n'est même pas d'encourager les entreprises, c'est... de ne pas empêcher leur développement. Je suis persuadé que notre parc de loisirs a encore un potentiel important, encore faut-il que celles et ceux qui sont aux manettes nous aient nous accompagnent en ce sens. Je vous rappelle aussi ce qui n'est pas avec Lego et Le Puy du Fou, deux opérateurs touristiques hyper performants qui ont envisagé s'installer chez nous. Dans ce dernier cas, le projet a avorté en raison d'une pétition lancée contre la philosophie de Puy du Fou. Je ne sais pas un aficionado de cela, on peut discuter des opinions de ses promoteurs, mais ce n'est pas anti-démocratique et les Français ont déjà tranché le sujet: c'est une des attractions les plus populaires en France. Sur le plan du spectacle, ce qui se réalise est remarquable. Mais en les encourageant de venir leur rendre pour nous? Pas de tout. J'ai fait des pieds et des mains pour que Lego et Le Puy du Fou s'installent chez nous. Je suis resté convaincu que notre région, par ses villes d'art, sa gastronomie et la gentillesse des habitants, a un potentiel réel. **gosselindewalque.com**

Malgré son statut de milliardaire, il a toujours une vision très claire de son développement. Nous sommes au-dessus des gros investisseurs de Wallonie - plus d'un milliard d'euros depuis 1994 - et nous le faisons consciemment après d'entreprises wallonnes actives dans notre province, avec de nombreux emplois à côté. Notre impact est important. Mais ce qui nous obsède ne dépend pas de nous. L'enjeu majeur, c'est la mobilité. Ce que nous devons faire est simple: un contournement du village qui jouxte le parc va servir pour faciliter le trafic routier, ainsi qu'un raccourci à la ligne TGV venant de France, qui traverse le Hainaut. Cela ne représente que quelques millions d'investissements. De ces dossiers sont prisonniers dans idéologies, tenu par des responsables politiques peu conscients des réalités de l'économie de marché. Tenes-vous bien, un parti de la coalition wallonne sortante nous demande de payer cette route et, soudain, un mouvement de protestation contre les quais de la ligne TGV. Quand vous avez une locomotive qui surperforme comme Pairi Daiza, l'intérêt des pouvoirs publics devrait être de l'aider à se développer et à éviter l'asphyxie. Cela augmente la base imposable, crée des emplois et de l'activité. Or, on ne nous soutient pas en se cachant derrière des prétextes environnementaux et écologiques. Alors que Pairi Daiza est une entreprise exemplaire dans ce domaine.

LES PRIORITÉS DES CEO

“Créons de la valeur, innovons et générons des talents”

Les CEO ont des attentes fortes pour les prochains gouvernements. Loin du débat sur la taxation des millionnaires, ils veulent mettre l'accent sur un soutien à l'activité économique. Non sans dénoncer un climat qui y est hostile. **Déclarations fortes.**

SÉBASTIEN BURON, CAMILLE DELAVOIS, BAPTISTE LAVOYER ET OLIVIER NGUYEN

Voilà l'expression forte de 13 CEO qui posent les enjeux centraux des élections et appellent à ne pas se tromper de débat en se focalisant sur la taxation des richesses. Du secteur des biotechies à celui de la construction en passant par les banques, la grande distribution, les technologies ou l'énergie, le message est le même: il faut innover et tout mettre en place pour soutenir l'activité.

FRANÇOIS BLONDEL, CEO de Kitazyme: “Notre enjeu, c'est créer de la valeur”
“La question de départ, naïve, que je me suis posée, c'est que fait l'entreprise sur cette Terre? Notre enjeu, comme groupe social, c'est de créer de la valeur, de multiplier à permettre à chacun de vivre à un potentiel réel. **gosselindewalque.com** Or, ce qui me frappe dans l'attractivité autour Patrick et moi, c'est que dans la campagne électorale, c'est que l'on perd cette perception. Le meilleur exemple, c'est l'inspiration que l'on met à parler de la taxation des

millionnaires. C'est une très bonne représentation du mauvais angle par lequel on prend les choses. Ce qui importe, c'est de trouver un projet mobilisateur et créer de la valeur, et pas ce dossier polarisant, pénalisant et culpabilisant. Dans les universités américaines, on vous dit en permanence que ce que vous faites est great ou amazing. Bien sûr, c'est excessif et c'est faux. Mais c'est dynamisant, positif, constructif. La question de la fiscalité et de l'équité est pertinente, mais partir de cela en disant que l'il faut



FRANÇOIS BLONDEL

taxer les millionnaires, c'est à côté de la plaque et très révélateur de la manière dont nous réfléchissons. C'est un slogan d'autant plus malhonnête que cela ne passera pas car ce n'est pas accepté en Flandre. Nous avons besoin, au contraire, d'un projet mobilisateur pour créer de la valeur. Mais pour cela, il faut des femmes et des hommes politiques à l'écoute. L'acteur majeur, ce sont les entreprises, mais les entreprises ne viennent pas.”

MARC BIRON, CEO de Melexis: “L'innovation est le défi principal”
“Le principal défi concerne l'innovation. Si on veut vraiment se développer et gagner des marchés, on doit apporter de



MARC BIRON

la valeur à nos clients. Avec les semi-conducteurs, Melexis était dans une niche il y a 30 ans, nous devons désormais apporter de nouvelles solutions dans un marché en forte compétition. On doit soutenir davantage cela en Belgique. L'autre défi pour une entreprise technologique comme la nôtre concerne la formation: on doit connaître les jeunes que les métiers techniques ne sont pas que des répétitions répétitives, mais que c'est aussi passionnant. Ce sont des études qui demandent du travail et les jeunes ont peur. Les autorités essaient de soutenir l'innovation dans un grand nombre de



BERNARD DELVAUX, CEO d'Etex: "Assurer un environnement réglementaire plus simple"

Il est indispensable de renouveler ou reconstruire le parc immobilier en Belgique et en Europe parce qu'il est vieux, peu efficace thermiquement, et environnementalement. Il faudrait un taux de remplacement de 3%, mais on est plutôt à 1% et cela déçoit. Il y a, en outre, un besoin important de logements de qualité à prix abordable. J'écris déjà il y a 30 ans ce qu'est un secteur porteur pour nos entreprises. Investir dans un grand plan serait un gain politique, social, économique et environnemental. Mais on n'a pas encore trouvé la clé pour mettre cela en place. Il y a un vrai problème de financement. Ce ne doit pas être forcément de l'argent public. Ce pourrait être du financement bancaire avec garantie d'État. Mais il y a d'autres obstacles à Ghiméne. En tant qu'industriel, ce qui me pose le plus problème, c'est la complexité et l'imprévisibilité réglementaires. Les contraintes sont lourdes administrativement, mais aussi en implication sur les coûts. Quand on investit dans un cadre, on le fait pour 15 ans, si des épées de Damoclès risquent de vous tomber dessus, vous êtes tentés d'aller ailleurs. Assurer un environnement réglementaire beaucoup plus simple et stable pour l'industrie, c'est indispensable."



DAVID ELOY, administrateur délégué du Groupe Eloy:

"Le recrutement des talents, un souci majeur"
"Un de nos principaux défis est le recrutement de talents. Dans un contexte paradoxal où bon nombre de métiers sont en pénurie, alors que la Wallonie compte 320.000 demandeurs d'emploi. Orienter de manière plus incitative vers les filières et métiers d'avenir, tout comme redorer l'image des métiers techniques nous semblent prioritaires!
Mais nous, entreprises, nous devons aussi faire notre part pour un rapport au travail en pleine mutation. En effet, nous devons offrir plus de flexibilité à nos travailleurs, un bon équilibre vie professionnelle/vie privée professionnelle. Il est en outre crucial de donner du sens et véhiculer des valeurs sociétales fortes pour attirer la jeune génération qui est plus attractive aux engagements de leur employeur sur, par exemple, le climat et la protection de l'environnement ou des nouvelles dynamiques de gouvernance participative.
Une réforme fiscale est nécessaire pour permettre aux entreprises d'offrir des salaires réellement attractifs par rapport aux allocations sociales ou autres revenus de remplacement. Il faut lutter contre tous les pièges à l'emploi.
L'autre action prioritaire doit être dirigée vers la formation. Il faut créer des ponts entre écoles et entreprises pour garantir à chaque élève une expérience du monde en travail, quelle que soit sa formation. Les filières professionnelles doivent être refinancées pour qu'elles ne soient pas



perçues comme une voie de garage réservée aux élèves en échec scolaire."

GRÉGOIRE DALLEMAGNE, CEO de Luminus:

"Un cadre pour décarboner la société"
"Nous voulons construire un avenir énergétique neutre en CO₂, concilier préservation de la planète, bien-être humain et développement économique grâce à l'électrification et à des services d'efficacité énergétique innovants. Nous devons beaucoup investir pour réduire notre consommation totale d'énergie fossile, qui représente aujourd'hui 80% de notre mix énergétique. L'énergie décarbonée, c'est-à-dire l'électricité, est la solution.
Il est fondamental de modéliser le système énergétique de l'Europe et de notre pays dans son ensemble pour pouvoir poursuivre la réduction des émissions de CO₂, et assurer la sécurité d'approvisionnement au coût total du système le plus bas possible, dans une optique de long terme.
La politique fiscale devrait favoriser les options qui servent la décarbonation. Aujourd'hui, les charges élevées qui pèsent sur l'électricité ralentissent l'électrification. Installer une pompe à chaleur, qui émet 3 à 4 fois moins de CO₂ qu'une chaudière classique, doit aussi être un investissement intéressant pour garantir un usage belge plus électrique à long terme. Mon problème, c'est ce que le gaz pour se chauffer. Dans les pays nordiques, le rapport est de 2. La Belgique est le plus mauvais élève de la

lasse européenne, cela freine l'électrification et la décarbonation. C'est pourquoi est essentiel de limiter la facture d'électricité à la composante énergétique et aux coûts de transport et de distribution en marquant les politiques sociales et de soutien aux énergies renouvelables à partir des moyens générés et en taxant l'ensemble des vecteurs énergétiques en fonction de leur teneur en carbone, ou réduire le prix de l'énergie, et en même temps réduire les émissions de CO₂ et notre dépendance aux énergies fossiles et aux pays qui les exportent, il faut réduire la demande totale d'énergie, certainement pas bloquer les prix.
Chez Luminus, nous sommes mobilisés pour réduire la consommation de nos clients en proposant des services d'efficacité énergétique innovants. Par exemple, notre Dilate Luminus solutions est leader en contrats de performance énergétique grâce auxquels nous permettons à un nombre croissant de communes et écoles de réduire, souvent par deux, leur consommation d'énergie."

YVES DELATTE, CEO de la Sonaca:

"Innover pour décarboner l'aviation"
"Le défi majeur auquel nous devons faire face, c'est la décarbonation de l'aviation, nous souhaitons créer des avions et des hélices d'avion plus légères, plus propres et plus durables. Pour cela, nous devons investir massivement dans l'innovation, tout en restant compétitifs. La concurrence internationale qui fait du monde politique, c'est de maintenir le soutien à la recherche et d'être découplés des effets par misie en place d'un Centre de recherche innovatif wallon. Nous sommes un petit pays, mais nous sommes reconnus internationalement dans ce domaine il faut être soutenu en ce sens.
Innovation technologique des salaires? être un investissement robuste et éternel important de soutenir le pouvoir d'achat de nos travailleurs. Mon problème, c'est ce que je dirige une entreprise dont le chiffre d'affaires est 100% à l'exportation,



nous sommes doublement pénalisés car nous vivons avec le retour positif tout en voyant nos coûts en Belgique exploser. La question, c'est de savoir comment maintenir notre compétitivité. On devrait trouver un système qui préserve le pouvoir d'achat pour ne pas entraver la consommation intérieure, tout en protégeant les entreprises exportatrices."

MARC DU BOIS, CEO de Spadel:

"Notre modèle est sous pression"
"Spadel est une entreprise à part dans la galaxie des producteurs de boissons parce qu'elle a choisi un modèle entrepreneurial résolument engagé dans de hautes valeurs sociétales et environnementales. Or, ce modèle est sous pression.
Premièrement, nous payons une croissance constante de la pression fiscale sur les boissons non alcoolisés (et la hausse des achats transfrontaliers qui en découle). En Belgique, les producteurs de boissons non alcoolisés venant plus de



800 millions d'euros de contributions à différentes parties. Les acciser les limonades ont, par exemple, plus que triplé ce l'espèce de quelques années et les eaux aromatisées sont soumises à la taxe sucrée depuis 2016. En outre, de nouvelles taxes sont en cours de discussion comme la taxe déchets sauvages qui va encore accroître la pression fiscale sur nos produits. Ces contributions ne sont pas toujours logiques. Les accises (taxe sucrée) s'appliquent, par exemple, également aux eaux aromatisées qui ne contiennent pas de sucre, comme c'est le cas pour les eaux aromatisées de la marque Spa. La plupart de ces contributions ne sont pas utilisées de manière efficace, la cotisation d'emballage sert à combler le budget fédéral mais assurement à soutenir l'innovation, la circularité des emballages, etc.
Enfin, le soutien des autorités au profit des entreprises qui innovent, croissent et créent de la valeur ajoutée en Belgique/Wallonie est trop faible."

SERGE LITVINE, CEO de Litvine Society (Villa Lorraine, etc.):

"La mobilité, un fleau à Bruxelles"
"Les entrepreneurs s'en vont ou hésitent à entreprendre à Bruxelles. Des entreprises quittent déjà massivement en France et en Wallonie. Les problèmes sont constants. C'est la mobilité qui empêche la vie des bruxellois. Il y a de bonnes choses, mais les mauvaises décisions l'emportent largement. Ensuite, il y a une dégradation des lieux publics qui est assez inquiétante. Je reviens tout droit de Naples, c'est à peu près la même chose en termes de sécurité et de propreté.
Un exemple? Les autorités ont largement fermé le bois de la Canche aux voitures. Il n'y a plus de circulation permanente et donc plus de surveillance. C'est devenu un vrai dépôt. On a mis des blocs en



bélon partout. Moins de personnes s'y promènent. C'est l'archétype d'une mauvaise politique. Un autre carton rouge, c'est le prix du temps de parking. On n'a pas toujours envie de perdre son vélo quand il pleut. Il faut développer les transports en commun, mais ces tarifs sont punis.

Concrètement, on constate une baisse de la fréquentation de nos établissements. Il y a d'autres facteurs, bien sûr, comme la météo, mais l'épidémie post-covid est bel et bien terminée. Il y a également la difficulté de trouver du personnel. La réforme des flexi-jobs, ce n'est rien de moins qu'un scandale. Quand vous avez plusieurs établissements, vous ne pouvez plus y avoir recours. Plutôt que de trouver une solution en interne, je dois prendre des intérimaires qui me coûtent plus cher!

ABD-SAMAD HARBACHI, CEO de AGK :
"La Belgique régresse"
 Pour discuter avec beaucoup de capitaines d'industrie, le principal défi, c'est la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée aux niveaux local et régional. Il faut résoudre cette équation entre ces indus-



tries qui pleurent pour des talents et le nombre considérable de personnes qui sont hors du marché de l'emploi. Il faut donner des perspectives aux entreprises et aux citoyens, via une émancipation par le travail.

Or, on le voit dès l'enseignement fondamental, nos résultats ne sont pas bons. Il suffit de regarder les tests PISA. Il y a 50 ans, la Belgique était connue pour ses prix Nobel, pour l'excellence de son enseignement fondamental et universitaire. Aujourd'hui, les Chinois sortent 500.000 ingénieurs par an, et les pays de l'Est, dont on se croisait, forment les meilleurs ingénieurs-sondeurs. La Belgique ne progresse plus. J'ai même l'impression qu'elle régresse.

Un manque de culture d'entreprise en Wallonie ? Il n'y a aucune approche de l'entrepreneuriat dans le primaire et le secondaire. Les jeunes se rêvent avocats ou médecins, mais personne ne se dit, je veux être chef d'entreprise!

AGNÈS FLÉMAL, directrice générale de WSI :

"Un fonds pour soutenir les risques"
 Le défi principal, c'est le financement de ces petites start-up au démarrage. Les investisseurs publics ont intégré une dynamique de plus en plus privée et ne prennent plus de risques. C'est dramatique parce que ce sont eux qui ont permis de créer le terreau actuel d'entreprises comme IBA ou Aérospacials. Les investisseurs privés veulent bien investir, mais uniquement quand c'est dérisoire. On ne donne pas la chance aux nouvelles initiatives, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle. La solution? Dans les domaines priori-



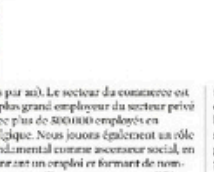
taires, on devrait créer un fonds public spécifique, à risque, dans lequel tout le monde pourrait se charger. Toutes les études montrent que la recherche publique doit être publique, à même titre que le passage de la recherche à la recherche appliquée. On ne peut pas tout demander au privé. Nous avons des créateurs qui portent de vraies innovations de rupture et moi ces gens-là, il faut les aider!

GEOFFROY GERSDORFF, CEO de Carrefour :

"Une réduction ciblée des charges"
 "Le secteur de la grande distribution est le lien commercial entre les producteurs et les consommateurs. Cette position unique nous permet de mesurer au quotidien les attentes belges et locales. L'accompagnement des producteurs vers une agriculture durable et innovante, le plus durable et une consommation responsable est devenu indispensable. Cette dernière année, la marge nette dégagée par l'ensemble du secteur de commerce en Belgique est de moins de 1% et est en forte régression. Ce qui entraîne des fermetures et réorganisations. L'incapacité d'absorber dans les marges les évolutions des prix de production et de distribution, les coûts et accises, entraînent une inflation plus importante des prix de vente et une fuite des acheteurs vers les pays voisins (+2,5 milliards d'euro par an).

JEAN-FRANÇOIS SIBLER, CEO de Stib :
"Une vision énergétique"

Pour notre entreprise et notre secteur, il nous faut une vision claire et simple sur ce que le monde va faire sur une vision à long terme de nos besoins prioritaires de substitution énergétique. Alors même que la transition énergétique nous a permis de bien faire pour les industries que les parties prenantes ont devenues indispensables. Cette dernière année, la marge nette dégagée par l'ensemble du secteur de commerce en Belgique est de moins de 1% et est en forte régression. Ce qui entraîne des fermetures et réorganisations. L'incapacité d'absorber dans les marges les évolutions des prix de production et de distribution, les coûts et accises, entraînent une inflation plus importante des prix de vente et une fuite des acheteurs vers les pays voisins (+2,5 milliards d'euro par an).



Le secteur de la consommation est le plus grand employeur du secteur privé avec plus de 800.000 employés en Belgique. Nous jouons également un rôle fondamental comme assureur social, en permettant un emploi et formant de nombreux travailleurs peu ou pas qualifiés. L'activité du secteur reste pourtant faible et trouver des collaborateurs ou faire évoluer les talents devient de plus en plus difficile.

Une première priorité serait la réduction ciblée des charges pour les bas et les moyens salaires par une baisse du taux d'IBSS afin d'augmenter le revenu net des travailleurs tout en renforçant la compétitivité de nos entreprises. Cette mesure permettrait de maintenir des prix compétitifs pour les consommateurs, de soutenir les initiatives de durabilité et d'innovation et d'investir davantage dans la formation et l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement.

Une seconde mesure forte serait le soutien de nos filières agro-alimentaires et locales, la transparence et l'éducation des consommateurs belges et locaux. L'accompagnement des producteurs vers une agriculture durable et innovante, le plus durable et une consommation responsable et accessible à tous.

JEAN-FRANÇOIS SIBLER, CEO de Stib :
"Une vision énergétique"

Pour notre entreprise et notre secteur, il nous faut une vision claire et simple sur ce que le monde va faire sur une vision à long terme de nos besoins prioritaires de substitution énergétique. Alors même que la transition énergétique nous a permis de bien faire pour les industries que les parties prenantes ont devenues indispensables. Cette dernière année, la marge nette dégagée par l'ensemble du secteur de commerce en Belgique est de moins de 1% et est en forte régression. Ce qui entraîne des fermetures et réorganisations. L'incapacité d'absorber dans les marges les évolutions des prix de production et de distribution, les coûts et accises, entraînent une inflation plus importante des prix de vente et une fuite des acheteurs vers les pays voisins (+2,5 milliards d'euro par an).

JEAN-FRANÇOIS SIBLER, CEO de Stib :
"Une vision énergétique"

Pour notre entreprise et notre secteur, il nous faut une vision claire et simple sur ce que le monde va faire sur une vision à long terme de nos besoins prioritaires de substitution énergétique. Alors même que la transition énergétique nous a permis de bien faire pour les industries que les parties prenantes ont devenues indispensables. Cette dernière année, la marge nette dégagée par l'ensemble du secteur de commerce en Belgique est de moins de 1% et est en forte régression. Ce qui entraîne des fermetures et réorganisations. L'incapacité d'absorber dans les marges les évolutions des prix de production et de distribution, les coûts et accises, entraînent une inflation plus importante des prix de vente et une fuite des acheteurs vers les pays voisins (+2,5 milliards d'euro par an).

travailleurs. Comment veut-on chauffer les citoyens? Peu de gens le savent, mais la biomasse, dont le bois, est la première source d'énergie renouvelable en Belgique. Aujourd'hui, il est impossible de passer de la biomasse dans le secteur énergétique pour arriver à 42% d'énergies renouvelables d'ici 2030.

On a besoin d'une politique plus forte au niveau fédéral et surtout au niveau européen. Pourquoi? Car c'est là que se joue la législation des normes énergétiques (étiquetage, éco-ti, performance). La Wallonie soutient cette filière, mais il n'y a aucun consensus au fédéral, ce qui affaiblit notre position en Europe.

Un risque de délocalisation? Pour notre part, on a toujours fait de l'exportation local et notre stratégie. On doit donc continuer à y croire, en a besoin de sentir un soutien. Mais c'est vrai que Stib dispose aussi d'une usine au Canada, à destination du marché américain. Les coûts énergétiques et salariaux y sont plus faibles. On y est bien plus compétitif. Ici en Belgique, le coût de la main-d'œuvre nous limite dans notre développement. On voudrait proposer des produits d'exportation de gamme, mais c'est impossible.

MICHAEL ANSEUW, CEO de BNP Paribas :
"Ma coalition préférée? Celle qui aura envie de travailler main dans la main avec le secteur financier"

"Le secteur bancaire en Europe fait face à deux enjeux de taille: l'implémentation de nouvelles exigences en fonds propres (Bâle 3) et l'achèvement du marché unique des capitaux. Ces deux enjeux sont très importants pour la position concurrentielle des banques belges et plus largement européennes. Une implémentation trop stricte des nouvelles règles de Bâle 3 risque de pénaliser le secteur bancaire européen en ce qui concerne la capacité à octroyer des crédits aux ménages et aux entreprises. Et ce, au profit des banques américaines et anglaises. La création du marché unique des capitaux est indispensable pour dis-

MICHAEL ANSEUW, CEO de BNP Paribas :
"Ma coalition préférée? Celle qui aura envie de travailler main dans la main avec le secteur financier"

"Le secteur bancaire en Europe fait face à deux enjeux de taille: l'implémentation de nouvelles exigences en fonds propres (Bâle 3) et l'achèvement du marché unique des capitaux. Ces deux enjeux sont très importants pour la position concurrentielle des banques belges et plus largement européennes. Une implémentation trop stricte des nouvelles règles de Bâle 3 risque de pénaliser le secteur bancaire européen en ce qui concerne la capacité à octroyer des crédits aux ménages et aux entreprises. Et ce, au profit des banques américaines et anglaises. La création du marché unique des capitaux est indispensable pour dis-



poser de faire un secteur financier européen via un assouplissement du cadre relatif à la utilisation des crédits. Cela doit permettre de mobiliser l'épargne européenne plutôt que de la voir s'exporter aux Etats-Unis. Il est important, pour l'Europe de pouvoir débloquer des capacités de financement supplémentaires si elle veut assurer son avenir.

Au niveau belge, la croissance économique est indispensable si nous voulons continuer à pouvoir financer notre système de pension, notre enseignement et notre sécurité sociale. Comme mesure prioritaire, j'attends donc du monde politique qu'il favorise la croissance économique. Et ce, au travers de quatre axes: un plan industriel qui s'inscrit dans la ligne européenne, un renforcement de notre système d'éducation, une gouvernance des autorités publiques qui soit plus efficace et plus rapide, ainsi qu'une fiscalité qui mette en valeur le développement économique. De ce point de vue-là, les banques belges sont de loin les plus touchées en Europe, ce qui a d'ailleurs créé un effet négatif sur leur position concurrentielle.

Ma coalition préférée, c'est celle qui sera en mesure de travailler main dans la main avec le secteur financier afin de relever les énormes défis auxquels la société dans son ensemble est confrontée. Je commencerai par la transition vers une économie plus durable que les banques elles-mêmes ne peuvent pas supporter dans la mesure où la transformation énergétique représente un besoin de financement en Europe de 35.000 milliards d'euros d'ici 2050."

MICHAEL ANSEUW, CEO de BNP Paribas :
"Ma coalition préférée? Celle qui aura envie de travailler main dans la main avec le secteur financier"

"Le secteur bancaire en Europe fait face à deux enjeux de taille: l'implémentation de nouvelles exigences en fonds propres (Bâle 3) et l'achèvement du marché unique des capitaux. Ces deux enjeux sont très importants pour la position concurrentielle des banques belges et plus largement européennes. Une implémentation trop stricte des nouvelles règles de Bâle 3 risque de pénaliser le secteur bancaire européen en ce qui concerne la capacité à octroyer des crédits aux ménages et aux entreprises. Et ce, au profit des banques américaines et anglaises. La création du marché unique des capitaux est indispensable pour dis-

MICHAEL ANSEUW, CEO de BNP Paribas :
"Ma coalition préférée? Celle qui aura envie de travailler main dans la main avec le secteur financier"

"Le secteur bancaire en Europe fait face à deux enjeux de taille: l'implémentation de nouvelles exigences en fonds propres (Bâle 3) et l'achèvement du marché unique des capitaux. Ces deux enjeux sont très importants pour la position concurrentielle des banques belges et plus largement européennes. Une implémentation trop stricte des nouvelles règles de Bâle 3 risque de pénaliser le secteur bancaire européen en ce qui concerne la capacité à octroyer des crédits aux ménages et aux entreprises. Et ce, au profit des banques américaines et anglaises. La création du marché unique des capitaux est indispensable pour dis-

De Tijd - article online et papier - 1er Juin 2024 - [Lien](#)

Hoe links is Wallonië nog? 'Ik steek mijn middelvinger op naar de PS

Hoe links is Wallonië nog? 'Ik steek mijn middelvinger op naar de PS'

De centrumrechtse partijen zitten in de lift in Wallonië, terwijl de PS en Ecolo onder druk staan. Kan het cliché van de werkloze Waal die daarom links stemt op de schop? We zoeken het antwoord in Bergen, de stad waar Elio Di Rupo en Georges-Louis Bouchez aartsvijanden werden. 'De polarisering tussen wie werkt en werkloos is, neemt toe.'

Hoewel de wekelijkse markt plaatsvindt, is er die donderdagochtend niet veel bedrijvigheid in Jemappes, een deelgemeente van Bergen. Tussen de Poissonnerie Ostendaise en de Rôtisserie Montoise, twee van de tien kraampjes op het gemeenteplein, staat John Beugnies folders van zijn partij PTB uit te delen en probeert hij potentiële kiezers te overtuigen.

'Het gaat maar over één onderwerp: de koopkracht', zegt Beugnies. De volksvertegenwoordiger uit het Waalse Parlement is samen met twee partijgenoten naar een van de armste gemeentes van het land afgezakt om de laatste stemmen te ronselen in een verkiezingsstrijd die in Wallonië nog alle kanten op kan. Met als grote verrassing daarbij: de MR, die volgens de jongste peilingen groter wordt dan de PS.

Dit is traditioneel PS-land dat aan het cliché beantwoordt van veel Vlamingen over Wallonië. Lange rijen arbeidershuisjes, oudjes met plastic zakken van de Aldi die over het voetpad schuifelen en op de achtergrond de groene heuvels die hun verleden als mijnterril proberen te verbergen. De PTB heeft hier de jongste verkiezingen wat stemmen afgesnoept van de PS, maar blijft nu hangen in de peilingen.

Beugnies zag steeds meer blauwe affiches in een regio waar de gevels en vensters traditioneel rood kleuren. 'Bouchez houdt een populistisch discours op de kap van de werklozen. Er is veel ellende in Wallonië en wie in ellende leeft, kan je van alles wijsmaken. Dat het de schuld van de vreemdelingen is bijvoorbeeld. Of dat veel Walen profiteurs zijn. Hij zet de werkenden op tegen de werklozen. Terwijl voor ons de schuld ligt bij de sociale ongelijkheid in dit land.'

De jongste peiling van DPG Media bevestigt dat de verkiezingsstrijd in Wallonië spannend wordt, al is er door de foutenmarge nog veel mogelijk. De MR en de PS voeren een nek-aan-nekrace, met elk 22,6 procent van de stemmen. In Brussel troeven de liberalen de socialisten helemaal af met een verschil van 8 procentpunten.

Een opvallende derde in Wallonië is Les Engagés (18,1 procent), de centrumrechtse partij die uit de assen van zijn voorganger CdH herrezen is. Ecolo zakt helemaal weg in de peilingen. Het doet de fundamentele vraag rijzen: is Wallonië nog wel links?

Vreemdelingen

Met die vraag stappen we een tiental meter verder een snackbar binnen waar op de gevel een grote affiche van Bouchez prijkt. 'Hiermee steek ik bewust mijn vinger op naar de PS,' zegt Mevlit Aydin. 'Als ik er klanten mee verlies, neem ik dat er wel bij. Na de verkiezingen komt iedereen wel terug.'

Hij stemde vroeger altijd PS, net als zijn vader, die als Turkse gastarbeider zijn hele leven in de lokale fabriek werkte. 'Maar nu ben ik het beu', foetert hij. 'Iedereen hier leeft van een werkloosheidsuitkering of de ziekteverzekering en de PS houdt dat systeem enkel maar in stand.' Hij wijst naar het gips rond zijn been. 'Mijn voet is gebroken, maar ik werk verder. Anderen zouden thuiszitten en hun geld van de ziekenkas trekken.'

Mocht hij kunnen, zou hij op het Vlaams Belang stemmen, zegt Aydin. 'Ik heb niets tegen vreemdelingen, maar ik kan alleen maar vaststellen dat alle Turken hier aan het werk zijn, terwijl de anderen zich in het systeem nestelen. Ik heb intussen drie ondernemingen en geloof dat je enkel met werken het verschil kan maken.'

Oppositiepartij

Wallonië staat inderdaad op het punt een ruk naar rechts te maken, bevestigt Caroline Sägesser van het onderzoekscentrum CRISP (Centre de recherche et d'information socio-politiques). 'Tot nu toe verwachtte men een olijfboomcoalitie in Wallonië, met de PS, Ecolo en Les Engagés. Als je de peilingen mag geloven, is een klassieke tripartite met de MR nu waarschijnlijker geworden.'

Die ruk naar rechts kan ook gevolgen hebben voor het federaal niveau. Uit de jongste debatten tussen kopstukken uit noord en zuid wordt steeds vaker de piste van een centrumrechtse coalitie bewandeld. In elk geval lijkt de PS niet langer incontournable.

Sägesser vraagt zich af of het succes van de MR er is dankzij of ondanks de figuur van Bouchez, die in de federale regering meerdere keren stokken in de wielen van zijn coalitiepartners stak. 'Maar hij is er zo wel in geslaagd de MR te positioneren als oppositiepartij', zegt Sägesser. 'Hij zet zich zo af tegen de PS, die gepercipieerd wordt als de partij waardoor alles fout loopt.'

Dat er in een gewest met een werkloosheidsgraad van 8,2 procent nu een meerderheid te vinden is die stemt voor twee partijen (MR en Les Engagés) die vinden dat die werkloosheid in de tijd beperkt moet worden, vindt Sägesser opmerkelijk. 'Dat wijst voor mij vooral op een toename van agressiviteit in de maatschappij,' zegt ze. 'Er heerst een negatiever gevoel tegenover werklozen, die als profiteurs weggezet worden. De polarisering neemt toe, ook in Wallonië.'

Technologie

Twee kilometer van de markt van Jemappes leiden wegwijzers met namen als Xpertis, Technocampus, Labocreation, Incubateur Initialis, Gepro en IT-Optics naar een heel ander beeld van Wallonië.

'Ik heb echt niet langer dan een uurtje voor u. Daarna moet ik naar een videovergadering om een Duitse concurrent over te nemen', excuseert Fabrice Brion zich als hij ons ontvangt in zijn kantoorgebouw op het wetenschapspark Initialis. De oprichter en CEO van I-Care, een producent van meettoestellen die op basis van AI defecten bij machines voorspellen, heeft als geen ander zicht op de evolutie van Wallonië.

Zijn grootvader was mijnwerker, hij woont zelf nog in Jemappes en leidt nu een internationaal bedrijf met een omzet van 100 miljoen euro, dat volgend jaar naar de beurs wil en over tien jaar als mondiale marktleider de kaap van 1 miljard euro wil bereiken. 'Sinds een vijftal jaar is het voor bedrijven fel verbeterd in Wallonië. Er is nog veel werk aan de winkel, maar het ondernemersklimaat zit in de lift.'

Ook hij merkt een verrechtsing in het Waalse politieke landschap. Al vindt hij het typische beeld van een traditioneel links Wallonië tegenover een rechts Vlaanderen niet helemaal correct. 'Zowel de PS als de MR was vooral een centrumpartij. De PS is nu naar links opgeschoven, en dat jaagt hun traditionele kiezers angst aan', zegt hij. 'Maar geen enkele partij, zelfs de PTB niet, stelt nog in vraag dat we een performante economie nodig hebben.'

Hij erkent de economische problemen van Wallonië, zoals de hoge schuldgraad, het gebrek aan financiering en de overvloedige regelgeving, maar ziet ook het potentieel. 'Hier heb ik geen gebrek aan personeel. Zelfs niet aan ingenieurs, met één universiteit en twee hogescholen in de stad. Het linkse stadsbestuur rolt hier de rode loper uit voor bedrijven als I-Care.'

Diversiteit

Of Wallonië fundamenteel veranderd is en naar rechts opschuift? Ook Hendrik Vuye vindt het gevaarlijk om algemene conclusies te trekken. Het ex-Kamerlid van de N-VA woont al jarenlang in Wallonië en doceert staatsrecht aan de universiteit van Namen. Hij benadrukt hoe divers het gewest is.

‘Kijk naar de werkgelegenheidsgraad: in Waals-Brabant ligt die met 74,6 procent zelfs hoger dan in Vlaams-Brabant (73,7%) en niet zo ver onder die van Antwerpen (75,7%). Zo’n provincie is echt een blauwe burcht, maar vanuit Henegouwen (62,6%) bijvoorbeeld blijft de druk van de vakbond FGTB op de PS groot om een coalitie met de PTB te vormen.’

Toch ontgaat het Vuye niet hoe goed de MR het doet in Wallonië. ‘Het zou pas de derde keer sinds de invoering van het algemeen stemrecht zijn dat ze de socialisten kunnen verslaan.’ Vuye kent Bouchez als geen ander, de MR-voorzitter was ooit zijn assistent. ‘Hij beseft goed dat zijn partij altijd het best scoort als ze de rechtstreekse confrontatie met de PS zoekt, zoals Didier Reynders deed in 2007.’

Ook de verrijzenis van Les Engagés is opmerkelijk. Dat komt volgens Vuye omdat kiezers in tegenstelling tot in Vlaanderen kunnen stemmen op een centropartij die in de oppositie zat. ‘De partij pakt uit met veel witte konijnen op de lijst en kaapt zo de meer gematigde stemmen die verandering willen.’

Huisbezoek

Onze keuze voor een bezoek aan Bergen is niet toevallig. Hier nam Bouchez voor het eerst deel aan de lokale verkiezingen en werd hij schepen onder burgemeester Di Rupo. Toen de jonge liberaal in 2016 met zware kritiek op het bestuur naar buiten kwam, gooide het PS-kopstuk hem en zijn partij uit het bestuur en wisselde hij de MR in voor cdH.

Nicolas Martin, de opvolger van Di Rupo als burgemeester, lijkt zich weinig zorgen te maken over de blauwe affiches in het straatbeeld, als we hem volgen terwijl hij van deur tot deur stemmen probeert te sprokkelen in de deelgemeente Cuesmes. ‘De MR heeft een grote partijkas en Bouchez betaalt die mensen om affiches op te hangen.’

Het is pas de eerste dag dat de burgemeester op campagnepad gaat - ‘ik heb het te druk met besturen’ - en Martin, die de lijst trekt voor het Waals Parlement, is er gerust in dat de PS in zijn thuisstad goed zal scoren. ‘Bij de vorige gemeenteraadsverkiezingen haalden we hier nog 44 procent van de stemmen, de PTB slechts 8,5.’

Als de MR hier wint, zal dat vooral ten koste van de communisten gaan, want het gaat om proteststemmen. Voor mensen die het moeilijk hebben, is het nooit genoeg wat je doet, dat snap ik heel goed.'

Tijdens zijn huisbezoeken is het enthousiasme waarmee de jonge burgemeester onthaald wordt, groot. Iemand klaagt over de zware vrachtwagens die passeren in de straat, een ander wil een grotere aanwezigheid van de wijkagent, en Martin luistert geduldig naar de zorgen en zoekt naar antwoorden. Hij geeft toe dat er een groot verschil blijft tussen de stad Mons zelf en de armere deelgemeentes van de Borinage, waar de hervormingen veel trager verlopen. Een ouder koppel dat hem enthousiast de hand schudt, bevestigt dat. 'Het leven is niet gemakkelijk in een arme regio als de onze. Gelukkig is het huis van ons en hebben we beiden een pensioen. Wij zijn tevreden met het bestuur. Maar voor jongeren is de onzekerheid veel groter. Zij kiezen vaker voor verandering, en dat begrijpen wij.'

Martin gaat er prat op dat hij in tien jaar 5.000 jobs gecreëerd heeft, het ondernemerschap bevorderde en de leegstand in de winkelstraten terugdrong. Gaat dat niet in tegen de richting van zijn partij in de rest van Franstalig België, die vooral de linkse flank wil afdekken in de strijd met de PTB?

'Ik heb mijn partij hier inderdaad centrumlinks gepositioneerd, met aandacht voor jobs, economie, innovatie en opleiding', antwoordt Martin. 'Elders in Wallonië is de lijn soms anders, jawel. Het wordt afwachten wat dat zal geven.'

Verkiezingen 2024

Volg alles over de verkiezingen - analyses, interviews, podcasts, opinies - in [ons dossier Verkiezingen 2024](#).

Check ook [onze kieswijzer](#): vergelijk de programma's van de politieke partijen.

En [schat met deze tool](#) de impact in van de federale regering-De Croo en de Vlaamse regering-Jambon op zeven indicatoren. Gaat ons land erop achteruit?

Henk Dheedene

Hoe links is Wallonië nog? 'Ik steek mijn middelvinger op naar de PS'

De centrumrechtse partijen zitten in de lift in Wallonië, terwijl de PS en Ecolo onder druk staan. Kan het cliché van de werkloze Waal die daarom links stemt op de schop? We zoeken het antwoord in Bergen, de stad waar Elio Di Rupo en Georges-Louis Bouchez aartsvijanden werden. 'De polarisering tussen wie werkt en wie werkloos is, neemt toe.'

HENK DHEEDENE IN BERGEN

Hoeveel de werkløse markt plaatsvond, is er die doerdersogebend niet veel bedruyghed in Jenappes, een deelgemeente van Bergen. Tussen de Polesonerie Oostdaise en de Rõnserie Mostroie, twee van de tien kantonen op het gemeenteglein, staat John Beugnies folders van zijn partij PTB uit te delen en probeert hij potentiële kiezers te overtuigen.

Het gaat maar over één onderwerp: de koopkracht, zegt Beugnies. De volksvertegenwoordiger uit het Waal Parlement is samen met twee partijgenoten naar een van de armste gemeentes van het land afgerakt om de laatste stemmen te noselen in een verkiezingsstrijd die in Wallonië nog alle kanten op kan. Met als grote verrassing: de MR, die volgens de jongste peilingen groter wordt dan de PS.

Dit is traditioneel PS-land dat aan het cliché beantwoordt van het Vlaamings over Wallonië. Lange rijen arbeidershuizen, oudjes met plastic zakken van de Aldi die over het stoepad schuifelen en op de achtergrond de groene heuvels die hun verleden als mijnwerter proberen te verbergen. De PTB heeft hier de jongste verkiezingen wat stemmen afgevoert van de PS, maar blijft nu hangen in de peilingen.

Beugnies zag steeds meer blauwe affiches in een regio waar de gevels en verstenen traditioneel rood kleuren. Bouchez houdt een populistisch discours op de kanten van de werklozen. Er is veel ellende in Wallonië en wie in ellende leeft, kan je van alles wijsmaken. Dat het de schuld van de vreemdelingen is, bijvoorbeeld. Of dat veel Walen profiteurs zijn. Hij zet de werklozen op tegen de werklozen. Terwijl voor om de schuld ligt bij de sociale ongelijkheid in dit land.

De jongste peiling van DPG Media bevestigt dat de strijd in Wallonië spannend wordt, al is er door de foutenmarge nog veel mogelijk. De MR en de PS voeren een nek-aan-nekkrace, met elk 22,6 procent van de stemmen. In Brussel troeven de liberalen de socialisten bedemaal met een verschil van 8 procentpunten.

Een opvallende derde in Wallonië is Les Engagés (d,0%), de centrumrechtse partij die uit de asen van zijn voorganger cdH herreem is. Ecolo zakt helemaal weg in de peilingen. Het doet de fundamentele vraag rijzen: is Wallonië nog wel links?

Vreemdelingen

Met die vraag stappen we een dertal meter verder en slaan binnen maar aan de gevel een groot affiche van Bouchez hangt. 'Hemse stoek ik bewest mijn vinger op naar de PS, zegt Mevlt Aydin. 'Als ik er klanten mee verlies, neem ik dat erbij. Na de verkiezingen komt iedereen wel terug.'

Hij stemde vroeger altijd PS, net als zijn vader, die als Turkse gastarbeider zijn hele leven in de lokale fabriek werkte. Maar nu kan alleen maar in stand. Hij wijst naar het gips rond zijn been. Mijn voet is gebroken, maar ik werk verder. Anderen zonden thaluzisten en hun geld van de ziekenkas trekken.

Als hij zou kunnen, zou hij op het Vlaams Belang stemmen, zegt Aydin. 'Ik heb niets tegen vreemdelingen, maar ik kan alleen maar vaststellen dat alle Turken hier aan het werk zijn, terwijl de anderen zich in het systeem nestelen. Ik heb intuïtie drie ondernemingen en geloof dat je enkel met werken het verschil kan maken. Wallonië staat inderdaad op het punt een ruk naar rechts te maken, bevestigt Caroline Sagesse van het onderzoekscentrum CRSP.

Georges-Louis Bouchez slaagde erin de MR te positioneren als oppositiepartij tegen de PS, die gezien wordt als de partij waardoor alles fout loopt.

Caroline Sagesse
Onderzoekscentrum CRSP



De PTB in actie op de markt van Jemeppe. Centraal op de achtergrond John Beugnies.



Burgemeester van Bergen Nicolas Martin op huisbezoek: 'Ik positioneer mijn partij hier centrumrechts.'

(Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques). 'Tot nu toe versuichte met een cdH-coalitie in Wallonië, met de PS, Ecolo en Les Engagés. Als je de peilingen mag geloven, is een klassieke tripartite met de MR nu waarschijnlijk geworden.'

Die ruk naar rechts kan ook gevolgen hebben voor het federale niveau. Via de jongste debatten tussen kopstukken uit noord en zuid wordt steeds vaker de piste van een centrumrechtse coalitie besproken. In elk geval lijkt de PS niet langer onontastbaar.

Sagesse vraagt zich af of het succes van de MR er is dankzij of ondanks de figuur van Bouchez, die in de federale regering meerdere keren stokken in de wielen van zijn coalitiepartners stak. Maar hij is er zo veel in geslagen de MR te positioneren als oppositiepartij, zegt ze. 'Hij zet zich zo af tegen de PS, die geprecipieerd wordt als de partij waardoor alles fout loopt.'

Dat er in een gewest met een werkloosheidsgraad van 8,2 procent nu een meerderheid te vinden is die stemt voor twee partijen die vinden dat die werkloosheid in de tijd beperkt moet worden (MR en Les Engagés), vindt Sagesse opmerkelijk. 'Dat wijst voor mij vooral op een toename van de agressiviteit in de maatschappij,' zegt ze. 'Er heest een negatiever gevoel weggevoerd werklozen, die als profiteurs weggezet worden. De polarisering neemt toe, ook in Wallonië.'

Twee kilometer van de markt van Jenappes leiden wegwijsers met namen

als Xperitis, Technocampus, Laboration, Incubateur Initialis, Geppo en IT-Optics naar een heel ander beeld van Wallonië.

'Ik heb echt niet langer dan een uurtje voor u. Daarna moet ik naar een videovergadering om een Druat concentreren over te nemen, excuuste Fabrice Brion, die als hij ons ontvangt in zijn kantoorgebouw op het wetenschapspark Initialis. De oprichter en CEO van I-Care, een producent van meetinstrumenten die op basis van AI defecten bij machines voorspellen, heeft als geen ander zicht op de evolutie van Wallonië.

Zijn grootvader was mijnwerter, hij woont zelf nog in Jenappes en leidt nu een internationaal bedrijf met een omzet van 100 miljoen euro, dat volgend jaar naar de beurs wil en over tien jaar als mondiale marktleider de kaap van 1 miljard euro wil bereiken. Níns de vijftig jaar is het voor bedrijven fel verbeterd in Wallonië. Er is nog veel werk aan de winkel, maar het gaat de goede kant op met het ondernemersklimaat.'

Ook hij merkt een verandering in het Waalse politieke landschap. Al vindt hij het optische beeld van een traditioneel links Wallonië tegenover een recht Vlaanderen niet helemaal correct. 'Zowel de PS als de MR was vooral een centrumpartij. De PS is nu naar links opgeschoven, en dat jaagt haar traditionele kiezers angst aan,' zegt hij. 'Maar geen enkele partij, zelfs de PTB niet, stelt nog in vraag dat we een performante economie nodig hebben.'

Hij erkent de economische problemen van Wallonië, zoals de hoge schuldgraad, het gebrek aan financiering en de overvloedige regelgeving, maar ziet ook het potentieel. 'Hier heb ik geen gebrek aan personeel. Zelfs niet aan ingenieurs, met een universiteit en twee hogescholen in de stad. Het linkse stadsbestuur rolt hier de rode loper uit voor bedrijven als I-Care.'

Of Wallonië fundamenteel veranderd is en naar rechts opschuift? Ook Hendrik Vuyt vindt het gewaarsijk om algemene conclusies te trekken. Het ex-Kamerlid van de N-VA woont al jarenlang in Wallonië en doceert staatsrecht aan de universiteit van Namen. Hij besaandkt hoe divers het gewest is.

'Kijk naar de werkgelegenheidsgraad: in Waal-Brabant ligt die met 24,6 procent zelfs hoger dan in Vlaams-Brabant (22,2%, nu) en niet zo ver onder die van Antwerpen (25,2%, nu). 26'n prognose is echt een blauwe burch, maar vanuit Henegouwen



Fabrice Brion, de CEO van I-Care: 'Het gaat de goede kant op met het ondernemersklimaat.'

Voor mensen die het moeilijk hebben, is het nooit genoeg wat je doet, dat snap ik heel goed.

Nicolas Martin
Burgemeester Bergen (PS)

(62,6%, nu), bijvoorbeeld blijft de druk van de vakbond FGIB op de PS groot om een coalitie met de PTB te vormen.

Toch ontsluit hije niet hoe goed de MR het doet in Wallonië. 'Het zou pas de derde keer sinds de invoering van het algemeen stemrecht zijn dat de liberalen de socialisten verslaan.' Vuyt kent Bouchez als geen ander: de MR-voorzitter was ooit zijn assistent. 'Hij heeft goed dat zijn partij altijd het best scoort als ze de rechtstreekse confrontatie met de PS zoekt, zoals Didier Reynders deed in 2007.'

Ook de opmars van Les Engagés is opmerkelijk. Dat komt volgens Vuyt omdat kiezers, in tegenstelling tot in Vlaanderen, kunnen stemmen op een centrumpartij die in de oppositie zat. 'De partij pakt uit met veel witte koopjes op de lijst en laagte zo de meer gematigde stemmen die verandering willen.'

Huisbezoek

Onze lezer voor een bezoek aan Bergen is niet toevallig. Hier nam Bouchez voor het eerst deel aan de lokale verkiezingen en werd hij schepen onder burgemeester Di Rupo. Toen de jonge liberalen in 2006 met zware kritiek op het bestuur naar buiten kwamen, gevolgd door PS-kopstuk Bern en zijn partij uit het bestuur en wistde hij de MR in voor cdH.

Nicolas Martin, de opvolger van Di Rupo als burgemeester, lijkt zich weinig zorgen te maken over de blauwe affiches in het straatbeeld wanneer we hem volgen terwijl hij van deur tot deur stemmen probeert te sprokkelen in de deelgemeente Cuesmes. De MR heeft een grote partijnaam en Bouchez betaald die mensen om affiches op te hangen.

Het is pas de eerste dag dat de burgemeester op campagnepad gaat en het is niet de druk met bestuur' en Martin, die de lijst trekt voor het Waal Parlement, is er groet in dat de PS in zijn thuisstad goed zal scoren. 'Bij de volgende gemeenteraadsverkiezingen haalden we hier nog 44 procent, de PTB slechts 8,5. Als de MR wilt, zal dat vooral ten koste van de communisten gaan, want het gaat om proteststemmen. Voor mensen die het moeilijk hebben, is het nooit genoeg wat je doet, dat snap ik heel goed.'

Tijdens zijn huisbezoek is het enthousiasme waarmee de jonge burgemeester onthuld wordt, groot. Iemand klaagt over de zware vrachtwagens die passeren in de straat, een ander wil een grotere aanwezigheid van de wijkagent, en Martin luistert geduldig naar de zorgen en zoekt naar antwoorden. Hij geeft toe dat er een groot verschil ligt tussen de stad Bergen zelf en de armere deelgemeentes van de Borsingne, waar de bevolmingen veel trager verlopen. Een onder knopje dat hem enthousiast de hand schudt, bevestigt dat. 'Het leven is niet gemakkelijk in een arme regio als de onze. Gelukkig is het bus van ons en hebben we beiden een pensioen. Wij zijn tevreden met het bestuur. Maar voor jongeren is de onzekerheid veel groter. Zij kiezen vaker voor verandering, en dat begrijpen wij.'

Martin gaat er prat op dat hij in tien jaar 4.000 jobs gecreëerd heeft, het ondernemerschap bevordert en de leegstand in de winkelstraten teruggang. Gaat dat niet in tegen de richting van zijn partij in de rest van Frankstalig België, die vooral de linkse flank wil afdekken in de strijd met de PTB?

'Ik heb mijn partij hier inderdaad centrumrechts gepositioneerd, met aandacht voor jobs, economie, innovatie en opleiding,' antwoordt Martin. Elders in Wallonië is de lijn soms anders, jawel. Het wordt afwachten wat dat zal geven.'

La Libre - Online - 27 mai 2024 Du monde académique à l'entrepreneuriat

[Lien](#)

Du monde académique à l'entrepreneuriat

Le SPF Economie promeut l'esprit d'entreprise dans notre pays à travers la campagne Booming Belgium. L'occasion de donner la parole à des entrepreneurs et entrepreneuses qui ont osé sauter le pas... avec succès !

Principalement grâce à des témoignages, la campagne vise à promouvoir l'entrepreneuriat sous toutes ses formes et s'adresse tant aux entrepreneurs actifs qu'aux personnes qui sont susceptibles de créer leur entreprise, en particulier celles qui font partie de groupes cibles aujourd'hui sous représentés dans l'écosystème des PME belges.

C'est le cas des femmes entrepreneuses, mais c'est également le cas des étudiants entrepreneurs, des personnes issues de la diversité ou des personnes porteuses de handicap, qui créent leur propre emploi pour contrer certaines discriminations, ou encore des scientifiques issus du monde académique dont nous vous livrons ici les témoignages...

De physicien à managing director

Physicien diplômé de l'université de Mons (détenteur d'un doctorat), Corentin Guyot a intégré la spin-off technologique de l'université de Mons (B-Sens) qui est active dans le domaine des fibres optiques de télécommunications. « En pratique, nous développons des capteurs qui garantissent une surveillance fiable d'actifs en temps réel, ce qui permet de minimiser les arrêts et problèmes imprévus du monde industriel, explique le physicien. Après quelques mois, j'ai pris la tête de cette spin-off. Aujourd'hui, je me situe plus du côté entrepreneurial qu'académique, même si les liens avec l'université demeurent étroits. »

Plusieurs sources de financement

Une fois l'invention brevetée, B-Sens a pu être financé par le SPW Économie, Emploi, Recherche (SPW EER). « La société a évolué grâce au SPW EER qui a « lancé la machine » par le biais de projets R&D subsidiés (depuis 2016 à hauteur d'approximativement un million d'euros), puis s'est développée grâce aux procédés B2B que nous avons mis en place pour les grands groupes comme par exemple John Cockerill, I-Care, Thales Alenia Space, Alstom ou Prayon ».

Conseils et mises en garde

Riche d'une solide expérience dans un secteur pointu, Corentin Guyot estime que pour se lancer comme entrepreneur, il est essentiel d'accepter l'inévitable part d'imprévu, de ne pas craindre l'échec et d'apprendre de ses erreurs, mais aussi de bien s'entourer (« car on ne peut pas être bon en tout »), et enfin de ne pas négliger la visibilité de son entreprise. « Sans communication, personne ne sait que vous existez ! Il s'agit donc de bien communiquer et, dans notre cas, d'être les évangélistes de notre propre technologie, que personne ne connaît. J'ajouterais qu'il faut cesser d'être trop humble, une caractéristique que l'on retrouve beaucoup en Belgique, et particulièrement en Wallonie... »

« Un job tellement enrichissant »

Si les embûches ne manquent pas au jour le jour, Corentin Guyot retire une immense satisfaction de son travail. « Je rencontre chaque jour de nouvelles personnes et mon intelligence sociale s'en trouve améliorée. En effet, ces interactions constantes exigent de s'adapter, de comprendre les besoins des gens et de transmettre nos technologies, encore très innovantes. Chaque jour, j'apprends et c'est très excitant ! »

Découvrez plus de succès entrepreneuriaux sur boomingbelgium.be

L'un des cinq pionniers européens

Biologiste de formation, Jonathan Marescaux a complété son master en écologie par une spécialisation en conservation de la biodiversité et une thèse de doctorat. Après ses travaux de recherche, il a travaillé comme consultant en écologie pour une multinationale. Une véritable révélation. « J'ai alors découvert que les outils et méthodes scientifiques développés pendant ma recherche pouvaient être utiles au monde de l'entreprise. »

En 2019, il fondait E-BIOM, une spin-off de l'Université de Namur métamorphosée depuis en scale-up. « Nous avons été incubés pendant trois ans afin de transformer des concepts scientifiques en produits et services qui correspondent aux besoins d'un marché. »

Concrètement, E-BIOM apporte aujourd'hui des solutions concrètes, scientifiquement robustes, aux enjeux environnementaux (extinction de la biodiversité, développement durable, crise climatique, transition écologique, résilience alimentaire, épidémies...). « Nous combinons désormais laboratoire scientifique (analyses génétiques) et cabinet d'experts scientifiques et nous nous positionnons comme l'un des cinq pionniers européens du secteur. »

Choisir les bons moyens de financement et partenaires

Pour Jonathan Marescaux, les deux points d'attention importants, lorsqu'on se lance dans l'entrepreneuriat, sont la levée de fonds et le choix des bons partenaires.

« Deux éléments qu'il ne faut pas minimiser... De mon côté, j'ai pu lever 129 000 euros de capital, ce qui est faible pour une entreprise de biotechnologie. J'ai regretté de ne pas avoir fait suffisamment appel à des investisseurs privés, car le public finance les idées, mais pas la création d'entreprise. J'aurais, par exemple, pu m'adresser aux Business Angels qui financent les entreprises innovantes, notamment dans le secteur de l'environnement, et envisager un co-financement bancaire. C'aurait été plus rapide et m'aurait permis d'engager des business developers plus rapidement, ce qui aurait dopé la croissance de l'entreprise. »

Pour le biologiste, le choix des associés constitue une autre pierre angulaire quand on crée sa société. « Lorsqu'on en était encore au stade des recherches, travailler avec des scientifiques ou des professeurs d'université était adéquat. Mais une fois que l'on passe au stade de la croissance, ça ne fonctionne plus : il faut alors s'entourer de profils commerciaux. C'est ce que j'ai fait lorsque j'ai racheté l'entreprise l'an dernier. »

Partagez également votre histoire de réussite entrepreneuriale sur boomingbelgium.be et gagnez une vidéo de présentation de votre entreprise !

La DH - Online - 27 mai 2024- [Lien](#).
La science au service de l'entrepreneuriat

La science au service de l'entrepreneuriat

Lancé par le SPF Economie, Booming Belgium est une campagne qui met l'accent sur l'entrepreneuriat en Belgique. Découvrons ensemble le parcours de deux scientifiques devenus chefs d'entreprise...

principalement grâce à des témoignages, la campagne vise à promouvoir l'entrepreneuriat sous toutes ses formes et s'adresse tant aux entrepreneurs actifs qu'aux personnes qui sont susceptibles de créer leur entreprise, en particulier celles qui font partie de groupes cibles aujourd'hui sous représentés dans l'écosystème des PME belges.

C'est le cas des femmes entrepreneuses, mais c'est également le cas des étudiants entrepreneurs, des personnes issues de la diversité ou des personnes porteuses de handicap, qui créent leur propre emploi pour contrer certaines discriminations, ou encore des scientifiques issus du monde académique dont nous vous livrons ici les témoignages...

De physicien à managing director

Physicien diplômé de l'université de Mons (détenteur d'un doctorat), Corentin Guyot a intégré la spin-off technologique de l'université de Mons (B-Sens) qui est active dans le domaine des fibres optiques de télécommunications. « En pratique, nous développons des capteurs qui garantissent une surveillance fiable d'actifs en temps réel, ce qui permet de minimiser les arrêts et problèmes imprévus du monde industriel, explique le physicien. Après quelques mois, j'ai pris la tête de cette spin-off. Aujourd'hui, je me situe plus du côté entrepreneurial qu'académique, même si les liens avec l'université demeurent étroits. »

Plusieurs sources de financement

Une fois l'invention brevetée, B-Sens a pu être financé par le SPW Économie, Emploi, Recherche (SPW EER). « La société a évolué grâce au SPW EER qui a « lancé la machine » par le biais de projets R&D subsidiés (depuis 2016 à hauteur d'approximativement un million d'euros), puis s'est développée grâce aux procédés B2B que nous avons mis en place pour les grands groupes comme par exemple John Cockerill, I-Care, Thales Alenia Space, Alstom ou Prayon ».

Conseils et mises en garde

Riche d'une solide expérience dans un secteur pointu, Corentin Guyot estime que pour se lancer comme entrepreneur, il est essentiel d'accepter l'inévitable part d'imprévu, de ne pas craindre l'échec et d'apprendre de ses erreurs, mais aussi de bien s'entourer (« car on ne peut pas être bon en tout »), et enfin de ne pas négliger la visibilité de son entreprise. « Sans communication, personne ne sait que vous existez ! Il s'agit donc de bien communiquer et, dans notre cas, d'être les évangélistes de notre propre technologie, que personne ne connaît. J'ajouterais qu'il faut cesser d'être trop humble, une caractéristique que l'on retrouve beaucoup en Belgique, et particulièrement en Wallonie... »

« Un job tellement enrichissant »

Si les embûches ne manquent pas au jour le jour, Corentin Guyot retire une immense satisfaction de son travail. « Je rencontre chaque jour de nouvelles personnes et mon intelligence sociale s'en trouve améliorée. En effet, ces interactions constantes exigent de s'adapter, de comprendre les besoins des gens et de transmettre nos technologies, encore très innovantes. Chaque jour, j'apprends et c'est très excitant ! »

Découvrez plus de succès entrepreneuriaux sur boomingbelgium.be

L'un des cinq pionniers européens

Biologiste de formation, Jonathan Marescaux a complété son master en écologie par une spécialisation en conservation de la biodiversité et une thèse de doctorat. Après ses travaux de recherche, il a travaillé comme consultant en écologie pour une multinationale. Une véritable révélation. « J'ai alors découvert que les outils et méthodes scientifiques développés pendant ma recherche pouvaient être utiles au monde de l'entreprise. »

En 2019, il fondait E-BIOM, une spin-off de l'Université de Namur métamorphosée depuis en scale-up. « Nous avons été incubés pendant trois ans afin de transformer des concepts scientifiques en produits et services qui correspondent aux besoins d'un marché. »

Concrètement, E-BIOM apporte aujourd'hui des solutions concrètes, scientifiquement robustes, aux enjeux environnementaux (extinction de la biodiversité, développement durable, crise climatique, transition écologique, résilience alimentaire, épidémies...). « Nous combinons désormais laboratoire scientifique (analyses génétiques) et cabinet d'experts scientifiques et nous nous positionnons comme l'un des cinq pionniers européens du secteur. »

Choisir les bons moyens de financement et partenaires

Pour Jonathan Marescaux, les deux points d'attention importants, lorsqu'on se lance dans l'entrepreneuriat, sont la levée de fonds et le choix des bons partenaires.

« Deux éléments qu'il ne faut pas minimiser... »

De mon côté, j'ai pu lever 129 000 euros de capital, ce qui est faible pour une entreprise de biotechnologie. J'ai regretté de ne pas avoir fait suffisamment appel à des investisseurs privés, car le public finance les idées, mais pas la création d'entreprise. J'aurais, par exemple, pu m'adresser aux Business Angels qui financent les entreprises innovantes, notamment dans le secteur de l'environnement, et envisager un co-financement bancaire. C'aurait été plus rapide et m'aurait permis d'engager des business developers plus rapidement, ce qui aurait dopé la croissance de l'entreprise. »

Pour le biologiste, le choix des associés constitue une autre pierre angulaire quand on crée sa société. « Lorsqu'on en était encore au stade des recherches, travailler avec des scientifiques ou des professeurs d'université était adéquat. Mais une fois que l'on passe au stade de la croissance, ça ne fonctionne plus : il faut alors s'entourer de profils commerciaux. C'est ce que j'ai fait lorsque j'ai racheté l'entreprise l'an dernier. »

Partagez également votre histoire de réussite entrepreneuriale sur boomingbelgium.be et gagnez une vidéo de présentation de votre entreprise !

LLa libre - Article papier et online - 18 mai 2024.- [Lien](#).

Digital demain #35 - Quand certains font de l' "AI washing"

Quand certains font de l' "AI washing"

Libre Eco week-end | Une chronique de Roald Sieberath Entrepreneur, investisseur pour Noshaq, professeur invité à l'UCLouvain et l'UNamur, et président de l'Agence du Numérique (Digital Wallonia)

Nous sommes, depuis plusieurs mois (et encore pour un certain temps) dans un cycle de hype autour de l'AI (IA, intelligence artificielle). L'arrivée de ChatGPT était un petit miracle qui a mis dans les mains de millions d'utilisateurs une IA qui ressemblait (enfin) aux IA des films de science-fiction. Quelque chose d'accessible, à qui je peux parler, qui me comprend, et qui me répond.

Cela a été la ruée et des progrès sont ajoutés chaque semaine par les divers acteurs, à un rythme jamais vu. Des tâches précédemment jugées à l'abri de l'automatisation parce que "créatives" (graphisme, écriture de scénarios, copywriting, etc.), sont à présent solidement concurrencées par des IA telles que Dall-E, ChatGPT ou Gemini.

L'IA s'infiltré partout : chaque nouveau produit est à présent réfléchi pour bénéficier d'un label powered by AI.

Dans nombre de cas, c'est tout à fait pertinent : beaucoup de processus, en particulier énergivores, gagneraient à être optimisés. Des interfaces plus simples, en mode dialogue, peuvent faire gagner en fluidité (y compris par une conversation vocale, comme démontré par GPT 4o, annoncé cette semaine).

Des technologies sans IA

On voit malgré tout de plus en plus de cas d'AI washing, cette tendance ; cousine du greenwashing, à vouloir donner à son produit des allures smart... y compris quand le processus n'est pas adéquat.

Jean-François Remy, CEO de PickIT 3D, éditeur de solutions de vision industrielle, dispose d'une application qui utilise l'IA, et d'une autre application qui n'est pas tombée dans le panneau d'utiliser les dernières vagues de l'IA... parce qu'elle marche très bien (et même mieux) avec les technologies sans IA !

Fabrice Brion, le CEO de I-Care, scale-up en maintenance prédictive, a une réflexion qui corrobore : "Il ne faut pas utiliser l'IA aveuglément mais uniquement quand le cas le justifie."

L'IA a bien des vertus mais il n'est pas nécessaire de repeindre chaque recoin de nos vies et de nos entreprises avec cette technologie.

Contribution externe

L'Echo - Papier & digital - 17 mai 2024 - [Lien](#).

"La Wallonie a les atouts pour devenir une

Mons et La Louvière misent sur la cleantech

Avec l'aide d'acteurs comme Comet, I-Care, Holcim ou l'UMons, la région du Cœur du Hainaut lance une stratégie de réindustrialisation autour de la cleantech.

De la théorie de la célèbre université américaine Massachusetts Institute of Technology (MIT) qui, avec une douzaine d'émissaires wallons, a encadré pendant près de deux ans l'élaboration d'une stratégie pour faire de la Wallonie une Cleantech valley, à la pratique, il n'y a qu'un pas que franchissent aujourd'hui les régions de Mons et La Louvière.

Joliment baptisé Cœur du Hainaut, ce territoire se mue aujourd'hui en Heart of Cleantech avec l'ambition de créer un district autour de la décarbonation pour booster l'activité des acteurs industriels. L'organisation d'un "Forum for Cleantech" ce vendredi a officiellement lancé le départ. "Nous sommes à la croisée des chemins: c'est maintenant ou jamais!", assure Vincent Michel, président du Forum For Cleantech et directeur du programme GO4ZERO du cimentier Holcim qui vient d'entamer un gigantesque chantier de 500 millions d'euros pour se décarboner.

Caroline Decamps, la directrice générale de l'intercommunale IDEA, y voit une nécessité. "Pour continuer à exister demain, une entreprise doit innover. Le but est d'apporter aux entreprises ces technologies cleantech. On veut leur permettre d'accélérer leur business model tout en positionnant le territoire comme un pôle d'attractivité pour de nouveaux acteurs."

De I-Care à Holcim

Cette stratégie mobilise de nombreux acteurs comme les industriels Holcim, Comet ou Wanty, l'intercommunale IDEA, des entrepreneurs dont les patrons d'Ecosteryl et de I-Care, l'acteur de capital risque IMBC et enfin des représentants du monde de la formation comme l'UMons et le Forem.

"Nous jouons sur l'effet réseau. Il y a des locomotives comme Holcim qui prennent ce rôle de leader mais l'objectif est réellement de créer une symbiose qui permettra à tout un chacun de bénéficier de l'expertise de l'ensemble des partenaires", assure Vincent Michel qui plaide pour qu'on ne commette plus les erreurs du passé. "Il faut identifier les projets pertinents et surtout ne pas tomber dans une politique de saupoudrage comme ce fut le cas avec le plan de relance."

Énergie, data et circularité

Le déploiement de cette stratégie s'articulera autour de trois piliers: les matériaux circulaires, l'énergie et les data. La data prédiction, à travers I-care, sera par exemple appelée à jouer un rôle crucial comme l'explique Caroline Decamps. "À travers la data, on peut anticiper des processus et arriver à prolonger la fin de vie d'un équipement. On peut créer là aussi une circularité et c'est en soi ce que va apporter I-Care."

Dans l'énergie, on parle de projets autour de la biométhanisation ou de la géothermie avec, par exemple, un pôle d'attractivité situé dans le zoning de Geothermia. "Une entreprise qui a besoin de chaleur dans son process pourra bénéficier de cet apport unique", explique encore Vincent Michel.

Créer de l'emploi non délocalisable

Les entreprises auront aussi un accès à la plate-forme d'équipements high tech TRL7, dans le parc d'activités économiques de Ghlin-Baudour, qui permettra aux entreprises et aux chercheurs de tester en conditions quasi réelles des procédés industriels de décarbonation. Un centre de formation issu d'une collaboration entre le Forem et l'UMons sera, lui, dédié aux éco-technologies et ouvrira en 2026.

"Chez Holcim, par exemple, nous prévoyons des espaces pour accueillir des stagiaires et des doctorants afin d'essayer de nouvelles technologies. Ce projet global autour de la cleantech n'est vraiment pas un club d'affaires. Nous sommes là pour accélérer l'innovation et créer de l'emploi qui ne soit pas délocalisable. Il faut aussi pouvoir attirer de nouvelles industries low carbone", assure le responsable d'Holcim.

Le résumé

- Le territoire Cœur du Hainaut, situé dans les zones de Mons et La Louvière, lance une stratégie cleantech.
- Avec différents acteurs mobilisés comme Comet, Holcim, ou I-Care, la stratégie vise à booster l'innovation au sein des entreprises et attirer de nouvelles industries.
- Les entreprises auront à leur disposition une plate-forme technologique et un centre de formation issu d'une collaboration entre l'UMons et le Forem.

François-Xavier Lefèvre

Mons et La Louvière misent sur la cleantech

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

De la théorie de la célèbre université américaine Massachusetts Institute of Technology (MIT) qui, avec une douzaine d'émissaires wallons, a encadré pendant près de deux ans l'élaboration d'une stratégie pour faire de la Wallonie une Cleantech Valley, à la pratique, il n'y a qu'un pas que franchissent aujourd'hui les régions de Mons et La Louvière.

Joliment baptisé Cœur du Hainaut, ce territoire se mue aujourd'hui en Heart of Cleantech avec l'ambition de créer un district autour de la décarbonation pour booster l'activité des acteurs industriels.

L'organisation d'un «Forum for cleantech» ce vendredi a officiellement lancé le départ. «Nous sommes à la croisée des chemins: c'est maintenant ou jamais!», assure Vincent Michel, président de l'événement et directeur du programme GAZZERO du cimentier Holcim qui vient d'entamer un gigantesque chantier de

LE RÉSUMÉ

Le territoire Cœur du Hainaut, situé dans les zones de Mons et La Louvière, lance une stratégie cleantech.

Avec différents acteurs mobilisés comme Comet, Holcim, ou I-Care, la stratégie vise à booster l'innovation au sein des entreprises et attirer de nouvelles industries.

Les entreprises auront à leur disposition une plateforme technologique et un centre de formation issu d'une collaboration entre l'UMons et le Forem.

500 millions d'euros pour se décarboner.

Caroline Decamps, la directrice générale de l'intercommunale Idea, y voit une nécessité. «Pour continuer à exister demain, une entreprise doit innover. Le but est d'apporter aux entreprises ces technologies cleantech.

On veut leur permettre d'accélérer leur business model tout en positionnant le territoire comme un pôle d'attractivité pour de nouveaux acteurs.»

Cette stratégie mobilise de nombreux acteurs comme les industriels Holcim, Comet ou Wanyt, l'intercommunale Idea, des entrepreneurs dont les patrons d'Ecosteryl et de I-Care, l'acteur de capital risque IMBC et enfin des représentants du monde de la formation comme l'UMons et le Forem. «Nous jouons sur l'effet réseau. Il y a des locomotives comme Holcim qui prennent ce rôle de leader mais l'objectif est réellement de créer une symbiose qui permettra à tout un chacun de bénéficier de l'expertise de l'ensemble des

partenaires», assure Vincent Michel qui plaide pour qu'on ne commette plus les erreurs du passé. «Il faut identifier les projets pertinents et surtout ne pas tomber dans une politique de saupoudrage comme ce fut le cas avec le plan de relance.»

Énergie, data et circularité

Le déploiement de cette stratégie s'articulera autour de trois piliers: les matériaux circulaires, l'énergie et les data. La data prediction, à travers I-care, sera par exemple appelée à jouer un rôle crucial comme l'explique Caroline Decamps. «À travers la data, on peut anticiper des processus et arriver à prolonger la fin de vie d'un équipement. On peut créer là aussi une circularité et c'est en soi ce que va apporter I-care.»

Dans l'énergie, on parle de projets autour de la biométhanisation ou de la géothermie avec, par exemple, un pôle d'attractivité situé dans le zoning de Geothermia. «Une entreprise

qui a besoin de chaleur dans son processus pourra bénéficier de cet apport unique», dit encore Vincent Michel.

Les entreprises auront aussi un accès à la plate-forme d'équipements high tech TRIZ, dans le parc d'activités économiques de Ghlin-Baudour, qui permettra aux entreprises et aux chercheurs de tester en conditions quasi réelles des procédés industriels de décarbonation. Un centre de formation issu d'une collaboration entre le Forem et l'UMons sera, lui, dédié aux éco-technologies et ouvrira en 2026.

«Chez Holcim, par exemple, nous prévoyons des espaces pour accueillir des stagiaires et des doctorants afin d'essayer de nouvelles technologies. Ce projet global autour de la cleantech n'est vraiment pas un club d'affaires. Nous sommes là pour accélérer l'innovation et créer de l'emploi qui ne soit pas délocalisable. Il faut aussi pouvoir attirer de nouvelles industries low carbones, assure le responsable d'Holcim.

«On veut leur permettre d'accélérer leur business model tout en positionnant le territoire comme un pôle d'attractivité pour de nouveaux acteurs.»

CAROLINE DECAMPS
DIRECTRICE GÉNÉRALE D'IDEA

L'Echo - Papier & digital - [Lien](#).

"La Wallonie a les atouts pour devenir une cleantech valley "

"La Wallonie a les atouts pour devenir une Cleantech Valley"

Sous l'impulsion du MIT REAP, 12 acteurs issus du public et du privé ont élaboré un plan d'actions pour faire de la Wallonie une Cleantech valley. Ils demandent au prochain gouvernement de s'en saisir.

La démarche est originale. Pendant plusieurs mois, entre 2021 et 2023, 12 acteurs wallons ont été sélectionnés (lire encadré), avec d'autres personnes venues d'Égypte, de Colombie ou du Brésil, pour suivre le programme MIT REAP (Regional Entrepreneurship). Il est encadré par la célèbre université américaine Massachusetts Institute of Technology (MIT) et son objectif vise à renforcer l'entrepreneuriat dans les régions.

Ce cursus leur a permis d'élaborer un plan d'actions pour faire de la Wallonie une véritable Cleantech valley basée sur des technologies propres au service de l'industrie. Cela en misant sur l'hydrogène, la circularité et la digitalisation pour la transition.

Ceci n'est pas un septième pôle

Conformément à la méthodologie du programme, la Team Wallonia se composait de représentants des cinq secteurs clés : entreprises, capital-risque, universités, entrepreneuriat et gouvernement. "C'est innovant", explique Pascale Delcomminette, l'administratrice générale de l'AWEX, qui faisait partie de l'équipe. "Derrière ce programme, l'objectif consistait à mettre en œuvre une stratégie régionale qui s'inscrive dans le cadre d'une relance industrielle après la période du covid."

Le coût de cet encadrement de 360.000 euros, financé par la Région, est, lui, complètement justifié par les acteurs. "Au regard de ce qu'aurait demandé un consultant à la Région, ce coût se justifie par rapport aux ressources qu'on est allé chercher et ce que l'on va pouvoir en faire maintenant", assure Pascale Delcomminette.

De leurs workshops qui se sont notamment tenus à Mons et à Boston, les 12 participants en ont retiré une recommandation stratégique qu'ils espèrent voir intégrée dans la déclaration de politique régionale du prochain gouvernement. "Avec ce rapport, on met en place les conditions nécessaires pour développer une Cleantech Valley en Wallonie. On ne crée pas un nouveau pôle de compétitivité. On capitalise sur le plan de relance et la stratégie intelligente S3 lancée en Wallonie", assure encore Pascale Delcomminette.

Focus sur l'entrepreneuriat et le financement

Avec sa casquette d'entrepreneur, Fabrice Brion, le CEO d'I-Care, y voit un acte fondamental: "Notre travail doit permettre d'accélérer ce qui existe en capitalisant sur les acquis et en renforçant les points forts de la Wallonie." Fabrice Brion sera d'ailleurs très attentif pour la suite. "Cette démarche a représenté un investissement privé. J'ai passé plus de temps (au total quatre semaines) au MIT et à travailler sur ce programme que dans ma vie privée pour prendre des vacances. Je ne prends donc pas du tout ce travail à la légère."

Les participants ont été confrontés à un défi: éviter de répéter certaines erreurs commises dans les anciens plans de la Wallonie en n'intégrant pas suffisamment tôt en amont le monde des entreprises.

Après avoir identifié tout le potentiel de la cleantech et analysé les facteurs de succès du secteur de la biotech pour tenter de les reproduire, la stratégie qui se dévoile aujourd'hui mise ainsi avec insistance sur l'entrepreneuriat. "Aux côtés des grandes entreprises et du gouvernement et de la recherche, on a bien compris qu'il est important d'inclure davantage les entrepreneurs et le volet financement. Ce n'avait pas été le cas lors de la création des pôles", reconnaît la patronne de l'Awex.

"Si on veut lancer une dynamique autour de la cleantech en Wallonie, il faut s'occuper dès le départ de l'entrepreneuriat et de l'importance du financement", martèle Dominique Demonté, le responsable du Biopark à Gosselies. Sophie Joris, CEO de La Smala, le rejoint: "Cela doit devenir un réflexe de travailler en connexion entre ces cinq acteurs. Il faut surtout éviter que ces acteurs travaillent en silos."

Dix ans pour devenir un leader

La suite, selon Fabrice Brion, doit aller très vite. "Ce qu'on a fait en biotech en 20 ans, on va le faire dans la cleantech. Mais on n'a plus le temps d'attendre 20 ans pour devenir un leader dans ce domaine. On le fera donc en dix ans. C'est le challenge et la Wallonie a tous les atouts pour y parvenir. Elle a déjà attiré des acteurs comme Holcim ou Heidelberg qui investissent plus d'1 milliard dans leurs usines de ciment pour en faire les premières usines décarbonées de leur groupe", martèle-t-il.

Pour réussir, Simon Alexandre, general manager de The Faktory Fund, pointe différentes conditions. "Mais le plus important va être de mettre en place des projets structurants pour attirer les financements. Le fait d'avoir déjà ces grands acteurs comme Holcim ou Heidelberg en Wallonie va non seulement permettre l'émergence de start-ups qui vont être utilisées par ces industriels, mais aussi permettre d'attirer des grands acteurs du capital à risque."

Le plan d'actions se veut très concret avec, par exemple, l'organisation d'un sommet international sur les cleantech en collaboration avec le MIT "Cleantech Summit" pour offrir de la visibilité à la Wallonie. Sur le terrain, la mobilisation a, elle, déjà permis de créer un district cleantech à Charleroi sur l'ancien site de Carsid. Le but est d'y regrouper des entreprises, des start-ups, des centres de recherche et de formation ayant comme objectif de produire et d'innover en étant plus respectueux de l'environnement et de la planète. L'institut von Karman dans la région du centre, à Visée et à Tournai.

Pour assurer correctement le suivi du plan sur le terrain, la Team Wallonia recommande à la prochaine coalition politique d'adopter une organisation sous forme d'une delivery unit afin de soutenir les initiatives spécifiques et surtout "veiller à la réalisation de certains projets indispensables comme le futur réseau de transport d'hydrogène".

12 acteurs clés pour booster la Wallonie

Fabrice Brion, CEO de I-Care

Amélie Matton, CEO de AMB – Ecosteryl

Dominique Demonte, CEO – BIOPARK

Sylvie Ponchaut, managing director – BIOWIN

Marc Van Den Neste, ecosystem director – District cleantech/ former research and innovation public affairs - AGC Glass Europe

Sophie Joris, CEO – La Smala / former director – VentureLab

Marc Labie, professeur – 1er vice-recteur UMon

G rome Vanherf, CEO – La Grand Poste

Sébastien Durieux, vice-président – WE

Simon Alexandre, general manager & partner – The Faktory Fund

Sylvie Marique, secrétaire générale - SPW

Pascale Delcomminette, administratrice générale WBI et AWEX

François-Xavier Lefèvre

Sous l'impulsion du MIT REAP, douze acteurs issus du public et du privé ont élaboré un plan d'action pour faire de la Wallonie un pôle d'industries propres. Ils demandent au prochain gouvernement de s'en saisir.

«La Wallonie a les atouts pour devenir une Cleantech Valley»

Interview exclusive

Les industriels ont élaboré une feuille de route ambitieuse pour faire de la Wallonie un pôle d'industries propres. Ils demandent au prochain gouvernement de s'en saisir.

Le comité de pilotage a pour objectif de faire de la Wallonie un pôle d'industries propres. Il est composé de douze acteurs issus du public et du privé.

Quel est votre plan d'action principal ?
Le comité de pilotage a pour objectif de faire de la Wallonie un pôle d'industries propres. Il est composé de douze acteurs issus du public et du privé.

Quels sont les défis à relever ?
Le comité de pilotage a pour objectif de faire de la Wallonie un pôle d'industries propres. Il est composé de douze acteurs issus du public et du privé.

Quels sont les défis à relever ?
Le comité de pilotage a pour objectif de faire de la Wallonie un pôle d'industries propres. Il est composé de douze acteurs issus du public et du privé.

Quels sont les défis à relever ?
Le comité de pilotage a pour objectif de faire de la Wallonie un pôle d'industries propres. Il est composé de douze acteurs issus du public et du privé.

Quels sont les défis à relever ?
Le comité de pilotage a pour objectif de faire de la Wallonie un pôle d'industries propres. Il est composé de douze acteurs issus du public et du privé.

12 ACTEURS CLÉS POUR BOOSTER LA WALLONIE

- 1 **Fabrice Brun**
CEO de Atrium
- 2 **Arnaud Buisson**
CEO de Atrium
- 3 **Philippe Buisson**
CEO de Atrium
- 4 **Philippe Buisson**
CEO de Atrium
- 5 **Philippe Buisson**
CEO de Atrium
- 6 **Philippe Buisson**
CEO de Atrium
- 7 **Philippe Buisson**
CEO de Atrium
- 8 **Philippe Buisson**
CEO de Atrium
- 9 **Philippe Buisson**
CEO de Atrium
- 10 **Philippe Buisson**
CEO de Atrium
- 11 **Philippe Buisson**
CEO de Atrium
- 12 **Philippe Buisson**
CEO de Atrium



Ces six acteurs clés ont été sélectionnés pour définir la stratégie MIT REAP. Parmi eux, six experts à succès : Fabrice Brun, Arnaud Buisson, Philippe Buisson, Philippe Buisson, Philippe Buisson, Philippe Buisson.

Le comité de pilotage a pour objectif de faire de la Wallonie un pôle d'industries propres. Il est composé de douze acteurs issus du public et du privé.

Le comité de pilotage a pour objectif de faire de la Wallonie un pôle d'industries propres. Il est composé de douze acteurs issus du public et du privé.

«Un bon climat entrepreneurial est important pour attirer les investisseurs et créer des emplois.»

Le comité de pilotage a pour objectif de faire de la Wallonie un pôle d'industries propres. Il est composé de douze acteurs issus du public et du privé.

PHOTO: MIT REAP

La Libre - Papier & digital - "Ma première mesure si j'étais au pouvoir serait... d'imposer la simplification en règle d'or" - [Lien](#).

"Ma première mesure si j'étais au pouvoir serait... d'imposer la simplification en règle d'or"

Fabrice Brion est le fondateur et CEO du groupe wallon I-care, l'un des leaders mondiaux de la maintenance prédictive des machines industrielles.

Au même titre que Fabien Pinckaers (Odo) ou Benoît Deper (Aerospacelab), Fabrice Brion est devenu l'une des figures de proue de la "nouvelle économie" wallonne. En l'espace d'à peine vingt ans, cet entrepreneur très attaché à ses racines montoises a hissé I-care, l'entreprise technologique qu'il a créée avec son associé et ami fidèle Arnaud Stiévenart, dans le top 3 mondial de son secteur (la maintenance prédictive d'équipements industriels).

À la question de savoir quelle mesure il prendrait en priorité s'il accédait au pouvoir au lendemain des prochaines élections, la réponse de Fabrice Brion fuse : "C'est assez facile ! Un président de parti, dont je ne vous donnerai pas le nom, m'a posé la même question très récemment lors d'un événement. Je lui ai répondu ceci : d'abord et avant tout, il faut simplifier !".

Le CEO du groupe I-care a érigé la simplification en véritable "règle d'or" depuis son premier cours de mathématiques. "Notre professeur nous avait dit que, face à tout problème, il fallait d'abord simplifier. Cela m'a marqué".

La Belgique, enchaîne Fabrice Brion, a un énorme besoin de simplification. "Même les fonctionnaires de l'État ne s'y retrouvent plus ! Il est urgent de rendre la vie des Belges, particuliers et entrepreneurs, plus simple. Ce qui ne signifie pas moins d'État !". Simplifier les structures de l'État, simplifier la fiscalité des personnes physiques et morales, simplifier les aides publiques... Fabrice Brion se dit convaincu que cette simplification permettra de lever toute une série de freins à l'activité économique et contribuera à augmenter la richesse créée en Belgique. "Les pouvoirs publics, qui prélèvent l'impôt sur cette richesse, en sortiront aussi gagnant car il retrouvera des moyens pour faire face aux grands défis (le climat, la sécurité, etc.)".

Le paysage institutionnel belge, avec des compétences de plus en plus fragmentées entre État fédéral et entités fédérées, est-il la cause de ces complexités ? “I-care est actif dans d’autres pays fédéraux que la Belgique, comme la Suisse, l’Allemagne ou les États-Unis. On n’y retrouve pas la même complexité que chez nous. Le fédéralisme n’exclut donc en rien une organisation simplifiée et efficace de la société”, tranche Fabrice Brion.

Pierre-François Lovens



13/50

SI J'ÉTAIS AU POUVOIR, MA PREMIÈRE MESURE SERAIT... Imposer la simplification en règle d'or

Fabrice Brion

Au même titre que Fabrice Poulhaers (CDH) ou Benoît Dieper (Sociaal-democratische Partij), Fabrice Brion est devenu l'un des figures de proue de la "nouvelle économie" wallonne. En l'occurrence à partir d'aujourd'hui, son entreprise est attaché à ses activités industrielles à l'ouest de l'Europe. L'entreprise technologique qui il a créé avec son associé et son frère, Arnaud Brion, dans le top à mondial de son secteur de maintenance prédictive d'équipements industriels.

À la question de savoir que la mesure il prendrait en priorité il répondrait au pouvoir au lendemain des prochaines élections, la réponse de Fabrice Brion, sans hésiter, est simple. La première, c'est de simplifier. C'est la mesure qui est la plus importante pour le monde de la technologie.

La Belgique, explique Fabrice Brion, a un énorme besoin de simplification. "Même les



investissements de l'État ne s'y retrouvent plus il est urgent de rendre la vie des Belges, particuliers et entrepreneurs, plus simple. Ce qui ne signifie pas moins d'État". Simplifier les structures de l'État, simplifier la fiscalité des personnes physiques et morales, simplifier les aides publiques... Fabrice Brion se dit convaincu que cette simplification permettra de lever toute une série de freins à l'activité économique et contribuera à augmenter la richesse créée en Belgique. "Les pouvoirs publics, qui produisent l'impôt sur cette richesse, en retiennent une partie, ce qui entrave nos efforts pour faire face aux grands défis de climat, de sécurité, etc".

Le paysage institutionnel belge, avec des compétences de plus en plus fragmentées entre État fédéral et entités fédérées, est-il la cause de ces complexités ? "I-care est actif dans d'autres pays fédéraux que la Belgique, comme la Suisse, l'Allemagne ou les États-Unis. On n'y retrouve pas la même complexité que chez nous. Le fédéralisme n'exclut donc en rien une organisation simplifiée et efficace de la société", tranche Fabrice Brion.

Pierre-François Lovens

Trends-Tendances - Article digital - Pourquoi ASML songe à quitter les Pays-Bas - [Lien](#).

Pourquoi ASML songe à quitter les Pays-Bas

Le gouvernement néerlandais a mis 2,5 milliards sur la table pour garder son fleuron technologique dans le pays.

Un dossier qui a des résonances chez nous, où les entreprises ont aussi du mal à trouver du personnel qualifié.

Notre monde digital repose sur deux piliers qui ne sont ni américains, ni chinois. L'un est taïwanais. C'est la société TSMC, qui est la plus importante fonderie de puces au monde. Elle a un quasi-monopole sur les puces les plus petites, les plus performantes et les moins gourmandes en énergie qui approvisionnent les géants de la technologie, d'Apple à Nvidia en passant par Intel.

L'autre est néerlandais. C'est ASML, société basée à Veldhoven, dans la banlieue d'Eindhoven. C'est quasiment la seule entreprise au monde à fabriquer les machines de photolithographie qui permettent de graver des puces pouvant désormais atteindre des finesses de 2 nanomètres (milliardièmes de mètre). ASML affiche une capitalisation qui avoisine les 360 milliards d'euros, soit 10 fois son chiffre d'affaires annuel, une valorisation qui la place troisième sur le podium européen, juste derrière LVMH et Novo Nordisk.

Un problème politique

Mais depuis quelques semaines, le gouvernement néerlandais se bat pour garder les activités d'ASML aux Pays-Bas. Les résultats des élections législatives néerlandaises qui se sont tenues en novembre ont secoué le management de la société néerlandaise qui emploie plus de 42.000 personnes de 144 nationalités dans 60 localisations différentes. Sur les 23.000 employés qui se trouvent aux Pays-Bas, 40% sont des étrangers. Pour ASML, attirer les meilleurs cerveaux, peu importe d'où ils viennent, est un enjeu capital.

Or, les élections législatives de novembre qui ont abouti à la victoire du Partij voor de Vrijheid, le parti populiste emmené par Geert Wilders, ont secoué l'entreprise. Car cette victoire s'est bâtie sur un discours contre l'immigration, thématique qui avait d'ailleurs fait tomber le gouvernement de Mark Rutte. Les Pays-Bas ont reçu l'an dernier 70.000 demandes d'asile et d'accueil de très nombreux étrangers: des étudiants attirés par le système éducatif néerlandais ou des cadres expatriés. Mais ce flux aggrave la crise du logement qui touche de nombreux Néerlandais.

Le PVV pousse donc au Parlement des textes visant à limiter l'accès des étudiants étrangers aux universités du pays, en réduisant par exemple les cours dispensés en anglais. Toutefois, ce qui fâche surtout les entreprises néerlandaises et spécialement ASML, c'est la volonté d'abolir la ristourne fiscale de 30% accordée aux expatriés hautement qualifiés. Le Premier ministre démissionnaire Mark Rutte et Peter Wennink, le CEO d'ASML s'étaient rencontrés au début du mois de mars, pour aborder ces problèmes. "Il existe un fossé considérable entre les préoccupations de l'industrie, ce que nous pensons être nécessaire et ce que pensent les politiciens", avait réagi Peter Wennink à la sortie de la réunion. Et le CEO d'ASML avait alors répété ce qu'il avait dit plusieurs fois auparavant, que son entreprise pouvait se développer ailleurs qu'aux Pays-Bas. La France, par exemple, ferait les yeux doux au groupe néerlandais. Hasard ? Le prochain patron d'ASML, qui va remplacer Peter Wennink, s'appelle Christian Fouquet et est français.

Opération Beethoven

Cette menace de délocalisation partielle d'ASML a fait l'effet d'un électrochoc dans un pays qui a déjà perdu plusieurs fleurons : TNT, Shell, Aegon, DSM, Unilever...

Début mars, le Telegraaf dévoilait que le gouvernement néerlandais avait mis en place "l'opération Beethoven", destinée à garder ASML aux Pays-Bas. Et quelques semaines plus tard, le 28 mars, le gouvernement dévoilait un plan de 2,5 milliards d'euros destiné à soutenir les infrastructures de transport et d'énergie, la formation et la politique du logement essentiellement dans la région d'Eindhoven. Des incitants fiscaux non encore spécifiés seraient également envisagés.

Sera-ce suffisant pour conserver la main-d'œuvre qualifiée dans les entreprises technologiques ? On l'ignore encore car le prochain gouvernement néerlandais, encore en gestation, devra trancher. D'un côté, le discours anti-immigration est porteur auprès de l'électorat. De l'autre, les

entreprises s'inquiètent. Selon Reuters, ASML n'est pas seul à penser à l'exil : une douzaine d'entreprises bataves songeraient à délocaliser leur siège ou à poursuivre leur développement à l'étranger. En février, les patrons de neuf entreprises technologiques néerlandaises avaient d'ailleurs exprimé leurs préoccupations dans une lettre ouverte: "Il est essentiel que notre pays reste attractif pour les travailleurs du savoir, qui contribuent de manière positive à notre pouvoir d'innovation. En outre, la diversité au sein des équipes permet de mieux comprendre et de mieux servir le monde", notaient-ils.

Et chez nous ?

La Belgique et les Pays-Bas ne sont pas si éloignés en termes d'attractivité. Doing Business, l'indice de la Banque mondiale qui classe les pays en fonction de la facilité d'y faire des affaires place les Pays-Bas en 42^e position et la Belgique en 46^e

Les problèmes néerlandais ont donc une forte résonance chez nous. "Bien sûr, observe la directrice générale d'Agoria Wallonie, Clarisse Ramakers, attirer de la main-d'œuvre étrangère peut créer comme aux Pays-Bas des effets indésirables, comme une hausse des prix des logements. Mais on sait aussi que plus on a de diversité dans les entreprises, plus les entreprises sont performantes. La Belgique et la Wallonie en particulier ne peuvent pas avoir d'entreprises performantes si elles ne vont pas à l'exportation. Or, la diversité ne s'arrête pas à la question du genre. Il y a la question de l'âge et de la culture. Avoir un vivier de personnes de cultures différentes qui travaillent ensemble est une des clés de la performance."

Il faut donc pouvoir attirer les cerveaux de toutes les origines. Mais pas seulement. "J'élargirais la question au-delà de la recherche de talents hautement qualifiés, poursuit Clarisse Ramakers. Attirer de la main-d'œuvre est vraiment un des enjeux majeurs de nos entreprises, et la difficulté de rencontrer cet enjeu est d'ailleurs un des premiers freins à leur croissance. Pas mal d'entreprises nous disent : mon carnet de commandes est rempli, je pourrais accepter davantage, mais je n'ai pas la main-d'œuvre. Une entreprise me disait récemment que lorsqu'elle avait appris qu'elle n'avait pas été retenue pour un important marché, il y avait presque eu un soulagement en interne."

Et la directrice générale d'Agoria Wallonie rappelle ce paradoxe: il y a 220.000 chômeurs en Wallonie, mais il y a 40.000 emplois qui restent vacants faute de trouver du personnel adéquat.

“Depuis des années, nous essayons de faire se rencontrer l'offre et la demande d'emploi et nous n'y arrivons pas. Un des enjeux clés, donc, est d'aller chercher de la main-d'œuvre à l'étranger.”

“Plus on a de diversité dans les entreprises, plus les entreprises sont performantes.” – Clarisse Ramakers (Agoria Wallonie)

Comment ? “De manière individuelle d'abord, répond la patronne d'Agoria Wallonie, c'est-à-dire faire venir une expertise de l'étranger. Mais faire venir quelqu'un qui est hors d'Europe reste vraiment très compliqué, administrativement parlant. Vous devez remplir beaucoup de papiers et démontrer que personne en Belgique n'est capable de remplir cette fonction. Une de nos demandes vis-à-vis du prochain gouvernement est de simplifier la procédure.”

Mais une autre manière est d'adopter une approche collective. “Nous devons avoir une approche de l'immigration économique, comme le Canada par exemple, estime Clarisse Ramakers. Les Pays-Bas ont raison d'aller vers ce modèle-là.” Et aller chercher de la main-d'œuvre à l'étranger ne va pas à l'encontre d'une politique de réduction du chômage, ajoute-t-elle. “C'est une manière de remettre nos entreprises sur le chemin de la croissance, car le talent est essentiel pour générer davantage de revenus.” Et ce surcroît de croissance “permettra de trouver d'autres solutions pour ces demandeurs d'emploi plutôt que de dépenser beaucoup d'argent et d'énergie à essayer, sans succès, de les remettre à l'emploi dans des filières en pénurie”, dit-elle.

Marketing de recrutement

Sur le terrain, certaines entreprises ont mis en place une stratégie de recrutement qui permet de pallier le problème. C'est le cas d'I-care, le spécialiste montois de la maintenance prédictive. “Nous remarquons évidemment ces difficultés de recrutement. Mais en ce qui nous concerne, nous n'y sommes pas confrontés, ni en Belgique ni à l'étranger, explique Pierre Colon, strategic marketing director auprès de l'entreprise montoise. Mais ceci n'est pas un hasard, ça fait déjà plusieurs années que nous avons lancé des actions pour éviter cette situation qui s'amorçait”, ajoute-t-il.

I-care a en effet mis en place une série de mesures. L'entreprise a embauché deux recruteurs internes, “pour ne pas avoir de sous-traitance sur ce sujet très critique”, souligne Pierre Colon. Elle participe à tous les jobdays et à des événements comme le Hackaton ou le Printemps des Sciences, et ouvre ses portes aux étudiants stagiaires. Des membres d'I-care interviennent aussi

au sein des universités, des hautes écoles et même des écoles secondaires. “Ces interventions, explique Pierre Colon, ont pour but de faire connaître la société mais surtout d'éviter les discours commerciaux et vraiment axer le message sur des solutions. Elles ne se limitent pas à des conférences d'une ou deux heures.” I-care est ainsi partie prenante dans certains projets de ces institutions, fait partie de certains jurys, et des membres d'I-care dispensent aussi des cours. “Pour ma part, je donne 52 heures de cours à l'Université Polytechnique Hauts-de-France à Valenciennes. Je suis également titulaire de 53 heures à l'Ecarn à Bruxelles”, précise Pierre Colon, qui conclut : “Nous avons donc mis en place une stratégie complète de recrutement et ce depuis plusieurs années, ce qui nous permet d'éviter la crise actuelle”.

[Pierre-Henri Thomas](#)

L'Echo - Article digital - Fabrice Brion (I-Care): "La Chine devrait nous inspirer plutôt que nous effrayer!" - [Lien](#)

Fabrice Brion (I-Care): "La Chine devrait nous inspirer plutôt que nous effrayer!"

Le Brief, le podcast matinal de L'Echo, 7 infos, dès 7h.

Candidat déclaré à une introduction en bourse, "dès que les planètes seront alignées", Fabrice Brion, le CEO de I-Care, la société montoise de maintenance industrielle prédictive, est l'invité du Brief.

On va parler du financement des entreprises. Avec la Bourse en point de mire. Et sans doute faudrait-il en Europe que l'on sorte de cette aversion au risque et que l'on soit un peu plus ouvert à la Bourse justement, estime Brion.

Il sera aussi question de l'industrialisation ou de la désindustrialisation de l'Europe, alors que [la Chine envahit tous les secteurs de notre économie](#). Et le modèle économique de la Chine devrait nous inspirer plutôt que de nous faire peur. "Pour augmenter les moyens des États, il vaut mieux augmenter la base taxable que les taxes elles-mêmes. Et cela, ça passe par la croissance. Favorisons donc la croissance!"

Et puis à quelques semaines des élections, Fabrice Brion adresse quelques suggestions ou des doléances au monde politique. "Le bateau coule et nous sommes en train de discuter de l'agencement des transats sur le pont. Il y a urgence en matières économiques, environnementales et de sécurité. Osons voir grand et loin!"

[Pour voter pour les Belgian Podcast Awards. C'est par ici.](#)

Le Brief, le podcast matinal de L'Echo

Ce que vous devez savoir avant de démarrer la journée, on vous le sert au creux de l'oreille, chaque matin, en 7 infos, dès 7h.

Le Brief, un podcast éclairant, avec l'essentiel de l'info business, entreprendre, investir et politique. Signé L'Echo.

Abonnez-vous sur votre plateforme d'écoute favorite

Répondez à notre grande enquête!

Vous êtes un auditeur du Brief? Nous aussi, nous avons envie de vous écouter!
Nous lançons une grande enquête auprès de nos auditeurs. Pour mieux répondre à vos attentes.

[Cliquez ici pour accéder à cette enquête](#) et, peut-être, gagner un casque d'écoute sans fil.

Merci pour de votre participation!

Laurent Fabri

Trends-Tendances - Article papier - Sciences de l'ingénieur - A6K-E6K va passer dans une autre dimension

Sciences de l'ingénieur - A6K-E6K va passer dans une autre dimension

Le hub technologique A6K, situé à deux pas de la gare de Charleroi, nourrit de grandes ambitions. Son projet d'extension a pour objectif de faire d'E6K, son école dédiée, le plus grand centre de formation du pays. Rien que ça. Baptiste Lambert

Du beau monde. Lundi dernier, le centre d'innovation, d'incubation et de formation technologique a soufflé sa cinquième bougie en présence des locaux de l'étape, Paul Magnette (PS) et Thomas Dermine (PS), bien sûr, mais aussi du commissaire européen à l'Economie, Paolo Gentiloni. L'occasion pour A6K-E6K de présenter ses tout nouveaux plans. De grande envergure, il faut le dire.

La genèse d'A6K

Le projet de départ nourrissait déjà d'énormes ambitions : "Réindustrialiser la Wallonie à partir de Charleroi en misant sur les technologies de pointe", nous explique le CEO, Abd-Samad Habbachi. Rien que ça. Il faut dire que le natif de Montignies-sur-Sambre ne vient pas de nulle part. Il a travaillé chez Caterpillar durant un peu plus de 10 ans, grimant rapidement les échelons. Arrivé comme "simple employé", Habbachi devient cadre 18 mois plus tard. Son nouveau poste – responsable de la chaîne logistique – le mène aux quatre coins du monde. "Une fonction qui m'a permis d'avoir une bonne idée de l'industrie et de connaître la compétitivité des sites de production." Il voit donc le drame arriver avant tout le monde sur le site wallon. Dès 2013, la compétitivité se casse la figure. Trois ans plus tard, la maison mère américaine vient annoncer la mauvaise nouvelle : game over à Gosselies. Mauvaise nouvelle pour Habbachi ? Pas vraiment. Caterpillar lui propose de passer sur un autre payroll de l'entreprise, en Suisse, et de doubler son salaire. Mais le Carolo décline. Abd-Samad Habbachi, ancré dans sa région, s'intéresse alors aux services du territoire pour Charleroi. Le Plan CATCH attire son attention. Il s'agit d'un plan initié par la Région wallonne et qui visait à redynamiser l'emploi dans le cadre de Charleroi Métropole. En fait, ce plan est né des cendres de Caterpillar et s'inspire directement des efforts de reconversion similaires dans la province du Limbourg, à la suite de la fermeture de Ford Genk. L'ancien cadre remet son bleu de travail. "Il y a 50 ans, nous étions les champions du monde dans un tas de domaines. Comment avaient fait les pères fondateurs ?" se questionne à l'époque Habbachi. Il dresse alors un état des lieux et constate que l'industrie de pointe en Wallonie n'est pas morte : Thalès, Alstom, Nexans, Aerospacelab, I-Care ou encore l'industrie biochimique. "On pense que l'industrie a disparu en Wallonie, mais ce n'est pas vrai. On a des champions, mais le problème est qu'ils n'étaient pas connectés", constate le Carolo. "On a des milliers d'ingénieurs qui réfléchissent dans leur coin. Je voulais les rassembler dans une cafèt", plaisante Habbachi. La plaisanterie a débouché sur une idée très sérieuse : A6K était né. En 2018-2019, un pôle d'innovation et d'incubation voit le jour. Les experts d'entreprises qui ne sont pas concurrentes y échangent sur leur manière de faire ou sur les dernières innovations. Une sorte d'émulation qui profite à tout le monde. A6K accompagne aussi des start-up qui cherchent

conseil pour se développer, avec parfois un subside à la clé de SambreInvest ou, si le projet est plus ambitieux, de Wallonie Entreprendre, voire de la SFPIM, le fonds souverain de la Belgique, si le projet à un potentiel national ou international. Les entreprises qui collaborent avec A6K peuvent aussi compter sur du matériel de pointe sur place, comme le 5G Lab ou, depuis fin 2023, sur Lucia, le super-calculateur le plus puissant de Belgique. Prochainement, les entreprises pourront profiter du datacenter de l'ULB qui mettra à disposition de l'espace de stockage.

E6K

Mais il manquait une corde à l'arc d'A6K : la formation. "Je vous donne un exemple : malgré le succès des biotechs en Wallonie, on a remarqué que les jobs qui ont été créés ne profitaient pas assez aux Carolos ou aux Wallons", nous explique Habbachi. D'où l'idée de créer une sorte d'école, un centre de formation qui colle aux besoins de l'industrie, orienté vers les innovations technologiques. E6K était né. "Notre offre correspond précisément à la demande. Car ce sont les entreprises elles-mêmes qui nous indiquent le profil et la formation qu'elles recherchent. Cela nous permet beaucoup de réactivité." C'est par exemple le cas d'Alstom, qui, depuis le départ du projet, y a installé son Alstom University. "Les entreprises n'ont parfois pas besoin d'ingénieurs hyper-qualifiés, mais de savoirs thématiques", ajoute Habbachi. Les formations durent souvent moins d'un an et s'adressent tant aux demandeurs d'emploi qu'aux travailleurs qui veulent se reconverter ou se réorienter. Et cela conduit parfois directement à un job dans l'entreprise concernée. D'autres formateurs plus classiques sont également venus se coller au projet comme BeCode, le Forem, l'IFAPME et même plusieurs universités. "La formation, c'est le nerf de la guerre, embraye l'entrepreneur. Dans ma région, on a le taux de diplomation de l'enseignement supérieur le plus faible du pays, avec Liège." Ce taux est en effet de moins de 20% à Charleroi, là où il est de 50% en Belgique et même de 42% dans l'UE, selon Statbel et Eurostat. "Regardez le Brabant wallon. Le taux de diplomation y est élevé et la province a le taux de croissance qu'elle mérite", ajoute Habbachi. Dans cette optique, l'arrivée de l'Université de Charleroi est certainement un plus et n'est pas considérée comme un concurrent par A6K. "On ne va pas vider les campus, nos formations sont complémentaires", précise le Carolo.

Transformation

Tous ces beaux projets, il a d'abord fallu les réunir dans un seul lieu. Assez rapidement, Abd-Samad Habbachi jette son dévolu sur l'immense bâtiment de l'ancien tri postal. Le bâtiment est austère et n'a rien à envier aux plus belles heures de l'empire soviétique. Mais le potentiel et surtout la surface disponible sont là, dès le départ du projet. "On a commencé doucement, sur une surface de 3.000 m², avec 200 personnes formées", se souvient le CEO. Aujourd'hui, A6K-E6K, ce sont 200 équivalents temps plein quotidiens et 61 organisations privées qui gravitent autour du site. On y retrouve aussi 1.100 apprenants, 10 opérateurs de formation pour 100 formations. Ces formations tentent de coller aux métiers en pénurie et sont proches de l'industrie qui prospère en Wallonie. Que ce soit dans l'industrie 4.0, la virtualisation, l'énergie, la 5G ou encore à la cybersécurité. Mais clairement, l'objectif est de passer dans une autre dimension. Et l'Europe a visiblement été très séduite par le projet, puisqu'une nouvelle enveloppe de 87 millions d'euros a été débloquée dans le cadre du Plan de relance. 75 millions d'euros seront destinés à la modernisation du bâtiment et à la construction d'un autre, à côté, qui sera totalement dédié à la formation. Le tout sera géré par l'intercommunale Igretec et fera 30.000 m². Le nouveau site devrait voir le jour en août 2026 et répondra aux normes QZEN

(équivalent à un PEB A). L'ancien bâtiment sera paré d'une enveloppe métallique blanche qui permettra de redonner vie à cet immense bloc de béton. Une nouvelle entrée digne de ce nom verra le jour pour accueillir les apprenants. Et un couloir vitré reliera l'ancien bâtiment au nouveau. A terme, cela constituera un ensemble de 30.000 m², dont deux tiers seront consacrés à la formation. "C'est une masse critique à atteindre, si l'on se réfère aux autres projets en Europe", nous confie le CEO. Le plus célèbre exemple est Station F, le plus grand campus de start-up au monde, soutenu par Xavier Niel. "Mais on commence à s'intéresser à nous aussi. La Ville de Mulhouse est venue nous rendre visite ainsi que d'autres acteurs européens", se réjouit celui qui ne veut pas se limiter à Charleroi, mais veut faire profiter toute la Région wallonne. Reste à remplir tout ce bel espace : A6K-E6K vise 500 équivalents temps plein quotidiens et 10.000 étudiants chaque année.

14 **Analyse**
CHARLEROI

SCIENTES DE L'INGÉNIEUR

A6K-E6K va passer dans une autre dimension

Le hub technologique A6K, situé à deux pas de la gare de Charleroi, poursuit de grandes ambitions. Son projet d'extension à jour objectif de faire d'E6K, son école dédiée, le plus grand centre de formation du pays. Rien que ça, sur une image

Du beau monde. L'ancien directeur de la section d'innovation, d'innovation et de formation technologique a succédé au directeur technique en présence des acteurs de l'équipe, Paul Magnien (DSE) et Thomas Desmet (PSE). Une série de réunions ont permis de consolider le projet. "Il s'agit d'un projet ambitieux, mais qui sera porté par les acteurs locaux", a déclaré Paul Magnien. "Le projet est ambitieux, mais il sera porté par les acteurs locaux", a déclaré Paul Magnien.

NRB OU LA FORMATION SUR MESURE

NRB est un acteur majeur de la formation en Belgique. Ses experts ont conçu un programme de formation sur mesure pour les entreprises. Le programme est basé sur les besoins des entreprises et est adapté à leur culture et à leur secteur d'activité. Le programme est basé sur les besoins des entreprises et est adapté à leur culture et à leur secteur d'activité.



sur le site wallon. Dès 2013, la compétence se crée la figure. Trois ans plus tard, la mission est confiée à un acteur local, spécialiste de la formation sur mesure. C'est ainsi que le projet A6K est né. L'objectif est de créer un centre de formation qui sera le plus grand du pays. Le projet est ambitieux, mais il sera porté par les acteurs locaux.

15

SCIENTES DE L'INGÉNIEUR

Ses qualités méritent bien. Cela nous permettrait d'acquiescer de plus en plus. C'est pour ça que le projet est si important. Depuis le début du projet, j'ai travaillé avec Alexia University. "Les entreprises ont besoin de plus de compétences", a déclaré Paul Magnien. "Les entreprises ont besoin de plus de compétences", a déclaré Paul Magnien.

E6K

Le projet E6K est un projet de formation sur mesure pour les entreprises. Le programme est basé sur les besoins des entreprises et est adapté à leur culture et à leur secteur d'activité. Le programme est basé sur les besoins des entreprises et est adapté à leur culture et à leur secteur d'activité.

14 **Analyse**
CHARLEROI

SCIENTES DE L'INGÉNIEUR

A6K-E6K va passer dans une autre dimension

Le hub technologique A6K, situé à deux pas de la gare de Charleroi, poursuit de grandes ambitions. Son projet d'extension à jour objectif de faire d'E6K, son école dédiée, le plus grand centre de formation du pays. Rien que ça, sur une image

Du beau monde. L'ancien directeur de la section d'innovation, d'innovation et de formation technologique a succédé au directeur technique en présence des acteurs de l'équipe, Paul Magnien (DSE) et Thomas Desmet (PSE). Une série de réunions ont permis de consolider le projet. "Il s'agit d'un projet ambitieux, mais qui sera porté par les acteurs locaux", a déclaré Paul Magnien. "Le projet est ambitieux, mais il sera porté par les acteurs locaux", a déclaré Paul Magnien.

NRB OU LA FORMATION SUR MESURE

NRB est un acteur majeur de la formation en Belgique. Ses experts ont conçu un programme de formation sur mesure pour les entreprises. Le programme est basé sur les besoins des entreprises et est adapté à leur culture et à leur secteur d'activité. Le programme est basé sur les besoins des entreprises et est adapté à leur culture et à leur secteur d'activité.



sur le site wallon. Dès 2013, la compétence se crée la figure. Trois ans plus tard, la mission est confiée à un acteur local, spécialiste de la formation sur mesure. C'est ainsi que le projet A6K est né. L'objectif est de créer un centre de formation qui sera le plus grand du pays. Le projet est ambitieux, mais il sera porté par les acteurs locaux.

15

SCIENTES DE L'INGÉNIEUR

Ses qualités méritent bien. Cela nous permettrait d'acquiescer de plus en plus. C'est pour ça que le projet est si important. Depuis le début du projet, j'ai travaillé avec Alexia University. "Les entreprises ont besoin de plus de compétences", a déclaré Paul Magnien. "Les entreprises ont besoin de plus de compétences", a déclaré Paul Magnien.

E6K

Le projet E6K est un projet de formation sur mesure pour les entreprises. Le programme est basé sur les besoins des entreprises et est adapté à leur culture et à leur secteur d'activité. Le programme est basé sur les besoins des entreprises et est adapté à leur culture et à leur secteur d'activité.

Trends-Tendances - Article papier - Le fleuron technologique est ébranlé par le risque d'une politique anti-immigration - Pourquoi ASML songe à quitter les Pays-Bas

Le gouvernement néerlandais a mis 2,5 milliards sur la table pour garder son fleuron technologique dans le pays. Un dossier qui a des résonances chez nous, où les entreprises ont aussi du mal à trouver du personnel qualifié. Pierre-Henri Thomas

Notre monde digital repose sur deux piliers qui ne sont ni américains, ni chinois. L'un est taïwanais. C'est la société TSMC, qui est la plus importante fonderie de puces au monde. Elle a un quasi-monopole sur les puces les plus petites, les plus performantes et les moins gourmandes en énergie qui approvisionnent les géants de la technologie, d'Apple à Nvidia en passant par Intel. L'autre est néerlandais. C'est ASML, société basée à Veldhoven, dans la banlieue d'Eindhoven. C'est quasiment la seule entreprise au monde à fabriquer les machines de photolithographie qui permettent de graver des puces pouvant désormais atteindre des finesses de 2 nanomètres (milliardièmes de mètre). ASML affiche une capitalisation qui avoisine les 360 milliards d'euros, soit 10 fois son chiffre d'affaires annuel, une valorisation qui la place troisième sur le podium européen, juste derrière LVMH et Novo Nordisk.

Un problème politique

Mais depuis quelques semaines, le gouvernement néerlandais se bat pour garder les activités d'ASML aux Pays-Bas. Les résultats des élections législatives néerlandaises qui se sont tenues en novembre ont secoué le management de la société néerlandaise qui emploie plus de 42.000 personnes de 144 nationalités dans 60 localisations différentes. Sur les 23.000 employés qui se trouvent aux Pays-Bas, 40% sont des étrangers. Pour ASML, attirer les meilleurs cerveaux, peu importe d'où ils viennent, est un enjeu capital. Or, les élections législatives de novembre qui ont abouti à la victoire du Partij voor de Vrijheid, le parti populiste emmené par Geert Wilders, ont secoué l'entreprise. Car cette victoire s'est bâtie sur un discours contre l'immigration, thématique qui avait d'ailleurs fait tomber le gouvernement de Mark Rutte. Les Pays-Bas ont reçu l'an dernier 70.000 demandes d'asile et accueille de très nombreux étrangers: des étudiants attirés par le système éducatif néerlandais ou des cadres expatriés. Mais ce flux aggrave la crise du logement qui touche de nombreux Néerlandais. Le PVV pousse donc au Parlement des textes visant à limiter l'accès des étudiants étrangers aux universités du pays, en réduisant par exemple les cours dispensés en anglais. Toutefois, ce qui fâche surtout les entreprises néerlandaises et spécialement ASML, c'est la volonté d'abolir la ristourne fiscale de 30% accordée aux expatriés hautement qualifiés. Le Premier ministre démissionnaire Mark Rutte et Peter Wennink, le CEO d'ASML s'étaient rencontrés au début du mois de mars, pour aborder ces problèmes. "Il existe un fossé considérable entre les préoccupations de l'industrie, ce que nous pensons être nécessaire et ce que pensent les politiciens", avait réagi Peter Wennink à la sortie de la réunion. Et le CEO d'ASML avait alors répété ce qu'il avait dit plusieurs fois auparavant, que son entreprise pouvait se développer ailleurs qu'aux Pays-Bas. La France, par exemple, ferait les yeux doux au groupe néerlandais. Hasard ? Le prochain patron d'ASML, qui va remplacer Peter Wennink, s'appelle Christian Fouquet et est français.

Opération Beethoven

Cette menace de délocalisation partielle d'ASML a fait l'effet d'un électrochoc dans un pays qui a déjà perdu plusieurs fleurons : TNT, Shell, Aegon, DSM, Unilever... Début mars, le Telegraaf dévoilait que le gouvernement néerlandais avait mis en place "l'opération Beethoven", destinée à garder ASML aux Pays-Bas. Et quelques semaines plus tard, le 28 mars, le gouvernement dévoilait un plan de 2,5 milliards d'euros destiné à soutenir les infrastructures de transport et d'énergie, la formation et la politique du logement essentiellement dans la région d'Eindhoven. Des incitants fiscaux non encore spécifiés seraient également envisagés. Sera-ce suffisant pour conserver la main-d'œuvre qualifiée dans les entreprises technologiques ? On l'ignore encore car le prochain gouvernement néerlandais, encore en gestation, devra trancher. D'un côté, le discours anti-immigration est porteur auprès de l'électorat. De l'autre, les entreprises s'inquiètent. Selon Reuters, ASML n'est pas seul à penser à l'exil : une douzaine d'entreprises bataves songeraient à délocaliser leur siège ou à poursuivre leur développement à l'étranger. En février, les patrons de neuf entreprises technologiques néerlandaises avaient d'ailleurs exprimé leurs préoccupations dans une lettre ouverte: "Il est essentiel que notre pays reste attractif pour les travailleurs du savoir, qui contribuent de manière positive à notre pouvoir d'innovation. En outre, la diversité au sein des équipes permet de mieux comprendre et de mieux servir le monde", notaient-ils.

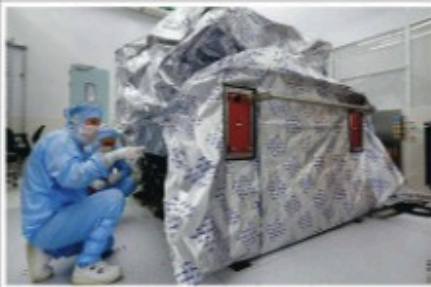
Et chez nous ?

La Belgique et les Pays-Bas ne sont pas si éloignés en termes d'attractivité. Doing Business, l'indice de la Banque mondiale qui classe les pays en fonction de la facilité d'y faire des affaires place les Pays-Bas en 42^e position et la Belgique en 46^e. Les problèmes néerlandais ont donc une forte résonance chez nous. "Bien sûr, observe la directrice générale d'Agoria Wallonie, Clarisse Ramakers, attirer de la main-d'œuvre étrangère peut créer comme aux Pays-Bas des effets indésirables, comme une hausse des prix des logements. Mais on sait aussi que plus on a de diversité dans les entreprises, plus les entreprises sont performantes. La Belgique et la Wallonie en particulier ne peuvent pas avoir d'entreprises performantes si elles ne vont pas à l'exportation. Or, la diversité ne s'arrête pas à la question du genre. Il y a la question de l'âge et de la culture. Avoir un vivier de personnes de cultures différentes qui travaillent ensemble est une des clés de la performance." Il faut donc pouvoir attirer les cerveaux de toutes les origines. Mais pas seulement. "J'élargirais la question au-delà de la recherche de talents hautement qualifiés, poursuit Clarisse Ramakers. Attirer de la main-d'œuvre est vraiment un des enjeux majeurs de nos entreprises, et la difficulté de rencontrer cet enjeu est d'ailleurs un des premiers freins à leur croissance. Pas mal d'entreprises nous disent : mon carnet de commandes est rempli, je pourrais accepter davantage, mais je n'ai pas la main-d'œuvre. Une entreprise me disait récemment que lorsqu'elle avait appris qu'elle n'avait pas été retenue pour un important marché, il y avait presque eu un soulagement en interne." Et la directrice générale d'Agoria Wallonie rappelle ce paradoxe: il y a 220.000 chômeurs en Wallonie, mais il y a 40.000 emplois qui restent vacants faute de trouver du personnel adéquat. "Depuis des années, nous essayons de faire se rencontrer l'offre et la demande d'emploi et nous n'y arrivons pas. Un des enjeux clés, donc, est d'aller chercher de la main-d'œuvre à l'étranger." Comment ? "De manière individuelle d'abord, répond la patronne d'Agoria Wallonie, c'est-à-dire faire venir une expertise de l'étranger. Mais faire venir quelqu'un qui est hors d'Europe reste vraiment très compliqué, administrativement parlant. Vous devez remplir beaucoup de papiers et démontrer que personne en Belgique n'est capable de remplir cette fonction. Une de nos demandes vis-à-vis du prochain

gouvernement est de simplifier la procédure.” Mais une autre manière est d’adopter une approche collective. “Nous devons avoir une approche de l’immigration économique, comme le Canada par exemple, estime Clarisse Ramakers. Les Pays-Bas ont raison d’aller vers ce modèle-là.” Et aller chercher de la main-d’œuvre à l’étranger ne va pas à l’encontre d’une politique de réduction du chômage, ajoute-t-elle. “C’est une manière de remettre nos entreprises sur le chemin de la croissance, car le talent est essentiel pour générer davantage de revenus.” Et ce surcroît de croissance “permettra de trouver d’autres solutions pour ces demandeurs d’emploi plutôt que de dépenser beaucoup d’argent et d’énergie à essayer, sans succès, de les remettre à l’emploi dans des filières en pénurie”, dit-elle.

Marketing de recrutement

Sur le terrain, certaines entreprises ont mis en place une stratégie de recrutement qui permet de pallier le problème. C’est le cas d’I-care, le spécialiste montois de la maintenance prédictive. “Nous remarquons évidemment ces difficultés de recrutement. Mais en ce qui nous concerne, nous n’y sommes pas confrontés, ni en Belgique ni à l’étranger, explique Pierre Colon, strategic marketing director auprès de l’entreprise montoise. Mais ceci n’est pas un hasard, ça fait déjà plusieurs années que nous avons lancé des actions pour éviter cette situation qui s’amorçait”, ajoute-t-il. I-care a en effet mis en place une série de mesures. L’entreprise a embauché deux recruteurs internes, “pour ne pas avoir de sous-traitance sur ce sujet très critique”, souligne Pierre Colon. Elle participe à tous les jobdays et à des événements comme le Hackaton ou le Printemps des Sciences, et ouvre ses portes aux étudiants stagiaires. Des membres d’I-care interviennent aussi au sein des universités, des hautes écoles et même des écoles secondaires. “Ces interventions, explique Pierre Colon, ont pour but de faire connaître la société mais surtout d’éviter les discours commerciaux et vraiment axer le message sur des solutions. Elles ne se limitent pas à des conférences d’une ou deux heures.” I-care est ainsi partie prenante dans certains projets de ces institutions, fait partie de certains jurys, et des membres d’I-care dispensent aussi des cours. “Pour ma part, je donne 52 heures de cours à l’Université Polytechnique Hauts-de-France à Valenciennes. Je suis également titulaire de 53 heures à l’Ecam à Bruxelles”, précise Pierre Colon, qui conclut : “Nous avons donc mis en place une stratégie complète de recrutement et ce depuis plusieurs années, ce qui nous permet d’éviter la crise actuelle”.



LE FLEURON TECHNOLOGIQUE EST ÉBRANLÉ PAR LE RISQUE D'UNE POLITIQUE ANTI-IMMIGRATION

Pourquoi ASML songe à quitter les Pays-Bas

Le gouvernement néerlandais a mis 2,6 milliards sur la table pour garder son fleuron technologique dans le pays. Un dossier qui a des résonances chez nous, où les entreprises ont aussi du mal à trouver du personnel qualifié.

PIERRE HUBERT

Le monde digital repose sur deux piliers qui ne sont ni américains, ni chinois. C'en est sûr. C'est la puce électronique, qui est la plus importante industrie du monde. Elle a une quasi-monopole sur les puces les plus petites, les plus performantes et les moins gourmandes en énergie qui approvisionnent les puces de la technologie d'Apple à Nvidia en passant par Intel.

Un autre est néerlandais. C'est ASML, installé à Eindhoven, dans la province d'Éindhoven. C'est le gouvernement néerlandais qui a financé la construction de cette usine de fabrication de machines de photolithographie qui permettent de graver des puces pour les ordinateurs, les smartphones, les puces de données de 2 nanomètres (milliards de mètres). ASML, filiale d'une capitalisation qui avoisine les 200 milliards d'euros, est le 10^{ème} en chiffre

d'affaires mondial, une valorisation qui la place troisième sur le podium européen, juste derrière LVMH et Novo Nordisk.

Un problème politique
Mais depuis quelques semaines, le gouvernement néerlandais se bat pour garder les activités d'ASML aux Pays-Bas. Les tentatives des élections législatives néerlandaises qui se sont tenues en novembre ont secoué le management de la société néerlandaise qui emploie plus de 42.000 personnes de 14 nationalités dans 40 locations différentes. Sur les 22.000 employés qui se trouvent aux Pays-Bas, 40% sont des étrangers. Pour ASML, attirer les meilleurs talents, peu importe d'où ils viennent, est un enjeu capital.

Or, les décisions législatives de novembre qui ont abouti à la victoire du Parti pour la Liberté, le plus à population, ont eu pour effet de limiter l'immigration, notamment par Geert Wilders, son second leader.

Cette victoire s'est traduite par un discours contre l'immigration, notamment qui avait d'ailleurs fait travailler le gouvernement de Mark Rutte. Les Pays-Bas ont reçu un dernier 50000 demandes d'asile et accueilli de très nombreux étrangers. Les dirigeants néerlandais ont des cadres expatriés. Mais ce flux augmente la crise de logement qui touche de nombreux Néerlandais. Le PVV pense donc au Parlement des tentatives visant à limiter l'accès des étudiants étrangers aux universités du pays, en réduisant par exemple les cours dispensés en anglais. Toutefois, ce qui fait surtout les entreprises néerlandaises et spécialement ASML, c'est

la volonté d'offrir la croissance facile de 10% annuelle aux experts du hautement qualifiés. Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte et Peter Wessink, le CEO d'ASML, étaient réunis au début du mois de mars, pour aborder ces problèmes. "Il existe un fossé considérable entre les prévisions de l'industrie, et ce que nous pensons être nécessaire et ce que pensent les politiques", avait réagi Peter Wessink à la sortie de la réunion. Et le CEO d'ASML, avait alors répliqué ce qu'il avait dit plusieurs fois auparavant, que son entreprise pouvait se développer ailleurs qu'aux Pays-Bas. La France, par exemple, serait le pays idéal au groupe néerlandais. "Holland ? Le prochain premier d'ASML, qui va remplacer Peter Wessink, s'appelle Christian Fouquet et est français.

Opération Beethoven
Ces tentatives de délocalisation partielle d'ASML ont fait l'objet d'une opération dans un pays qui a déjà perdu plusieurs fleurons : TNT, Shell, Agip, IBM, Vodafone.

Début mars, le Parlement néerlandais qui le gouvernement néerlandais avait mis en place "Opération Beethoven", destinée à garder ASML aux Pays-Bas. Il y a quelques semaines plus tard, le 28 mars, le gouvernement néerlandais a plan de 2,6 milliards d'euros destinés à soutenir les infrastructures de transport et d'énergie, la formation et la politique de logement essentiellement dans la région d'Eindhoven. Des incitations fiscales sont encore spécifiques versées également envisagés. Sans ce soutien pour conser-

ver le cadre d'investissements qualifiés dans les entreprises technologiques ? On ignore encore ce que le prochain gouvernement néerlandais, centre et gauche, devra trancher. D'un côté, le discours anti-immigration est porteur d'apaisement de l'électorat. De l'autre, les entreprises d'investissement. Selon Rutte, ASML, n'est pas seule à penser à l'emploi de dizaines d'experts hautement qualifiés à l'étranger. Ses collègues à l'étranger.

LES ENTREPRISES NÉERLANDAISES QUITTENT LE PODIUM MONDIAL



En France, les patrons de nos entreprises technologiques néerlandaises ont dit: "On ignore encore ce que le prochain gouvernement néerlandais, centre et gauche, devra trancher. D'un côté, le discours anti-immigration est porteur d'apaisement de l'électorat. De l'autre, les entreprises d'investissement. Selon Rutte, ASML, n'est pas seule à penser à l'emploi de dizaines d'experts hautement qualifiés à l'étranger. Ses collègues à l'étranger.

Et chez nous ?

La Belgique et les Pays-Bas ne sont pas si différents en termes d'attractivité. En Belgique, l'industrie de la puce électronique mondiale qui classe les pays en fonction de la facilité d'y faire des affaires se place les Pays-Bas en 47^{ème} position et la Belgique en 49^{ème}. Les problèmes néerlandais ont donc une forte résonance chez nous. "Sans cela, dit-il, la directrice générale d'Allegorix Wallonia, Chloé Bataillon, attirer de la main d'œuvre étrangère peut être essentielle pour nos entreprises néerlandaises, comme une source de talents des ingénieurs. Mais ce n'est pas tout. Plus on a de diversité dans les entreprises, plus les entreprises sont performantes. La Belgique et la Wallonie en particulier ne peuvent pas avoir d'entreprises performantes si elles ne vont pas à l'étranger. On le doit. Il ne s'agit pas de la question de l'âge et de la culture. Avec un flux de personnes de cultures différentes qui travaillent ensemble est une des clés de la performance". Il faut donc pouvoir attirer les services de toutes les ré-

De Tijd - Article papier et digital - Kan Brusselse beurs deze bedrijven verleiden? - [Lien](#).

Kan Brusselse beurs deze bedrijven verleiden?

Veertien Belgische bedrijven nemen dit jaar deel aan IPOready, het programma waarmee Euronext Brussel de leegloop van de beurs hoopt te kenteren. We spraken vier van hen over de verlokkingen en besognes van een beursintroductie. 'Velen overdrijven de complexiteit van een beursgang.'

'Een IPO is zóveel ambitieuzer, Georges', knipoogt Sophie Stegen, het hoofd noteringen van Euronext Brussel. Georges De Feu van het Leuvense Lynxcare heeft ons net toevertrouwd dat een verkoop aan een private-equitygroep op termijn een alternatief kan zijn voor een beursgang, IPO in het jargon. Mocht dat gebeuren, zou het Euronext Brussel een kans op vers bloed voor zijn leeglopende koersbord ontnemen. En dus probeert Stegen de CEO van Lynxcare te prikkelen, zelfs al is het speels bedoeld.

Euronext brengt daarvoor zijn IPOready-initiatief in stelling, dat louter een 'educatief' programma heet te zijn. 'Het geeft bedrijven de kans om alles wat bij een IPO komt kijken van dichtbij te ervaren', zegt Stegen. 'Er zijn getuigenissen van ondernemers die een beursgang achter de rug hebben, er is uitleg door begeleidende specialisten zoals zakenbankiers en advocaten. Met als doel inzicht te geven in wat een IPO concreet betekent voor een bedrijf en zijn cultuur. Waarna je kan beslissen of het iets voor jou is of niet, en of de tijd er rijp voor is.'

Ecosysteem

Educatief of niet, stiekem moet Euronext Brussel er toch op hopen dat het met het programma zieltjes kan winnen. Want het aantal Brusselse beursnoteringen is sinds 2008 in vrije val: van 167 naar 122 vandaag.

De redenen zijn velerlei. Er is de opmars van grote beleggingsfondsen, die Brussel met zijn relatief kleine en beperkt verhandelbare aandelen links laten liggen. Er is de sterke vertegenwoordiging van familiebedrijven, zoals Lotus Bakeries en Greenyard, waarbij de

achterliggende families een stevig pakket aandelen in handen houden en zo de verhandelbaarheid beperken.

Er is het verschaalde ecosysteem van bankiers en analisten om kleinere aandelen op te volgen en zo zichtbaarheid te geven. En er zijn de gretige kapers in de vorm van private-equityfondsen, die bedrijven overnemen met behulp van een stevige schuldenhefboom om die na enkele jaren weer te verkopen.

Litanie

Die litanie schrikt Belgische bedrijven gelukkig niet af om deel te nemen aan IPOready. Met 14 zijn ze dit jaar, waarvan tien techbedrijven. ‘Er zijn twee zeer grote ondernemingen bij met een marktwaarde van meer dan 1 miljard euro, en vijf middelgrote met een waarde tussen 250 miljoen euro en 1 miljard euro’, zegt Stegen.

‘Typisch neem je als bedrijf deel als je een IPO overweegt over één tot drie jaar, maar bedrijven doen vaak al vroeger mee’, vervolgt ze. Een typisch doel van een beursintroduktie is een bedrijf van vers kapitaal te voorzien voor zijn verdere ontwikkeling, of om bestaande investeerders de kans te geven hun aandelen te verzilveren door ze te verkopen op de beurs.

Vier deelnemers waren bereid hun ervaringen en ambities met ons te delen. Drie volgen dit jaar het programma. Het gaat om Lynxcare, dat medische data ontsluit voor patiëntenzorg en wetenschappelijk onderzoek, het Gentse Just Russel, dat gezonde honden- en kattenvoeding levert en daarbij maatwerk belooft via een algoritme, en het Waals-Brabantse Novadip, een biotechbedrijf gespecialiseerd in de behandeling van botziektes.

De vierde is een alumnus van het programma, en met 20 jaar op de teller ook het bedrijf dat veruit het dichtst bij een IPO staat: I-care. De Bergense ‘machinedokter’ wil de wereldleider worden in het voorspellen van defecten aan machines en industriële installaties. Met dank aan de onvermijdelijke artificiële intelligentie.

‘Het is geen geheim dat wij klaar zijn voor een IPO’, zegt Fabrice Brion, CEO en medeoprichter van I-care. ‘Dat waren we al in 2022, maar de marktomstandigheden staken er toen een stokje voor.’ Brion verwijst daarmee naar het befaamde ‘window’ om naar de beurs te trekken. Voor een geslaagde IPO zijn stabiele, en liefst ook stijgende markten nodig. Dat was in 2022 allerm minst het geval met de forse rentestijgingen als reactie op de plots woekerende inflatie.

Staatsbon

Nu de inflatie bedwongen lijkt en de beurzen zich weer in rustiger vaarwater bevinden, is het venster weer aan het openen. Vorige maand trokken onder meer de Zwitserse huidverzorgingsspecialist Galderma en de Duitse parfumerieketen Douglas naar de beurs, al staat die laatste op verlies sinds zijn debuut.

In Brussel, waar de laatste echte nieuwkomer dateert van 2021 met de chemiedistributeur Azelis, is men voorzichtig hoopvol. 'Meer bedrijven informeren zich over het proces en lijken zich op te maken voor een beursgang', aldus Stegen. Overigens zijn vier eerdere deelnemers van het programma, dat voorheen TechShare heette, doorgegroeid naar het koersenbord: Nyxoah, Biotalys, Unifedpost en Choice. Alle vier noteren ze onder hun intekenprijs.

'We hopen bij de eerste te zijn wanneer het venster weer open is', zegt Brion. Maar hij laat zich daarbij niet opjagen, zelfs niet door de 22 miljard euro Belgisch spaargeld die begin september vrijkomt wanneer de eenjarige staatsbon vervalt. 'We zijn ons daarvan bewust, maar ik verwacht dat de politici met iets nieuws zullen komen om geld op te halen. Een beursgang is ook niet nodig voor onze onmiddellijke financieringsbehoeften, dus we hoeven ons niet te haasten.'

Die financiering is een belangrijk argument voor een IPO, maar zeker niet het enige. 'Een beursnotering laat ons toe ons te vergelijken met sectorgenoten', zegt Brion. 'En ze helpt ook om vertrouwen uit te stralen naar klanten.' Volgens Brion is 95 procent van de klanten van I-care zelf al beursgenoteerd, wat mee verklaart waarom een IPO voor hem als een natuurlijke volgende stap aanvoelt.

Voor Just Russel is internationale expansie een drijfveer. 'Omdat het marktpotentieel in Vlaanderen beperkt is, mikken we ook op Nederland, Frankrijk en Duitsland, met als doel het HelloFresh (maaltijdbezorger, red.) voor huisdieren te worden', zegt Victor Mortreu, medeoprichter van het vier jaar oude bedrijf. 'Voor een markt als Frankrijk heb je natuurlijk kapitaal nodig.' Daar kan een IPO bij helpen, met als bonus gratis reclame. 'Een beursnotering geeft je ook publieke zichtbaarheid. Onbekend is onbemind', zegt Mortreu.

Te vroeg

Toch lijkt een stap naar de beurs nog te vroeg te komen voor Just Russel. 'Financiering via durfkapitaal of private equity is de meest waarschijnlijke tussenstap', zegt Mortreu. Dat is ook het

klassieke parcours: beginnen met pril zaaikapitaal, eventueel van vrienden of familie, om vervolgens financiering en advies van investeringsfondsen aan te trekken. Met een IPO of een verkoop aan een ander bedrijf of fonds als slotakkoord.

De instap van investeringsfondsen heeft het voordeel dat hij bedrijven helpt een eventuele beursgang voor te bereiden, klinkt het bij meerdere deelnemers. Voor een beursgenoteerd bedrijf gelden eisen qua financiële rapportering en bestuur, maar ook durfkapitaalfondsen hechten daar belang aan.

‘Als je zulke investeerders in je kapitaal hebt, ben je al wel wat gewend op het vlak van rapportering en een behoorlijke werking van de raad van bestuur. Die fondsen letten daarop’, zegt De Feu. Lynxcare haalde anderhalf jaar geleden 20 miljoen euro op via een financieringsronde bij fondsen. ‘Daardoor hebben we al stappen gezet, al kunnen we nog verder professionaliseren. We hebben ook bewezen dat we onze activiteit kunnen opschalen. Maar we zitten nog altijd in een vroege fase, zodat een IPO nog geen concrete piste is.’

Ook Novadip deed al een beroep op investeringsfondsen. Het biotechbedrijf haalde 40 miljoen euro op in 2022. ‘We zijn altijd op zoek naar grotere en internationale investeerders voor onze behoefte aan financiering’, zegt financieel directeur Virginie Cartage. Dat geld is nodig voor klinische studies en een versnelde productontwikkeling, met als finaal doel overtuigende data en een overtuigend verhaal voor investeerders’, aldus Cartage.

De nood aan zo’n verhaal komt regelmatig terug en is duidelijk een focus van het IPOready-programma. De Feu heeft het over een ‘capital story’ die je moet opbouwen bij een IPO. ‘Het gaat om hoe je je als bedrijf positioneert, hoe de markt naar je kijkt.’

Dat bepaalt mee het succes van een IPO. ‘Kijk, durfkapitaalfondsen hebben de tijd gehad om je dossier grondig te bestuderen. Ze zijn typisch ook vertrouwd met je sector. Bij een beursgang ligt dat toch anders. Dan heb je een helder verhaal nodig, dat het best ook onderbouwd is met een bewezen historiek’, zegt De Feu. Een verhaal dat snel te begrijpen is voor beleggers.

Kortetermijnfocus

Het leidt naar een andere uitdaging voor een beursgenoteerd bedrijf: de gevreesde kortetermijnfocus van veel beleggers. ‘De beurs is soms ongeduldiger’, zegt De Feu. ‘Bovendien houdt de markt van voorspelbaarheid.’

Cartage heeft het over het 'managen van de nieuwsflow'. Dat komt met extra werkdruk. 'Het programma helpt je te begrijpen welke impact een beursnotering heeft op de dagelijkse werking van je bedrijf. Dan gaat het om kwartaalrapportering en communicatie, maar ook over interne processen, een boekhouding volgens IFRS-normen, enzovoort. Dat is een hele boterham voor een bedrijf als het onze met 50 medewerkers, waarvan slechts vijf voor de financiën en administratie', zegt ze.

'Je moet een afweging maken', meent Mortreu van Just Russel. 'Je hebt de kosten en de complexiteit van een beursgang, er is de marktdruk van de kwartaalrapportering. Maar het programma heeft me toch positief verrast. De gepresenteerde cases hebben me vertrouwen gegeven in de haalbaarheid van een IPO.'

Brion steekt als ancien de andere deelnemers - en heel ondernemend België - graag een hart onder de riem. 'Velen overdrijven de moeilijkheden die bij een IPO komen kijken. Een beursgang is veel werk, maar de stap naar de beurs is wel degelijk binnen handbereik voor veel bedrijven in België. In de getuigenissen van mensen die ons zijn voorgegaan heb ik niets gehoord dat wij niet kunnen.'

Hij voegt er een oproep aan toe, een die een grote bezorgdheid verraadt. 'Niet alleen Brussel, maar heel Europa is de jongste 10 à 20 jaar meer technologieavers geworden in vergelijking met de VS en Azië. De Europese economie zal niet overleven als we niet meer investeren in technologiebedrijven, met zijn bijbehorende jobs én investeringsrendementen. Technologie wordt onterecht gezien als een risicovolle investering. Dan liever investeren in een parkeergarage, maar wat zal daarmee gebeuren als overal laadpalen nodig zijn? Hoe veilig is die investering?'

Alle opties open

Of die verhoopte techboom via de Brusselse beurs zal verlopen, is nog niet zeker. Op I-care na houden de andere deelnemers nog alle opties open, wat gezien hun jongere leeftijd niet geheel verrassend is. Een extra uitdaging vandaag is dat beleggers ook winstgevendheid willen zien op het moment van de beursgang, zegt Stegen. 'In 2021 kon een bedrijf nog naar de beurs trekken als het een mooie omzetgroei kon voorleggen, zonder winstgevend te zijn. Dat gaat vandaag niet meer.' Beleggers zijn kieskeuriger geworden.

Er is daarnaast de lokroep van het buitenland. Denis Dufrane, de CEO van Novadip, heeft al eens laten verstaan dat ook de Amerikaanse techbeurs Nasdaq een optie is. De Belgische techparel Argenx maakte eerder al de sprong van Brussel naar Nasdaq. Vier vijfde van de handel in de biotechgroep speelt zich nu af op Nasdaq.

Stegen countert dat Amerikaanse beleggers ook wel de weg naar Brussel weten te vinden. 'Van de Bel20-bedrijven is gemiddeld 40 procent in handen van Amerikanen', klinkt het. 'Vergeet ook niet dat we onderdeel zijn van de Euronext-groep, waarvan de totale beurswaarde het dubbele van die van de Londense beurs bedraagt.'

Voor De Feu lijkt een Amerikaanse notering geen optie. 'Wij focussen met onze business op Europese gezondheidsdata. Daar ligt voor ons een grote opportuniteit. Voor een correcte waardering van zo'n Europese activiteit moet je niet meteen op een Amerikaanse beurs zijn.'

Al kan die waardering ook tegenvallen als (grote) beleggers onvoldoende geïnteresseerd zijn in Brussel. Mortreu is niet blind daarvoor. 'De lagere verhandelbaarheid en zichtbaarheid in Brussel zijn risico's. Maar voor mij staat daar een Belgisch ecosysteem tegenover waarmee je erg vertrouwd bent. Er is hier ook meer dan voldoende kapitaal voor onze noden.'

Rest nog de lokroep van private-equityfondsen, al maakt de gestegen rente dat hun schuldfinanciering (voor de hefboom) duurder is geworden en ze normaliter dus minder geld op tafel kunnen leggen. 'Private equity is een van de mogelijkheden, maar je zoekt die zelf niet actief op. Ze kloppen zelf bij je aan als ze een opportuniteit zien, bijvoorbeeld voor consolidatie in een sector', zegt De Feu.

Beursbeliever Brion wuift het allemaal weg. 'Een beursnotering is volgens mij het voordeligst voor een onderneming. De beurs staat garant voor de correctste waardering, gewoon omdat ze het grootst aantal opinies over je koers verzamelt. Soms zal je teleurgesteld zijn over die waardering, maar dan moet je een plan uitdokteren om beter te communiceren.'

[Kris Van Hamme](#)

Tarieven van de beursbankiers
Prijzdaling
Saxo gaat in,
maar blijft
de rest?

WEEK VAN KORT
Vanstedend
Kantoorkeffe
bij de reënie
van de klas
van 1998

Beleggen

192

192

Financieel & Beleggen | 2014 | zaterdag 12 oktober 2014



De Europese beurs wordt steeds meer een markt voor de werkdag. Foto: Getty Images / Contrasto

Kan Brusselse beurs deze bedrijven verleiden?

Veertien Belgische bedrijven nemen dit jaar deel aan IPOready, het programma waarmee Euronext Brussel de leegloop van de beurs hoopt te kamteren. We spreken vier van hen over de verlokkingen en besognes van een beursintroductie. 'Velen overdrijven de complexiteit van een beursgang.'

WIM VAN DER BRUG

'Een beursgang is een proces dat vaak maanden duurt. Het is een proces dat veel aandacht vereist van de onderneming en haar adviseurs. Het is een proces dat veel kosten met zich meebrengt. Het is een proces dat veel risico's met zich meebrengt. Het is een proces dat veel vragen oproept. Het is een proces dat veel antwoorden vereist.

Wim van der Brug, voorzitter van de Raad van Bestuur van Euronext Brussel, is een man die weet waar hij het over heeft. Hij heeft jarenlang ervaring met beursgang en weet hoe belangrijk het is om de juiste beslissingen te nemen.

Van der Brug is ervan overtuigd dat de Brusselse beurs een aantrekkelijk alternatief is voor andere beurzen. Hij ziet de voordelen van een beursgang op de Brusselse beurs en wil graag helpen om de leegloop van de beurs te kamteren.

Wat is de leegloop van de beurs?
De leegloop van de beurs is het verschil tussen het aantal aandelen dat op de beurs wordt aangeboden en het aantal aandelen dat wordt gekocht.

Waarom is de leegloop van de beurs een probleem?
De leegloop van de beurs is een probleem omdat het betekent dat er meer aandelen op de beurs zijn dan er kopers voor zijn.

De leegloop van de beurs is een probleem omdat het betekent dat er meer aandelen op de beurs zijn dan er kopers voor zijn. Dit kan tot een daling van de koers van de aandelen leiden.

De leegloop van de beurs is een probleem omdat het betekent dat er meer aandelen op de beurs zijn dan er kopers voor zijn. Dit kan tot een daling van de koers van de aandelen leiden.

De leegloop van de beurs is een probleem omdat het betekent dat er meer aandelen op de beurs zijn dan er kopers voor zijn. Dit kan tot een daling van de koers van de aandelen leiden.

L'Echo - Article papier et digital - Comment la Bourse de Bruxelles tente de relancer les IPO des sociétés belges - [Lien.](#)

Comment la Bourse de Bruxelles tente de relancer les IPO des sociétés belges

Face à un marché belge qui n'a connu aucune introduction en bourse en deux ans, Euronext veut relancer la machine avec son programme IPOready. Rencontre avec les sociétés qui y participent, entre risques, obstacles, et grandes ambitions.

Le réseau social Reddit, la chaîne de parfumeries Douglas, le laboratoire cosmétique Galderma... la liste des sociétés qui ont rejoint les marchés boursiers mondiaux depuis le début de l'année s'allonge de semaine en semaine, alors que l'environnement s'améliore enfin pour ces opérations.

Boostés par la perspective d'une baisse prochaine des taux d'intérêt, leurs actionnaires - fondateurs, investisseurs en capital-risque, ou encore fonds de private equity - semblent à nouveau oser se confronter aux marchés d'actions, espérant profiter de l'engouement retrouvé chez les investisseurs.

Au premier trimestre de 2024, ce sont ainsi 23,7 milliards de dollars qui ont été levés à l'échelle mondiale par des initial public offerings (IPO), ou offres publiques initiales de titres, en français, soit 8% de plus qu'un an auparavant, selon les chiffres du consultant EY, pour un total de 287 opérations.

Bruxelles, morne plaine

Si la Chine reste à la traîne, le rebond est marqué aux États-Unis, en Inde, ainsi qu'en Europe. Les Bourses de Francfort, Paris, Amsterdam ou Milan ont chacune accueilli plusieurs nouvelles cotations depuis le début de l'année, suivant doucement Wall Street qui mène habituellement la danse lorsque les IPO rebondissent.

Une fois n'est pas coutume, Bruxelles brille, pour l'instant, par son absence dans ce retour mondial des introductions en bourse, après avoir vécu en 2023 sa première année sans IPO

depuis 2012. La dernière remontée au mois de mars 2022, lorsque le petit développeur de systèmes de transmission Mazaro avait débarqué sur le segment Access d'Euronext, destiné aux PME et start-ups qui ne répondent pas aux critères d'admission sur le marché principal.

Entre-temps, deux autres entreprises ont aussi fait leurs débuts sur le marché belge, à savoir DEME et Syensqo, mais elles ne sont dans les faits que les produits des scissions respectives du groupe de construction CFE et du géant de la chimie Solvay. Bref, c'est morne plaine depuis deux ans sur Euronext Bruxelles, dont la situation est aussi ternie par plusieurs sorties de cote ces dernières années, comme celles de Telenet et Befimmo en 2023.

Sophie Stegen, celle qui doit rendre les sociétés IPOready

Face à cette réforme du marché local, l'opérateur boursier est loin de rester les bras croisés. Lancé en 2015, son programme de préparation des sociétés à leur introduction en bourse a subi une refonte complète pour l'édition 2024, se voyant rebaptisé de TechShare à IPOready.

Cette identité, désormais commune à tous les marchés Euronext, permet de s'adresser tant aux entreprises technologiques, encore majoritaires parmi les candidates, qu'à celles d'autres secteurs, qui visent un IPO dans les 1 à 3 ans. Sur les huit dernières années, 920 alumni ont participé aux anciennes versions locales du programme, dont 28 ont effectivement accompli une introduction en bourse par la suite.

À Bruxelles, c'est Sophie Stegen qui tient la barre de l'édition belge d'IPOready. Cette limbourgeoise s'est vu confier le poste de Head of Listing en juillet dernier, lorsque son prédécesseur, Benoît van den Hove, a succédé à Vincent Van Dessel à la tête du marché bruxellois. Elle peut entre autres compter sur sa quasi-décennie d'expérience chez Deloitte, où elle a notamment conseillé des sociétés pour des opérations de fusions acquisitions.

"Chaque année, entre une dizaine et une quinzaine d'entreprises participent en Belgique. Cette année, il y en a 14 pour Euronext Bruxelles, dont 2 très grandes, dont la valeur de marché est supérieure à 1 milliard d'euros, et 5 de taille moyenne, dont la valeur est comprise entre 250 millions et 1 milliard d'euros, pose Sophie Stegen. Nous y explorons toutes les possibilités de financement qui existent, avec bien sûr pour nous un gros plan sur les IPO. Le programme se

tourne donc sur les marchés, mais son but est avant tout d'éduquer les entreprises, pour les amener à la question: Est-ce qu'une IPO est faite pour nous ou non?"

Une préparation essentielle, qu'il y ait une IPO ou non

"Le programme ne sous-entend pas que tous les participants réaliseront une IPO et se préparent directement à celle-ci", tient à préciser la responsable des introductions à la Bourse de Bruxelles. Un point que viennent rapidement confirmer nos échanges avec les candidats qui participent à cette édition 2024, et qui ont accepté de nous partager leurs expériences et leurs ambitions.

Parmi eux, on retrouve la biotech wallonne Novadip, qui développe des thérapies cellulaires pour les pathologies osseuses, la start-up gantoise de livraison d'aliments personnalisés pour animaux de compagnie Just Russel, ou encore LynxCare, scale-up basée à Louvain et spécialisée dans l'extraction de données médicales grâce à l'IA.

"En comparaison avec d'autres entreprises, nous en sommes encore à un stade précoce. Aller vers le marché est une possibilité, mais ce n'est clairement pas encore un projet concret pour le moment. En même temps, il est très important de construire notre histoire de capital, en préparant les tours de table de séries B, séries C, et évidemment, nos investisseurs regardent toujours vers les deux opportunités finales que sont une vente à une autre entreprise ou un fonds de private equity, ou une IPO", explique Georges De Feu, CEO et cofondateur de LynxCare.

"Ce n'est pas une étape obligatoire, mais je pense que c'est une possibilité qui mérite d'être étudiée, en particulier pour la préparation qu'elle implique, notamment la structuration de nos processus internes ou le passage aux normes comptables IFRS, avance de son côté Virginie Cartage, directrice financière (CFO) de Novadip. Ce sont des choses qu'il faut préparer maintenant, pas seulement dans le cas d'une IPO, mais aussi pour nos levées de fonds futures."

Une possibilité de networking, mais aussi d'inspiration

En effet, pour ces sociétés qui réfléchissent à entrer en bourse pour lever de nouveaux capitaux, les étapes à accomplir sont nombreuses. Habituellement, elles prendront d'abord contact avec une banque d'investissement qui organisera la souscription, ainsi qu'avec des cabinets d'avocats spécialisés dans le volet légal de ces opérations, ou encore avec des firmes de

consultance qui les assisteront durant le processus. Un large écosystème, donc, mais déjà bien établi en Belgique.

Parmi les partenaires d'IPOready à Bruxelles, les participants peuvent rencontrer les banquiers de Belfius/Kepler Cheuvreux, KBC Securities, Van Lanschot Kempen, Degroof Petercam ou Berenberg, les avocats de Baker McKenzie, Clifford Chance, Cresco, NautaDutilh et Linklaters, ou encore les consultants de 4Reliance et PwC.

"Nous rentrons en contact avec toutes les parties prenantes, ce qui offre de belles opportunités pour se constituer un réseau, souligne Georges De Feu. Il y a également tout un tas d'intervenants, comme des entreprises qui ont déjà réalisé leur introduction en bourse. Ils peuvent raconter leurs histoires de l'intérieur."

Ce sont en particulier ces témoignages d'entreprises qui ont réalisé leur IPO à l'issue du programme (4 à Bruxelles, à savoir Nyxoah et UnifiedPost en 2020, puis Choice et Biotalys en 2021) qui ont plu à Fabrice Brion, CEO et cofondateur du groupe montois I-care, leader mondial de la maintenance prédictive de machines industrielles, qui a participé à l'édition 2022 du programme.

"C'était une bonne chose de pouvoir nous comparer à d'autres entreprises qui l'ont fait, et de constater que c'est tout à fait faisable. Je pense qu'un grand nombre de personnes en Europe et en Belgique exagèrent les difficultés autour des IPO. Quand on discute avec les intervenants du programme, on comprend que, oui, c'est du travail, mais c'est accessible pour de nombreuses entreprises en Belgique et même en Wallonie."

Entre opportunité et risque de marché, un équilibre délicat

L'étape n'a toutefois pas encore été franchie par I-care, qui fête cette année ses vingt ans d'existence et dont le CEO se dit prêt à être "dans les 5 ou 10 premiers" lorsque la machine redémarrera à Bruxelles. "De notre côté, nous avons fait notre travail, c'est-à-dire doublé notre chiffre d'affaires en deux ans. Mais nous ne voulons pas compromettre la qualité de ce que nous avons accompli avec un marché trop faible."

Car si les IPO semblent se reprendre à l'échelle mondiale, le rebond a jusqu'ici été timide, et l'exemple de la fenêtre qui s'était ouverte en septembre pour se refermer aussitôt que les

rendements obligataires étaient repartis à la hausse, a rappelé aux aspirants à une entrée en bourse que les conditions de marché pouvaient être volatiles et s'inverser brutalement. Victor

Mortreu, cofondateur de Just Russel, admet que c'est là un des inconvénients majeurs de devenir une société cotée. "Outre le coût et la complexité du processus, il y a cette pression exercée par le marché sur les résultats trimestriels et la volatilité qui peut en découler."

Un point encore plus crucial pour Virginie Cartage, CFO de Novadip, alors que la biotech de Mont-Saint-Guibert est active dans un secteur risqué qui a connu son lot d'échecs sur le marché belge. "L'inconvénient de devenir coté, dans notre cas, c'est que nous devons alimenter un flux de nouvelles adéquat assez régulièrement afin d'éviter d'avoir un impact négatif sur le cours des actions, alors que nous ne sommes pas encore une société génératrice de revenus. C'est pour cela que nous pensons qu'une IPO est envisageable plutôt à long terme qu'à court terme."

L'argument de l'indépendance face à la tentation du private equity

Pour ces sociétés, le but du programme est donc avant tout d'évaluer les différentes options de financement qu'elles envisagent dans le futur, en fonction de leur trajectoire individuelle. La plupart d'entre elles sont actuellement dans une phase de scale-up, avec déjà des investissements conséquents par des investisseurs privés ou publics, comme Novadip, qui a réalisé un tour de table pour 40 millions d'euros fin 2022 et LynxCare, qui avait levé 20 millions il y a près de deux ans.

"Une IPO est une des possibilités pour lever du capital. Et à chaque possibilité, il y a une opportunité. Parce qu'il y a eu moins d'introductions en bourse en Europe, je pense qu'il est très important que les entrepreneurs sachent ce que cela implique, que l'option existe, et qu'elle peut être une réussite. Ces dernières années, il y a eu beaucoup de transactions en private equity, mais l'IPO est une belle possibilité pour continuer de croître en tant qu'entreprise indépendante, avance Georges De Feu. Car être racheté par une autre entreprise, c'est de facto fusionner avec celle-ci."

C'est là un des arguments importants en faveur d'une IPO. Si elles atteignent un actionnariat large et diversifié, les sociétés qui entrent en bourse peuvent continuer sur leur propre voie, contrairement au cas où elles seraient contrôlées par un seul ou quelques grands investisseurs, qui dictent alors davantage le rythme.

Victor Mortreu, qui a cofondé Just Russel, estime aussi que garder la main sur son entreprise est un des grands avantages d'une cotation en bourse. "Si l'on regarde l'exemple d'Hello Fresh, l'IPO était pour eux une belle alternative plutôt que d'être rachetés par un grand groupe d'agroalimentaire comme Mars ou Nestlé. Être coté permet de garder plus de contrôle sur la gouvernance en tant que fondateur que lorsqu'un grand fonds de private equity fait partie de vos actionnaires."

Euronext Bruxelles veut aussi faire valoir ses atouts

À l'heure actuelle, la frilosité semble toutefois encore l'emporter chez de nombreux participants, qui préfèrent attendre un marché plus favorable pour planifier plus concrètement une IPO.

"Pour envisager une IPO, il faut que les marchés financiers soient à nouveau pleinement ouverts, et je pense que nous devons prendre la bonne décision au bon moment pour Novadip, explique Virginie Cartage. Si nous avons des données cliniques convaincantes et si nous sommes plus proches de lancer nos produits sur le marché, nous aurons une histoire à offrir à l'investisseur. Ce sera la clé pour nous assurer que ce sera le bon moment pour la société."

Mais le moment venu, ces jeunes pousses seront-elles prêtes à se confronter aux particularités du marché belge, à savoir une liquidité faible et un attrait moins important de la part des grands investisseurs étrangers? Novadip, qui avait envisagé dans le passé une cotation sur le Nasdaq américain en raison de son activité outre-Atlantique, précise qu'une telle décision reste encore "difficile à évaluer" à ce stade.

"Une cotation sur le marché belge a bien sûr le désavantage d'une liquidité plus faible et d'une visibilité moins forte auprès des investisseurs internationaux. D'un autre côté, je pense que le fait que l'écosystème belge soit plus petit nous permet de le connaître très bien de l'intérieur et de rencontrer tous ses acteurs. Le critère est aussi de savoir combien on souhaite lever. Pour lever 15 millions d'euros, c'est tout à fait faisable sur le marché belge", tempère Victor Mortreu, de Just Russel.

Sophie Stegen rappelle aussi que la Bourse de Bruxelles fait avant tout partie du groupe Euronext. "En termes de capitalisation totale des sociétés cotées, nous sommes deux fois plus grands que le London Stock Exchange et même trois fois plus que Deutsche Börse."

Et si l'on regarde le marché belge, nous y avons environ 40% d'investisseurs américains. Donc, qu'une entreprise soit cotée à Bruxelles, Amsterdam ou Paris, elle pourra toujours avoir accès à des investisseurs américains."

Le prix du marché, le juste prix?

À son lot d'inconvénients, le marché belge fait ainsi valoir ses avantages propres, qui pourraient attirer Novadip, LynxCare, et Just Russel sur le tableau des cours dans les prochaines années. Et qu'ils visent l'opération dans un futur proche ou lointain, tous se préparent en tout cas au mieux pour être IPOready le moment venu.

Fabrice Brion, lui, trouve qu'après 20 ans, "c'est le bon moment" pour I-care, et espère ensuite inspirer d'autres sociétés technologiques à inverser cette tendance à l'aversion au risque en Europe. Quant à la crainte de se confronter aux aléas du marché, il y voit davantage un challenge qu'un obstacle.

"Quand on passe du cercle 'amis et famille' au private equity, puis enfin aux marchés boursiers, où il y a des millions d'investisseurs qui échangent chaque jour, je pense que l'on s'approche de la vraie perception de la valeur de la société par le public, estime le CEO wallon. Que l'on soit d'accord avec cette valeur ou non est une autre question. Peut-être que je serai déçu de la valeur que le marché donne à ma société, mais au moins, la valeur sera juste et je la respecterai. C'est pour cette raison que nous voulons être cotés."

Et Sophie Stegen d'ajouter en souriant: "et puis, une IPO, c'est quand même tellement plus ambitieux!".

[Xander Vlassenbroeck](#)

Face à un marché belge qui n'a connu aucune introduction en bourse en deux ans, Euronext veut relancer la machine avec son programme IPOready. Rencontre avec les sociétés qui y participent, entre risques, obstacles et grandes ambitions.

Comment la Bourse de Bruxelles tente de relancer les IPO des sociétés belges

Lorsqu'on se rend à la Bourse de Bruxelles, on a l'impression d'être dans un monde à part. Les investisseurs étrangers y sont rares, les entreprises qui y sont cotées sont peu nombreuses, et les transactions y sont peu nombreuses. C'est pourquoi, depuis quelques années, la Bourse de Bruxelles tente de relancer la machine à IPO des sociétés belges.

En attendant le lancement de l'euro zone, la Bourse de Bruxelles a mis en place un programme d'accompagnement des entreprises belges qui souhaitent se faire introduire en bourse. Ce programme, appelé IPOready, vise à faciliter le processus d'introduction en bourse des entreprises belges.

Bruxelles, une capitale
En attendant le lancement de l'euro zone, la Bourse de Bruxelles a mis en place un programme d'accompagnement des entreprises belges qui souhaitent se faire introduire en bourse.

Le programme d'accompagnement des entreprises belges qui souhaitent se faire introduire en bourse est appelé IPOready. Ce programme vise à faciliter le processus d'introduction en bourse des entreprises belges.

Le programme d'accompagnement des entreprises belges qui souhaitent se faire introduire en bourse est appelé IPOready. Ce programme vise à faciliter le processus d'introduction en bourse des entreprises belges.

Le programme d'accompagnement des entreprises belges qui souhaitent se faire introduire en bourse est appelé IPOready. Ce programme vise à faciliter le processus d'introduction en bourse des entreprises belges.

Le programme d'accompagnement des entreprises belges qui souhaitent se faire introduire en bourse est appelé IPOready. Ce programme vise à faciliter le processus d'introduction en bourse des entreprises belges.

Bruxelles
En attendant le lancement de l'euro zone, la Bourse de Bruxelles a mis en place un programme d'accompagnement des entreprises belges qui souhaitent se faire introduire en bourse.

Le programme d'accompagnement des entreprises belges qui souhaitent se faire introduire en bourse est appelé IPOready. Ce programme vise à faciliter le processus d'introduction en bourse des entreprises belges.

Le programme d'accompagnement des entreprises belges qui souhaitent se faire introduire en bourse est appelé IPOready. Ce programme vise à faciliter le processus d'introduction en bourse des entreprises belges.



À gauche : un groupe d'entreprises belges se fait introduire en bourse à la Bourse de Bruxelles. À droite : un groupe d'entreprises belges se fait introduire en bourse à la Bourse de Bruxelles.

De Tijd - Digital - Miljardendeal bij Bpost | Zwakke yen boost Tokio - [Lien](#).

Interview : Willy Borsus - La Wallonie est pleine d'atouts mais plombée par son taux de chômage

Le chef de file du MR au gouvernement wallon, Willy Borsus, souligne les points positifs de la Wallonie, à quelques semaines des élections, mais le gros point noir reste le taux d'emploi. Interview

Ministre MR de l'Économie dans le gouvernement de Wallonie, Willy Borsus fait le point sur les atouts et faiblesses de notre région.

Willy Borsus, l'économie wallonne semble toujours à la traîne par rapport à la Flandre. Qu'en est-il ?

Il y a à l'évidence des points qui sont positifs. Lorsque l'on parle du taux que nous consacrons à la recherche et à l'innovation, nous sommes au top européen. Lorsqu'on observe certains secteurs dans l'aéronautique, dans les biotechs bien sûr, mais aussi dans la logistique, dans l'agroalimentaire, on voit à quel point il y a de la création d'activités, il y a vraiment du développement. Lorsqu'on constate que nous avons en Wallonie, une création nette d'un peu plus de 10.000 entreprises par an.

Mais il y a un volet plus sombre...

Ce volet est traduit par des statistiques, notamment en termes de taux d'emploi. Il est de 65,5 %, 10 % en deçà de ce qu'il devrait être, il est un peu plus de 11 % en deçà des chiffres que l'on observe en Flandre. Et donc il y a en même temps dans ces statistiques le taux de pauvreté qui reste important avec plus de 15 ou 16 % des gens. Et puis, le point noir, connecté évidemment au taux d'emploi, c'est le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés.

Donc, un état de la Wallonie en demi-teinte ?

Un paysage que je dirais contrasté. Je ne suis pas d'accord avec celles et ceux qui affirment que tout va bien, que tout va mieux en Wallonie. C'est une vision décalée par rapport à la réalité. Mais je ne suis pas non plus d'accord avec celles et ceux qui donnent une image toujours négative de la Wallonie, comme si rien n'avait progressé ou comme si rien ne méritait d'être souligné positivement.

Selon vous, quels sont les secteurs prometteurs ?

Tout le secteur lié au digital. On a dans notre région beaucoup de talents. J'étais à Liège voici quelques jours et j'observais les statistiques mais aussi le nombre de projets. Un certain nombre d'entre eux m'ont été présentés, qui sont déjà aujourd'hui des entreprises actives. Selon nos analyses, on a depuis 2016 un secteur du numérique qui a plus que doublé en Wallonie. Et puis on sait que, indépendamment des start-up, des entreprises en croissance, on a quelques grandes entreprises dans le secteur : Odoo, I-care et d'autres encore montrent qu'on a aussi cette créativité dans des secteurs nouveaux.

C'est positif tout de même. Vous parliez des chiffres de créations d'entreprises...

Ce sont des chiffres qui ne sont peut-être pas assez connus mais qui sont éclairants. Mais est éclairante aussi, toute la dynamique de génération entrepreneuriale. Nous soutenons l'esprit d'entreprise chez les jeunes, chez les étudiants, que ce soit à travers les mini-entreprises, des programmes de formation dans les écoles, à travers les incubateurs étudiants. Je pense que le futur, c'est aussi toute cette génération, toute cette jeunesse pleine de talent, de créativité.

Et donc pour ça, on a aussi le soutien des universités.

C'est un autre des axes que je considère comme vraiment prioritaires au niveau de notre région. Mais même plus largement, le fait de pouvoir travailler en écosystème, c'est-à-dire de mobiliser l'ensemble des ressources. C'est ce que nous avons fait en ce qui concerne par exemple la cybersécurité, sujet particulièrement important qui concerne les gens, les institutions publiques, les hôpitaux, les entreprises. Et ce que nous avons fait également en ce qui concerne l'intelligence artificielle.

On est ici dans des domaines assez pointus. Est-ce qu'il n'y a pas une inadéquation entre ces offres d'emploi et la formation des jeunes en Wallonie ?

C'est clair qu'on a un gros problème en termes de mise au travail des demandeurs d'emploi. Les chiffres sont sévères. Il y a aujourd'hui un peu plus de 231.000 demandeurs d'emploi inoccupés. Il y en a plus de 100.000 qui sont demandeurs d'emplois inoccupés depuis plus de deux ans. Et dans le même temps, il y a 153 types de métiers différents qui sont soit en pénurie sévère dans certains cas, soit au minimum sous tension. Il y a pour certaines de ces fonctions un certain nombre d'emplois vacants qui sont accessibles moyennant une formation relativement courte. Dans le commerce, dans l'Horeca ou dans d'autres encore. On doit donc vraiment activer de façon beaucoup plus resserrée.

Vous êtes pour une limitation à deux ans des allocations de chômage. Ne risque-t-on pas de renvoyer des gens vers des aides de type CPAS ?

Je suis favorable d'une part au fait qu'on ne puisse pas refuser deux fois un emploi ou une formation convenables dès le moment où on est bénéficiaire d'allocations de chômage, où on est demandeur d'emploi inoccupé. D'autre part, nous avons la particularité en Belgique d'un chômage qui n'est pas limité dans le temps. Il y a des mécanismes de solidarité qui vont continuer à s'exercer après ces deux ans. Ces mécanismes sont eux-mêmes conditionnés. Aujourd'hui, les bénéficiaires d'un revenu d'intégration sont eux-mêmes accompagnés vers l'insertion professionnelle.

Un des problèmes n'est-il pas le différentiel trop faible entre l'allocation chômage et le revenu minimum ?

Il faut que le travail récompense plus celui qui travaille. Il faut que le différentiel entre le salaire net, le salaire poche et les allocations sociales soit effectivement de 500 € au minimum. Et pour ce faire, il est évident que ce n'est pas en augmentant la fiscalité ou en pénalisant les personnes qui bénéficient d'une allocation sociale qu'on va y arriver. On va y arriver en dégagant les moyens nécessaires pour créer ce différentiel net grâce à l'accroissement de l'activité.

INTERVIEW : WILLY BORSUS

LA WALLONIE EST PLEINE D'ATOUTS MAI

Le chef de file du MR au gouvernement wallon, Willy Borsus, souligne les points positifs de la Wallonie, à quelques semaines des élections, mais le gros point noir reste le taux d'emploi. Interview



BENOÎT JACQUEMART
Journaliste

Ministre MR de l'économie dans le gouvernement de Wallonie, Willy Borsus fait le point sur les atouts et faiblesses de notre région.

Willy Borsus, l'économie wallonne semble toujours à la traîne par rapport à la Flandre. Qu'en est-il ?

Il y a à l'évidence des points qui sont positifs. Lorsque l'on parle du taux que nous consacrons à la recherche et à l'innovation, nous sommes au top européen. Lorsqu'on observe certains secteurs dans l'aéronautique, dans les biotechs

bien sûr, mais aussi dans la logistique, dans l'agroalimentaire, on voit à quel point il y a de la création d'activités, il y a vraiment du développement. Lorsqu'on constate que nous avons en Wallonie, une création nette d'un peu plus de 10.000 entreprises par an.

Mais il y a un volet plus sombre...

Ce volet est traduit par des statistiques, notamment en termes de taux d'emploi. Il est de 65,5 %, 10 % en deçà de ce qu'il devrait être, il est un peu plus de 11 % en deçà des chiffres que l'on observe en Flandre. Et donc il y a en même temps dans ces statistiques le taux de pauvreté qui reste impor-

tant avec plus de 15 ou 16 % des gens. Et puis, le point noir, connecté évidemment au taux d'emploi, c'est le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés.

Donc, un état de la Wallonie en demi-teinte ?

Un paysage que je dirais contrasté. Je ne suis pas d'accord avec celles et ceux qui affirment que tout va bien, que tout va mieux en Wallonie. C'est une vision décalée par rapport à la réalité. Mais je ne suis pas non plus d'accord avec celles et ceux qui donnent une image toujours négative de la Wallonie, comme si rien n'avait progressé ou comme si rien ne méritait d'être souligné positivement.

Selon vous, quels sont les secteurs prometteurs ?

Tout le secteur lié au digital. On a dans notre région beaucoup de talents. J'étais à Liège voici quelques jours et j'observais les statistiques mais aussi le nombre de projets. Un certain nombre d'entre eux m'ont été présentés, qui sont déjà aujourd'hui des entreprises actives. Selon nos analyses, on a depuis 2016 un secteur du numérique qui a plus que doublé en Wallonie. Et puis on sait que, indépendamment des start-up, des entreprises en croissance, on a quelques grandes entreprises dans le secteur : Odoo, I-care et d'autres encore montrent qu'on a aussi cette créativité dans des secteurs nouveaux.

C'est positif tout de même. Vous parlez des chiffres de créations d'entreprises...

Ce sont des chiffres qui ne sont peut-être pas assez connus mais qui sont éclairants. Mais est éclairante aussi, toute la dynamique de génération entrepreneuriale. Nous soutenons l'esprit d'entreprise chez les

jeunes, chez les étudiants, que ce soit à travers les mini-entreprises, des programmes de formation dans les écoles, à travers les incubateurs étudiants. Je pense que le futur, c'est aussi toute cette génération, toute cette jeunesse pleine de talent, de créativité.

Et donc pour ça, on a aussi le soutien des universités.

C'est un autre des axes que je considère comme vrai-

Je suis favorable au fait qu'on ne puisse pas refuser deux fois un emploi ou une formation convenables dès le moment où on est bénéficiaire d'allocations de chômage »

ment prioritaires au niveau de notre région. Mais même plus largement, le fait de pouvoir travailler en écosystème, c'est-à-dire de mobiliser l'ensemble des ressources. C'est ce que nous avons fait en ce qui concerne par exemple la cybersécurité, sujet particulièrement important qui concerne les gens, les institutions publiques, les hôpitaux, les entreprises. Et ce que nous avons fait également en ce qui concerne l'intelligence artificielle.

Vous êtes pour une limitation à deux ans des allocations de chômage. Ne risque-t-on pas de renvoyer des gens vers des

Une alliance entre le commerce et le tourisme

Il y a quatre ans et demi, en début de législature, vous nous aviez parlé de redynamiser le commerce des centres-villes. Où en est-on ?

Nous avons développé un grand nombre de mesures visant à soutenir le commerce de proximité. Reconnaissons cependant que le commerce a été durement frappé par la crise du Covid et la crise de l'énergie consécutive à l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Le commerce de proximité a été durement impacté par cette double crise et, dans une partie de notre territoire en Wallonie, certains ont de surcroît subi les inondations. Indépendamment de cela, je pense qu'on a été très volontaristes avec une série d'actions concernant le commerce de proximité.

Vous pouvez détailler une de ces actions ?

Nous lançons maintenant, avec le tourisme, ici en mars, le parcours client. Le parcours dans les villes avec un parte-



© PhotoNews

naire qui s'appelle Jooks. C'est une application gratuite qui compte déjà 40.000 utilisateurs actifs en Wallonie. Si vous vous promenez dans telle ville ou dans telle autre, vous pouvez regarder un parcours client, un parcours commerce qui est suggéré pour aller à travers le cheminement dans la ville, découvrir une vingtaine de commerces. Aujourd'hui, 18 grandes et villes plus moyennes sont concernées, pour un total de 360 commerces. ■

B.J.

On est ici

© Belga

S PLOMBÉE PAR SON TAUX DE CHÔMAGE

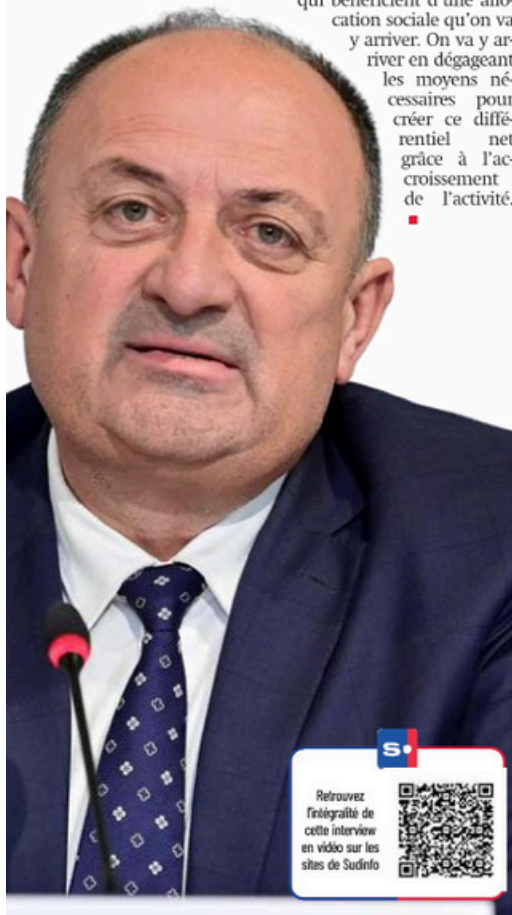
aides de type CPAS ?

Je suis favorable d'une part au fait qu'on ne puisse pas refuser deux fois un emploi ou une formation convenables dès le moment où on est bénéficiaire d'allocations de chômage, où on est demandeur d'emploi inoccupé. D'autre part, nous avons la particularité en Belgique d'un chômage qui n'est pas limité dans le temps. Il y a des mécanismes de solidarité qui vont continuer à s'exercer après ces deux ans. Ces mécanismes sont eux-mêmes conditionnés. Aujourd'hui,

les bénéficiaires d'un revenu d'intégration sont eux-mêmes accompagnés vers l'insertion professionnelle.

Un des problèmes n'est-il pas le différentiel trop faible entre l'allocation chômage et le revenu minimum ?

Il faut que le travail récompense plus celui qui travaille. Il faut que le différentiel entre le salaire net, le salaire poche et les allocations sociales soit effectivement de 500 € au minimum. Et pour ce faire, il est évident que ce n'est pas en augmentant la fiscalité ou en pénalisant les personnes qui bénéficient d'une allocation sociale qu'on va y arriver. On va y arriver en dégagant les moyens nécessaires pour créer ce différentiel net grâce à l'accroissement de l'activité.



Retrouvez l'intégralité de cette interview en vidéo sur les sites de Sudinfo

« 45 mesures prises pour les agriculteurs »

Vous êtes aussi ministre de l'Agriculture en Wallonie. Qu'est-ce que la Wallonie peut encore faire pour aider les agriculteurs ?

Ce que nous avons fait au niveau wallon et ce que nous continuons à faire, c'est plusieurs choses. D'une part, au niveau européen, la présidence belge nous offre des possibilités supplémentaires. Je pense qu'on a vraiment pris le lead, si je puis dire, des États membres pour solliciter un certain nombre de changements au niveau européen, particulièrement dans les règles de la PAC.

N'est-ce pas au détriment de l'environnement ou de la sauvegarde de la biodiversité ?

Je voudrais vraiment mettre un coup d'arrêt à une rumeur qui n'est pas fondée. Lorsque l'Union européenne et lorsque la Commission, singulièrement, adapte aujourd'hui certaines de ses normes, elle continue à rester la plus ambitieuse, du point de vue environnemental et du point de vue climatique, du monde.

Mais avec les grands accords internationaux, on importe des produits au détriment de nos agriculteurs ? C'est ce qu'eux-mêmes disent.

Mon message est très clair : on ne va quand même pas importer chez nous des produits qui viennent faire

concurrence à nos propres productions, sachant que les produits importés ne respectent pas les normes que nous nous imposons ici. Ça, c'est le monde qui marche à l'envers, en ce sens que sur les produits importés chez nous, on constate que dans certains cas, les normes environnementales, les utilisations de pesticides qui sont interdits chez nous sont encore autorisées dans d'autres parties du monde.

Je reviens aux agriculteurs wallons. Est-ce que vous allez encore un peu alléger leurs contraintes ?

Oui. La semaine dernière, nous avons convenu avec mes collègues du gouvernement de 45 nouvelles mesures de simplification, 45 mesures très concrètes qui touchent à la fois à l'agriculture, aux dates, aux obligations de communication administrative, aux obligations lorsqu'on transporte du fumier et encore l'accès aux cours d'eau, etc. Nous avons encore sur notre table de travail pratiquement 50 autres mesures qui sont à l'examen.

Ça, la Wallonie peut le faire.

Là, c'est une décision qui est uniquement wallonne (...). Je souhaite aussi continuer à travailler vraiment sur la promotion de nos produits wallons, de nos produits de proximité. Je veux aider à ce



Les manifestations des agriculteurs ont marqué les esprits. © Belpa

que nous aimions plus ou plus encore nos produits wallons et donc que nous les consommons. Et d'autre part, on soutient aussi à travers nos centres de recherche toute une série d'études visant à permettre à nos agriculteurs de gagner plus en termes de rentabilité de leurs exploitations, de pouvoir eux-mêmes disposer de nouvelles techniques, de nouvelles technologies.

Donc, 45 mesures prises, 50 autres sur la table. Ça veut dire qu'il y avait des leviers qui n'avaient pas été activés jusque-là.

On doit être transparents. La crise agricole et aussi les manifestations ont agi comme un véritable révélateur. C'est aussi déclencheur. Et puis il y a probablement des mesures que je n'aurais pas réussi à arracher s'il n'y avait eu ce mouvement agricole.

B.J.

FUTURE COALITION : AUCUNE EXCLUSIVE SAUF LES EXTRÊMES

M. Borsus ne craint-il pas que le MR se soit mis à dos certains de ses partenaires ? Il risque de se retrouver dans l'opposition, notamment en Wallonie. « On n'est jamais venu nous chercher pour nos beaux yeux », sourit-il. « J'ai entendu le président du Parti socialiste, depuis des mois, indiquer que son choix, c'était la coalition la plus à gauche possible. Et donc, aujourd'hui, mon message est très clair : c'est le message que vont donner les électeurs qui sera de nature à déterminer les prochaines coalitions. » Le gouvernement wallon, au contraire de la Vivaldi fédérale, n'a pas trop mal fonctionné. Au point de repartir pour une même coalition PS-MR-Ecolo ? « Je ne veux vraiment pas faire d'exclusive. Hormis évidemment les extrêmes de droite et de gauche, hormis cette exclusive

qui est très claire et très nette, je pense qu'il faudra vraiment attendre. Je pense que plus que jamais, la voix des électeurs aura du poids au mois de juin prochain. »

Et donc, un Willy Borsus candidat ministre-président, lui qui l'a été entre 2017 et 2019 ? « Dans mon expérience, j'ai souvent enregistré que ceux qui se déclaraient candidats à quelque chose, n'étaient en général pas ceux qui étaient retenus. Laissons les citoyens s'exprimer, laissons les choix se faire. Ils sont très très importants. Notre pays a un rendez-vous capital cette année. On sait que les combinaisons politiques ou les résultats des élections peuvent vraiment nous mettre dans une situation extrêmement complexe. »

B.J.

De Tijd - Digital - Miljardendeal bij Bpost | Zwakke yen boost Tokio - [Lien](#).

Miljardendeal bij Bpost | Zwakke yen boost Tokio

Bpost is bereid 1,3 miljard te betalen voor het Franse Staci, wat meer is dan de eigen ondernemingswaarde.

Op de beleggersagenda deze week

Wat mag u rood omcirkelen in de agenda deze week? Alvast donderdag de bijeenkomst van de Europese Centrale Bank en zeker - noblesse oblige - het kwartaalrapport van bankgigant JPMorgan vrijdag, de klassieke richtingaanwijzer voor Wall Street. U leest hier meer.

Citi start opvolging Syensqo met lauw advies

In een uitgebreide nota over Europese chemie start beurshuis Citi de opvolging van Syensqo , de speciaalchemiegroep die in december van Solvay is afgesplitst, met een 'houden' advies en koersdoel van 91 euro.

Analist Sebastian Satz looft Syensqo voor de kwaliteit van de portefeuille, maar waarschuwt dat de sterke prijszetting voor pvdf - cruciale chemicaliën voor herlaadbatterijen - in 2022 en 2023 - een belangrijke rugwind voor de rendabiliteit - dit jaar verdwenen is. 'Er is beterschap in de volumes, met bijhorende hefboom op de winstmarge, nodig om positiever te worden over Syensqo', zegt Satz.

Opvallend, volgens Satz is er een 'beleggersdebat' over een potentiële verhuis van de hoofdnotering van Syensqo naar Wall Street. '41 procent van de omzet is nu in de Verenigde Staten, tegenover slechts 25 procent in Europa. Een onmiddellijke verhuis achten we weinig waarschijnlijk, maar kan waarschijnlijker worden als er weer groei is.'

De 'case' van Bpost voor Staci

Zoals vermeld houdt Bpost straks om 10 uur een via webcast te volgen conference call over de voorgenomen deal van 1,3 miljard euro voor de Franse specialist in bedrijfspakjesverkeer Staci (zie post van 6u18), te financieren met beschikbare cash en schulden.

De beleggerspresentatie staat sinds dit weekend al online. Met op slide 11 een woordje uitleg over Staci, dat een sterke focus op West-Europa (Frankrijk en Nederland zijn goed voor meer dan helft van de omzet) en de Verenigde Staten dixit CEO Chris Peeters goed de eigen pakjesactiviteiten aanvult.

... terwijl de vraag blijft: waar zitten die Brusselse nieuwkomers?

17 september 2021: zo lang is het geleden dat er nog vers bloed naar de hoofdmarkt van de Brusselse beurs trok, met chemiedistributeur Azelis. Sindsdien trokken vooral bedrijven weg, op dit ogenblik beleeft bijvoorbeeld vastgoedgroep Intervest zijn laatste dagen

Collega Kris Van Hamme trok op onderzoek en stelt vast: het is niet echt dringen voor de poorten, al lijkt machinedokter I-care potentieel het dichtst bij een notering te staan. I-care CEO Fabrice Brion geeft aan dat het vooral wachten is op een langdurig stabiel, liefst positief, beursklimaat. Dat was de jongste jaren met de harde inflatiestrijd die centraal bankiers moesten voeren bepaald niet het geval.

De Brusselse beurs: mijmeren over wonderjaar 1998 ...

Met het nieuws over Miko hadden we in het Brusselse beursweekboek de perfecte aanleiding om bij een kop kantoor koffie te mijmeren over het wonderjaar 1998 van de beurs, toen de Bel20 een Nasdaq100-impresie deed terwijl Belgische beleggers én bedrijven en masse de beurs ontdekten.

Bpost bereid 1,3 miljard te dollar betalen voor Staci

Paukenslag vrijdagavond: Bpost heeft 1,3 miljard euro veil voor Staci, een Franse specialist in pakjesverkeer tussen bedrijven onderling (b2b in het jargon). Een stevig prijskaartje: 1,3 miljard is méér dan de eigen ondernemingswaarde van de postgroep, die inclusief 420 miljoen nettoschuld 1,12 miljard euro belooft.

Om 10 uur verschaft CEO Chris Peeters meer tekst en uitleg op de een conference call die live via webcast te volgen is. Het spreekt voor zich dat we via deze blog ook de koers- en analistenreacties zullen opvolgen.

Omdat het nooit te vroeg is voor een streepje 90s muziek, bij deze al de soundtrack bij de vraag of beleggers de Staci-deal zien zitten:

Zwakke yen zet Japanse beurs op winst

Dankzij het vooruitzicht dat de Federal Reserve pas heel geleidelijk in de rente zal beginnen knippen (zie vorige post) - en tegelijk de Japanse centrale bank maar heel geleidelijk de rente zal verhogen - klimt de Amerikaanse dollar tot 151,8 Japanse yen, een vers hoogtepunt sinds 1991.

Die zwakke yen is traditioneel goed nieuws voor de Japanse beursbarometer Nikkei , die rijkelijk gestoffeerd is met exportgerichte multinationals.

Wall Street kan leven met ijzersterk jobrapport

Goedemorgen! We starten met een blik op Wall Street vrijdagavond. Dow en vooral Nasdaq sloten met winst. _____

Het gespreksthema van de dag de onverminderd sterke jobmarkt. Dat jobrapport komt met een bijsluiter, maar beleggers zien er toch een signaal in dat 1) de economie op toerental blijft en 2) de centrale bank niet gehaast zal zijn in de rente te knippen. Maar met dat laatste kunnen beleggers leven, omdat immigratie mogelijk de inflatoire impact van de sterke jobmarkt tempert.

L'Echo - Article papier et digital- 14/03/2024. [Lien](#)

Le fonds de relance wallon dispose encore de 110 millions

Lancé après la crise du covid en 2022, le fonds Amerigo a injecté près de 50 millions dans une vingtaine d'entreprises wallonnes. La fin de son action est programmée pour 2026.

Lancé dans la foulée de la crise du covid en 2022 avec une capacité d'action de 160 millions d'euros apportés par une série d'investisseurs publics et privés, le fonds d'investissement Amerigo géré par Wallonie Entreprendre (WE) reste au taquet face à une situation économique toujours jugée délicate pour les entreprises. Depuis son lancement, le fonds a investi près de 50 millions en Wallonie et permis un effet de levier de 95 millions des invests et de Wallonie Entreprendre.

Le spectre de la crise est toujours présent

Derrière ses fières références, l'idée de départ était de lancer un fonds de relance afin de venir en aide aux entreprises touchées par la crise sanitaire. Une série d'investisseurs ont ainsi été fédérés comme WE, la SFPI, les invests wallons et des organismes belges de l'assurance comme Ethias, P&V, AG et Belfius. La société montoise I-Care sera la première à en bénéficier avec l'apport de 5 millions dans son capital, en complément des 10 millions injectés par WE.

Voilà pour les bases. La situation a cependant évolué. La fin du covid pousse aujourd'hui le fonds à élargir ses critères d'investissements. "Notre vision s'est élargie et nous intégrons par exemple les besoins des entreprises liés à la crise énergétique", explique Sébastien Durieux, membre du comité de direction de Wallonie Entreprendre (WE). Selon WE, il serait faux d'affirmer que tout va bien du côté des entreprises aujourd'hui. "Les entreprises sont toujours touchées par les effets de la crise. On le voit dans notre portefeuille. Cela justifie largement notre travail avec le fonds Amerigo."

La priorité du fonds est d'aider des entreprises en croissance dotées d'une bonne perspective mais qui ont besoin d'un coup de boost pour passer un cap difficile. Amerigo s'adresse ainsi plutôt à des sociétés au profil de scale-up. "Toutes les mesures de soutien aux entreprises ont eu pour effet de geler la situation des entreprises jusqu'en 2023. Or, on voit aujourd'hui des entreprises qui connaissent des moments plus difficiles avec la fin des moratoires bancaires et des aides publiques. La hausse des faillites depuis le début de l'année montre que la crise continue à avoir des effets."

C'est ainsi qu'Amerigo est intervenu auprès de la société Thomas & Piron en lui accordant un prêt de 3 millions l'année dernière aux côtés de WE, qui a libéré un prêt de près de 7 millions d'euros. "Thomas & Piron est impacté par le contexte immobilier et le fléchissement du marché de la construction. Cela se ressent sur la croissance de l'entreprise."

Sans passer en revue tout le portefeuille d'Amerigo qui compte une vingtaine d'opérations, on y trouve des entreprises comme Castingpar, Intressa Vascular, Weerts Group, AMB, Cikisi, PM Sweet, I-Care et Pairi Daiza. Le parc animalier, co-détenu par Eric Domb et Marc Coucke, est un habitué des prêts publics en Wallonie. Amerigo lui a libéré 5 millions en 2022. Un choix que justifie Sébastien Durieux. "Le fonds Amerigo doit toujours veiller à assurer une rentabilité à ses actionnaires. Nous contrebalançons certains dossiers plus à risque avec d'autres comme Pairi Daiza qui ont un potentiel de rentabilité important."

Diversification des financements

La suite ? Pour Amerigo, le temps semble déjà compté. La fin de son action est prévue en 2026 et il n'aura probablement pas l'occasion d'injecter dans l'économie wallonne la totalité des 110 millions qu'il lui reste à investir. "Le rythme de déploiement du fonds n'est pas si mauvais si on le compare aux autres fonds régionaux mais on ne veut certainement pas forcer des dossiers risqués. Par contre, Amerigo est un fonds qu'on devra probablement reproduire dans le futur. En passant certains dossiers par Amerigo, WE retrouve d'autres capacités de financement pour faire de la réindustrialisation et des dossiers plus risqués. Nous avons besoin de diversifier nos sources d'investissement, notamment auprès de la BEI car on ne pourra pas toujours compter sur les moyens de notre actionnaire – la Région wallonne – pour investir."

Un fonds de 1 milliard basé en Belgique ?

Si le financement des start-ups pour des levées de capitaux de maximum 30 millions reste accessible en Wallonie, les opérations sont plus compliquées quand les montants approchent les 100 millions. "On arrive à notre limite en Wallonie quand des entreprises doivent lever des montants de 80 à 100 millions", reconnaît Sébastien Durieux, membre du comité de direction de Wallonie Entreprendre.

Face à ce mur, Wallonie Entreprendre, ses homologues régionaux et la SFPI ont injecté 100 millions dans le cadre de la création d'un super fonds européen doté de 3,7 milliards et majoritairement financé par l'Allemagne et la France. "Ce fonds ECTI lancé par 5 pays et la BEI est destiné à l'ancrage des scale-ups sur le territoire européen. C'est un fonds de fonds, c'est-à-dire qu'il va injecter des capitaux dans 15 fonds en Europe." L'objectif est de soutenir les entreprises technologiques européennes qui font appel à des capitaux non européens lors de levées de fonds de plus de 50 millions d'euros.

Un des 15 fonds sera dédié au Life Science et devrait être doté d'une puissance de feu pouvant aller jusqu'à 1 milliard d'euros en intégrant des investisseurs privés. "On travaille pour créer ce fonds et faire en sorte qu'il soit hébergé en Belgique."

François-Xavier Lefèvre

L'essentiel

Le fonds de relance wallon dispose encore de 110 millions

Lancé après la crise du covid en 2022, le fonds Amerigo a injecté près de 50 millions dans une vingtaine d'entreprises wallonnes. La fin de son action est programmée pour 2026.

FRANÇOIS-XAVIER FÉREY

Lancé dans la foulée de la crise du covid en 2022 avec une capital d'action de 50 millions d'euros répartis sur une série d'investissements publics et privés, le fonds d'investissement Amerigo géré par Wallonia Entreprendre (WE) vient d'acquiescer à une nouvelle croissance et à une nouvelle édition pour les entreprises. Depuis son lancement, le fonds a injecté près de 50 millions wallons pour un effet de levier de 50 millions des investis et de Wallonia Entreprendre.

Dans ses six premières années de départ il a de booster un fonds de relance afin de venir en aide aux entreprises touchées par la crise covid. Une série d'investissements ont ainsi permis d'aider WE, la SPRL, les parcs wallons et des organismes belges de l'association comme l'Uba, l'UIC, le C&C, et l'Uba. La société investit à l'échelle européenne et a bénéficié avec l'appui de cinq millions dans son capital, en complément des 10 millions injectés par WE.

Mais pour les investisseurs, la situation a rapidement évolué. La fin de covid a permis d'injecter le fonds à d'autres secteurs d'investissement. « Notre vision a évolué et nous nous sommes concentrés sur les besoins des entreprises liées à la transition énergétique, en plus de l'industrie, comme la mobilité de direction de Wallonia Entreprendre (WE).

Selon WE, il s'agit d'un fonds qui tout va bien du côté

«La hausse des faillites depuis le début de l'année montre que la crise continue à avoir des effets.»

SÉBASTIEN DUBOIS
NOLAN
ENTREPRENEUR

UN FONDS DE 1 MILLIARD BASÉ EN BELGIQUE ?

Si le financement des startups pour des levées de capitaux de plusieurs 30 millions reste accessible en Belgique, les investisseurs sont plus compliqués quand les montants approchent les 100 millions. «On arrive à notre limite en matière quand des entreprises doivent lever des montants de 80 à 100 millions», reconnaît Sébastien Dubois, membre du comité de direction de Wallonia Entreprendre. Face à ce mur, plusieurs entreprises, ses homologues régionales et à l'étranger, injectent 100 millions dans le cadre de la création d'un super fonds européen doté de 3,7 milliards et répartis entre France par l'Allemagne et la France. «Ce fonds ICTI lancé par eBay, SAP et la BCI est destiné à l'usage des startups sur le territoire européen. C'est un fonds de fonds, c'est à dire qu'il va injecter des capitaux dans 10 fonds en Europe. L'objectif est de soutenir les entreprises technologiques européennes qui font appel à des capitaux sur multiples levées de fonds de plus de 50 millions d'euros. Les 10 fonds sera dotés au L'U. Science et devrait être doté d'une puissance de feu d'un milliard d'euros en intégrant des investisseurs privés. C'est l'objectif pour créer ce fonds et faire en sorte qu'il soit belge et européen.»

des entreprises aujourd'hui. «Les entreprises sont impactées par les effets de la crise. On le voit dans notre portefeuille. Cela justifie largement notre travail avec le fonds Amerigo».

Entreprises en croissance

La présence du fonds est d'aider des entreprises en croissance. Mais d'une bonne perspective mais qui ont besoin d'un coup de boost pour passer un cap difficile. Amerigo s'adresse ainsi à des sociétés au profit de leur capital. Les montants de soutien aux entreprises ont un effet de geler la situation des entreprises jusqu'en 2025. On voit aujourd'hui des entreprises qui connaissent des moments plus difficiles avec la fin des montants historiques et des aides publiques. La hausse des faillites depuis le début de l'année montre que la crise continue à avoir des effets. C'est ainsi qu'Amerigo est intervenu auprès de la société Thomas & Piron en lui accordant un prêt de trois millions l'année dernière aux côtés de WE, qui a obtenu un prêt de plus de sept millions d'euros. «Thomas & Piron est impacté par la concurrence internationale et le ralentissement du marché de la construction. Cela se traduit sur la croissance de l'entreprise».

«Sans parler en outre tout le portefeuille d'Amerigo qui compte une vingtaine d'entreprises, on y trouve des entreprises comme Castalgues, Intermat, Vascor, Bionics Group, AMI, C&S, PM Sweet, l'Car et P&D Dalia. Le prêt initial, co-développé par Eric Dandl et Marc Carlier, est un habitat de prêt public en Wallonie. Amerigo lui a libéré cinq millions en 2023. Un chèque que justifie Sébastien Dubois, «Le fonds Amerigo doit toujours veiller à assurer une rentabilité à ses actionnaires. Nous sommes habitués à certains secteurs plus à risque que d'autres comme l'Uba, l'UIC qui ont un potentiel de rentabilité important.»

Diversification des financements

La vocation d'Amerigo, le temps semble déjà écoulé. La fin de son action est prévue en 2026 et il devra probablement pas l'occasion d'injecter dans l'économie wallonne la totalité des 100 millions qu'il lui reste à investir. «Le rythme de déploiement du fonds n'est pas si mauvais si on le compare aux autres fonds régionaux, mais on ne veut pas faire des doublons. Par contre, Amerigo est un fonds qui devra probablement repenser dans le futur. La présence de certains investisseurs par Amerigo WE renforce d'autres capacités de financement. Nous avons besoin de diversifier nos sources d'investissement, notamment auprès de la BCI car on ne pourra pas toujours compter sur les moyens de notre actionnaire - la Région wallonne - pour investir.»



Le fonds Amerigo est intervenu auprès de Thomas & Piron en lui accordant un prêt de trois millions l'année dernière aux côtés de Wallonia Entreprendre, qui a libéré un prêt de sept millions d'euros.

La Libre - article papier et online - 21 février 2024 [Lien](#)

La Wallonie va accélérer 20 nouvelles sociétés à haut potentiel - La Libre - article papier et online

Le gouvernement wallon devrait approuver, ce vendredi, une nouvelle mouture du programme “Scale-up”.

Trop petites, trop peu ambitieuses : ce sont souvent les deux critiques adressées aux entreprises wallonnes. “La Wallonie manque de champions !”, entend-on régulièrement. Des entreprises qui innovent, grandissent, recrutent et osent se lancer à l’international. Certes, la Wallonie, terre par excellence de TPE et PME, peut compter sur des pépites comme Odoo, I-care, EVS, IBA, NSI, John Cockerill... Mais cela ne suffit pas dans un monde où la compétition économique ne cesse de s’aiguiser.

”Le tissu économique wallon est majoritairement constitué d’entreprises dont l’effectif moyen est de 9 équivalents temps plein. La croissance des entreprises est un enjeu important pour la politique industrielle wallonne”, a répété Willy Borsus (MR), ministre wallon de l’Économie et de l’Innovation, lors de la visite qu’il a rendue, ce mercredi, à la société PMSweet. Cette entreprise liégeoise, spécialisée dans la confection et la distribution de macarons, fait partie du cercle encore restreint des nouveaux champions wallons.

Fondée en 2014 par Michaël Labro, jeune entrepreneur récemment auréolé du titre de “Manager de l’année”, PMSweet compte parmi les vingt entreprises qui ont bénéficié du programme “Scale-up” de la Région wallonne. Ce programme, lancé en 2022 dans le cadre du plan de relance de la Wallonie, vise à offrir un accompagnement personnalisé à des “entreprises à haut potentiel de croissance”. Dans la première sélection de “Scale-up”, outre PMSweet, on trouvait des sociétés telles que Meurens Natural, Emasphère, B12 Consulting, Radiomics, Sagacify...

Mis en œuvre par Wallonie Entreprendre, en collaboration avec l’incubateur WSL et les pôles de compétitivité, le programme – “à la carte et sur mesure” – a pour vocation d’aider les futurs champions de l’économie wallonne à structurer leur stratégie, à lever les éventuelles “barrières à la croissance” et à les suivre dans l’opérationnalisation de leur feuille de route.

Une sélection et un suivi renforcés

Le gouvernement wallon devrait approuver, ce vendredi, une nouvelle mouture du programme “Scale-up”. Une mouture revue afin, explique-t-on au cabinet Borsus, de viser “une plus grande efficacité mais aussi une sélection plus pointue” des entreprises à fort potentiel de croissance. La nouveauté réside principalement dans la création d’un comité de sélection présidé par Wallonie Entreprendre. Ce comité sera chargé de coordonner l’ensemble du programme et de mettre les expertises des différents partenaires à la disposition des scale-up. Les vingt nouvelles entreprises sélectionnées dans le cadre du programme seront connues le 1er mai prochain.

Les entreprises retenues devront répondre à plusieurs critères : être à fort potentiel de croissance, avec au moins un siège d’exploitation situé en Wallonie (ou installée en Wallonie dans le cadre de la croissance) ; être dotée d’un modèle d’affaires établi (avec un “proof of concept” reconnu et fondé sur un produit/service potentiellement créateur de valeur forte) ; détenir une validation de marché crédible, en phase de commercialisation ; avoir connu une hausse de chiffre d’affaires d’au moins 10 % sur les deux derniers exercices ; avoir un chiffre d’affaires qui n’excède pas 10 millions d’euros ; compter une équipe d’au moins 10 équivalents temps plein.

L’accompagnement sera toujours d’une durée maximale de 24 mois. Il se composera de trois étapes (dont la troisième sera conditionnée à l’aval du comité de sélection, ce qui est une nouveauté par rapport au projet de 2022) : diagnostic et plan d’actions ; présentation du diagnostic et plan d’actions au comité de sélection ; mise en œuvre du plan d’actions et suivi.

Pierre-François Lovens

RTBF - Online - 21 février - [Lien](#)

Les relocalisations et créations d'emplois promises pendant le Covid ont-elles eu lieu ?

Le 18 mars 2020, la Belgique entrait en confinement pour lutter contre le coronavirus.

Huit mois et un début de deuxième vague plus tard, le gouvernement wallon se projetait dans l'après-crise avec le lancement de son plan "Get Up Wallonia !" . Ce dernier visait à " relocaliser sur notre territoire la production de biens [et] réindustrialiser la Wallonie " avec en figure de proue la production de masques " Made in Wallonia

À l'époque, cette volonté de rapatrier une partie de l'activité économique sur son sol ne se cantonnait pas qu'au territoire wallon ou belge. Quelques mois plus tôt, c'était le président français, Emmanuel Macron, qui plaidait pour une reconquête de la " souveraineté industrielle " de son pays et promettait la création d'environ 1800 emplois via des investissements ciblés. Même objectif au niveau européen : le commissaire Didier Reynders assurant que " la Commission [était] tout à fait disposée à organiser la gestion future d'éventuels stocks stratégiques communs".

Quatre ans après, ces relocalisations – et les créations induites d'emplois – ont-elles eu lieu ? Rien n'est moins sûr. Décryptage.

45% des entreprises ont relocalisé

Comptabiliser le nombre de relocalisations en Europe, et a fortiori en Belgique, n'est pas chose aisée. Pour cause, il n'existe aujourd'hui aucune donnée sur les activités de relocalisations de nos entreprises. Seuls des études, recherches ou rapports européens et internationaux permettent de dégager des tendances.

C'est le cas du dernier sondage de la Banque centrale européenne (BCE) réalisé auprès d'une soixantaine d' entreprises européennes. Interrogées sur leurs stratégies passées et futures en matière de localisation de leur production et d'approvisionnement, 45% d'entre elles répondent avoir déplacé leurs activités, que ce soit au sein ou hors de l'Union européenne (UE) au cours des cinq dernières années. Sachant qu' une proportion plus élevée d'entreprises a déplacé leur production hors de l'UE plutôt que dans/vers l'UE.

Avec la hausse des coûts de transport ou des matières premières , taxes d'importation élevées ou progression des salaires en Asie, rapatrier ses activités s'avère être plus avantageux pour certaines entreprises comme Nobi. Les coûts salariaux en Chine ont augmenté en moyenne de 15% par an au cours des dix dernières années. Ils sont, par exemple en Croatie, plus faibles. Il existe toujours un écart salarial, mais les salaires ne représentent que 10% du coût total des opérations en Chine ", précise ainsi le professeur à l'UGent, Rudy Aernoudt

Tout miser sur la haute valeur ajoutée

Côté wallon, l'entreprise I-care, leader mondial en maintenance prédictive d'outils industriels, vient d'investir plusieurs dizaines millions d'euros pour relocaliser l'une de ses chaînes de production à Mons. Concrètement, cette société qui fait des " diagnostics sur des machines industrielles pour trouver leurs maladies " comme le schématise son CEO Fabrice Brion , va fabriquer en interne quelques millions d'objets connectés.

Pourquoi ce choix ? " Parce qu'on trouve que c'est important pour des raisons stratégiques et économiques d'investir ici et de ne pas sous-traiter dans d'autres ensembles économiques qui ne respectent pas les mêmes règles que nous ", répond-il simplement avant d'ajouter que cette décision suppose deux conditions pour rester compétitif.

Selon lui, il faut " avoir un produit technologique au prix de vente élevé et une production efficace En d'autres termes, que la production relocalisée concerne des produits innovants et qu'elle bénéficie d'investissements importants pour gagner en productivité.

Pour rester compétitif, il faut avoir un produit technologique au prix de vente élevé et une production efficace.

Fabrice Brion, CEO d'I-care

Notons ainsi le coup de pouce du gouvernement wallon ces dernières années. Aussi appelée, S3, sa stratégie vise à travers l'innovation à réimplanter en Wallonie l'industrie du futur. " Le gouvernement a approuvé récemment 17 dossiers liés à des appels à projets. L'idée est de dire quels sont nos grands choix et nos priorités et comment on peut rassembler les acteurs pour porter un certain nombre de projets indique dans l'Echo le ministre wallon de l'économie, Willy Borsus (MR) selon lequel le projet de l'entreprise I-care " n'aurait pas été possible sans tout le travail de recherche et d'innovationConséquences : c'est donc plutôt la haute valeur ajoutée qui va être développée chez nous ", résume l'économiste Xavier Dupret. Outre la haute technologie, la Wallonie accueille des entreprises agroalimentaires, textiles ou pharmaceutiques.

Créations d'emplois anecdotiques

Pour Biowin, le pôle wallon de compétitivité du secteur de la pharmacie et des sciences du vivant, la création d'emplois est positive. Selon une étude de pharma.be citée par leur porte-parole, l'emploi dans le secteur bio pharmaceutique belge a augmenté de près de 4% en 2021, soit 5740 postes . Sans pouvoir parler de relocalisations stricto sensu, près de 3,5 milliards d'euros ont été investis dans divers projets (217 au total) en Wallonie par des sociétés pharmaceutiques étrangères, y compris celles de la Flandre entre 2000 et 2023.

En Flandre, la société Nobi annonce avoir embauché 15 personnes depuis sa relocalisation en Belgique. Une croissance qui se poursuit puisqu' " en mars 2024, nous ouvrirons une deuxième ligne de production dans notre usine, ce qui portera notre effectif à 20 personnes [et] en 2025, les lignes 3 et 4 seront ouvertes, créant 12 emplois supplémentaires ", précise Liesbeth Pyck.

La haute valeur ajoutée est un segment d'activité qui est plutôt intensif en capital.

Xavier Dupret, économiste

Au-delà de ces exemples, mesurer les créations d'emplois dans l'économie générale reste un défi. D'après le think-tank américain Reshoring Now qui plaide en faveur d'un retour de leurs entreprises sur leur sol, entre 2010 et 2023, les relocalisations auraient permis de créer près de 1,7 million d'emplois aux Etats-Unis.

La Banque Nationale de Belgique (BNB) nuance ces créations qui sont, selon elle définies de manière très large" . L'un de ses économistes, Emmanuel Dhyne, note qu' on n'a pas vraiment d'évidences pouvant dire voilà, les relocalisations ont créé X milliers d'emplois avec une quelconque force statistique, si ce n'est ces quelques anecdotes

De toute façon, pour l'économiste Xavier Dupret, si création d'emplois il y a, elle n'est pas massive car " la haute valeur ajoutée est un segment d'activité qui est plus intensif en capital financier qu'humain Vous pouvez faire tourner certaines entreprises avec un équivalent temps plein en 3x8 [travailler par rotation pendant trois périodes d'environ huit heures qui constituent la journée de travail , ndlr] sur un site de production de 1000 mètres carrés sans problème ", indique celui qui est aussi chercheur au Gresea (Groupe de Recherche pour une Stratégie économique alternative).

Finalement, comme le dit l'économiste Maxime Combes, " t out ça reste relativement mineur statistiquement parlant, par rapport aux grandes masses d'entreprises ou de secteurs entiers dont la production a quasiment disparu depuis 25 ans ou 30 ans dans nos pays

Effet d'opportunité

Xavier Dupret insiste aussi sur l'importance du contexte qui oriente parfois les comportements commerciaux sans les pérenniser. Il prend l'exemple de l'industrie textile pendant la pandémie de Covid-19 : " à l'époque, on avait développé une ligne de production en Wallonie, le gouvernement wallon avait des commandes. Il y avait un effet d'opportunité. Mais une fois que la pandémie est retombée, on n'a pas vu de redéveloppement du textile. C'était clairement lié à une conjoncture très particulière avec des ruptures sur les chaînes de production et le fait qu'il y avait des commandes publiques pour avoir des stocks stratégiques qui avaient été détruits quelques années auparavant.

On pense ainsi à l'échec des masques de Deltrian, l'une des promesses du ministre-président Elio Di Rupo au moment de lancer son plan de relance en sortie de crise sanitaire. Trois ans plus tard, le seul outil de production de masse de masques en Wallonie est mis en liquidation et ses lignes de production sont vendues à des prix dérisoires. Trente personnes travaillaient alors dans cette usine

Régionalisation plutôt que relocalisation

Plus globalement, la crise du Covid-19 a bousculé les chaînes d'approvisionnement internationales. Et les entreprises ont eu besoin de les sécuriser.

Entre le printemps 2020 et le printemps 2022, le cabinet de conseil McKinsey a mené une enquête en trois cycles auprès de 60 à 113 cadres supérieurs de grandes multinationales actives dans divers secteurs et pays. Lorsque la crise du Covid-19 battait son plein en mai 2020, 40% des cadres envisageaient des mesures pour renforcer la résilience, telles que la régionalisation des chaînes d'approvisionnement. Un an plus tard, ce ne sont finalement "que" 25% des cadres qui envisageraient cette stratégie. Deux ans après le début de la pandémie, en mai 2022, " la relocalisation des propres installations de production reste l'exception

Finalement, cette enquête révèle que plus le contexte géopolitique est incertain, plus les entreprises prévoient d'accroître la résilience de leurs chaînes d'approvisionnement. Et inversement. Loin d'une vague de relocalisations massives dans le pays d'origine, on a donc plutôt observé une régionalisation , c'est-à-dire dans un pays voisin ou "ami".

Et à l'avenir non plus, les entreprises ne prévoient pas de rentrer massivement au bercail. Selon le dernier sondage de la Banque centrale européenne (BCE), dans les cinq prochaines années, un quart des entreprises interrogées envisagent de relocaliser leurs activités au sein de l'Union européenne.

Géopolitique et sécurisation

Quoi qu'il en soit, pour l'économiste et essayiste français, Nicolas Bouzou, le contexte géopolitique reste cardinal dans le choix des entreprises. Dans une interview à L'Echo, il soulignait ainsi le fait que " l'aguer re en Ukraine a eu un impact sur le prix des matières premières [tandis que] les tensions entre Taïwan et la Chine ont entraîné une relocalisation de la production des semi-conducteurs

À ce titre, la France a lancé en juin 2023 la production de la nouvelle usine de composants semi-conducteurs à Crolles, dans la région grenobloise. Un projet d'investissement de près de 7,5 milliards d'euros

C'est aussi le besoin de flexibilité et de sécurité " dans un contexte géopolitique incertain " qui a incité la société flamande Nobi à relocaliser ses activités. La proximité physique entre nos concepteurs et nos fabricants nous permet d'agir rapidement pour mettre à niveau nos produits, ce qui est essentiel pour une entreprise en croissance rapide comme la nôtre ", souligne Liesbeth Pyck.

In fine, la création d'emplois ne se résume pas à l'implantation géographique d'une entreprise sur un territoire, estime Maxime Combes, également membre d'Attac France Avant même de regarder ce qui se délocalise ou se relocalise, il faut se demander si le tissu économique, qu'il soit industriel, de services ou agricole dans une région donnée, crée de l'emploi. C'est ça qui est décisif sur le volume d'emplois disponibles. La question est de savoir si les investissements qui sont faits par les investisseurs d'une région ou d'un pays se font sur ce territoire-là ou à l'étranger

Autrement dit, " la question qui va se poser, c'est aussi celle de la capacité pas seulement à relocaliser de l'activité, mais à protéger de l'activité chez nous ", complète Xavier Dupret.

Selon le Conseil Supérieur de l'Emploi la création d'emplois s'essouffle " même si 2022, il y a eu 101.000 emplois créés en Belgique, soit le nombre le plus élevé depuis le début des mesures en 1953.

L'Echo - article

Avec son premier capteur 100% belge, I-care prend son envol

Le spécialiste wallon de la maintenance industrielle I-care dévoile ce jeudi son nouveau capteur de prédiction des pannes. «Une révolution 100% belge» avec en ligne de mire, les 250 millions d'euros de chiffre d'affaires.

«Ceci est une révolution». La formule a sans doute été galvaudée par Apple et ses lancements de produits successifs. Et si le CEO d'I-care concède ne pas être un fan absolu de Steve Jobs, il assure pourtant sans détour que «ce nouveau capteur est une révolution pour I-care».

Quand Fabrice Brion présente à L'Echo celui qui répond au doux nom de Wi-care G23, c'est toutefois sans une once d'esbroufe: «il fait la même chose qu'avant, mais de manière plus performante». En quoi ce nouveau capteur est-il donc révolutionnaire? On vous explique.

Prédire plus de pannes, plus tôt

Présenté comme totalement autonome, sans fil, avec un flux de données trois fois plus «puissant» que ses prédécesseurs, ce nouveau capteur permet d'obtenir des données trois fois plus précises, «comme un microscope qui aurait une capacité de grossissement trois fois supérieure», précise Fabrice Brion. Objectif: prédire plus de pannes plus tôt.

Le Wi-care G23 est capable de réaliser simultanément trois types de mesures sur les machines industrielles qui en sont équipées: analyse des vibrations, identification de chocs et surveillance de la température, avec une batterie dont l'autonomie permet de fonctionner pendant au moins cinq ans de manière ininterrompue.

Production de masse

Mais ce qui change surtout la donne pour l'entreprise montoise, c'est le volume, la production de masse. «Pour vous donner une idée, nous avons produit 10.000 exemplaires de notre première génération de capteurs en dix ans. Pour la deuxième génération, nous en avons produit 10.000

en un an. Et nous sommes déjà capables de produire 10.000 de ces nouveaux capteurs en une semaine», détaille Fabrice Brion.

Fini l'évangélisation, place au déploiement de masse. «Ce nouveau capteur est un peu à I-care ce que la Model 3 a été pour Tesla, le premier modèle déployé à grande échelle par l'entreprise», sourit Fabrice Brion.

Nouvelle technologie belge

Pour y arriver, «il a fallu repartir d'une page blanche», explique le CEO. C'est-à-dire repenser entièrement la conception et la production, pour en arriver à «une nouvelle technologie développée par I-care de A à Z, pendant l'année 2023». Avec en moyenne 40 à 45 personnes mobilisées sur le projet depuis 2021, son coût représenterait plusieurs dizaines de millions d'euros.

Résultat, I-care tient le tout premier capteur vibratoire de très grande précision entièrement fabriqué en Belgique. Il est, par la même occasion, la première concrétisation des investissements annoncés en novembre dernier dans L'Echo, visant à implanter à Mons une ligne de production pour fabriquer en interne des millions d'objets connectés.

Retombées espérées

Ce nouveau capteur peut donc être considéré comme une étape majeure dans le développement du spécialiste wallon de la santé des machines industrielles. «Tout notre business plan repose là-dessus», reconnaît le CEO, «à savoir multiplier par cinq notre chiffre d'affaires entre septembre 2022 et septembre 2027, et passer d'environ 50 à 250 millions d'euros».

Réussir la commercialisation du Wi-care G23 et générer les revenus en conséquence «sera une condition nécessaire, mais non suffisante, en vue d'une introduction en bourse», conclut Fabrice Brion, qui envisage désormais 2025, voire 2026, pour l'opération financière. Ce jeudi, le leader mondial de la maintenance prédictive dévoilera sa «révolution 100% belge» lors d'un événement digital. Inutile de s'attendre à une keynote façon Apple. Mais ne vous y trompez pas, I-care prend son envol.

[Maxime Paquay](#)

Avec son premier capteur 100% belge, I-care prend son envol

Le spécialiste belge de la maintenance industrielle I-care a décidé de produire ses propres capteurs de pollution des gazes. Avec ses filiales en Belgique, aux Pays-Bas et en France, les experts de la maintenance industrielle.

Marché mondial

«I-care est une référence internationale en matière de produits de maintenance industrielle et de solutions de maintenance industrielle pour les sites de fabrication. À l'heure actuelle, nous sommes capables de produire des capteurs de pollution des gazes pour les sites de fabrication.

Quand I-care lance son premier capteur de pollution des gazes, c'est une révolution pour les sites de fabrication. Il est le premier capteur de pollution des gazes à être produit en Belgique.

Produit plus de 200 millions de pièces.

I-care est une référence internationale en matière de produits de maintenance industrielle et de solutions de maintenance industrielle pour les sites de fabrication. À l'heure actuelle, nous sommes capables de produire des capteurs de pollution des gazes pour les sites de fabrication.

Le marché mondial de la maintenance industrielle est en pleine croissance. Les entreprises de maintenance industrielle cherchent à améliorer la performance de leurs équipements et à réduire les coûts de maintenance. I-care est une référence internationale en matière de produits de maintenance industrielle et de solutions de maintenance industrielle pour les sites de fabrication.

Production de masse

I-care est une référence internationale en matière de produits de maintenance industrielle et de solutions de maintenance industrielle pour les sites de fabrication. À l'heure actuelle, nous sommes capables de produire des capteurs de pollution des gazes pour les sites de fabrication.

Le marché mondial de la maintenance industrielle est en pleine croissance. Les entreprises de maintenance industrielle cherchent à améliorer la performance de leurs équipements et à réduire les coûts de maintenance. I-care est une référence internationale en matière de produits de maintenance industrielle et de solutions de maintenance industrielle pour les sites de fabrication.

Nouvelle technologie belge

Pour y arriver, il a fallu investir dans une nouvelle technologie. I-care est une référence internationale en matière de produits de maintenance industrielle et de solutions de maintenance industrielle pour les sites de fabrication. À l'heure actuelle, nous sommes capables de produire des capteurs de pollution des gazes pour les sites de fabrication.

I-care est une référence internationale en matière de produits de maintenance industrielle et de solutions de maintenance industrielle pour les sites de fabrication. À l'heure actuelle, nous sommes capables de produire des capteurs de pollution des gazes pour les sites de fabrication.

250 millions €

Pour I-care, l'investissement de 250 millions de dollars est destiné à développer son premier capteur de pollution des gazes 100% belge. Le projet est financé par le gouvernement belge et les investisseurs privés.

Le marché mondial de la maintenance industrielle est en pleine croissance. Les entreprises de maintenance industrielle cherchent à améliorer la performance de leurs équipements et à réduire les coûts de maintenance. I-care est une référence internationale en matière de produits de maintenance industrielle et de solutions de maintenance industrielle pour les sites de fabrication.

Investissements importants

Le marché mondial de la maintenance industrielle est en pleine croissance. Les entreprises de maintenance industrielle cherchent à améliorer la performance de leurs équipements et à réduire les coûts de maintenance. I-care est une référence internationale en matière de produits de maintenance industrielle et de solutions de maintenance industrielle pour les sites de fabrication.

I-care est une référence internationale en matière de produits de maintenance industrielle et de solutions de maintenance industrielle pour les sites de fabrication. À l'heure actuelle, nous sommes capables de produire des capteurs de pollution des gazes pour les sites de fabrication.



Automate et capteur de pollution des gazes 100% belge, produits de maintenance industrielle pour les sites de fabrication.

L'Echo - article digital [premier](#) Avec son premier capteur 100% belge, I-care prend son envol

Le spécialiste wallon de la maintenance industrielle I-care dévoile ce jeudi son nouveau capteur de prédiction des pannes. "Une révolution 100% belge" avec en ligne de mire, les 250 millions d'euros de chiffre d'affaires.

"Ceci est une révolution". La formule a sans doute été galvaudée par Apple et ses lancements de produits successifs. Et si le CEO d'I-care concède ne pas être un fan absolu de Steve Jobs, il assure pourtant sans détour que "ce nouveau capteur est une révolution pour I-care".

Quand Fabrice Brion présente à L'Echo celui qui répond au doux nom de Wi-care G23, c'est toutefois sans une once d'esbroufe: "il fait la même chose qu'avant, mais de manière plus performante". En quoi ce nouveau capteur est-il donc révolutionnaire? On vous explique.

Prédire plus de pannes, plus tôt

Présenté comme totalement autonome, sans fil, avec un flux de données trois fois plus "puissant" que ses prédécesseurs, ce nouveau capteur permet d'obtenir des données trois fois plus précises, "comme un microscope qui aurait une capacité de grossissement trois fois supérieure", précise Fabrice Brion. Objectif: prédire plus de pannes plus tôt.

Le Wi-care G23 est capable de réaliser simultanément trois types de mesures sur les machines industrielles qui en sont équipées: analyse des vibrations, identification de chocs et surveillance de la température, avec une batterie dont l'autonomie permet de fonctionner pendant au moins cinq ans de manière ininterrompue.

Production de masse

Mais ce qui change surtout la donne pour l'entreprise montoise, c'est le volume, la production de masse. "Pour vous donner une idée, nous avons produit 10.000 exemplaires de notre première génération de capteurs en dix ans. Pour la deuxième génération, nous en avons

produit 10.000 en un an. Et nous sommes déjà capables de produire 10.000 de ces nouveaux capteurs en une semaine", détaille Fabrice Brion.

Fini l'évangélisation, place au déploiement de masse." Ce nouveau capteur est un peu à I-care ce que la Model 3 a été pour Tesla, le premier modèle déployé à grande échelle par l'entreprise", sourit Fabrice Brion.

Nouvelle technologie belge

Pour y arriver, "il a fallu repartir d'une page blanche", explique le CEO. C'est-à-dire repenser entièrement la conception et la production, pour en arriver à "une nouvelle technologie développée par I-care de A à Z, pendant l'année 2023". Avec en moyenne 40 à 45 personnes mobilisées sur le projet depuis 2021, son coût représenterait plusieurs dizaines de millions d'euros.

Résultat, I-care tient le tout premier capteur vibratoire de très grande précision entièrement fabriqué en Belgique. Il est, par la même occasion, la première concrétisation des investissements annoncés en novembre dernier dans L'Echo, visant à implanter à Mons une ligne de production pour fabriquer en interne des millions d'objets connectés.

Retombées espérées

Ce nouveau capteur peut donc être considéré comme une étape majeure dans le développement du spécialiste wallon de la santé des machines industrielles. "Tout notre business plan repose là-dessus", reconnaît le CEO, "à savoir multiplier par cinq notre chiffre d'affaires entre septembre 2022 et septembre 2027, et passer d'environ 50 à 250 millions d'euros".

Réussir la commercialisation du Wi-care G23 et générer les revenus en conséquence "sera une condition nécessaire, mais non suffisante, en vue d'une introduction en bourse", conclut Fabrice Brion, qui envisage désormais 2025, voire 2026, pour l'opération financière. Ce jeudi, le leader mondial de la maintenance prédictive dévoilera sa "révolution 100% belge" lors d'un événement digital. Inutile de s'attendre à une keynote façon Apple. Mais ne vous y trompez pas, I-care prend son envol.

Le résumé

- Le leader mondial de la maintenance prédictive I-care dévoilera sa "révolution 100% belge" ce jeudi lors d'un événement digital.
- Le Wi-care G23 est le tout premier capteur vibratoire de très grande précision entièrement fabriqué en Belgique.
- Fabrice Brion, le CEO d'I-care, envisage une entrée en bourse en 2025, voire 2026.

[Maxime Paquay](#)

L’Echo - Podcast - Fusillades à Bruxelles, la défense lorgne l'IA, un nouveau capteur de pannes ultra-performant... Votre podcast matinal est prêt. [Lien](#).

Fusillades à Bruxelles, la défense lorgne l'IA, un nouveau capteur de pannes ultra-performant... Votre podcast matinal est prêt

Le Brief, le podcast matinal de L’Echo, 7 infos, dès 7h.

Des blessés et un mort dans [des fusillades ces derniers jours à Saint-Gilles](#) et dans ses environs: il pourrait s'agir de règlements de compte dans le milieu des stupéfiants. Pas facile pour les forces de l'ordre de combattre les criminels: la zone de police Midi est en sous-effectif.

[L'intelligence artificielle intéresse de près le secteur de la défense](#). La FN Herstal et John Cockerill investissent, en partenariat avec la Région wallonne, dans une chaire à l'Université de Liège. L'idée est de faire émerger de nouvelles applications technologiques qui pourraient servir aux deux entreprises.

I-care lance aujourd'hui [un nouveau capteur, beaucoup plus performant](#). Il sait détecter les pannes plus tôt. Il sera produit en grande quantité par le spécialiste wallon de la maintenance industrielle.

Le Brief, le podcast matinal de L'Echo

Ce que vous devez savoir avant de démarrer la journée, on vous le sert au creux de l'oreille, chaque matin, en 7 infos, dès 7h.

Le Brief, un podcast éclairant, avec l'essentiel de l'info business, entreprendre, investir et politique. Signé L’Echo.

Abonnez-vous sur votre plateforme d'écoute favorite

[Rédaction L'Echo](#)

L'Echo - Article papier et digital - [Lien](#)

Insens accélère son développement après une phase de test concluante

Sa technologie de maintenance prédictive et d'optimisation énergétique validée par de grands industriels, Insens enclenche la seconde et vise la France.

Lorsque nous avons rencontré Guillaume Francaux, Nicolas Verbeek et Gautier Waterlot, les fondateurs d'Insens, y a pile 12 mois, ils se laissaient un an pour valider leur technologie avec des industriels de renom. Sûre d'elle après une phase pilote, Insens accélère officiellement son développement. "On voulait prouver la fiabilité de notre solution et montrer qu'il y avait un intérêt du marché", explique Guillaume Francaux, le CEO d'Insens. Leur technologie permet à la fois d'anticiper les défauts et de réduire la consommation énergétique des machines rotatives dans l'industrie.

La jeune pousse a par exemple commencé à appliquer sa solution sur quelques machines sur le site de Total à Feluy durant cette année. Le test a été concluant et elle peut désormais compter le géant énergétique parmi ses clients chez qui elle va étendre le nombre de machines concernées.

Lhoist et Knauf sont aussi devenus clients de la structure basée à Louvain-la-Neuve. Elle a l'avantage d'avoir entre les mains **une solution qui peut se déployer rapidement** sur un large éventail de machines, un argument qui plait chez les grands industriels qui n'ont pas de temps à perdre.

Des capteurs dans les circuits électriques

RED, la solution développée par Insens, permet donc aux entreprises d'anticiper les pannes sur les lignes de production grâce à des capteurs intelligents. **C'est de la maintenance prédictive** comme le fait I-care, champion belge du domaine, mais pas la même technologie.

Insens ne mise pas sur les vibrations des machines pour les comprendre, mais **sur leurs circuits électriques**, une différence qui lui permet également de réduire la consommation énergétique des équipements suivis par sa technologie. "Sur certaines machines, nous avons pu économiser plus de 50% d'énergie", explique Guillaume Francaux.

Placé directement dans la cabine électrique des lignes de production plutôt que sur les machines, **le système de la start-up ne nécessite qu'un seul capteur par machine**, ce qui réduit les coûts de la technologie et permet d'opérer en dehors de zones parfois dangereuses ou difficiles d'accès "comme des zones submergées ou des environnements très dangereux".

Capitaux frais

Des spécificités qui lui ont permis de réaliser lors de cette année test un chiffre d'affaires de 400.000 euros, "sans avoir de commerciaux" précise Guillaume Francaux. "Nous visons le million de chiffre d'affaires pour 2024." Pour y arriver, la jeune pousse va recruter une équipe commerciale. Cette ambition va de pair avec une expansion européenne.

La start-up espère **installer ses capteurs un peu partout en Europe, à commencer par la France**. Ses capteurs, qui sont maintenant certifiés pour le milieu industriel, sont produits dans les bureaux de la start-up, qui estime pouvoir en délivrer plusieurs milliers par an.

Le succès de la phase pilote chez les premiers clients a permis à **Insens** de préparer **son** futur : **un effectif qui a doublé de taille, de nouveaux bureaux plus spacieux et un dossier solide pour se financer**. Après un premier financement de 1,2 million d'euros en 2022, la start-up basée à Louvain-la-Neuve va bientôt réitérer l'opération.

Elle veut récolter 1,5 million d'euros auprès d'investisseurs belges et étrangers avant l'été pour amorcer une future première grosse levée de fonds, une série A. La jeune pousse mise aussi beaucoup sur les salons internationaux, où elle est très présente, pour convaincre de nouveaux grands groupes avec ses capteurs et sa technologie.

Le résumé

- La technologie développée par la start-up **Insens** permet de prévenir les pannes et d'optimiser la consommation énergétique des machines industrielles.
- Après une phase test d'un an, la jeune pousse a validé sa technologie et signé avec des grands noms industriels comme TotalEnergies, Lhoist et Knauf.
- Elle a doublé **son** équipe, va lever des fonds avant l'été et vise un chiffre d'affaires d'un million d'euros pour 2024.

Maxime Samain

Entreprendre

Insens accélère son développement après une phase de test concluante

LE RÉSUMÉ

La technologie développée par la start-up Insens permet de **prévenir les pannes et d'optimiser la consommation énergétique** des machines industrielles.

Après une phase test d'un an, la jeune pousse a validé sa technologie et signé avec **des grands noms industriels** comme TotalEnergies, Lhoist et Knaut.

Elle a doublé son équipe, va lever des fonds avant l'été et vise **un chiffre d'affaires d'un million d'euros pour 2024**.

MAXIME SAMAIN

Lorsque nous avons rencontré Guillaume Francaux, Nicolas Verbeek et Gautier Waterlot, les fondateurs d'Insens, il y a pile douze mois, ils se laissaient un an pour valider leur technologie avec des industriels de renom. Sûre d'elle après une phase pilote, Insens accélère officiellement son développement. «On voulait prouver la fiabilité de notre solution et montrer qu'il y avait un intérêt du marché», explique Guillaume Francaux, le CEO d'Insens. Leur technologie permet à la fois d'anticiper les défauts et de réduire la consommation énergétique des machines rotatives dans l'industrie.

La jeune pousse a par exemple commencé à appliquer sa solution sur quelques machines sur le site de Total à Feluy durant cette année. Le test a été concluant et elle peut désormais compter le géant énergétique parmi ses clients chez qui elle va étendre le nombre de machines

concernées. Lhoist et Knaut sont aussi devenus clients de la structure basée à Louvain-la-Neuve. Elle a l'avantage d'avoir entre les mains une solution qui peut se déployer rapidement sur un large éventail de machines, un argument qui plait chez les grands industriels qui n'ont pas de temps à perdre.

Des capteurs dans les circuits électriques

RED, la solution développée par Insens, permet donc aux entreprises d'anticiper les pannes sur les lignes de production grâce à des capteurs intelligents. C'est de la maintenance prédictive comme le fait Icare, champion belge du domaine, mais pas la même technologie. Insens ne mise pas sur les vibrations des machines pour les comprendre, mais sur leurs circuits électriques, une différence qui lui permet également de réduire la consommation énergétique des équipements suivis par sa technologie. «Sur certaines

machines, nous avons pu économiser plus de 50% d'énergie», explique Guillaume Francaux. Placé directement dans la cabine électrique des lignes de production plutôt que sur les machines, le système de la start-up ne nécessite qu'un seul capteur par machine, ce qui réduit les coûts de la technologie et permet d'opérer en dehors de zones parfois dangereuses ou difficiles d'accès «comme des zones submergées ou des environnements très dangereux».

Capitaux frais

Des spécialités qui lui ont permis de réaliser lors de cette année test un chiffre d'affaires de 400.000 euros, «sans avoir de commerciaux», précise Guillaume Francaux. «Nous visons le million de chiffre d'affaires pour 2024.» Pour y arriver, la jeune pousse va recruter une équipe commerciale. Cette ambition va de pair avec une expansion européenne. La start-up espère installer ses capteurs

un peu partout en Europe, à commencer par la France. Ses capteurs, qui sont maintenant certifiés pour le milieu industriel, sont produits dans les bureaux de la start-up, qui estime pouvoir en délivrer plusieurs milliers par an.

Le succès de la phase pilote chez les premiers clients a permis à Insens de préparer son futur: un effectif qui a doublé de taille, de nouveaux bureaux plus spacieux et un dossier solide pour se financer. Après un premier financement de 1,2 million d'euros en 2022, la start-up basée à Louvain-la-Neuve va bientôt réitérer l'opération. Elle veut récolter 1,5 million d'euros auprès d'investisseurs belges et étrangers avant l'été pour amorcer une future première grosse levée de fonds, une série A. Insens mise aussi beaucoup sur les salons internationaux, où elle est très présente, pour convaincre de nouveaux grands groupes avec ses capteurs et sa technologie.

«Sur certaines machines, nous avons pu économiser plus de 50% d'énergie.»

GUILLAUME FRANCAUX
CEO D'INSENS

RTBF - Article digital - Mons : avec son nouveau capteur vibratoire, le l'entreprise I-care veut prédire plus de pannes industrielles dans monde. [Lien](#).

Mons : avec son nouveau capteur vibratoire, l'entreprise I-care veut prédire plus de pannes industrielles dans le monde

I-care : c'est une société qui compte dans la région montoise et en Wallonie. Et son développement pourrait connaître un coup d'accélérateur avec

un nouvel outil que l'entreprise présente en grande pompe ce jeudi, lors d'une présentation en direct sur Youtube : le Wi-care 130 G23, c'est son nom, est la nouvelle génération de capteurs qui doit permettre à I-care de consolider son leadership dans le domaine de la maintenance industrielle prédictive.

L'intérêt de cette maintenance de tous les instants et de pouvoir détecter les défauts à un stade précoce, de sorte que de plus en plus de défaillances industrielles peuvent être prédites de plus en plus tôt.

"Une révolution"

Avec le Wi-care 130 G23, l'entreprise par d'une révolution dans ce secteur. Cet outil est capable de réaliser 3 types de mesures simultanément sur les machines : l'analyse des vibrations, l'identification de chocs et la surveillance de la température. L'appareil, de forme cylindrique se pose directement sur la machine. Il est sans fil et sa batterie lui donne une autonomie d'au moins 5 années d'activité ininterrompue.

"Avec le Wi-care 130 G23, non seulement le design mais aussi et surtout les performances du Wi-care sont grandement améliorées. C'est une vraie révolution 100% belge" souligne Fabrice Brion, CEO d'I-care. "Il s'agit avant tout de permettre au monde industriel de mieux fonctionner."

Made in Belgium

Fabriqué en Belgique (dans un ancien atelier de production de caramel à Mons auquel nous n'avons pas eu accès : " Top secret ", sourit Fabrice Brion), ce capteur pourra être produit en masse si la demande le nécessite.

Fondé en 2004 à Mons, I-care emploie plus de 800 personnes, avec 36 bureaux dans 16 pays (Asie-Pacifique, EMEA et États-Unis) et des clients dans plus de 55 pays.

Le capteur se fixe sur la machine directement par aimant ou via un support collé ou vissé.

© Pierre Wuidart

INDUSTRIE - I-care a dévoilé un capteur 100 % belge

Fabrice Brion, candidat au titre de Manager de l'Année de votre magazine, n'était pas peu fier la semaine dernière : le CEO d'I-care, le spécialiste wallon de la maintenance prédictive et leader mondial, a dévoilé un nouveau capteur de prédiction de pannes répondant au doux nom de Wi-care G23. Totalement autonome, sans fil et trois fois plus puissant que ses prédécesseurs, il permet une précision trois fois plus importante. Ce petit bijou est, de plus, 100 % belge. Il a mobilisé une quarantaine de personnes pendant trois ans pour son développement. Ce nouveau capteur vibratoire est une étape majeure dans le développement d'I-care puisqu'il va autoriser, de par sa fabrication belge, un déploiement de masse et concrétiser les grandes ambitions de l'entreprise: passer en cinq ans (2022 à 2027) de 50 à 250 millions de chiffre d'affaires.

INDUSTRIE

I-care a dévoilé un capteur 100% belge

Fabrice Brion, candidat au titre de Manager de l'Année de votre magazine, n'était pas peu fier la semaine dernière : le CEO d'I-care, le spécialiste wallon de la maintenance prédictive et leader mondial, a dévoilé un nouveau capteur de prédiction de pannes répondant au doux nom de Wi-care G23. Totalement autonome, sans fil et trois fois plus puissant que ses prédécesseurs, il permet une précision trois fois plus importante. Ce petit bijou est, de plus, 100 % belge. Il a mobilisé une quarantaine de personnes pendant trois ans pour son développement. Ce nouveau capteur vibratoire est une étape majeure dans le développement d'I-care puisqu'il va autoriser, de par sa fabrication belge, un déploiement de masse et concrétiser les grandes ambitions de l'entreprise: passer en cinq ans (2022 à 2027) de 50 à 250 millions de chiffre d'affaires. 

C'est Pas Fini

Grâce à un capteur nouvelle génération, Pierre Wuidart a assisté à cette nouvelle présentation. Un peu comme le nouvel iPhone, le nouveau capteur d'I-care a droit à une présentation en ligne et en direct. Son petit nom, le voici : "ça s'appelle le Wi-care 130 Génération 23" (Peter Van Camp). C'est un petit cylindre qui tient dans la main sans fil, on le place sur une machine. il va donner des informations précieuses sur son état de santé. Peter Van camp, directeur produit : " ça se base sur les vibrations, la température et les chocs. Et comme ça on peut aider nos clients à leur dire c'est qui quoi faire pour éviter que cette machine par exemple, tombera en panne." Une surveillance de tous les instants pour anticiper au maximum les problèmes. C'est déjà le job d'I-car depuis dix-neuf ans. "On surveille aujourd'hui trois cent mille équipements sur le monde entier" (Peter Van Camp). Mais la demande explose, explique Fabrice Brion, le fondateur d'I-care. Et avec ce nouvel instrument, l'entreprise c'est donner les moyens d'y répondre. "Jusqu'ici, on fabriquait à peu près mille capteurs par an. Maintenant, on est capable de fabriquer mille capteurs par jour. Ce qui change tout." (Fabrice Brion). Cette fabrication elle a déjà commencé à Mons une ancienne fabrique de caramel réaménagé. Un début de réindustrialisation, bienvenue dans la région ! "A cinq ans on prévoit de créer quatre cents emplois grâce au lancement de ce nouveau capteur" (Fabrice Brion). Cinq ans, c'est aussi la durée de vie espérée de la batterie de ce capteur qui pourrait donc donner un coup d'accélérateur à la belle histoire montoise.



Un incendie d'origine accidentelle se déclare dans un bâtiment d'I-Care

Thomas Dimos

Une épaisse fumée noire a inquiété de nombreuses personnes ce mardi matin alors que le conseil européen ouvrait ses portes. Ikea, Materia Nova ou les Grands Prés, les suppositions étaient nombreuses: il s'agit en fait d'un bâtiment d'I-Care.

Un incendie s'est déclaré à Mons ce mardi matin vers 9h. De nombreux riverains étaient préoccupés en observant une épaisse fumée noire s'élever. Celle-ci était également visible depuis l'autoroute.

C'est en fait un bâtiment en chantier de l'entreprise I-Care, dans le zoning Initialis qui était en feu. « Le bâtiment n'est pas encore exploité car il est actuellement en travaux, c'est un chantier », explique Benoît Filippi, capitaine à la caserne de Mons.

« L'incendie s'est déclaré à l'extérieur d'un bâtiment alors que des entreprises externes spécialisées dans la déconstruction intervenaient pour démonter d'anciennes installations hors service », précise l'entreprise I-Care.

Dégâts limités

« Grâce à l'intervention rapide des pompiers, de la police et au sang froid de nos équipes et de nos sous-traitants, tout a été évacué en un temps record et les flammes ont pu être maîtrisées très rapidement, ne faisant heureusement aucun blessé », a tenu à rassurer Fabrice Brion, CEO d'I-Care.

Ce sont des matériaux d'isolation qui brûlaient, provoquant cet important dégagement de fumée. « On a envoyé un charroi complet : une pompe industrielle, un camion-citerne, une auto échelle et le véhicule officier. Le feu a été maîtrisé en moins de dix minutes et n'a fait aucune victime », continue Benoît Filippi. « Les services sont restés 45 minutes avant de quitter les lieux. »

Les dégâts sont limités aux anciennes installations en cours de déconstruction.

Thomas Dimos

Un incendie d'origine accidentelle se déclare dans un bâtiment d'I-Care

THOMAS DIMOS

Une épaisse fumée noire a inquiété de nombreuses personnes ce mardi matin alors que le conseil européen ouvrait ses portes. Ikea, Matera Nova ou les Grands Prés, les suppositions étaient nombreuses: il s'agit en fait d'un bâtiment d'I-Care.

Un incendie s'est déclaré à Mons ce mardi matin vers 9h. De nombreux riverains étaient préoccupés en observant une épaisse fumée noire s'élever. Celle-ci était également visible depuis l'autoroute.

C'est en fait un bâtiment en chantier de l'entreprise I-Care, dans le zoning Initialis qui était en feu. « Le bâtiment n'est pas encore exploité car il est actuellement en travaux, c'est un chantier », explique Benoît Filip-

pi, capitaine à la caserne de Mons.

« L'incendie s'est déclaré à l'extérieur d'un bâtiment alors que des entreprises externes spécialisées dans la déconstruction intervenaient pour démonter d'anciennes installations hors service », précise l'entreprise I-Care.

DÉGÂTS LIMITÉS

« Grâce à l'intervention rapide des pompiers, de la police et au sang froid de nos équipes et de nos sous-traitants, tout a été évacué en un temps record et les flammes ont pu être maîtrisées très rapidement, ne faisant heureusement aucun blessé », a tenu à rassurer Fabrice Brion, CEO d'I-Care.

Ce sont des matériaux d'isolation qui brûlaient, provoquant cet important dégagement de fumée. « On a en-



La fumée provenait d'un bâtiment I-Care. © FB/ LinkedIn

voyé un charroi complet: une pompe industrielle, un camion-citerne, une auto échelle et le véhicule officier. Le feu a été maîtrisé en moins de dix minutes et n'a fait aucune victime », continue Benoît Filippi. « Les services sont restés 45 minutes avant de quitter les lieux. » Les dégâts sont limités aux anciennes installations en cours de déconstruction. ■

Début d'incendie chez **I-Care** à Mons : le feu a rapidement pu être maîtrisé



Aucun blessé n'est heureusement à maîtriser.

Plus de peur que de mal, heureusement. Ce mardi matin, un incendie s'est déclaré à l'extérieur d'un bâtiment en chantier chez I-care à Mons, dans le parc scientifique Initialis. Des entreprises externes spécialisées dans la déconstruction intervenaient pour démonter d'anciennes installations hors services lorsque le feu a pris. Les flammes ont heureusement très rapidement pu être maîtrisées. On ne déplore aucun blessé et aucun dégât à l'intérieur du bâtiment.

Le CEO d'I-care, **Fabrice Brion**, a immédiatement tenu à se montrer rassurant. "Grâce à l'intervention rapide des pompiers, de la police et au sang froid de nos équipes et de nos sous-traitants, tout a été évacué en un temps record et les flammes ont pu être maîtrisées très rapidement, ne faisant heureusement aucun blessé." Quant aux dégâts, ceux-ci sont limités aux anciennes installations qui étaient en cours de déconstruction.

"Les moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, dévidoirs...) étaient disponibles sur place et les équipes formées à leur utilisation", précise-t-on encore du côté d'I-Care.

Emeline Berlier

Incendie à Mons : le feu se déclare dans un bâtiment d'I-Care au boulevard Initialis

L'épaisse fumée noire a inquiété de nombreuses personnes ce mardi matin alors que le conseil européen ouvrait ses portes. Ikea, Materia Nova ou les Grands Prés, les suppositions étaient nombreuses: il s'agit en fait d'un bâtiment d'I-Care.

Par Thomas Dimos

Publié le 06/02/2024 à 11:18

Un incendie s'est déclaré à Mons ce mardi matin vers 9h. De nombreux riverains étaient préoccupés en observant une épaisse fumée noire s'élever. Celle-ci était également visible depuis l'autoroute.

C'est en fait , dans le zoning Initialis qui était en feu. « Le bâtiment n'est pas encore exploité car il est actuellement en travaux, c'est un chantier », explique Benoît Filippi, capitaine à la caserne de Mons. « L'incendie s'est déclaré à l'extérieur d'un bâtiment alors que des entreprises externes spécialisées dans la déconstruction intervenaient pour démonter d'anciennes installations hors service », précise l'entreprise I-Care.

Dégâts limités

« Grâce à l'intervention rapide des pompiers, de la police et au sang froid de nos équipes et de nos sous-traitants, tout a été évacué en un temps record et les flammes ont pu être maîtrisées très rapidement, ne faisant heureusement aucun blessé », a tenu à rassurer [Fabrice Brion](#), CEO d'I-Care.

Ce sont des matériaux d'isolation qui brûlaient, provoquant cet important dégagement de fumée. « On a envoyé un charroi complet : une pompe industrielle, un camion-citerne, une auto échelle et le véhicule officier. Le feu a été maîtrisé en moins de dix minutes et n'a fait aucune victime », continue Benoît Filippi. « Les services sont restés 45 minutes avant de quitter les lieux. » Les dégâts sont limités aux anciennes installations en cours de déconstruction.

[Thomas Dimos](#)

Un incendie rapidement maîtrisé mardi chez **I-care** à Mons

Un incendie s'est déclaré mardi matin à l'extérieur d'un bâtiment en chantier chez **I-care à Mons, dans le parc scientifique Initialis. Les flammes ont été rapidement maîtrisées par les pompiers, a indiqué l'entreprise dans un communiqué.**

Le sinistre s'est déclaré sur un chantier à l'extérieur d'un bâtiment de la société I-care, alors que des entreprises externes spécialisées dans la déconstruction intervenaient pour démonter d'anciennes installations hors-service. Les dégâts sont limités aux anciennes installations. L'incendie n'a fait aucun blessé et aucun dégât à l'intérieur du bâtiment principal de l'entreprise. Les causes de l'incendie ne sont pas encore déterminées, a précisé l'entreprise. **I-care** est un leader mondial dans la maintenance prédictive et prescriptive des défaillances industrielles.

Un incendie rapidement maîtrisé mardi chez **I-care** à Mons



Un incendie s'est déclaré mardi matin à l'extérieur d'un bâtiment en chantier chez **I-care** à Mons, dans le parc scientifique Initialis. Les flammes ont été rapidement maîtrisées par les pompiers, a indiqué l'entreprise dans un communiqué.

Le sinistre s'est déclaré sur un chantier à l'extérieur d'un bâtiment de la société I-care, alors que des entreprises externes spécialisées dans la déconstruction intervenaient pour démonter d'anciennes installations hors-service. Les dégâts sont limités aux anciennes installations. L'incendie n'a fait aucun blessé et aucun dégât à l'intérieur du bâtiment principal de l'entreprise. Les causes de l'incendie ne sont pas encore déterminées, a précisé l'entreprise.

I-care est un leader mondial dans la maintenance prédictive et prescriptive des défaillances industrielles.

Un incendie rapidement maîtrisé mardi chez **I-care** à Mons

Un incendie s'est déclaré mardi matin à l'extérieur d'un bâtiment en chantier chez **I-care à Mons, dans le parc scientifique Initialis. Les flammes ont été rapidement maîtrisées par les pompiers, a indiqué l'entreprise dans un communiqué.**

Le sinistre s'est déclaré sur un chantier à l'extérieur d'un bâtiment de la société I-care, alors que des entreprises externes spécialisées dans la déconstruction intervenaient pour démonter d'anciennes installations hors-service. Les dégâts sont limités aux anciennes installations. L'incendie n'a fait aucun blessé et aucun dégât à l'intérieur du bâtiment principal de l'entreprise. Les causes de l'incendie ne sont pas encore déterminées, a précisé l'entreprise. **I-care** est un leader mondial dans la maintenance prédictive et prescriptive des défaillances industrielles.

Un incendie rapidement maîtrisé mardi chez **I-care** à Mons

Un incendie s'est déclaré mardi matin à l'extérieur d'un bâtiment en chantier chez **I-care** à Mons, dans le parc scientifique Initialis. Les flammes ont été rapidement maîtrisées par les pompiers, a indiqué l'entreprise dans un communiqué.

Le sinistre s'est déclaré sur un chantier à l'extérieur d'un bâtiment de la société I-care, alors que des entreprises externes spécialisées dans la déconstruction intervenaient pour démonter d'anciennes installations hors-service. Les dégâts sont limités aux anciennes installations. L'incendie n'a fait aucun blessé et aucun dégât à l'intérieur du bâtiment principal de l'entreprise. Les causes de l'incendie ne sont pas encore déterminées, a précisé l'entreprise.

I-care est un leader mondial dans la maintenance prédictive et prescriptive des défaillances industrielles.

Un incendie rapidement maîtrisé mardi chez I-care à Mons

Un incendie s'est déclaré mardi matin à l'extérieur d'un bâtiment en chantier chez I-care à Mons, dans le parc scientifique Initialis. Les flammes ont été rapidement maîtrisées par les pompiers, a indiqué l'entreprise dans un communiqué.

Le sinistre s'est déclaré sur un chantier à l'extérieur d'un bâtiment de la société I-care, alors que des entreprises externes spécialisées dans la déconstruction intervenaient pour démonter d'anciennes installations hors-service. Les dégâts sont limités aux anciennes installations. L'incendie n'a fait aucun blessé et aucun dégât à l'intérieur du bâtiment principal de l'entreprise. Les causes de l'incendie ne sont pas encore déterminées, a précisé l'entreprise.

I-care est un leader mondial dans la maintenance prédictive et prescriptive des défaillances industrielles.

[Belga Belga](#)

Un incendie rapidement maîtrisé mardi chez I-care à Mons

Un incendie s'est déclaré mardi matin à l'extérieur d'un bâtiment en chantier chez I-care à Mons, dans le parc scientifique Initialis. Les flammes ont été rapidement maîtrisées par les pompiers, a indiqué l'entreprise dans un communiqué.

Le sinistre s'est déclaré sur un chantier à l'extérieur d'un bâtiment de la société I-care, alors que des entreprises externes spécialisées dans la déconstruction intervenaient pour démonter d'anciennes installations hors-service. Les dégâts sont limités aux anciennes installations. L'incendie n'a fait aucun blessé et aucun dégât à l'intérieur du bâtiment principal de l'entreprise. Les causes de l'incendie ne sont pas encore déterminées, a précisé l'entreprise.

I-care est un leader mondial dans la maintenance prédictive et prescriptive des défaillances industrielles.

[Belga Belga](#)

Un incendie d'origine accidentelle se déclare dans un bâtiment d'I-Care

THOMAS DIMOS

Une épaisse fumée noire a inquiété de nombreuses personnes ce mardi matin alors que le conseil européen ouvrait ses portes. Ikea, Materia Nova ou les Grands Prés, les suppositions étaient nombreuses: il s'agit en fait d'un bâtiment d'I-Care.

Un incendie s'est déclaré à Mons ce mardi matin vers 9h. De nombreux riverains étaient préoccupés en observant une épaisse fumée noire s'élever. Celle-ci était également visible depuis l'autoroute.

C'est en fait un bâtiment en chantier de l'entreprise I-Care, dans le zoning Initialis qui était en feu. « Le bâtiment n'est pas encore exploité car il est actuellement en travaux, c'est un chantier », explique Benoît Filip-

pi, capitaine à la caserne de Mons.

« L'incendie s'est déclaré à l'extérieur d'un bâtiment alors que des entreprises externes spécialisées dans la déconstruction intervenaient pour démonter d'anciennes installations hors service », précise l'entreprise I-Care.

DÉGÂTS LIMITÉS

« Grâce à l'intervention rapide des pompiers, de la police et au sang froid de nos équipes et de nos sous-traitants, tout a été évacué en un temps record et les flammes ont pu être maîtrisées très rapidement, ne faisant heureusement aucun blessé », a tenu à rassurer Fabrice Brion, CEO d'I-Care.

Ce sont des matériaux d'isolation qui brûlaient, provoquant cet important dégagement de fumée. « On a en-



La fumée provenait d'un bâtiment I-Care. © FB/ LinkedIn

voyé un charroi complet: une pompe industrielle, un camion-citerne, une auto échelle et le véhicule officier. Le feu a été maîtrisé en moins de dix minutes et n'a fait aucune victime », continue Benoît Filippi. « Les services sont restés 45 minutes avant de quitter les lieux. » Les dégâts sont limités aux anciennes installations en cours de déconstruction. ■

Fabrice Brion a présenté sa démission au Sparkoh ! Il n'est plus le président du parc scientifique de Frameries

Fabrice Brion, fondateur du groupe I-care et président de Sparkoh ! depuis mars 2022, a pris connaissance fin décembre du courrier officiel relatif à son absence de déclaration de mandats. Tenant à assumer ses erreurs, il a décidé de démissionner de ses fonctions au sein du parc de Frameries.

Par Sudinfo

Publié le 12/01/2024 à 12:59

Fin décembre, le moniteur belge publiait la liste des mandataires qui n'étaient pas en ordre avec leur déclaration de mandats 2023. Tous ont reçu un courrier officiel de rappel à l'ordre. Parmi les mandataires concernés, figurait notamment Fabrice Brion, fondateur de la société [I-care](#) et président du Sparkoh ! à Frameries. Il y est président depuis mars 2022.

Sa décision n'a pas traîné. Après avoir reçu le fameux courrier, il a décidé de remettre sa démission. Il pensait à tort que cette déclaration ne le concernait pas. Il s'agit d'un mandat non rémunéré et il n'est pas un élu politique. Fabrice Brion a directement rempli la déclaration concernée pour se mettre en ordre. « Il a néanmoins tenu à assumer cette erreur et a dès lors présenté, dès le 26 décembre dernier, sa démission de la présidence aux dirigeants de Sparkoh ! » précise son communiqué de presse.

« C'est avec une très grande tristesse que j'ai pris la décision difficile de présenter ma démission de la présidence de Sparkoh ! », explique-t-il « Mais en tant que manager, j'ai toujours estimé qu'il était indispensable d'assumer ses responsabilités. Or, cette erreur m'incombe entièrement. J'estime qu'elle ne me permet pas de poursuivre mon mandat, par respect vis-à-vis du gouvernement wallon, de Sparkoh ! mais aussi vis-à-vis de moi-même. »

Fabrice Brion précise qu'il regrette d'autant plus cette situation malheureuse que les derniers résultats du Sparkoh ! étaient extrêmement positifs, avec une augmentation de 37 % de fréquentation des publics en 2023. Sa démission ne sera effective qu'à partir de fin mars, date du prochain conseil d'administration au Sparkoh !

Absence de déclaration de mandat: **Fabrice Brion**, président de SparkOh!, rend sa démission pour "assumer son erreur"



Ne se pensant pas concerné du fait qu'il s'agit d'un mandat non rémunéré, il n'avait pas rempli sa déclaration de mandat. Il estime désormais devoir assumer son erreur en quittant sa fonction.

Le prochain conseil d'administration de SparkOh !, programmé en mars prochain, devra acter la démission du président de la structure, **Fabrice Brion**. CEO du groupe I-Care [et président du parc scientifique depuis mars 2022](#), ce dernier a pris la décision de quitter ses fonctions afin d'assumer une erreur. En décembre dernier, il prenait en effet connaissance d'un courrier du SPW relatif à son absence de déclaration de mandats.

Pensant à tort que cette déclaration ne lui incombait pas, s'agissant d'un mandat non rémunéré de la part d'un mandataire privé, **Fabrice Brion** a souhaité corriger le tir en la remplissant mais a tenu à assumer "cette erreur" en présentant sa démission à Chris Viceroy, directrice générale de SparkOh !

*"C'est avec une très grande tristesse que j'ai pris la décision difficile de présenter ma démission de la présidence de SparkOh !", explique **Fabrice Brion**, pour qui la sensibilisation des plus jeunes aux sciences constitue une priorité. "Mais en tant que manager, j'ai toujours estimé qu'il était indispensable d'assumer ses responsabilités. Or, cette erreur m'incombe entièrement et j'estime qu'elle ne me permet pas de poursuivre mon mandat, par respect vis-à-vis du Gouvernement wallon, du parc mais aussi vis-à-vis de moi-même."*

Fabrice Brion regrette d'autant plus cette situation malheureuse que [les derniers résultats de SparkOh ! étaient extrêmement positifs, avec une augmentation de 37 % de fréquentation des publics en 2023](#). Si sa démission a été présentée dès le 26 décembre à Chris Viceroy, Directrice Générale de SPARKOH !, celle-ci ne sera toutefois effective qu'à partir de fin mars, date du prochain Conseil d'administration de SparkOh !

"Nous regrettons profondément ce départ, d'autant que Fabrice avait initié une dynamique très positive depuis son arrivée" souligne, Chris Viceroy. "Je salue également le choix courageux de Fabrice par son souhait d'assumer cette erreur totalement involontaire afin de ne pas porter un quelconque préjudice à notre institution, erreur par ailleurs immédiatement corrigée dès qu'il en a été informé. Nous tenons à remercier sincèrement Fabrice Brion pour sa présidence bienveillante et efficace depuis près de deux ans et savons pouvoir compter sur son soutien à l'avenir dans la poursuite de nos missions et notamment, à la sensibilisation aux STEAM."

La démission de Fabrice Brion sera actée lors du prochain Conseil d'administration de la structure. Son remplaçant n'a pas encore été désigné.

Emeline Berlier

Le président de SparkOh ! rend sa démission

FRAMERIES

Ne se pensant pas concerné du fait qu'il s'agit d'un mandat non rémunéré, il n'avait pas rempli sa déclaration de mandat.

Le prochain conseil d'administration de SparkOh!, programmé en mars prochain, devra acter la démission du président de la structure, Fabrice Brion. CEO du groupe I-Care et président du parc scientifique depuis mars 2022, ce dernier a pris la décision de quitter ses fonctions afin d'assumer

une erreur. En décembre dernier, il prenait en effet connaissance d'un courrier du SPW relatif à son absence de déclaration de mandats.

Pensant à tort que cette déclaration ne lui incombait pas, s'agissant d'un mandat non rémunéré de la part d'un mandataire privé, Fabrice Brion a sou-

haité corriger le tir en la remplissant mais a tenu à assumer "cette erreur" en présentant sa démission à Chris Viceroy, directrice générale de SparkOh!

"C'est avec une très grande tristesse que j'ai pris la décision difficile de présenter ma démission de la présidence de SparkOh!", explique Fabrice Brion. "Mais en tant que manager, j'ai toujours estimé qu'il était indispensable d'assumer ses responsabilités. Cette erreur m'incombe entièrement et j'estime qu'elle ne me permet pas de

poursuivre mon mandat, par respect vis-à-vis du Gouvernement wallon, du parc mais aussi de moi-même."

Fabrice Brion regrette d'autant plus cette situation malheureuse que les derniers résultats de SparkOh! étaient extrêmement positifs, avec une augmentation de 37% de fréquentation des publics en 2023. Si sa démission a été présentée dès le 26 décembre à Chris Viceroy, elle ne sera toutefois effective qu'à partir de fin mars.

"Nous regrettons profondé-

ment ce départ, d'autant que Fabrice avait initié une dynamique très positive depuis son arrivée" souligne, Chris Viceroy. "Je salue également le choix courageux de Fabrice par son souhait d'assumer cette erreur totalement involontaire afin de ne pas porter un quelconque préjudice à notre institution. Nous tenons à remercier sincèrement Fabrice Brion pour sa présidence bienveillante et efficace depuis près de deux ans." Son remplaçant n'a pas encore été désigné.

Emeline Berlier

Frameries : le président de SparkOh !, **Fabrice Brion**, rend sa démission



Ne se pensant pas concerné du fait qu'il s'agit d'un mandat non rémunéré, il n'avait pas rempli sa déclaration de mandat. Il estime désormais devoir assumer son erreur en quittant sa fonction.

Le prochain conseil d'administration de SparkOh !, programmé en mars prochain, devra acter la démission du président de la structure, **Fabrice Brion**. CEO du groupe I-Care [et président du parc scientifique depuis mars 2022](#), ce dernier a pris la décision de quitter ses fonctions afin d'assumer une erreur. En décembre dernier, il prenait en effet connaissance d'un courrier du SPW relatif à son absence de déclaration de mandats.

Pensant à tort que cette déclaration ne lui incombait pas, s'agissant d'un mandat non rémunéré de la part d'un mandataire privé, **Fabrice Brion** a souhaité corriger le tir en la remplissant mais a tenu à assumer "cette erreur" en présentant sa démission à Chris Viceroy, directrice générale de SparkOh !

*"C'est avec une très grande tristesse que j'ai pris la décision difficile de présenter ma démission de la présidence de SparkOh !", explique **Fabrice Brion**, pour qui la sensibilisation des plus jeunes aux sciences constitue une priorité. "Mais en tant que manager, j'ai toujours estimé qu'il était indispensable d'assumer ses responsabilités. Or, cette erreur m'incombe entièrement et j'estime qu'elle ne me permet pas de poursuivre mon mandat, par respect vis-à-vis du Gouvernement wallon, du parc mais aussi vis-à-vis de moi-même."*

[Fabrice Brion](#) regrette d'autant plus cette situation malheureuse que [les derniers résultats de SparkOh ! étaient extrêmement positifs, avec une augmentation de 37 % de fréquentation des publics en 2023](#). Si sa démission a été présentée dès le 26 décembre à Chris Viceroy, Directrice Générale de SPARKOH !, celle-ci ne sera toutefois effective qu'à partir de fin mars, date du prochain Conseil d'administration de SparkOh !

"Nous regrettons profondément ce départ, d'autant que Fabrice avait initié une dynamique très positive depuis son arrivée" souligne, Chris Viceroy. "Je salue également le choix courageux de Fabrice par son souhait d'assumer cette erreur totalement involontaire afin de ne pas porter un quelconque préjudice à notre institution, erreur par ailleurs immédiatement corrigée dès qu'il en a été informé. Nous tenons à remercier sincèrement [Fabrice Brion](#) pour sa présidence bienveillante et efficace depuis près de deux ans et savons pouvoir compter sur son soutien à l'avenir dans la poursuite de nos missions et notamment, à la sensibilisation aux STEAM."

La démission de [Fabrice Brion](#) sera actée lors du prochain Conseil d'administration de la structure. Son remplaçant n'a pas encore été désigné.

[Emeline Berlier](#)

FRAMERIES

Fabrice Brion a présenté sa démission de Sparkoh !

Fabrice Brion, fondateur du groupe I-care et président de Sparkoh ! depuis mars 2022, a pris connaissance fin décembre du courrier officiel relatif à son absence de déclaration de mandats. Tenant à assumer ses erreurs, il a décidé de démissionner de ses fonctions au sein du parc de Frameries.

Fin décembre, le moniteur belge publiait la liste des mandataires qui n'étaient pas en ordre avec leur déclaration de mandats 2023. Tous ont reçu un courrier officiel de rappel à l'ordre. Parmi les mandataires concernés, figurait notamment Fabrice Brion, fondateur de la société I-care et président de Sparkoh ! à Frameries. Il y est président depuis mars 2022. Sa décision n'a pas traîné. Après avoir reçu le fameux courrier, il a décidé de remettre sa démission. Il pensait à tort que cette déclaration ne le concernait pas. Il s'agit d'un mandat non rémunéré et il n'est pas un élu politique. Fabrice Brion a directement rempli la déclaration concernée pour se mettre en ordre. « Il a néanmoins tenu à assumer cette erreur et a dès lors présenté, dès le 26 décembre dernier, sa démission de la présidence aux dirigeants de Sparkoh ! », précise son communiqué de presse.

« C'est avec une très grande tristesse que j'ai pris la décision difficile de présenter ma démission de la présidence de Sparkoh ! », explique-t-il « Mais en tant que manager, j'ai toujours estimé qu'il était indispensable d'assumer ses responsabilités. Or, cette erreur m'incombe entièrement. J'estime qu'elle ne me permet pas de poursuivre mon mandat, par respect vis-à-vis du gouvernement wallon, de Sparkoh ! mais aussi vis-à-vis de moi-même. »



Fabrice Brion a démissionné de ses fonctions au Sparkoh ! © D.R.

Fabrice Brion précise qu'il regrette d'autant plus cette situation malheureuse que

»
« En tant que manager, j'ai toujours estimé qu'il était indispensable d'assumer ses responsabilités »

Fabrice Brion

les derniers résultats de Sparkoh ! étaient extrêmement positifs, avec une augmentation de 37 % de fréquentation des publics en 2023.

Sa démission ne sera effective qu'à partir de fin mars, date du prochain conseil d'administration au Sparkoh ! Son remplaçant n'a pas encore été désigné.

« Sparkoh ! regrette profondément ce départ, d'autant que Fabrice avait initié une dynamique très positive depuis son arrivée », souligne de son côté la directrice générale Chris Viceroy. « Je salue son choix courageux, son souhait d'assumer cette erreur totalement involontaire afin de ne pas porter un quelconque préjudice à notre institution, erreur par ailleurs immédiatement corrigée dès qu'il en a été informé. » ■

Fabrice Brion a présenté sa démission au Sparkoh ! Il n'est plus le président du parc scientifique de

Fabrice Brion, fondateur du groupe I-care et président de Sparkoh ! depuis mars 2022, a pris connaissance fin décembre du courrier officiel relatif à son absence de déclaration de mandats. Tenant à assumer ses erreurs, il a décidé de démissionner de ses fonctions au sein du parc de Frameries.

Par Sudinfo

Publié le 12/01/2024 à 12:59

Fin décembre, le moniteur belge publiait la liste des mandataires qui n'étaient pas en ordre avec leur déclaration de mandats 2023. Tous ont reçu un courrier officiel de rappel à l'ordre. Parmi les mandataires concernés, figurait notamment Fabrice Brion, fondateur de la société I-care et président du Sparkoh ! à Frameries. Il y est président depuis mars 2022.

Sa décision n'a pas traîné. Après avoir reçu le fameux courrier, il a décidé de remettre sa démission. Il pensait à tort que cette déclaration ne le concernait pas. Il s'agit d'un mandat non rémunéré et il n'est pas un élu politique. Fabrice Brion a directement rempli la déclaration concernée pour se mettre en ordre. « Il a néanmoins tenu à assumer cette erreur et a dès lors présenté, dès le 26 décembre dernier, sa démission de la présidence aux dirigeants de Sparkoh ! » précise son communiqué de presse.

« C'est avec une très grande tristesse que j'ai pris la décision difficile de présenter ma démission de la présidence de Sparkoh ! », explique-t-il « Mais en tant que manager, j'ai toujours estimé qu'il était indispensable d'assumer ses responsabilités. Or, cette erreur m'incombe entièrement. J'estime qu'elle ne me permet pas de poursuivre mon mandat, par respect vis-à-vis du gouvernement wallon, de Sparkoh ! mais aussi vis-à-vis de moi-même. »

Fabrice Brion précise qu'il regrette d'autant plus cette situation malheureuse que les derniers résultats du Sparkoh ! étaient extrêmement positifs, avec une augmentation de 37 % de fréquentation des publics en 2023. Sa démission ne sera effective qu'à partir de fin mars, date du prochain conseil d'administration au Sparkoh !

FRAMERIES

Fabrice Brion a présenté sa démission de Sparkoh !

Fabrice Brion, fondateur du groupe I-care et président de Sparkoh ! depuis mars 2022, a pris connaissance fin décembre du courrier officiel relatif à son absence de déclaration de mandats. Tenant à assumer ses erreurs, il a décidé de démissionner de ses fonctions au sein du parc de Frameries.

Fin décembre, le moniteur belge publiait la liste des mandataires qui n'étaient pas en ordre avec leur déclaration de mandats 2023. Tous ont reçu un courrier officiel de rappel à l'ordre. Parmi les mandataires concernés, figurait notamment Fabrice Brion, fondateur de la société I-care et président de Sparkoh ! à Frameries. Il y est président depuis mars 2022. Sa décision n'a pas traîné. Après avoir reçu le fameux courrier, il a décidé de remettre sa démission. Il pensait à tort que cette déclaration ne le concernait pas. Il s'agit d'un mandat non rémunéré et il n'est pas un élu politique. Fabrice Brion a directement rempli la déclaration concernée pour se mettre en ordre. « Il a néanmoins tenu à assumer cette erreur et a dès lors présenté, dès le 26 décembre dernier, sa démission de la présidence aux dirigeants de Sparkoh ! », précise son communiqué de presse.

« C'est avec une très grande tristesse que j'ai pris la décision difficile de présenter ma démission de la présidence de Sparkoh ! », explique-t-il « Mais en tant que manager, j'ai toujours estimé qu'il était indispensable d'assumer ses responsabilités. Or, cette erreur m'incombe entièrement. J'estime qu'elle ne me permet pas de poursuivre mon mandat, par respect vis-à-vis du gouvernement wallon, de Sparkoh ! mais aussi vis-à-vis de moi-même. »



Fabrice Brion a démissionné de ses fonctions au Sparkoh ! © D.R.

Fabrice Brion précise qu'il regrette d'autant plus cette situation malheureuse que

”
« En tant que manager, j'ai toujours estimé qu'il était indispensable d'assumer ses responsabilités »

Fabrice Brion

les derniers résultats de Sparkoh ! étaient extrêmement positifs, avec une augmentation de 37% de fréquentation des publics en 2023.

Sa démission ne sera effective qu'à partir de fin mars, date du prochain conseil d'administration au Sparkoh ! Son remplaçant n'a pas encore été désigné.

« Sparkoh ! regrette profondément ce départ, d'autant que Fabrice avait initié une dynamique très positive depuis son arrivée », souligne de son côté la directrice générale Chris Viceroy. « Je salue son choix courageux, son souhait d'assumer cette erreur totalement involontaire afin de ne pas porter un quelconque préjudice à notre institution, erreur par ailleurs immédiatement corrigée dès qu'il en a été informé. » ■

Pas moins de vingt mandataires de Mons-Borinage ont oublié de rentrer leur déclaration de mandats

Parmi eux, Fabrice Brion, le fondateur d'I-Care et président de SparkOH ! à Frameries. Mais aussi des conseillers communaux et conseillers du CPAS du Borinage et des Hauts-Pays.

Par Aurélie Urbain avec S.Co

Publié le 10/01/2024 à 18:09

On se souvient de la mésaventure d'Anne Van Nieuwenhove à Lens. Cheffe de file de l'opposition Ecolo+, elle a dû renoncer à exercer son mandat, à contrecœur, en 2021. Pire, elle a été frappée d'une inéligibilité de 6 ans. Même chose pour la conseillère communale Erine Ferrari, de Colfontaine.

En cause : une non-déclaration de leurs mandats et la sanction, immédiate, du gouvernement wallon.

Le 27 décembre dernier, le moniteur belge publiait à nouveau la liste 2023 des « titulaires d'un mandat, personnes non élues, titulaires d'une fonction dirigeante locale, gestionnaires, administrateurs publics et commissaires du gouvernement ayant pu être identifiés comme n'ayant pas déposé la déclaration de mandats, fonctions et rémunérations », précise le texte. Parmi ces différentes personnes, 20 viennent de Mons-Borinage. C'est le cas de Fabrice Brion, le fondateur de l'entreprise montoise I-Care qui cartonne à l'international. Pour rappel, il exerce le mandat de président de SparkOH ! (ex-PASS), le parc scientifique de Frameries.

Fabrice Brion est le président de SparkOH ! - Belga

Des élus communaux

Dans la liste, on retrouve aussi des conseillers communaux : Fabian Urbain (Be Frameries) et Domenica Butera (PS) de Frameries, ainsi que Salvatore Carrubba (PS), de Colfontaine : « C'est parce que je n'avais pas respecté le timing, j'étais en retard. Mais je me suis remis en ordre, tout est arrangé », souligne-t-il.

Salvatore Carrubba. - D.R.

D'autres élus sont concernés : Pascali Tsartzidis, (indépendant) de Quaregnon et Sébastien Cailleaux (QW Demain) de Quaregnon. « Je ne savais pas... Je vais y regarder ce soir », assure ce dernier.

Sébastien Cailleaux. - D.R.



Pas moins de vingt mandataires de Mons-Borinage ont oublié de rentrer leur déclaration de mandats

Parmi eux, Fabrice Brion, le fondateur d'I-Care et président de SparkOH ! à Frameries. Mais aussi des conseillers communaux et conseillers du CPAS du Borinage et des Hauts-Pays.

Aurélie Urbain avec S.Co

On se souvient de la mésaventure d'Anne Van Nieuwenhove à Lens. Cheffe de file de l'opposition Ecolo+, elle a dû renoncer à exercer son mandat, à contrecœur, en 2021. Pire, elle a été frappée d'une inéligibilité de 6 ans. Même chose pour la conseillère communale Erine Ferrari, de Colfontaine.

En cause : une non-déclaration de leurs mandats et la sanction, immédiate, du gouvernement wallon.

Le 27 décembre dernier, le moniteur belge publiait à nouveau la liste 2023 des « titulaires d'un mandat, personnes non élues, titulaires d'une fonction dirigeante locale, gestionnaires, administrateurs publics et commissaires du gouvernement ayant pu être identifiés comme n'ayant pas déposé la déclaration de mandats, fonctions et rémunérations », précise le texte. Parmi ces différentes personnes, 20 viennent de Mons-Borinage. C'est le cas de Fabrice Brion, le fondateur de l'entreprise montoise I-Care qui cartonne à l'international. Pour rappel, il exerce le mandat de président de SparkOH ! (ex-PASS), le parc scientifique de Frameries.

Des élus communaux

Dans la liste, on retrouve aussi des conseillers communaux : Fabian Urbain (Be Frameries) et Domenica Butera (PS) de Frameries, ainsi que Salvatore Carrubba (PS), de Colfontaine : « C'est parce que je n'avais pas respecté le timing, j'étais en retard. Mais je me suis remis en ordre, tout est arrangé », souligne-t-il.

Des élus communaux

Dans la liste, on retrouve aussi des conseillers communaux : Fabian Urbain (Be Frameries) et Domenica Butera (PS) de Frameries, ainsi que Salvatore Carrubba (PS), de Colfontaine : « C'est parce que je n'avais pas respecté le timing, j'étais en retard. Mais je me suis remis en ordre, tout est arrangé », souligne-t-il.

D'autres élus sont concernés : Pascali Tartzidis, (indépendant) de Quaregnon et Sébastien Cailleaux (QW Demain) de Quaregnon. « Je ne savais pas... Je vais y regarder ce soir », assure ce dernier.

Viennent ensuite les conseillers du CPAS qui ne sont pas en ordre dans leurs déclarations de mandats : Daniel De Pooter, de Colfontaine, Julien Dupont, de Boussu, Nadia Idjaâ, de Dour, Anaïs Lepoint, d'Honnelles, Olivier Van Overschelde, de Quiévrain et Julien Vanheesbeke, de Quévy.

Parmi les autres mandataires, Ludovic Castelain, de Dour (vice-président du Logis dourois), Laurent Bernard (Toit&moi), de Frameries, Bernard Pinchart (conseil d'administration de Toit&moi) de Saint-Ghislain et Jean-François Tamellini, de Frameries.

Ceux qui ont quitté

la politique

Certains mandataires repris dans la liste avaient déjà décidé de faire un pas de côté et ne siègent donc plus dans les instances publiques. C'est le cas des ex-conseillers communaux Florence Delwarte, de Quaregnon, Sheldon Guchez, de Dour, Elmâti Hamoumi, de Frameries ou encore Lise Lefebvre, de Saint-Ghislain.

Renseignements pris auprès du SPW : aucune décision de déchéance n'a été prise pour l'instant concernant ces « défaillants de 2023 », assure le service compétent, qui les invite toutefois à rapidement se mettre en ordre si ce n'est déjà fait. Dans le cas contraire, le gouvernement wallon pourrait entamer une procédure de sanction.

MONS-BORINAGE

Déclaration de mandats : 20 mandataires en défaut

Parmi eux, Fabrice Brion, le fondateur d'I-Care et président de SparkOH ! à Frameries. Mais aussi des conseillers communaux et conseillers du CPAS du Borinage et des Hauts-Pays.

AURÉLIE URBAIN AVEC S.CO

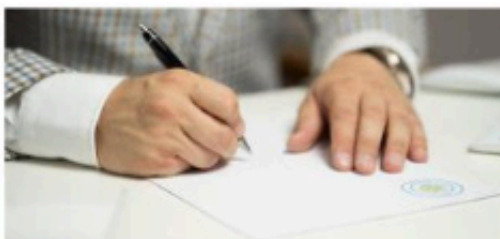
On se souvient de la mésaventure d'Anne-Van Nieuwenhove à Lens. Cheffe de file de l'opposition Écolo+, elle a dû renoncer à exercer son mandat, à contrecœur, en 2021. Pire, elle a été frappée d'une inéligibilité de 6 ans. Même chose pour la conseillère communale Erine Ferrari, de Colfontaine.

En cause : une non-déclaration de leurs mandats et la sanction, immédiate, du gouvernement wallon.

Le 27 décembre dernier, le moniteur belge publiait à nouveau la liste 2023 des « titulaires d'un mandat, personnes non élues, titulaires d'une fonction dirigeante locale, gestionnaires, administrateurs publics et commissaires du gouvernement ayant pu être identifiés comme n'ayant pas déposé la déclaration de mandats, fonctions et rémunérations », précise le texte. Parmi ces différentes personnes, 20 viennent de Mons-Borinage. C'est le cas de Fabrice Brion, le fondateur de l'entreprise montoise I-Care qui cartonne à l'international. Pour rappel, il exerce le mandat de président de SparkOH ! (ex-PASS), le parc scientifique de Frameries.

DES ÉLUS COMMUNAUX

Dans la liste, on retrouve aussi des conseillers communaux : Fabian Urbain (Be Frameries) et Domenica Butera



Attention aux retardataires ! © D.R.

(PS) de Frameries, ainsi que Salvatore Carrubba (PS), de Colfontaine : « C'est parce que je n'avais pas respecté le timing, j'étais en retard. Mais je me suis remis en ordre, tout est arrangé », souligne-t-il.

D'autres élus sont concernés : Pascali Tsartzidis, (indépendant) de Quaregnon et Sébastien Cailleux (QW De-main) de Quaregnon. « Je ne

Dour (vice-président du Logis dourais), Laurent Bernard (Toit&moi), de Frameries, Bernard Pinchart (conseil d'administration de Toit&moi) de Saint-Ghislain et Jean-François Tamellini, de Frameries.

CEUX QUI ONT QUITTÉ
LA POLITIQUE

Certains mandataires repris dans la liste avaient déjà décidé de faire un pas de côté et ne siègent donc plus dans les instances publiques. C'est le cas des ex-conseillers communaux Florence Delwarte, de Quaregnon, Sheldon Guchez, de Dour, Elmâti Hamoumi, de Frameries ou encore Lise Lefebvre, de Saint-Ghislain.

Renseignements pris auprès du SPW : aucune décision de déchéance n'a été prise pour l'instant concernant ces « défaillants de 2023 », assure le service compétent, qui les invite toutefois à rapidement se mettre en ordre si ce n'est déjà fait. Dans le cas contraire, le gouvernement wallon pourrait entamer une procédure de sanction. ■

**Le SPW les invite
à rapidement se mettre en
ordre, si ce n'est déjà fait.**

savais pas... Je vais y regarder ce soir», assure ce dernier.

Viennent ensuite les conseillers du CPAS qui ne sont pas en ordre dans leurs déclarations de mandats : Daniel De Pooter, de Colfontaine, Julien Dupont, de Bousu, Nadia Idjaâ, de Dour, Anaïs Lepoint, d'Honnelles, Olivier Van Overschelde, de Quiévrain et Julien Vanheesbeke, de Quévy. Parmi les autres mandataires, Ludovic Castelain, de

++ © SÉBASTIEN CAILLEUX



Sébastien Cailleux. © D.R.



Salvatore Carrubba. © D.R.



Fabrice Brion est le président de SparkOH ! © Belga

Face à Vous du 12 janvier: réussir à Mons/Borinage, c'est possible!

Cette semaine était marquée, notamment, par le gala du manager de l'année. Et parmi les nommés, 2 entreprises étaient issues Mons/Borinage avec Ecosteryl et **I-care**. Pas de lauréat mais l'occasion malgré tout pour nous d'évoquer l'esprit d'entreprendre bel et bien présent dans notre région.

Manager de l'Année 2023

Plus que jamais, le vainqueur Michaël Labro témoigne d'une évolution de l'approche au sud du pays, qui donne de l'espoir. Olivier Mouton

Michaël Labro, CEO de PMSweet, est le jeune vainqueur du titre de Manager de l'Année, organisé par Trends-Tendances. Agé d'à peine 30 ans, il a l'avenir devant lui. Derrière, les autres candidats ne font pas mauvaise figure: outre Ilham Kadri (Solvay), Fabrice Brion (I-Care), François Lepot (Safran Aero Boosters) et le trio d'Ecolostéryl Amélie Matton, Olivier et Romain Dufrasne illustrent combien la Wallonie peut voir l'avenir avec un espoir teinté de réalisme. (...) " Félicitations à toi, Michaël Labro, pour ta belle victoire au concours du Manager de l'Année, salue Fabrice Brion. Tes valeurs, ton parcours et l'évolution impressionnante de PMSweet font de ce choix une évidence, bravo! (...) Je me réjouis de constater que les cinq candidats au titre sont tous à la tête d'industries qui produisent, innovent et investissent en Wallonie. Ce palmarès constitue donc en soi un succès pour l'industrie wallonne. » L'économiste Bruno Colmant, qui accompagne I-Care dans son évolution, salue aussi cette édition. Elle éveille en lui un optimisme qui le délaisse parfois, face aux crises multiples de notre époque. « La Wallonie change, et en TRÈS bien, écrit-il sur LinkedIn. Une importante relève générationnelle est en cours. Cela me remplit de confiance. » (...)

MANAGER DE L'ANNÉE

Une Wallonie qui bouge et produit

Plus que jamais, le vainqueur Michaël Labro témoigne d'une évolution de l'approche au sud du pays, qui donne de l'espoir.

OLIVIER MOUTON

Michaël Labro, CEO de PMSweet, est le jeune vainqueur du titre de Manager de l'Année, organisé par *Trends-Tendances*. Agé d'à peine 30 ans, il a l'avenir devant lui. Derrière, les autres candidats ne font pas mauvaise figure: outre Ilham Kadri (Solvay), Fabrice Brion (I-Care), François Lepot (Safran Aero Boosters) et le trio d'Ecolostéryl Amélie Matton, Olivier et Romain Dufrasne illustrent combien la Wallonie peut voir l'avenir avec un espoir teinté de réalisme. (...) " Félicitations à toi, Michaël Labro, pour ta belle victoire au concours du Manager de l'Année, salue Fabrice Brion. Tes valeurs, ton parcours et l'évolution impressionnante de PMSweet font de ce choix une évidence, bravo! (...) Je me réjouis de constater que les cinq candidats au titre sont tous à la tête d'industries qui produisent, innovent et investissent en Wallonie. Ce palmarès constitue donc en soi un succès pour l'industrie wallonne. » L'économiste Bruno Colmant,



FREDERIC SIERAKOWSKI

qui accompagne I-Care dans son évolution, salue aussi cette édition. Elle éveille en lui un optimisme qui le délaisse parfois, face aux crises multiples de notre époque. « La Wallonie change, et en TRÈS bien, écrit-il sur LinkedIn. Une importante relève générationnelle est en cours. Cela me remplit de confiance. » (...) **t**



Le manager de l'année révèle une Wallonie qui bouge et produit

Politique économique Plus que jamais, le vainqueur Michaël Labro et les finalistes du « Manager de l'année » témoignent d'une évolution de l'approche au sud du pays.

Qui donne de l'espoir. Fabrice Brion, Bruno Colmant et Thomas Dermine le saluent.

Michaël Labro, CEO de PMSweet, est le jeune vainqueur du titre de manager de l'année, organisé par Trends Tendances. Âgé d'à peine 30 ans, il a l'avenir devant lui. Derrière, les autres candidats ne font pas mauvaise figure: outre Ilham Kadri (Solvay), Fabrice Brion (I-Care), François Lepot (Safran Aero Boosters) et le trio d'Ecolostéryl Amélie Matton, Olivier et Romain Dufasne illustrent combien la Wallonie peut voir l'avenir avec un espoir teinté de réalisme.

« Félicitations à toi, Michaël Labro, pour ta belle victoire au concours du Manager de l'année, salue d'ailleurs Fabrice Brion. Tes valeurs, ton parcours et l'évolution impressionnante de PMSweet font de ce choix une évidence, bravo! (...) Je me réjouis de constater que les 5 candidats au titre sont tous à la tête d'industries qui produisent, innovent et investissent en Wallonie. Ce palmarès constitue donc en soi un succès pour l'industrie wallonne. »

« La Wallonie change en TRES bien »

L'économiste Bruno Colmant, qui accompagne I-Care dans son évolution, salue cette édition. Elle éveille en lui un optimisme qui le délaisse parfois, face aux crises multiples de notre époque.

« La Wallonie change, et en TRÈS bien, écrit-il sur LinkedIn. Hier soir, j'étais à la remise des prix du Manager de l'Année du magazine Trends, invité par la société wallonne I-Care, à laquelle j'ai l'honneur d'être associé en tant qu'administrateur indépendant. Eh bien, la Wallonie est en pleine mutation.

Une importante relève générationnelle est en cours. Les quadragénaires (et même les trentenaires, car le Manager de l'Année du côté francophone a 30 ans !) prennent les commandes, et c'est remarquable . »

Bruno Colmant prolonge: « C'est extraordinaire, car cela marque la fin de la Belgique traditionnelle, figée dans ses vieilles habitudes d'obéissance. Cela me remplit de confiance, car, quelles que soient nos convictions politiques, cela signifie que ma génération, marquée par le drame de la catastrophe du Bois du Cazier dont on martelait le rappel dans les dictées des années soixante, peut se réjouir de céder la place à une jeunesse qui voit les choses différemment, et à laquelle elle doit offrir tout son soutien bienveillant. Cela me conforte dans l'idée que ma génération a fait son temps, et que, comme Bernanos se plaisait à le dire : tous les 20 ans, la jeunesse du monde pose à ses aînés une question à laquelle ils n'ont pas de réponse. »

« De nouveaux liens »

Le constat vaut, aussi, à l'échelle de la Belgique: « Pendant longtemps, la Belgique francophone a affiché une certaine arrogance envers la Flandre, alors que la réalité aurait exigé le contraire. Cette nouvelle génération voit les choses sous un angle positif, avec enthousiasme. Ma propre fille, éduquée en néerlandais depuis sa naissance, est un exemple de cette génération qui tisse de nouveaux liens, construit de nouvelles passerelles vers d'autres horizons. C'est là que se situe l'avenir entrepreneurial. Dans le respect de l'État social, auquel nous sommes tous redevables . »

Un Manager de l'année révélateur. Thomas Dermine (PS), secrétaire d'Etat fédéral à la Relance, salue d'ailleurs le post de Bruno Colmant : « 100% en ligne! »

[Olivier Mouton](#)